

Institut Grand-Ducal

ACTES

de la Section
des Sciences Morales et Politiques

Volume XIV



Luxembourg
2011

Institut Grand-Ducal

A C T E S
de la Section
des Sciences Morales et Politiques

Volume XIV

Publication réalisée par Georges ALS

2011

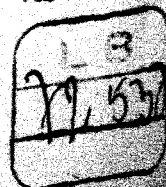


Table des matières

Préface du président.....	5
I. COMMUNICATIONS (ordre alphabétique)	9
1. CAMPAGNA Norbert : L'éthique de la sexualité à la recherche de son principe (02.03.2010).....	11
Observations de Georges Als Discussion: Kinsch-Elvinger-Mischo-Kremer	
2. FEYDER Nadine : L'intervention des N.U. au Congo (24.01.2011)	45
Discussion: Constitution-Elections-Unité du pays-Niveau de vie	
3. CLOOS Jim : Y a-t-il une gouvernance européenne ? (25.10.2010).....	75
Discussion: Mischo-Als-Brasseur-Santer-Mart-Rommes	
4. GOEDERT Georges : Schopenhauer : Vorstufen der Willensverneinung (15.12.2010)	107
Discussion: Hausemer-Wirion-Schumacher-Kinsch-Kremer-Wirtgen	
5. HAUSEMER Hubert : Lessings Ringparabel aus Nathan der Weise : ein praktikables Modell für den Religionsfrieden ? (15.09.2010) ..	133
Discussion: Elvinger-Campagna-Wirion	
II. Table Ronde du 13 novembre 2010	
Réforme de la Constitution : où en sommes-nous ?	175
Introduction du président	177
Présentation du sujet et des orateurs par Colette Flesch.....	181
A. Communications	
<i>Paul-Henri Meyers</i> Le cheminement historique, les objectifs et la portée de la révision constitutionnelle	185
<i>Jörg Gerkrath</i> La proposition de révision dans le contexte international : la garantie constitutionnelle des droits fondamentaux serait-elle devenue superflue ? Quelques remarques à propos de la notion des droits fondamentaux, de leur formulation et de leur protection	197

Jean-Paul Harpes

Dignité humaine et Droits fondamentaux
La Proposition de Révision de la Constitution
dans une optique philosophique.....221

Paul Schmit

Les aspects institutionnels de la proposition de révision :
« La revalorisation du Gouvernement et du Parlement »233

Marc Elvinger

Conforter le rôle du Chef de l'Etat en le déchargeant de ceux
de ses pouvoirs qu'il n'est pas en droit d'exercer.....253

B. Discussion.....257

M.Elvinger-Rommes-Ergec-Goedert-Bour-Als-Etienne-
Kremer-Loesch-A.Elvinger-Goerens

Conclusion par Colette Flesch284

III. IN MEMORIAM

HIPPERT Paul (par H. Ahlborn)291

PESCATORE Pierre (par A. Elvinger)293

SCHAACK Robert (par H. Etienne).....300

SCHABER Gaston (par J.P. Harpes)304

WEITZEL Albert (par G. Ravarani).....308

IV. Tableau des membres.....313

a) Membres effectifs315

b) Membres correspondants.....322

c) Membres d'honneur.....323

V. Publications de la Section 1967-2011.....325

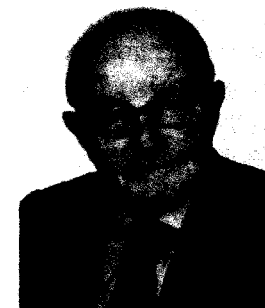
VI. Organisation de l'Institut.....355

L'Institut et ses sections : Projet de réorganisation359

Règlement de la Section des sciences morales et politiques373

Préface du Président

La dimension accrue et la diversité de nos Actes en leur volume XIV, sur 384 pages, témoignent de la vitalité de notre Section de l'Institut Grand-Ducal et permettent à nos lecteurs, espérons-nous, d'apprécier à leur juste valeur les travaux de nos membres et les contributions de nos invités.



Le volume XIV de ces Actes contient deux communications de personnalités qui ne sont pas membres de l'Institut Grand-Ducal : Jim Cloos, haut fonctionnaire au Conseil des Ministres de l'Union Européenne, répond à la question : « *Ya-t-il une gouvernance européenne ?* ». Nadine Feyder, envoyée spéciale des Nations Unies, nous confronte avec le monde extra-européen en traitant d'un sujet particulièrement douloureux pour l'Afrique : « *Monusco, l'intervention des Nations-Unies au Congo* ».

Les autres communications de ce volume portent sur des sujets philosophiques. Norbert Campagna parle de l'éthique de la sexualité à la recherche de son principe. Georges Goedert présente sa conférence sur *Vorstufen der Willensverneinung* chez Schopenhauer. Hubert Hausemer, traitant de la Ringparabel de Lessing dans *Nathan der Weise*, se demande s'il s'agit d'un modèle qui peut servir la paix des religions.

Une large partie de nos Actes est consacrée aux travaux de notre Table Ronde du 13 novembre 2010 sous le titre « *Révision de la Constitution : où en sommes-nous ?* ». Cette Table Ronde s'est tenue dans une ambiance conviviale, avec des invités de marque de la Chambre des Députés et du Conseil d'Etat, au Golf Club Grand-Ducal à l'initiative et sous la conduite de notre membre d'honneur Colette Flesch.

Nos lecteurs trouveront dans les textes de cette Table Ronde, après un rappel de la part du soussigné quant à un colloque tenu en 1987 en présence d'orateurs prestigieux dans le même cadre, la présentation du sujet et des orateurs par Colette Flesch, ensuite les communications des participations à cette Table Ronde. Paul-Henri Meyers, député, président de la Commission de la Chambre des Députés des Institutions et de la Révision constitutionnelle, décrit le cheminement historique, les objectifs

et la portée générale de la proposition de révision. Le Professeur Jörg Gerkrath place la révision de la Constitution dans le contexte international. Notre membre Jean-Paul Harpes traite de la révision du chapitre 2 de la Constitution dans une optique philosophique. Le Conseiller d'Etat Paul Schmit examine les aspects institutionnels de la révision. Enfin notre membre Marc Elvinger parle du rôle du Chef de l'Etat dans le contexte du projet de la révision. La suite contient les nombreuses interventions faites au cours de la discussion, les réponses des orateurs et la conclusion de la présidente Colette Flesch.

Les Actes comprennent, comme les années précédentes, les éloges de nos confrères défunts – hélas particulièrement nombreux cette année – dont l'un des pères-fondateurs et principaux acteurs de notre Section, Pierre Pescatore.

On trouvera enfin dans ces Actes les informations « utiles » habituelles, mais mises à jour, sur l'organisation de notre Section, ses publications et ses activités.

Je saisis cette occasion pour informer tous ceux qui s'intéressent à l'Institut Grand-Ducal des développements, de plus en plus concrets, d'une réactivation et d'une réorganisation de l'Institut Grand-Ducal dans son ensemble. A ce titre, notre Section a proposé un avant-projet de loi portant modification du Règlement organique de l'Institut Royal Grand-Ducal de Luxembourg qui date de 1868. Il est prévu de déposer cet avant-projet de loi entre les mains de Madame le Ministre de la Culture dans les prochains mois.

Les présidents des Sections ont eu l'honneur d'être reçus en audience par S.A.R. le Grand-Duc, protecteur de l'Institut Grand-Ducal, pour y exposer leurs projets et leurs problèmes. Les présidents ont encore rendu visite à Madame la Ministre de la Culture qui a accueilli avec compréhension ses desiderata, tant financiers que structurels, et parmi ceux-ci l'espoir qu'un jour l'Institut trouvera une demeure commune digne de ses travaux.

D'ores et déjà, des réunions régulières se tiennent à ces effets sous la présidence du président de la Section historique, la plus ancienne en rang, Monsieur Paul Dostert. Plusieurs groupes de travail se préoccupent des modalités d'une coopération des Sections sous l'organisation faîtière de l'Institut qui sera ainsi, après une longue période de veilleuse, réactivé.

Aussi peut-on prévoir que sur le plan juridique, l'Institut se verra expressément reconnaître sa personnalité morale et que la mise en place d'un président et d'un secrétaire général de l'Institut dans son ensemble et sous le même toit conduira à la fois à une meilleure coopération entre les Sections et à une plus grande visibilité de l'Institut tant à l'égard du public qu'à l'égard des autorités. En attendant, les présidents des Sections envisagent et préparent la tenue d'une séance académique, au sens propre et figuré du terme, qui marquera les premiers résultats de ces efforts méritoires.

Luxembourg, février 2011

André Elvinger

I. COMMUNICATIONS

Séance du 2 mars 2010

L'ÉTHIQUE DE LA SEXUALITÉ : À LA RECHERCHE D'UN PRINCIPE POUR LA MORALE SEXUELLE

par
Norbert Campagna

Norbert Campagna, docteur en philosophie habilité à diriger des recherches, est professeur-associé de philosophie à l'Université du Luxembourg et professeur de philosophie au Lycée de Garçons Esch. Auteur de 22 livres, ses travaux portent principalement sur la philosophie de l'État et du droit ainsi que sur l'éthique appliquée, et notamment sur l'éthique de la sexualité.



L'éthique de la sexualité est une réflexion philosophique sur le principe ou les principes qui nous permettent de faire la distinction entre des actes sexuels moralement légitimes, et donc en principe permis, et des actes sexuels moralement illégitimes, et donc en principe interdits. Par acte sexuel, nous entendons ici des actes par lesquels nous cherchons à produire, chez nous-mêmes ou chez d'autres personnes, du plaisir sexuel. Nous distinguerons ainsi la dimension strictement sexuelle d'un acte des dimensions génitales et/ou procréatives qui peuvent, dans de nombreux cas, également être présentes. L'éthique de la sexualité est pour nous cette discipline de l'éthique appliquée qui s'interroge sur les conditions de légitimité morale de la recherche du plaisir sexuel. Dans ma contribution, je voudrais brièvement présenter et discuter quelques-uns des grands principes qui sont le plus souvent mis en avant par les auteurs soucieux de systématiser nos jugements moraux relatifs aux actes sexuels.

Table des matières

Introduction.....	3
1. La nature	6
2. Le consentement	8
3. L'égalité.....	11
4. La réciprocité	13
5. La dignité humaine	14
6. L'amour	15
Conclusion	17
Bibliographie.....	19

ÉTHIQUE DE LA SEXUALITÉ : À LA RECHERCHE D'UN PRINCIPE POUR LA MORALE SEXUELLE

Introduction

Par morale sexuelle, nous entendons ici en premier lieu les normes morales qui se rapportent au comportement sexuel des êtres humains et qui soit leur interdisent d'accomplir certains actes sexuels, soit leur recommandent, voire leur ordonnent parfois de pratiquer certains actes sexuels. La morale sexuelle nous sert donc de guide dans notre comportement sexuel. Par le passé, la morale sexuelle a souvent été identifiée à la morale tout court, de sorte que l'affirmation qu'une personne X était immorale signifiait généralement qu'elle ne respectait pas les normes morales relatives au comportement sexuel. Par ailleurs, un comportement moralement répréhensible au niveau de la sexualité équivalait souvent à une condamnation globale de la personne. En d'autres termes, le fait que l'on menait une vie sexuelle « dissolue » servait à disqualifier moralement la personne également dans toutes les autres sphères de sa vie.

Par acte sexuel, nous entendons dans ce qui suit un acte qui a pour objet la production d'un sentiment ou d'une sensation de plaisir sexuel, que ce soit chez soi-même ou chez autrui. Ce plaisir peut n'exister que sous la forme d'une simple stimulation ou sous la forme d'une satisfaction. Pour bien comprendre la portée de cette définition, il est important de distinguer trois types d'actes, à savoir les actes sexuels, les actes génitaux et les actes procréatifs. Un acte donné peut posséder les trois caractéristiques, mais il peut aussi arriver que deux seulement, voire seulement une seule soient présentes.

Un acte est procréatif, au sens subjectif du terme, si celui ou ceux qui le pratiquent ont pour but la procréation, c'est-à-dire la fécondation d'un ovule – le clonage réalisé par énucléation et transfert nucléaire étant ici considéré, pour les besoins de la cause, comme un type de fécondation. Un acte peut être uniquement procréatif, en l'occurrence si l'acte n'est accompli sans aucune autre intention que celle de procréer. Lorsqu'un médecin procède à une fécondation *in vitro*, c'est-à-dire lorsqu'il « mélange » le

sperme et l'ovule dans une éprouvette, son acte est purement procréatif. Mais rien n'empêche qu'un acte puisse être mixte et que la procréation ne soit donc qu'un aspect, qui peut être plus ou moins central, de l'acte en question. Ainsi, les actes procréatifs sont encore dans la très grande majorité des cas aussi des actes génitaux.

À côté de ce sens subjectif, nous pouvons aussi distinguer un sens objectif. Nous dirons qu'un acte est objectivement procréatif s'il a pour résultat la fécondation d'un ovule. Un acte peut être subjectivement procréatif sans l'être objectivement – ce sera par exemple le cas si deux personnes stériles, qui ignorent leur stérilité, accomplissent un acte coïtal avec l'intention de procréer. De même, un acte peut être objectivement procréatif sans qu'il le soit subjectivement – ce sera par exemple le cas si lors d'un rapport coïtal avec utilisation de moyens contraceptifs pour empêcher la fécondation, ces moyens n'ont pas l'effet voulu.

Un acte génital est un acte accompli en utilisant les organes dits génitaux, c'est-à-dire les organes du corps humains dont l'utilisation était jusqu'il y a peu, c'est-à-dire jusqu'au développement de la fécondation *in vitro*, nécessaires pour procréer. En langage clair, il s'agit du pénis chez l'homme et du vagin chez la femme. Comme il vient d'être dit, l'utilisation de ces organes génitaux était, jusqu'il y a peu, nécessaire pour procréer. Tout acte procréatif était donc aussi un acte génital. Mais cela n'implique pas que tout acte génital doive nécessairement être un acte procréatif. Un couple qui se sait stérile et qui accomplit un acte coïtal accomplit un acte génital sans accomplir un acte procréatif. Ou pour prendre un autre exemple : uriner est, du moins pour les hommes, un acte génital, car accompli en utilisant leur pénis.

Un acte sexuel est, comme nous l'avons déjà mentionné, un acte accompli en vue de produire du plaisir sexuel. Un acte sexuel n'a pas besoin d'être un acte procréatif, et le développement de moyens contraceptifs a d'ailleurs permis de dissocier la sexualité de la procréation. D'un autre côté, le développement de l'assistance médicale à la procréation a permis de dissocier la procréation de la sexualité. Dès lors que les spermatozoïdes peuvent être prélevés chirurgicalement et que la fécondation peut se faire *in vitro*, il ne subsiste plus la moindre trace de plaisir sexuel dans un acte procréatif. Un acte sexuel n'a pas non plus besoin d'être un acte génital. Au plus tard depuis les travaux de Freud, nous savons qu'un plaisir de type sexuel peut être obtenu sans accomplir un acte de nature génitale, c'est-à-dire sans utiliser un organe génital.

Dans ce qui suit, nous ne chercherons pas à définir le plaisir sexuel ou à le caractériser phénoménologiquement. Il nous suffit, pour les besoins de notre réflexion, d'admettre l'existence du plaisir sexuel en tant que plaisir

sui generis, c'est-à-dire qui ne se laisse pas réduire à un autre type de plaisir, et d'admettre que les êtres humains recherchent ce plaisir. Cela ne signifie toutefois pas que tous le recherchent pour eux-mêmes, exclusivement ou principalement, voire que tous les êtres humains le recherchent effectivement. Il existe des personnes qui sont incapables d'éprouver du plaisir sexuel – on parle alors d'asexualité – et il existe d'autres personnes qui, pour des raisons diverses, ont renoncé à le rechercher – pensons par exemple aux personnes qui ont fait vœu de chasteté.

Pour certaines des personnes qui ne peuvent pas ou qui ne veulent pas éprouver du plaisir sexuel elles-mêmes, la question se pose de savoir si elles ont le droit de produire du plaisir sexuel pour autrui, par exemple si une autre personne leur demande de le faire, de même que pourrait éventuellement se poser pour elles la question de savoir si elles pourraient éventuellement avoir un devoir de donner du plaisir sexuel à autrui ou un devoir de permettre à autrui de se procurer du plaisir sexuel auprès d'elles.

L'éthique de la sexualité, telle que nous l'entendons dans ce qui suit, est une réflexion philosophique sur les conditions de légitimité morale de la recherche, respectivement de la production de plaisir sexuel. Cette réflexion philosophique a pour but de formuler un principe à la lumière duquel systématiser les normes morales relatives au comportement sexuel tel qu'il vient d'être défini et de leur donner ainsi un maximum de cohérence. Le cas échéant, une éthique de la sexualité peut aussi systématiser nos jugements moraux relatifs au comportement sexuel à la lumière de plusieurs principes, dont chacun pourra éventuellement être une condition nécessaire pour la légitimité morale de l'acte et tous ensemble constituer une condition nécessaire et suffisante. À l'intérieur d'une telle pluralité de principes on pourra, le cas échéant, mais sans que cela soit nécessaire, établir une hiérarchie.

Pour illustrer notre propos à l'aide d'un cas très concret, prenons l'exemple d'une personne qui condamne moralement des actes homosexuels, des actes de viol et des actes de pédophilie, mais qui ne condamne pas moralement des actes hétérosexuels entre personnes qui ne sont pas mariées, ni des actes masturbatoires, accomplis en solitaire, à deux ou à plusieurs (à condition, dans ces deux derniers cas, que la règle de l'hétérosexualité soit acceptée), ni des actes de sexualité orale entre un homme et une femme. L'éthique de la sexualité invite cette personne à réfléchir sur le ou les principes à la lumière duquel ou desquels elle peut systématiser ses jugements normatifs. Une telle réflexion pourra, le cas échéant, amener la personne concernée à revenir sur certains de ses jugements normatifs, et ce parce qu'ils ne trouvent pas de place dans le cadre général défini par le principe ou les principes. Une telle réflexion

philosophique poursuit entre autres choses le but de nous inciter à remettre en question des jugements qui nous semblaient naturels ou aller de soi. Elle procède donc d'un effort de rationalisation de nos jugements moraux, auquel vient se surajouter une recherche de cohérence.

Dans ce qui suit, je voudrais brièvement présenter et discuter quelques-uns des grands principes qui sont en concurrence les uns avec les autres pour systématiser les normes de la morale sexuelle. Ces principes seront présentés dans une forme idéaltypique, c'est-à-dire que je laisserai de côté les mille et une nuances que chacun d'entre eux peut éventuellement prendre. Je tiens aussi à préciser que ma réflexion se situe au niveau de la *morale* sexuelle et non pas à celui du *droit* de la sexualité. Le fait qu'un comportement sexuel soit moralement illégitime ne signifie pas encore qu'il doive aussi être déclaré juridiquement illégitime, c'est-à-dire qu'il doit être interdit ou sanctionné pénalement par le droit positif. Si certains peuvent certes encore penser que le droit de la sexualité doit opérer avec les mêmes principes que la morale sexuelle, il me semble néanmoins opportun et même prudent d'éviter une trop grande « moralisation » du droit, notamment dans un domaine comme celui de la sexualité.

Dans cette contribution, je renoncerai à l'emploi de notes de bas de page, mon but premier étant de faire réfléchir le lecteur et la lectrice sur une question substantielle. Ceux et celles qui voudront aller plus loin, pourront se référer à la très riche bibliographie à la fin de cette contribution ainsi qu'à mon livre *L'éthique de la sexualité. Un panorama critique* (Paris, La Musardine, 2011).

1. La nature

Selon le principe de la nature, la recherche du plaisir sexuel n'est moralement légitime que si elle respecte l'ordre naturel des choses. Cet ordre naturel dresse donc le cadre axiologique ou normatif pour nos actes et c'est à sa lumière que nous devons les évaluer moralement.

Notons immédiatement que la nature dont il est ici question n'a rien ou n'a que très peu à voir avec la nature des sciences naturelles modernes, notamment la nature dont il est question chez Darwin. Pour les sciences naturelles en effet, la nature n'est qu'un simple mécanisme, sans aucune finalité intrinsèque à la lumière de laquelle des comportements, quels qu'ils soient, pourraient être évalués moralement, de sorte que les comportements naturels d'un être vivant ne sont ni bons, ni mauvais, moralement parlant, mais servent tout au plus à la survie de l'individu ou de l'espèce à laquelle l'individu appartient. S'il fallait prendre cette nature comme principe, l'acte que nous désignons aujourd'hui sous la catégorie

juridique de viol devrait être considéré comme moralement permis, si ce n'est même moralement obligatoire.

Lorsque des penseurs, qui se situent généralement, mais pas exclusivement, dans un cadre de pensée aristotélicien ou thomiste, font de la nature un cadre de référence normatif pour une éthique de la sexualité, ils pensent à une nature finalisée, c'est-à-dire dans laquelle sont inscrites certaines fins morales dont l'être humain doit tenir compte et qui doivent lui servir pour guider ses actions. Et l'une de ces fins est la procréation. Si la nature – ou le Dieu créateur de la nature – a doté les êtres humains d'organes génitaux, c'est pour qu'ils deviennent des géniteurs et des génitrices, c'est-à-dire pour qu'ils procréent. L'acte de procréation est pour ainsi dire inscrit en tant que finalité intrinsèque dans nos organes génitaux. Et si le plaisir sexuel accompagne l'utilisation de ces organes, c'est, disent certains, pour inciter les êtres humains à pratiquer l'acte de procréation. D'où l'on déduit alors, et c'est là ce qui nous intéresse le plus ici, que la recherche du plaisir sexuel n'est moralement légitime que si elle a lieu dans le cadre d'un acte qui doit au moins être subjectivement procréatif. Pour assurer la légitimité morale d'un acte potentiellement sexuel, c'est-à-dire qui peut, lorsqu'il est accompli, conduire au plaisir sexuel, sa dimension sexuelle doit donc toujours être subordonnée à sa dimension procréatrice.

Notons que si pour certains, plus proches en cela d'une approche augustinienne, le plaisir sexuel est un mal nécessaire accompagnant l'accomplissement d'un acte procréatif, pour d'autres, plus proches en cela des thèses thomistes, le plaisir sexuel qui accompagne l'acte procréatif n'est pas un mal en soi, mais peut, du moins dans la mesure où il s'inscrit dans un ordre de la nature qui n'est plus simplement perçu comme le versant purement négatif de l'ordre de la grâce, être considéré comme un bien qu'il est parfaitement légitime de poursuivre sous certaines conditions.

Des actes dont une telle subordination de la recherche du plaisir à la recherche de la procréation est absente, voire des actes qui ne sont conçus que comme des actes sexuels, c'est-à-dire où toute finalité procréatrice est intentionnellement exclue, seront déclarés contre nature. Du moins une telle condamnation sera-t-elle prononcée lorsque l'acte sexuel en question ne ressemble même pas à un acte pouvant conduire à une fécondation.

Plusieurs auteurs introduisent encore un autre aspect qu'ils rattachent aussi à la nature. Les êtres humains sont par nature des êtres qui, lors des premières années de leur vie, ont besoin d'assistance. Par nature, et les sentiments naturels d'affection, dit-on, l'attestent, ce sont les personnes qui leur ont donné la vie qui sont responsables pour leur procurer cette assistance, pour les nourrir, les élever, les éduquer et, d'une manière plus générale, les socialiser. Il est donc nécessaire par nature que les deux

géniteurs restent ensemble afin de pouvoir s'occuper de leur progéniture. D'où l'instauration du lien marital, le droit civil ne faisant qu'instaurer positivement une institution rendue nécessaire par la nature.

En combinant l'aspect de la procréation et du mariage, on aboutit à la conception naturaliste classique, défendue notamment par l'Église catholique, et selon laquelle la recherche du plaisir sexuel n'est moralement légitime que si elle se fait dans le cadre du mariage hétérosexuel et en ne se fermant pas à la vie, c'est-à-dire en laissant ouverte la possibilité de la procréation. Tout acte sexuel qui n'a pas pour but la procréation ou qui a lieu en dehors du mariage est considéré comme péché par la religion et comme crime par le droit pénal – ou celui-ci s'aligne sur la morale. On fera toutefois généralement une distinction entre des péchés/crimes selon la nature (par exemple un coït vaginal adultère ou avec une prostituée) et des péchés/crimes contre la nature (tout acte sexuel où il n'y a pas insertion du pénis dans le vagin).

Si le principe de la nature a encore ses défenseurs, force est néanmoins de constater qu'il a été radicalement remis en question au cours du 20^e siècle. Même si l'on accepte l'idée que la nature nous a donné la possibilité d'éprouver du plaisir sexuel afin de nous inciter à la procréation, il y a encore un pas important à faire de là à l'affirmation selon laquelle ce plaisir ne devrait être recherché que dans le cadre d'un acte procréatif. Après tout, ce n'est pas parce que la nature nous a donné la sensation de la faim afin de nous inciter à manger lorsque notre organisme a besoin de calories, qu'il serait immoral de manger lorsque nous n'avons pas faim. Aujourd'hui la goinfrerie n'est plus considérée comme une faute morale, mais tout au plus comme une imprudence sanitaire.

Si je comprends parfaitement le souci des auteurs ici discutés de faire en sorte que le principe qui nous sert à distinguer les actes sexuels moralement légitimes de ceux qui ne le sont pas échappe à l'arbitraire de la volonté humaine et trouve une assise rationnelle, je doute de la possibilité de faire de la nature une telle assise. Le risque est grand que d'aucuns cherchent à rationaliser leurs préjugés en en faisant l'expression de normes naturelles.

2. Le consentement

Selon le principe du consentement, un acte sexuel est moralement légitime si les personnes qui l'accomplissent ou qui y sont impliquées ont donné leur consentement à l'acte en question, c'est-à-dire si elles ont accepté d'y participer. Faire subir un acte sexuel à quelqu'un sans avoir obtenu son consentement, c'est commettre un viol, ou au moins une

atteinte à l'intégrité sexuelle ou plus généralement physique d'autrui. Le fait de consentir a donc, comme le soulignent certains auteurs, une vertu transformatrice, c'est-à-dire qu'il peut à lui seul – du moins si nous faisons du principe du consentement le seul principe autour duquel s'organise notre éthique sexuelle – transformer en acte moralement acceptable ou légitime ce qui, sans lui, serait un acte moralement inacceptable ou illégitime.

Si certains auteurs acceptent l'idée que le consentement doit être considéré comme étant une condition nécessaire à la légitimité morale d'un acte sexuel, mais refusent de voir en lui également une condition suffisante, d'autres auteurs estiment au contraire que la présence du consentement suffit à elle seule pour donner un caractère moralement légitime à l'acte. Pour ces auteurs, en d'autres termes, dès que nous savons que X a consenti à accomplir un acte sexuel avec Y, il n'y a plus lieu de nous interroger sur la licéité morale de l'acte en question.

Notons toutefois que les auteurs qui font du consentement à la fois une condition nécessaire et suffisante estiment que ce consentement doit être qualifié, et en particulier qu'il doit être libre et éclairé. Cette idée d'un consentement libre et éclairé se retrouve aujourd'hui surtout dans le cadre de l'éthique médicale – où il est exigé que le consentement du patient à un acte médical soit libre et éclairé –, mais rien n'empêche de l'étendre également à d'autres domaines, comme à celui de l'éthique de la sexualité. Cherchons à voir d'un peu plus près – sans pour autant entrer dans tous les détails d'une question qui a donné et donne encore lieu à une littérature abondante – en quoi peut exactement consister le caractère libre et éclairé d'un consentement.

Le fait de consentir à accomplir un acte sexuel avec une personne qui, en vous tenant un couteau sous la gorge, vous demande si vous consentez à lui faire la petite faveur sexuelle qu'elle vous demande, pose problème au niveau de la liberté du consentement. Rappelons-nous que le consentement n'acquiert sa vertu transformatrice que s'il est libre, c'est-à-dire s'il n'y a pas de contrainte. Mais il semble bien y avoir contrainte lorsqu'on accomplit un acte uniquement parce que c'est là le seul moyen de préserver sa vie.

L'existence de cas apparemment aussi clairs que celui que nous venons de présenter ne doit toutefois pas nous faire croire que les choses sont toujours aussi claires. Est-ce par exemple contraindre quelqu'un dans le besoin si on lui promet un emploi contre une faveur sexuelle ? Est-ce contraindre un étudiant ou une étudiante que de lui promettre le doctorat convoité en échange d'une faveur de nature sexuelle ? Si la contrainte physique est souvent facilement identifiable, il n'en va pas nécessairement de même pour la contrainte morale. Pour certains auteurs, la contrainte

apparaît dès lors que celui qui veut obtenir quelque chose de vous **menace** de vous laisser ou de vous mettre dans une situation dans laquelle il **n'a pas** le droit de vous laisser ou de vous mettre, c'est-à-dire lorsqu'il vous **oblige** à accomplir un acte que vous ne devriez en principe pas accomplir pour obtenir ce que vous voulez ou ce dont vous avez besoin et qui vous **revient** de droit. Ainsi, si le professeur exige une faveur sexuelle d'une étudiante pour lui donner la note qu'elle mérite, il y a contrainte. Par contre, si ce même professeur dit à une étudiante qu'il est prêt à transformer sa note méritée de cinq sur vingt en une note imméritée de quinze sur vingt — note dont elle a besoin pour réussir — et qu'elle accepte de lui faire une faveur sexuelle, il n'y aurait pas contrainte.

Un autre aspect concerne le caractère éclairé du consentement. C'est notamment en raison de cet aspect que les actes sexuels avec des **enfants** sont considérés comme moralement illégitimes et, de surcroît, sanctionnés pénalement sous l'incrimination, pour les plus graves, de **pédophilie**. On suppose que jusqu'à un certain âge, un enfant, respectivement un adolescent ne sont pas encore en mesure de savoir précisément à quoi ils s'engagent en accomplissant un acte sexuel. Donc même si un enfant de 10 ans dit qu'il consent à accomplir un acte sexuel avec un adulte, ce consentement ne sera pas considéré comme éclairé et il ne possèdera pas la vertu transformatrice dont il a été question plus haut.

La question se pose ici de savoir quelles connaissances sont précisément requises pour pouvoir donner un consentement éclairé à un acte sexuel. Que dire dans le cas d'une personne adulte mais, disons, encore sexuellement naïve, car n'ayant pas bénéficié de cours d'éducation sexuelle digne de ce nom ? Faudra-t-il établir une procédure comparable à celle en vigueur pour les actes médicaux, c'est-à-dire faudra-t-il exiger qu'avant tout acte sexuel, la personne voulant accomplir un tel acte explique à l'autre personne quels sont les risques encourus et lui fasse, le cas échéant, signer un papier comme quoi elle a pris connaissance de ces risques et accepte néanmoins d'accomplir l'acte sexuel qui lui est proposé ?

Un troisième aspect doit aussi être mentionné, à savoir celui du caractère si possible explicite du consentement. Pour certains, on ne peut légitimement supposer qu'il y a consentement que si ce consentement est explicite et s'il a pour objet l'acte sexuel que l'on veut accomplir. Il ne suffit donc pas que X se laisse faire pour que Y puisse en déduire que X consent. De même, si X a consenti à un acte de pénétration anale, Y ne doit pas en conclure que X a aussi consenti à un acte de pénétration vaginal — selon un principe du genre : « Celui qui accepte un acte sexuel éloigné de la norme accepte automatiquement tout acte moins éloigné de la norme ». Il s'agirait donc, si on prend à la lettre l'idée d'un consentement explicite pour chaque

acte, de demander à chaque instant au partenaire ou à la partenaire si il/elle est d'accord pour accomplir l'acte sexuel que l'on veut accomplir.

Comme on le voit, le principe du consentement n'est pas sans poser problème, et si certains auteurs l'acceptent éventuellement pour le domaine du droit, ils estiment que pour le domaine de la morale, il est insuffisant.

3. L'égalité

Selon le principe de l'égalité, un acte sexuel n'est moralement légitime que s'il est accompli entre deux personnes qui se trouvent dans une situation d'égalité. Entendons par là que le différentiel de pouvoir ne doit pas être tel entre ces deux personnes, que l'une d'entre elles, à savoir celle à laquelle l'acte sexuel est proposé, ne peut pas se permettre de refuser sans risquer des représailles injustifiées et insupportables de la part de l'autre.

Cette égalité peut soit se limiter au cas des deux personnes directement concernées, soit se référer aux rapports sociaux qui existent entre les deux groupes auxquels les deux personnes appartiennent. L'exigence d'une égalité structurelle se retrouve par exemple dans les écrits de certains auteurs féministes, pour lesquels tout rapport sexuel entre un homme et une femme dans une société patriarcale doit être jugé moralement illégitime, les femmes étant, dans une telle société, globalement soumises aux hommes. Certains auteurs en tirent la conséquence que sous le régime du patriarcat, seuls des actes sexuels lesbiens peuvent être moralement légitimes. D'autres auteurs vont encore plus loin, affirmant que même des rapports lesbiens se déroulent selon un scénario patriarcal dans une société patriarcale, les femmes ayant été socialisées de telle manière que leurs désirs sexuels reflètent des valeurs ou des normes du patriarcat. Pour que des rapports sexuels moralement légitimes puissent avoir lieu, il faudrait donc que les structures patriarcales de la société soient renversées et qu'une véritable égalité entre les sexes s'établisse, une égalité qui pourrait, le cas échéant, être obtenue par la disparition de la catégorie du sexe biologique — et du genre social —, c'est-à-dire par la disparition de la distinction que nous faisons entre hommes et femmes. Cette distinction, disent certains, est une construction sociale que d'aucuns, pour établir plus fermement leur pouvoir, font passer pour une distinction naturelle.

Mais le principe de l'égalité peut aussi être compris dans un sens moins englobant. Prenons le cas d'un individu perdu dans le désert et qui est sur le point de mourir de soif. Un autre individu passe et lui propose de l'eau en échange d'une faveur sexuelle. Dans cette situation, il y a une différence de pouvoir évidente entre les deux personnes. Pour la première,

avoir de l'eau est quelque chose de vital, alors que pour la seconde, recevoir une faveur sexuelle n'est pas vital. La seconde peut ainsi bien plus facilement renoncer à donner de l'eau à la première, que la première ne peut renoncer à faire profiter la seconde d'une faveur sexuelle.

Changeons maintenant le scénario et admettons que pour la seconde personne, la faveur sexuelle soit tout aussi vitale que ne l'est l'eau pour la première. Dans un tel cas, les deux personnes ont, si l'on peut dire, le même pouvoir de nuisance et par là aussi un pouvoir de négociation sensiblement égal – et nous supposons, bien entendu, que les deux personnes ont le même désir de rester en vie.

Ce principe d'égalité doit être lu comme complément au principe de consentement dont il a été question dans la partie précédente. Il vient d'une certaine manière donner un contenu à l'idée de liberté. On ne saurait vraiment parler de consentement libre que si les deux parties qui consentent ont un pouvoir de négociation sensiblement égal, c'est-à-dire si chacune d'elles a une chance sensiblement égale d'imposer ses conditions à l'autre. Par le biais d'une telle égalité des conditions de négociation, il s'agit d'éviter toute forme d'exploitation, celle-ci étant perçue comme résultant d'une disparité flagrante entre individus ou comme étant liée à une telle disparité.

Notons que l'égalité ne doit pas nécessairement se limiter au pouvoir physique ou au pouvoir de nuisance en général, mais qu'elle peut – et doit – aussi englober une égalité au niveau des informations dont disposent les deux individus. Pour prendre l'exemple des deux personnes dans le désert. Admettons que l'une des deux ait absolument besoin d'eau et que l'autre ait absolument besoin d'une faveur sexuelle. Mais admettons en outre que la seconde sache que dans quelques minutes une caravane passera et que les personnes qui la composent donneront de l'eau au premier individu sans rien demander en contrepartie. Dans ce cas, la seconde personne pourra profiter de son avantage au niveau de l'information pour extorquer une faveur sexuelle à la première.

Tant le principe du consentement que le principe de l'égalité peuvent s'inscrire dans une perspective contractualiste, l'acte sexuel étant envisagé comme un acte que deux individus acceptent d'accomplir entre eux, comme ils pourraient par exemple accepter d'échanger certains biens. Chacun a quelque chose à offrir à l'autre, c'est-à-dire il s'agit d'un échange dont les deux parties sortent gagnantes. Et le rôle des principes du consentement et de l'égalité est précisément de faire en sorte que les deux parties sortent effectivement gagnantes de l'échange et qu'il n'y ait pas d'exploitation de l'une par l'autre.

4. La réciprocité

Selon le principe de la réciprocité, un acte sexuel n'est moralement légitime que si les deux personnes le désirent et/ou si les deux personnes en tirent du plaisir. Il faut donc que le désir et/ou le plaisir soient réciproques. Il s'agit ici aussi d'une forme d'égalité, mais notons qu'il s'agit d'une forme d'égalité de résultat, alors que dans la partie précédente, il était surtout question d'égalité au niveau des conditions initiales.

Pour ce qui est du désir, il est important de noter qu'entre le désir d'un acte sexuel et le refus d'un acte sexuel, il y a de la place pour une sorte d'indifférence. De nombreuses personnes acceptent d'accomplir un acte sexuel pour faire plaisir à l'autre. Ces personnes désirent donc faire plaisir à l'autre, mais elles ne désirent pas accomplir un acte sexuel avec l'autre. Il s'avère tout simplement qu'étant donné que l'autre voudrait un acte sexuel, l'accomplissement d'un tel acte est le moyen nécessaire pour faire plaisir à l'autre. Mais ces personnes ne répugnent pas pour autant à l'accomplir, ou du moins cela n'est-il pas toujours le cas. En ce sens, leur situation est différente de celle d'une personne qui est victime d'un viol, celle-ci ne voulant absolument pas accomplir l'acte sexuel.

Comme certains auteurs le font remarquer, ce genre de situation peut se retrouver dans le cadre d'un couple. Nous pouvons supposer, mais au risque de nous tromper, que dans la plupart des cas, les deux partenaires désirent tous les deux accomplir l'acte sexuel. Il peut toutefois se présenter des cas où l'un des deux désire accomplir un tel acte, mais l'autre préfère plutôt dormir. Si ce dernier accepte néanmoins, il ne le fait pas nécessairement sous une quelconque pression ou contrainte, mais simplement pour faire plaisir à l'autre. Dans la mesure où l'autre partenaire accepte aussi d'accomplir un acte sexuel les jours où il n'a pas envie, on retrouve une sorte d'égalité entre les deux, chacun acceptant, dans le cadre général de la relation de réciprocité, d'accomplir certains actes isolés qui ne reposent pas sur la réciprocité – ou du moins pas sur une réciprocité ponctuelle.

L'idée d'une réciprocité au niveau du plaisir est quelque peu plus problématique. Suffit-il en effet d'un désir réciproque de produire du plaisir sexuel ou exigera-t-on une production réciproque de plaisir sexuel ? Imaginons deux amants dont l'un est expert en matière de plaisir alors que l'autre est fort maladroit, de sorte que l'un des deux éprouvera un très grand plaisir sexuel, alors que l'autre sortira frustré de la relation. Devra-t-on juger la licéité morale de l'acte à la lumière du résultat, et dans ce cas-là il faudra dire que l'acte est moralement illicite, car il n'y a pas réciprocité de plaisir, ou bien devra-t-on la juger à la lumière des intentions, de sorte que

si les deux partenaires ont l'intention de donner le plus de plaisir à l'autre, l'acte sexuel pourra être considéré comme étant moralement légitime ? Cette deuxième approche me semble plus prometteuse que la première, car il n'est pas très plausible de faire dépendre la licéité morale de la présence ou de l'absence d'une compétence que l'on pourrait qualifier de technique.

Mais si cette deuxième approche me semble plus prometteuse que la première, elle pose également problème. Pourquoi la licéité morale d'un acte sexuel devrait-elle dépendre de l'intention de produire un plaisir égal chez autrui ? Certes, on veut obtenir du plaisir de l'autre, mais pourquoi serait-on moralement obligé d'en donner aussi à l'autre ? On exceptera bien entendu le cas où il y a eu promesse et où cette promesse a été la raison pour laquelle l'autre personne a accepté.

5. La dignité humaine

Selon le principe de la dignité, un acte sexuel n'est moralement légitime qu'à condition de respecter la dignité de toutes les personnes directement impliquées. Notons d'emblée que la notion de dignité sera ici prise dans le sens de dignité humaine, c'est-à-dire de cette dignité qui est indépendante de nos projets de vie concrets ou de notre statut social. Il s'agit d'une valeur que tous les êtres rationnels possèdent, qui peut certes être violée ou bafouée, mais qu'ils ne peuvent pas perdre et à laquelle ils ne peuvent même pas renoncer.

Dans de nombreux débats contemporains, la notion de dignité joue la fonction du joker dans une partie de cartes. Le fait de qualifier un acte de contraire à la dignité humaine suffit déjà pour le disqualifier moralement, toute autre considération éventuelle ne pouvant plus modifier le jugement négatif. Le problème est toutefois que la notion de dignité humaine est facile à énoncer, mais très difficile à définir concrètement. Cela conduit certains auteurs à l'utiliser à tout bout de champ, et cette utilisation souvent irréfléchie conduit d'autres auteurs à demander l'abandon pur et simple de la notion de dignité humaine, de crainte de la voir utilisée pour donner une apparence de respectabilité à des préjugés non fondés en raison.

Notons dans ce contexte que certains auteurs considèrent l'acte sexuel comme intrinsèquement attentatoire à la dignité humaine. Il s'agirait, selon eux, d'un acte par lequel un individu réduit un autre individu, et se réduit le cas échéant lui-même s'il pratique un acte sexuel en solitaire, à un pur instrument de plaisir sexuel. Or s'il est une chose que le respect de la dignité humaine exclut de manière catégorique, c'est la réduction de l'autre ou de soi-même à un simple moyen, dont l'existence se résume, pourrait-on dire, à l'utilité. Tout être humain, est-il affirmé – et je souscris

pleinement à cette affirmation –, doit toujours être considéré aussi comme une fin en soi et jamais comme un simple instrument.

Mais que signifie au juste ce principe lorsqu'il est appliqué à des cas concrets. Pourquoi ne pourrait-on pas dire du client de la personne prostituée qu'il considère celle-ci aussi comme une fin en soi lorsqu'il lui donne une somme d'argent pour la faveur sexuelle qu'il obtient d'elle et lorsqu'il prend soin d'utiliser un préservatif, non seulement pour se protéger, mais aussi pour protéger la personne prostituée ? Inutile de préciser que les adversaires de la prostitution ne voient pas les choses sous cet angle et qu'ils estiment que même si le client paie, et même s'il paie bien et s'il prend toutes les précautions sanitaires possibles et imaginables, le simple fait d'acheter des faveurs sexuelles porte atteinte à la dignité humaine de la personne à laquelle on achète ces services. L'idée est ici que la sexualité est quelque chose qui doit nécessairement rester hors commerce, de sorte que si l'on incite quelqu'un à en faire commerce, on l'incite à faire quelque chose qu'il ne devrait pas faire. D'une certaine manière, on présuppose qu'il existe une dignité de la sexualité, que celle-ci est violée dans le cas d'actes prostitutionnels, et que cette violation de la dignité de la sexualité implique nécessairement une violation de la dignité humaine de l'une au moins des deux personnes qui participent à l'acte, et probablement des deux.

Le principe de la dignité humaine et de son respect mériterait une discussion bien plus approfondie que celle qu'il me soit possible de présenter dans le cadre auquel je dois me tenir. Personnellement, j'estime que la dignité humaine est et doit rester un principe moral fondamental, mais qu'il est nécessaire de lui donner un contenu qui soit autre chose qu'une retranscription pure et simple de certains préjugés ou de certaines réactions « épidermiques ».

6. L'amour

Le principe de l'amour ne considère un acte sexuel comme moralement légitime que s'il est accompli dans le cadre d'une relation amoureuse, c'est-à-dire s'il existe un sentiment d'amour réciproque entre les deux partenaires. Ce sentiment d'amour doit être distingué du désir dont il a été question plus haut. Il peut en effet y avoir désir sexuel sans amour, de même qu'il peut y avoir amour sans désir sexuel.

L'amour peut ici être considéré comme une fusion des cœurs – au sens figuré, bien entendu –, et celle-ci pourra alors être considérée comme la condition moralement nécessaire pour une fusion des corps telle qu'elle a lieu lors de l'acte sexuel. On pourrait aussi dire que l'acte sexuel n'est

moralement légitime que comme expression physique de cette union spirituelle qu'est l'amour. La sexualité, un aspect purement physique dont certains estiment qu'il représente un aspect de notre nature animale, doit donc s'inscrire dans un ordre supérieur, à savoir l'ordre spirituel de l'amour. Offrir à l'autre son corps pour de l'argent ou pour obtenir de lui du plaisir est moralement illicite, alors qu'offrir à l'autre son corps par amour est moralement licite.

Ce principe se nourrit d'une conception qui établit une relation nécessaire entre sexualité légitime et amour, c'est-à-dire qu'elle repose sur une certaine conception de la sexualité. Or on est en droit de se demander pourquoi cette conception serait la seule légitime. Pourquoi doit-on nécessairement aimer son partenaire sexuel ? Pourquoi ne suffirait-il pas que les deux partenaires se respectent mutuellement, comme l'exige le principe de la dignité humaine ?

On pourra certes affirmer qu'un acte sexuel accompli par amour est plus beau, plus enrichissant, plus gratifiant, etc. qu'un acte sexuel accompli sans amour. Mais ne mélange-t-on pas alors les catégories esthétiques et éthiques ? Pour prendre un exemple tiré d'un autre domaine : d'un point de vue esthétique, il est mieux de boire un verre de Sancerre par amour du vin que simplement pour épancher sa soif. Mais il ne s'ensuit pas qu'il soit immoral de boire un verre de Sancerre uniquement parce qu'on a soif. C'est peut-être hérétique d'un point de vue œnologique, mais ce n'est pas immoral.

On me reprochera de comparer deux choses foncièrement différentes, l'acte sexuel impliquant toujours une deuxième personne, alors que dans le cas du vin, il n'y a qu'une seule personne qui est impliquée. À cela je réponds d'abord qu'il y a aussi des actes sexuels accomplis en solitaire et que certains auteurs qui établissent un lien nécessaire entre sexualité et amour condamnent moralement ces actes, sous prétexte qu'ils ne sont pas accomplis par amour – l'amour de soi n'étant pas considéré comme une forme d'amour moralement pertinente. Mais je réponds aussi que même pour les actes sexuels accomplis par deux personnes, le sentiment d'amour peut tout au plus être considéré comme surrogatoire, mais ne doit pas nécessairement être considéré comme moralement exigé. Ce qui importe, c'est que les deux partenaires assument pleinement leurs responsabilités. Le sentiment d'amour facilitera peut-être une telle prise de responsabilités, mais sa présence n'est pas nécessaire.

Conclusion

Dans cette contribution, je me suis limité à une présentation assez sommaire de quelques grands principes pouvant servir de critères de légitimité morale pour une morale sexuelle, en indiquant à chaque fois quelques-uns des aspects problématiques de chacun de ces principes.

Personnellement, je suis d'avis que les actes sexuels ne doivent pas être jugés selon ce que l'on pourrait appeler leur matérialité. Au risque de le dire peut-être un peu trop crûment, la question moralement pertinente n'est pas savoir quels organes du corps pénètrent quels autres organes du corps ou quels organes du corps effleurent ou caressent quels autres organes du corps. Je me démarque donc de tous ces auteurs – en premier lieu de nombreux théologiens médiévaux – qui pensaient la légitimité des actes sexuels en termes de réceptacles adéquat – un seul l'était – et inadéquats. Aucun réceptacle et aucun organe n'est, moralement parlant, plus ou moins adéquat qu'un autre.

Je me démarque également des auteurs, et ce sont généralement les mêmes que ceux dont je viens de parler, qui font de la nature le terme de référence. Même en supposant qu'un acte hétérosexuel soit plus naturel qu'un rapport homosexuel, cela ne nous renseigne pas encore sur sa moralité.

Le principe du consentement me semble être un principe important, mais il ne me paraît pas suffisant. Il doit être complété par le principe de la dignité. Ce principe de la dignité renvoie aux intentions des personnes impliquées dans l'acte sexuel. Respecter la dignité de l'autre, c'est notamment tout faire pour obtenir de sa part un consentement libre et éclairé. Ce consentement libre et éclairé doit donc devenir l'objet d'une intention de ma part.

Certains diront probablement que je ne puis jamais être absolument assuré de la présence d'un consentement libre et éclairé, qu'il y a toujours de la place pour un doute, de sorte que je ne pourrai jamais accomplir d'acte sexuel avec autrui. Il se peut qu'une certitude absolue soit impossible, mais notons que cette certitude absolue est impossible dans d'autres domaines. Comment le médecin qui doit opérer un patient peut-il être absolument sûr que le consentement donné par le patient est vraiment libre et éclairé ? Peut-être que le patient n'accepte l'opération que parce que quelqu'un, dont le médecin ignore l'existence, le contraint de l'accepter. Or il va sans dire que le médecin ne peut pas attendre d'avoir une certitude absolue pour opérer. Il se contentera généralement d'une certitude relative. Mais il n'aura le droit de s'en contenter que s'il s'est donné la peine de donner au patient les informations nécessaires d'une manière compréhensible pour ce dernier.

Une éthique de la sexualité doit se fonder sur le principe de la volonté de respecter la dignité humaine de l'autre. Vouloir respecter la dignité humaine de l'autre, c'est déjà d'une certaine manière respecter sa dignité. C'est en tout cas déjà reconnaître que l'autre possède une dignité humaine qui doit être respectée. Et on peut par ailleurs supposer que l'autre peut consentir à un acte sexuel respectant sa dignité. Ce qui ne signifie pas nécessairement qu'il doive aussi le désirer au sens fort du terme.

Bibliographie

- D. Archard, *Sexual consent*, Boulder (Co), Westview Press, 1998
- R. Atkinson, *Sexual morality*, London, Hutchinson, 1965
- Chr. Authier, *Le nouvel ordre sexuel*, Paris, Bartillat, 2002
- R. Baker & F. Elliston (éds.), *Philosophy & sex*, Buffalo, Prometheus, 1975
- G. Bedouelle/J.-L. Bruguès/Ph. Becquart, *L'Église et la sexualité. Repères historiques et regards actuels*, Paris, Éditions du Cerf, 2006
- R. Belliotti, *Good sex*, Lawrence, University of Kansas Press, 1993
- J. Bentham, « Les délits contre le goût », dans J. Bentham, *Défense de la liberté sexuelle. Écrits sur l'homosexualité*, Paris, Mille et Une Nuits, 2004, p. 82. Traduit de l'anglais par Éveline Meziani
- J.-C. Billier, « Quelle différence y a-t-il entre une partie de jambes en l'air et un match de tennis ? » dans *Philosophie Magazine*, Numéro 7, mars 2007
- D. Borrillo et D. Lochak (dirs.), *La liberté sexuelle*, Paris, Presses Universitaires de France, 2005
- J.A. Brundage, *Law, sex, and Christian society in medieval Europe*, Chicago/London, The University of Chicago Press, 1987
- V.L. Bullough/J.A. Brundage (éds.), *Handbook of medieval sexuality*, New York/London, Garland Publishing, 1996
- K. Burgess-Jackson (éd.), *A most detestable crime. New philosophical essays on rape*, New York/Oxford, Oxford University Press, 1999
- N. Campagna, *Prostitution et dignité*, Paris, La Musardine, 2008
- N. Campagna, « Viol », dans E. Gaziaux, L. Lemoine, D. Müller (dirs.), *Dictionnaire d'éthique chrétienne*, Paris, Éditions du Cerf, en cours de publication
- V. Daoust, *De la sexualité en démocratie. L'individu libre et ses espaces identitaires*, Paris, Presses Universitaires de France, 2005
- D.-R. Dufour, *La Cité perverse. Libéralisme et pornographie*, Paris, Denoël, 2009
- M. Farley, *Just love. A Framework for Christian sexual ethics*, New York/London, Continuum, 2008
- D. Folscheid, *Sexe mécanique. La crise contemporaine de la sexualité*, Paris, La Table Ronde, 2002
- M. Foucault, *Histoire de la sexualité I*, Paris, Gallimard, 1976
- M. Foucault, *Histoire de la sexualité II*, Paris, Gallimard, 1984

- M. Foucault, *Histoire de la sexualité III*, Paris, Gallimard, 1984
- G. Fraisse, *Du consentement*, Paris, Éditions du Seuil, 2007
- S. Freud, « Die 'kulturelle' Sexualmoral und die moderne Nervosität », dans S. Freud, *Drei Abhandlungen zur Sexualtheorie*, Frankfurt am Main, Fischer, 1961
- E. Fuchs, *Le désir et la tendresse. Sources et histoire d'une éthique chrétienne de la sexualité et du mariage*, Genève, Labor et Fides, 1979
- J.-C. Guillebaud, *La tyrannie du plaisir*, Paris, Hachette, 1998
- R. Halwani, *Virtuous liaisons. Care, love, sex, and virtue ethics*, Chicago/La Salle, Open Court, 2003.
- R. Halwani (éd.), *Sex and ethics. Essays on sexuality, virtue, and the good life*, Houndmills, Palgrave Macmillan, 2007
- R. Halwani, *Philosophy of love, sex and marriage. An introduction*, New York/London, Routledge, 2010
- S. Herbert, *Fundamentals in sexual ethics ; An enquiry into modern tendencies*, London, A & C Black, 1920
- L. R. Hirshman/J. E. Larson, *Hard bargains. The politics of sex*, New York, Oxford University Press, 1998
- A. Houziaux, « L'activité sexuelle est-elle indigne ? » dans Chr. Olivier e.a. (dir.), *La liberté sexuelle jusqu'où ?*, Paris, Les Éditions de l'Atelier, 2005
- M. Iacub et P. Maniglier, *Antimanuel d'éducation sexuelle*, Rosny, Éditions Bréal, 2005
- I. Kant, *Metaphysik der Sitten*, Frankfurt am Main, Suhrkamp, 1982
- I. Kant, *Eine Vorlesung über Ethik*, Frankfurt am Main, Fischer, 1991
- G.A. Kelly (éd.), *Human sexuality in our time. What the Church teaches*, Boston, Saint Paul Editions, 1979
- A.C. Kinsey, W. Pomeroy, C. Martin, *Sexual behaviour in the human male*, Philadelphia and London, Saunders, 1948
- A.C. Kinsey e.a., *Sexual behaviour in the human female*, Philadelphia and London, Saunders, 1953
- A. E. Laiou (éd.), *Consent and coercion to sex and marriage in ancient and medieval societies*, Washington, Dumbarton Oaks, 1993
- R. Lawler, J. Boyle Jr. & W.E. May, *Catholic sexual ethics. A summary, explanation, & defense*, Huntington, Our Sunday Visitor Publishing Division, 1998
- D. Lochak, « La liberté sexuelle, une liberté (pas) comme les autres ? » dans D. Borrillo et D. Lochak (dirs.), *La liberté sexuelle*, Paris, Presses Universitaires de France, 2005

- C. MacKinnon, *Towards a feminist theory of the State*, Cambridge (Ma), Harvard University Press, 1989
- M. Marzano, *Je consens donc je suis ...*, Paris, Presses Universitaires de France, 2006
- W.H. Masters & V.E. Johnson, *Human sexual response*, Boston, Little, Brown and Company, 1966
- F. G. Miller & A. Wertheimer (éds.), *The ethics of consent. Theory and practice*, Oxford & New York, Oxford University Press, 2010
- V. Mottier, *Sexuality. A very short introduction*, Oxford, Oxford University Press, 2008
- Th. Nagel, « Sexual perversion » dans Th. Nagel, *Mortal questions*, Cambridge, Cambridge University Press, 1979
- M.C. Nussbaum, « Objectification », dans M.C. Nussbaum, *Sex and social justice*, Oxford, Oxford University Press, 1998
- M.C. Nussbaum et J. Sihvola (éds.), *The sleep of reason. Erotic experience and sexual ethics in Ancient Greece and Rome*, Chicago & London, The Chicago University Press, 2002
- Chr. Olivier e.a. (dir.), *La liberté sexuelle jusqu'où ?*, Paris, Les Éditions de l'Atelier, 2005
- G. Parrinder, *Sexual morality in the world's religions*, Oxford, Oneworld, 1980
- J. Pini, « La liberté sexuelle est-elle un droit fondamental ? » dans J. Pini e.a., *Le sexe, la sexualité et le droit*, Paris, Pierre Téqui, 2002
- J. Pini e.a., *Le sexe, la sexualité et le droit*, Paris, Pierre Téqui, 2002
- I. Primoratz, *Ethics and sex*, London/New York, Routledge, 1999
- B. Py, *Le sexe et le droit*, Paris, Presses Universitaires de France, 1999
- P. Riley, *Civilizing sex. On chastity and the common good*, Edinburgh, T&T Clark, 2000
- J.-N. Robert, *Eros romain. Sexe et morale dans l'ancienne Rome*, Paris, Hachette, 1998
- W.F. Robie, *Rational sex ethics*, Danvers (Ma), General Books, 2009
- W. J. Robinson, *Sex, love and morality : A rational code of sexual ethics based upon the highest principle of morality, the principle of happiness*, New York, The Eugenics Publishing Company, 1928
- S. Ruddick, « Better sex » dans R. Baker & F. Elliston (éds.), *Philosophy & sex*, Buffalo, Prometheus, 1975
- B. Russell, *Marriage and morals*, London, Routledge, 2001

- E. Saidi, *The sexual morality decline. A case for a renewed sexual ethics*, New York/Lincoln/Shanghai, iUniverse, 2006
- Saint Augustin, *De bono coniugali*, dans J.P. Migne (éd.), *Patrologia Latina*, volume 40
- Saint Augustin, *La Cité de Dieu*, Volume 2, Paris, Éditions du Seuil, 1994. Traduit du latin par L. Moreau, trad. revue par J.-C. Eslin
- P. Sastre, *No Sex. Avoir envie de ne pas faire l'amour*, Paris, La Musardine, 2010
- S. Seidmann, *Embattled eros : Sexual politics and ethics in contemporary America*, New York, Routledge, 1992
- G. Sissa, *Sex and sensuality in the ancient world*, New Haven and London, Yale University Press, 2008. Traduit de l'italien par G. Staunton
- A. Soble (éd.), *The philosophy of sex. Contemporary readings*, Lanham, e.a., Rowman and Littlefield, 2002
- A. Soble, *The philosophy of sex and love*, Saint Paul, Paragon House, 2008
- Thomas d'Aquin, *Summa contra gentiles*, vol. 3, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 2001
- R. Vannoy, *Sex without love. A philosophical investigation*, Buffalo (NY), Prometheus Books, 1980
- J. Weeks, *Invented moralities. Sexual values in an age of uncertainty*, New York, Columbia University Press, 1995
- E. Weismann, *La nouvelle guerre du sexe. L'emprise du libéralisme économique sur notre sexualité*, Paris, Stock, 2008
- A. Wertheimer, *Consent to sexual relations*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003
- D. West, *Reason and sexuality in Western thought*, Cambridge, Polity Press, 2005
- R. West, « Sex, law, and consent », dans F. G. Miller & A. Wertheimer (éds.), *The ethics of consent. Theory and practice*, Oxford & New York, Oxford University Press, 2010

Observations de M. Georges Als

L'éthique de la sexualité à la recherche de son principe

Quelqu'un a dit que le suicide est le premier problème de la philosophie. La sexualité en est le second.

Je suis reconnaissant à Norbert Campagna d'avoir osé aborder - et même avec insistance, puisqu'il nous a déjà parlé de la sexualité chez Kant - un sujet devant lequel la plupart des esprits distingués se voilent la face, et se retirent dans un prudent silence. J'en avais fait moi-même l'expérience lorsque j'ai parlé de la révolution sexuelle en Amérique. Norbert Campagna a traité son sujet avec compétence et avec la pénétration qu'il exige.

N'ayant pas sa vaste culture philosophique, je suis obligé de m'exprimer en un langage plus terre à terre. Aussi vais-je me limiter à mon expérience, non pas de la sexualité, mais de sa théorie. Au cours d'une longue vie, je fus en effet confronté à une révolution stupéfiante.

La conception sociale dominante a évolué

- de la doctrine catholique, et kantienne, symbolisée par la parabole du fruit défendu et résumée dans le 6^e commandement,
- à une conception libertaire niant tout impératif moral et revendiquant une liberté totale en matière de sexualité.

La vérité se situerait-elle entre ces vues extrêmes qui, chacune, soulèvent des critiques ?

Objections à la conception catholique et kantienne

1. *L'instinct sexuel est si fort que peu d'êtres humains sont capables d'y résister.*

Les tortures de la sexualité ressenties quand nous n'avions pas encore la chance d'être vieux, sont documentées par trois exemples :

- les saints eux-mêmes en furent victimes, à preuve les « tentations » de Saint-Antoine et collègues, que Jérôme Bosch et d'autres ont représentés symboliquement;
- au cours de religion de l'école primaire j'ai retenu cette phrase d'un pasteur selon laquelle un saint à qui Dieu avait permis de jeter un coup d'oeil en enfer, aurait rapporté que la majorité des condamnés au feu éternel l'avaient été pour des péchés contre le 6^e commandement ;
- enfin, les délits commis par des prêtres et étalés récemment par la presse confirment encore une fois les tortures auxquelles la sexualité soumet jusqu'aux humains acquis au principe de la thèse catholique.

Permettez-moi de citer une poésie consacrée à l'opposition du corps et de l'esprit :

Es sprach der Weise einst zum Weib:
Was bist du denn? Ein Zeitvertreib,
banalen Rausches Stoff und Beute –
der Geist ist's, der die Welt befreite!
Ich, sprach darauf das schöne Kind,
nehm' nur die Dinge, wie sie sind
denn ohne Geist lebt mancher einer
doch ohne Weib, nein, das kann keiner!

2. Sexualité et reproduction

La doctrine catholique et kantienne pour qui la sexualité ne saurait être liée qu'à sa seule fin naturelle, la reproduction, encourt un double reproche

- prise à la lettre, elle risque de mener à cette surpopulation qui hantait déjà Malthus et à laquelle il ne voyait d'autre remède que la „contrainte morale“, c'est-à-dire l'abstention sexuelle ;
- elle risque aussi de mener aux tortures de la sexualité, dont il a été question.

Il est vrai que la religion catholique a prévu une solution récurrente sous forme de la confession et de la rémission des péchés. Mais la religion ne risque-t-elle pas ainsi de mener à une forme d'hypocrisie? Mieux vaudraient en somme quelques entorses aux principes, par exemple :

- d'abord par ce que M. Campagna appelle la solution intentionniste, à la place de la solution institutionnaliste du mariage ;
- d'autre part, pour les pauvres gens sans contact humain, la solution manuelle ;
- à l'extrême limite, par la prostitution.

Objections à la conception libertaire

La conception libertaire qui aujourd'hui a le vent en poupe, se réclame de la liberté détachée de tout impératif moral ; elle invoque encore ce qu'on appelle les droits de l'homme. « Les hommes naissent libres et égaux en droits », avait proclamé la révolution française si mon souvenir est exact. Récemment, on a rattaché à ces droits révolutionnaires celui d'un libre épanouissement sexuel de l'être humain, incluant à peu près tout ce qui jadis se rattachait au fruit défendu, comme l'adultère, la sexualité avant mariage, celle des adolescents, enfin même ce que l'on considérait comme des anomalies, à savoir l'homosexualité et la zoophilie.

Ce libre exercice consenti aux instincts n'est pas seulement toléré, mais il est encouragé

- sur le plan théorique, par l'extension de la notion de droits de l'homme ;
- sur le plan pratique, par des aménagements législatifs ;
- enfin par des mesures de détail, comme la distribution gratuite de préservatifs aux adolescents dans les écoles.

Lorsque j'avais 18 ans, il m'est arrivé de rêver d'un paradis terrestre où tout est permis et où il n'est défendu que de défendre. Mais cette formidable liberté encourt, elle aussi, ses reproches.

1. Le plus grave, c'est que cette philosophie ne reconnaît plus que l'individu, alors que la famille est traditionnellement la cellule fondamentale de la société.

D'où la destruction progressive de la famille institutionnelle par des associations de fait, et par la fréquence croissante des divorces. Cette évolution néglige les devoirs de l'individu envers ses enfants qui font les frais de la rupture des unions, et subissent de ce coup des troubles psychologiques.

Cette conception nie aussi les devoirs de l'individu à l'égard du groupe national dont il fait partie. On proclame que tout couple a le droit d'avoir autant d'enfants qu'il veut ou pas d'enfants du tout, quelles qu'en soient les conséquences pour la survie de la nation. On n'a qu'à recourir à l'immigration, dit-on.

2. La liberté sexuelle a d'autre part des conséquences qui théoriquement ne devraient pas exister, alors qu'elles font partie de notre triste réalité. Or, tout écart entre une théorie et sa réalité mène fatalement à l'hypocrisie.

En voici deux exemples :

- a) D'abord le sida. Comme jadis la syphilis, le sida est - abstraction faite des enfants infectés par les parents - la conséquence de la liberté des mœurs. C'est ce qu'il importe aujourd'hui de nier. Dans les campagnes contre le sida, il n'est question que de prophylactiques, de campagnes d'information, de médicaments etc., jamais d'abstention sexuelle. C'est le nouveau tabou.
- b) 2e exemple : l'avortement qui, lui aussi, n'existe pas théoriquement, car on dispose d'un contrôle parfait des naissances. Pourtant l'avortement fait rage. Il y a même des partisans de sa libération totale. Or, le fœtus est un être humain et sa suppression est donc un acte criminel. Du temps de Galilée, l'église catholique soutenait que le soleil tourne autour de la

Terre. Aujourd'hui, des intellectuels tenant le haut du pavé prétendent que le fœtus n'est qu'un amas indifférencié de cellules. La science – et d'ailleurs le bon sens – prouvent le contraire. Mais la liberté sexuelle exige, comme jadis la religion, que la science ne compte pas. C'est le nouveau procès de Galilée. L'obscurantisme, longtemps à droite, a changé de camp, il est désormais à gauche. Encore une révolution.

3. Lorsque je fis mon exposé sur la révolution sexuelle, Norbert Campagna avait remarqué ceci : *« Il semble qu'aujourd'hui la sexualité soit devenue, pour de nombreuses personnes, le lieu du sens ultime de la vie... ce surinvestissement de la sexualité pourrait résulter de la disparition des autres sources de sens. »*

Pour mémoire, il faut remarquer que l'obsession sexuelle omniprésente semble avoir détruit l'image idéale de la femme. Bien des jeunes d'aujourd'hui, comme Casanova selon Stefan Zweig, n'envisagent plus l'autre sexe que « dans une perspective très médiane ».

DISCUSSION

Norbert Campagna: Il y a deux interprétations de l'inclination sexuelle à l'intérieur du catholicisme. L'une, augustinienne, qui considère cette inclination comme un mal – certes nécessaire, mais mal néanmoins. L'autre, thomiste, qui y voit un élément naturel, voire un bien – qu'il faudra néanmoins contrôler pour éviter qu'il ne se transforme en mal. Notons dans ce contexte que la philosophie du corps et des tendances sensuelles que nous trouvons dans le catholicisme a des racines platoniciennes. Notons aussi que si certains auteurs chrétiens des premiers siècles ont condamné la sexualité, c'était en raison de leurs vues millénaristes. Si la fin du monde est proche, pourquoi ne pas contribuer à la hâter en s'abstenant de concevoir.

L'individualisme est certes une des grandes tendances de la modernité, et s'il ne saurait être question de revenir au collectivisme, il importe néanmoins de brider les tendances individualistes. Reconnaître à chacun le droit de rechercher son bonheur ou son plaisir, y inclus sexuel, n'implique pas que cette recherche ne puisse pas être limitée par des normes, notamment morales. Ainsi de l'adultère, qui, s'il n'est plus sanctionné par le droit pénal, reste néanmoins un acte immoral, car il cause du mal à autrui, sans même mentionner le fait qu'une promesse de fidélité sexuelle – dont on pourra par ailleurs penser ce que l'on veut – n'a pas été respectée.

L'apparition de l'épidémie de SIDA a bouleversé la donne, conduisant à une modification des comportements sexuels. Ainsi, différentes études ont mis en évidence qu'au cours des dernières décennies, les pratiques sado-masochistes étaient plus fréquentes, le risque d'une transmission du virus étant moindre dans le cadre de telles pratiques.

La question de l'avortement et du statut du fœtus est importante, mais n'est pas une question d'éthique de la sexualité. Elle se poserait également si la sexualité et la reproduction n'étaient pas liées comme elles le sont. Pour ma part, j'estime que l'avortement ne saurait être envisagé que comme un ultime recours, notamment pour sauver la vie de la mère. Cela ne signifie pas qu'il faille sanctionner

pénalement des femmes qui recourent à l'avortement également dans d'autres situations. Seule une utilisation plus responsable des moyens contraceptifs permettra à long terme de réduire de manière significative le nombre des grossesses non désirées. En outre, il serait peut-être aussi temps de reconnaître que la sexualité humaine ne se réduit pas à l'acte d'insertion du pénis dans le vagin avec émission de sperme.

Notre époque est-elle obsédée par la sexualité ? Disons que la sexualité a trouvé sa place dans l'économie, et tout ce qui y trouve sa place a tendance à occuper l'espace social. L'économie de la sexualité, qui ne se réduit pas, loin de là, à la seule prostitution, est un secteur en pleine expansion, et les *sex toys* se vendent, pourrait-on dire, comme des petits pains. On assiste ainsi au mariage de deux grands vices, celui de la sensualité et celui de l'enrichissement.

André Elvinger : Merci. Qui d'autre voudrait prendre la parole ? Patrick ?

Patrick Kinsch : Merci de cette conférence que j'ai bien appréciée. Donc la différenciation des diverses approches, je trouve très intéressantes, très didactiques. Je vais poser toutefois une question un peu plus concrète. A propos d'une question qui, dont j'ai eu conscience à propos de certains procès et des réactions par rapport à ces procès. Les procès concernaient des cas où des personnes avaient, tout en sachant qu'elles étaient atteintes du virus du sida, eu des rapports sexuels avec d'autres gens sans les avertir de ce risque. Donc en ne leur disant rien. Et en France, du moins, l'une ou l'autre de ces personnes a été condamnée pour empoisonnement. Alors ce qui, à priori, me paraissait évident et clair, et puis en lisant des réactions à ces condamnations, je me suis mis à réfléchir, est-ce que c'est moral ou immoral la réaction de certains militants, mais qui sont quand même des gens raisonnables, l'association Act Up, par exemple, a été dire que ces jugements sont catastrophiques et faux, erronés parce qu'il appartient à chacun de décider s'il entend se protéger ou non. On peut parfaitement renoncer à se protéger. Et donc, ce n'est pas à celui qui est atteint du sida de protéger l'autre, mais à l'autre de décider s'il entend se protéger ou non. Et s'il entend

se protéger, il insiste systématiquement sur le préservatif. Et sinon, s'il y renonce, il assume ce risque et donc il n'y a pas d'immoralité du côté de la personne qui sait qu'elle est atteinte du sida, mais il y a immoralité du côté des tribunaux qui la condamnent. Voilà, c'est une question qu'on pourrait poser à son confesseur, mais que je propose en tant que professeur de philosophie.

Norbert Campagna : Admettons que A sache que B est atteint du SIDA et que A accepte d'avoir un rapport non protégé avec B. Admettons en outre qu'en contractant le SIDA, A ne soit pas mis dans une situation où il ne lui plus possible de remplir des devoirs qu'il a librement contractés, par exemple envers sa femme et ses enfants. Dans ce cas, on pourra juger que le comportement de A est parfaitement idiot, mais il n'est pas plus idiot que le comportement de quelqu'un qui se propose de traverser à pied le désert du Sahara sans boussole et en emportant que deux litres d'eau. Mais aucun de ces deux comportements n'est immoral. Je suppose bien entendu que B ne force pas A à avoir des rapports sexuels.

La chose serait très différente si B cachait sa séropositivité à A. A mes yeux, deux partenaires sexuels, quels qu'ils soient, sont moralement tenus de se divulguer toutes les informations dont ils pourraient raisonnablement penser qu'elles pourraient faire changer l'autre d'avis. La séropositivité est une telle information, de même que le statut marital. Par contre, il n'y a rien d'immoral à avoir un rapport sexuel avec une personne sans lui parler d'une petite amie que l'on a eue à la maternelle. Respecter l'autonomie de l'autre, c'est aussi lui communiquer toutes les informations dont on peut raisonnablement penser qu'elles pourraient le faire changer d'avis.

André Elvinger : Merci.

C'est une question qui a trait à l'utilisation, en fait, du désir sexuel, peut-être à dire à d'autres fins ou dire énergies du désir sexuel à d'autres fins. Je crois que l'Eglise catholique a peut-être une longue tradition dans ce cas, mais également des régimes politiques. Cela a été profitablement décrit en 1984 par Georges Orwell où, en fait, la sexualité était défendue lorsqu'elle équivalait à l'intimité.



C'était l'intimité entre les protagonistes qui était un crime, c'était le *sex crime*, le crime sexuel. Justement pour contrôler cette énergie parce que le parti avait besoin de cette énergie pour ses propres fins. Je crois que soit le sentiment de culpabilité peut être plutôt dans la religion et d'un autre côté si c'était la peur, la peur du pouvoir, dans ce sens, joue un rôle très important dans la sexualité qui a été justement rompue par la libération sexuelle dans les années soixante. Je crois également, à cause de la découverte peut-être de la pilule contraceptive et c'est justement le sida, je crois, qui a arrêté ce mouvement de libération sexuelle. Au début des années quatre-vingt, la découverte du sida, maladie toujours mortelle, a effectivement remplacé peut-être le sentiment de culpabilité par la peur de la mort. Et la sexualité est devenue quelque chose de dangereux pour la santé.

Norbert Campagna : La sexualité a été pendant longtemps une force transgressive. Aujourd'hui, elle a été récupérée par le système, et Georges Orwell n'a au fond fait que prévoir ce qui allait se passer. Pour certains aujourd'hui, la révolution sexuelle a débouché sur une tyrannie sexuelle, une tyrannie du plaisir, comme la nomme Jean-Claude Guillebaud, et les vrais révolutionnaires semblent bien être ceux qui se font les apôtres de l'asexualité, ceux qui se refusent à jouer le jeu.

La sexualité est devenue quelque chose de dangereux pour la santé ? Oui, mais on l'a souvent considérée de cette manière. On disait d'elle qu'elle affaiblissait le corps et l'esprit, qu'elle conduisant à des maladies – ce qui était vrai, la syphilis étant pour les débuts de l'époque moderne ce que le SIDA est pour nous. Qui plus est, la sexualité a aussi souvent été associée à la mort, et ce n'est pas pour rien que l'orgasme est souvent qualifié de petite mort : c'est la perte de l'individualité, de la conscience immédiate de soi. Le cogito, pourrait-on dire, se dissout dans le coïto.

André Elvinger : Merci. Si je pouvais me donner un instant la parole. Il y a une chose qui me frappe. Vous nous avez parlé aujourd'hui de l'éthique de la sexualité et il n'y a pas longtemps, on nous a parlé de l'argent et de la morale. A première vue, j'aurais plutôt pensé qu'aujourd'hui vous auriez parlé de la morale et de la

sexualité et que Jean-Jacques Rommes, il y a peu de temps, nous aurait parlé de l'éthique face à l'argent. Mon apprentissage de la philosophie est très loin, je dois dire, et est-ce que je dois tout de même conclure au moins du titre de votre sujet aujourd'hui que la morale, c'est une vieille histoire dont on ne parle plus tandis que l'éthique, c'est d'abord peut-être plus éthique ou plus esthétique, l'éthique est quelque chose dont nous parlons et Jean-Jacques Rommes a, quelque part, écrit « *on parle de moins en moins de la morale et de plus en plus de l'éthique* ». Alors où sommes-nous avec ces notions qui semblent, dans une certaine mesure, confondues ou se confondre ?

Norbert Campagna : La morale nous prescrit certains actes ou nous interdit d'autres actes. L'éthique réfléchit sur la justification de ces interdits ou de ces prescriptions. C'est ainsi que je voudrais faire la distinction entre les deux. L'éthique de la sexualité établit les principes à partir desquels on pourra ensuite justifier tel ou tel jugement moral. Il est important que nous apportions une certaine cohérence dans nos jugements moraux, et l'éthique peut être utile pour nous y aider. Cela ne signifie pas que l'éthique va résoudre tous nos problèmes. Mais elle peut au moins nous apprendre à y voir un peu plus clair. Et si on parle tant d'éthique, ce n'est pas parce que nous serions devenus plus immoraux, mais parce que les repères classiques ont perdu de leur force normative.

Jean Mischo : Je remercie beaucoup Monsieur Campagna pour cet exposé très nuancé et je voulais lui demander est-ce qu'il a aussi lu les positions plus récentes de l'Eglise catholique ? Je ne suis pas un spécialiste de ces questions, mais il me semble avoir lu à l'occasion du concile et aussi en feuilletant le catéchisme de l'Eglise catholique, que je n'ai pas lu de bout en bout, certainement pas, qu'il y a presque une révolution copernicienne à l'égard de la sexualité en ce sens que maintenant on dit que l'objet du mariage, ce n'est plus le soulagement de la concupiscence, comme, paraît-il, disait le code de droit canon de 1917, mais c'est le développement de l'amour mutuel où la sexualité joue un rôle subsidiaire. Elle est une conséquence de l'amour et on a le droit de se réjouir et de se faire un plaisir physique

l'un à l'autre. Il me semble que là il y a quand même une grande évolution et si j'ai bien feuilleté le catéchisme, il me semble même que pour la masturbation, il y a de la circonstance atténuante si je me rappelle bien. On cite des circonstances qui seraient de nature à atténuer la responsabilité, voire à la faire disparaître complètement si je me rappelle bien. Donc je n'ai pas étudié ces questions à fond, mais j'ai un petit peu feuilleté. Est-ce que vous avez lu quelque chose là-dessus ou est-ce que vous avez quelque chose à nous dire là-dessus ?

Norbert Campagna : Saint Augustin a une vision très négative du plaisir sexuel, contrairement à Saint Thomas. Dans le cadre de la théologie catholique, il est clair que la sexualité ne trouve sa place que dans le mariage et dans le cadre d'une visée procréative. Tout au moins fera-t-on en sorte que la procréation ne sera pas empêchée artificiellement. Dans le cadre d'un tel mariage, l'amour aura bien sûr aussi son rôle à jouer, certains auteurs pensant d'ailleurs que la recherche du plaisir sexuel n'est légitime que si elle se déploie dans le contexte d'une relation amoureuse.

La masturbation est une grande question de morale sexuelle. Sans vouloir entrer dans le détail, je noterai que pendant des siècles, les théologiens chrétiens n'y voyaient pas un si grand mal. Ce n'est qu'à partir du 18^e siècle que se développe, notamment sous l'impulsion de certains médecins, une véritable grande peur de la masturbation. Aujourd'hui, l'Eglise catholique condamne la masturbation, même pour se procurer le sperme nécessaire à une insémination artificielle, voire pour obtenir du sperme à faire analyser en laboratoire.

Paul Kremer : Nous avons parlé avec beaucoup de sérieux d'un sujet – je ne sais pas s'il est tellement sérieux, ni à prendre au sérieux – mais aux amateurs je recommanderais, à titre de lecture, certains passages des *Métamorphoses* d'Ovide à lire dans le texte bien sûr qui, à mon avis, a traité avec beaucoup de doigté et de finesse tout ce qu'on a appelé par après les perversions. On y trouve de tout et ceci à une époque qui était beaucoup plus réactionnaire qu'on le conçoit d'ordinaire et qui lui a probablement valu d'être exilé au bout du monde, c'est-à-dire en Roumanie.

Norbert Campagna : Je remercie Paul Kremer pour cette remarque. Il existe, sur la sexualité à Rome, une pléthore d'ouvrages savants, dont la plupart mentionnent bien entendu Ovide. Mais il y a aussi beaucoup d'autres auteurs classiques que l'on devrait relire, et notamment certains théologiens médiévaux – et ne serait-ce que pour dissiper des préjugés à leur sujet. La question de la sexualité a aussi été traitée par de nombreux philosophes, et que l'on soit d'accord avec eux ou non, je conseille de lire les passages que Platon, Kant, Fichte, Schopenhauer, pour ne citer qu'eux, consacrent à la question.

André Elvinger : Merci. Plus de questions ?

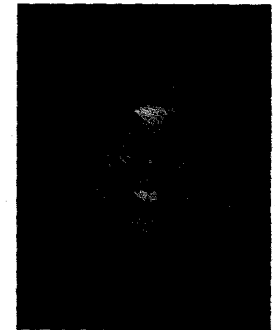
Norbert Campagna : Merci aussi à vous.

Séance du 24 janvier 2011

**MONUSCO:
LA MISSION DES NATIONS UNIES AU CONGO**

par
Nadine Feyder

Née de père luxembourgeois et de mère péruvienne en 1981, Nadine Feyder a passé son enfance à New York et continué ses études secondaires à l'Ecole Européenne de Luxembourg. Après l'obtention de son baccalauréat européen en 1998, Nadine a enseigné bénévolement pendant un an dans le village de Machame, en Tanzanie. En 1999, elle poursuit ses études universitaires à l'Université d'Oxford en Angleterre en philosophie, politique et économie internationale ainsi qu'à la Scuola Normale Superiore de Pise et l'Institut d'Etudes Européennes de Bruxelles. En 2004, elle est engagée en tant que Chargée de mission par le Ministère des Affaires Etrangères à Bruxelles pour soutenir les efforts luxembourgeois lors de leur Présidence de l'Union Européenne de 2005. Elle travaille auprès du Comité de Politique et de Sécurité de l'UE. Après la Présidence luxembourgeoise, elle occupera le poste de Conseillère politique du Représentant Spécial de l'UE pour la région des Grands Lacs, Aldo Ajello dont les efforts se focaliseront tout particulièrement sur l'aboutissement du processus électoral en République Démocratique du Congo en 2006. En 2007, Nadine Feyder intègre pleinement le Ministère des Affaires Etrangères et sera en charge de la coopération bilatérale avec l'Amérique latine. En mars 2009, elle rejoint l'opération de maintien de la paix MONUC en RDC. Basée à Kinshasa, elle travaille depuis en tant qu'Assistante Spéciale du Représentant Spécial Adjoint du Secrétaire Général en RDC.



Séance du 24 janvier 2011

**MONUSCO:
LA MISSION DES NATIONS UNIES AU CONGO**

par
Nadine Feyder

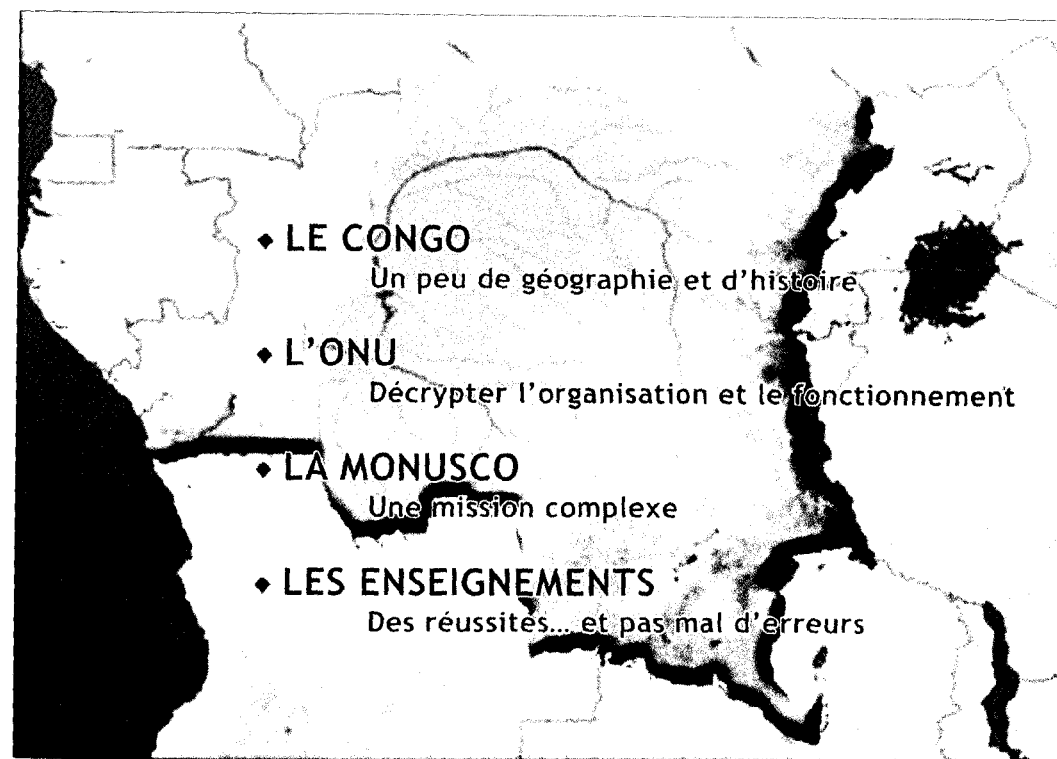
Née de père luxembourgeois et de mère péruvienne en 1981, Nadine Feyder a passé son enfance à New York et continué ses études secondaires à l'Ecole Européenne de Luxembourg. Après l'obtention de son baccalauréat européen en 1998, Nadine a enseigné bénévolement pendant un an dans le village de Machame, en Tanzanie. En 1999, elle poursuit ses études universitaires à l'Université d'Oxford en Angleterre en philosophie, politique et économie internationale ainsi qu'à la Scuola Normale Superiore de Pise et l'Institut d'Etudes Européennes de Bruxelles. En 2004, elle est engagée en tant que Chargée de mission par le Ministère des Affaires Etrangères à Bruxelles pour soutenir les efforts luxembourgeois lors de leur Présidence de l'Union Européenne de 2005. Elle travaille auprès du Comité de Politique et de Sécurité de l'UE. Après la Présidence luxembourgeoise, elle occupera le poste de Conseillère politique du Représentant Spécial de l'UE pour la région des Grands Lacs, Aldo Ajello dont les efforts se focaliseront tout particulièrement sur l'aboutissement du processus électoral en République Démocratique du Congo en 2006. En 2007, Nadine Feyder intègre pleinement le Ministère des Affaires Etrangères et sera en charge de la coopération bilatérale avec l'Amérique latine. En mars 2009, elle rejoint l'opération de maintien de la paix MONUC en RDC. Basée à Kinshasa, elle travaille depuis en tant qu'Assistante Spéciale du Représentant Spécial Adjoint du Secrétaire Général en RDC.



Résumé

La MONUSCO représente à ce jour la plus grande opération de maintien de la paix des Nations Unies dans le monde avec un budget de 1,3 milliards de dollars par an et plus de 17 000 casques bleus répartis sur une superficie de plus de 2 millions de Km². Comment s'articule une telle opération sur le terrain avec la participation de plus de 40 pays contributeurs? Présente depuis 1999, quelle est encore la valeur ajoutée de la MONUSCO dans un contexte régional particulièrement volatil (référendum Soudan, élections Ouganda et Burundi, détérioration du climat politique au Rwanda)? Quelle est la marge de manœuvre réelle des Nations Unies octroyée par le Conseil de Sécurité? Au lendemain de son 50^{ème} anniversaire d'indépendance, où se trouve aujourd'hui la RDC et que prévoit pour l'année électorale à venir? Basée à Kinshasa et travaillant depuis mars 2009 au cœur du dispositif onusien en RDC, Nadine Feyder présente le contexte régional de la région des Grands Lacs en se concentrant plus particulièrement sur la situation politique en République Démocratique du Congo et le rôle des Nations Unies. Elle présente une analyse personnelle des défis internes et externes auxquels la MONUSCO est confrontée quotidiennement et partage ses observations sur la pertinence du rôle des Nations Unies pour la stabilisation et la consolidation de la paix en RDC. L'exposé se focalise en particulier sur les élections présidentielles et législatives à venir, et à la lueur des événements récents en Côte d'Ivoire, s'interroge sur la pertinence et réelle portée du mandat existant de cette mission pour l'organisation et la tenue de celles-ci fin 2011. Finalement, l'exposé se conclut sur une réflexion personnelle relative à la capacité des Nations Unies d'assurer la transition depuis le "peacekeeping" au "peacebuilding" en RDC ainsi que sur une réflexion plus générale sur la contribution des Nations Unies au maintien de la paix sur le continent africain.

L'intervention des Nations Unies au Congo



Cette brève introduction sur la République Démocratique du Congo et sur rôle de l'opération de maintien de la paix MONUSCO (Mission des Nations Unies pour la Stabilisation du Congo), est basée sur l'expérience de la conférencière qui vit à Kinshasa depuis mars 2009. La conférence s'articule en deux parties. La première partie présente un aperçu de la situation du Congo aujourd'hui. La deuxième partie offre quelques observations personnelles sur le rôle de la communauté internationale en RDC. La conférencière a clairement souligné que les points de vue contenus dans son exposé ne reflètent en rien la position officielle des Nations Unies.

Le pays le plus grand de l'Afrique aujourd'hui est le Soudan. Toutefois, étant donné le référendum en cours qui aboutira très probablement avec la scission du Soudan, la RDC est en passe de devenir officiellement le pays le plus grand de l'Afrique avec une superficie de 2.350.000 m² et une population d'environ 65 millions d'habitants. La RDC représente donc 200 fois la taille du Kosovo et 4 fois la taille de l'Afghanistan. Elle détient le deuxième bassin d'eau douce dans le monde, après le Canada

ainsi que 10% de la forêt tropicale mondiale avec 145 millions d'hectares. C'est le deuxième poumon de la planète après la forêt amazonienne. Etant donné le délabrement de son réseau routier et la décennie de guerre, la forêt tropicale du Congo a été particulièrement bien préservée alors que les forêts tropicales de l'Amérique latine, de l'Indonésie, et de la Malaisie ont été complètement ravagées pendant les années 90.

RDC - Données géographiques

2.350.000 KM²
65.000.000 H

23° 1' 10" S
21° 1' 10" S
19° 1' 10" S
17° 1' 10" S
15° 1' 10" S

2250 KM
2250 KM



KINSHASA

1200 KM

KISANGANI

* BUKAVU

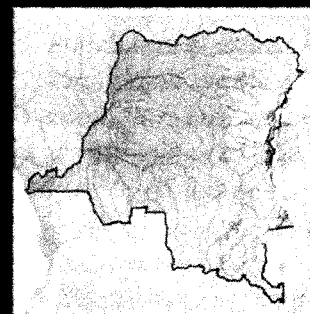
1600 KM

LUBUMBASHI

La RDC détient également une incroyable quantité de minerais : de l'or, de l'étain, environ 30 % des réserves mondiales du cuivre, de l'uranium, du manganèse, et du coltan. Cette richesse attire évidemment beaucoup d'intérêts financiers et industriels et explique comment tant de groupes armés continuent à survivre. Ils ont accès aux mines et donc se financent à travers des trafics de minerais illégaux. Avec cet argent, ils s'achètent ensuite des armes et continuent à exercer leur sphère d'influence.

Cette richesse et potentiel de développement contraste énormément avec la réalité humaine et sociale du pays. Dans son rapport sur le développement humain de 2010, le PNUD explique que la RDC fait partie des trois pays dans le monde qui a régressé en termes de développement humain sur les dernières quarante années. Aujourd'hui, un enfant qui naît

RDC - Données physiques



RELIEF VARIÉ - UN RÉSEAU HYDROGRAPHIQUE HORS NORME

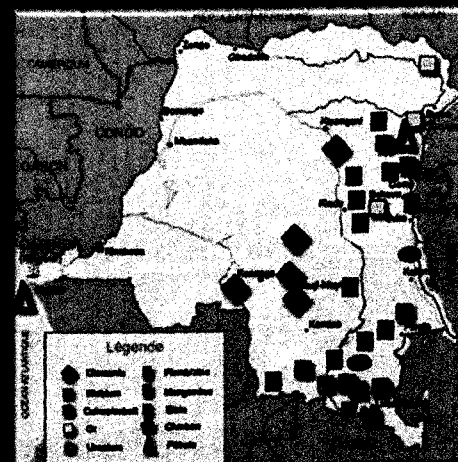


PIC MARGHERITA
MONT STANLEY
5109 M

UN RÉSEAU ROUTIER DÉLABRÉ



RDC - Une richesse insolente



RESSOURCES DU SOUS-SOL
OR
CUIVRE
URANIUM
MANGANESE
COLTAN
DIAMANTS

CETTE FORCE FAIT AUSSI SON MALHEUR. LA RDC ATTIRE LES CONVOITISES... DE TOUS HORIZONS ET DE TOUS TEMPS.



a une espérance de vie de 48 ans. Plus de 50 % des congolais ont moins de 15 ans. Le PIB est de 291 dollars par tête d'habitant, seuls 6 % de la population dispose d'un accès à l'électricité et 67 % de la population souffrent d'insécurité alimentaire. Alors que la RDC est le deuxième bassin d'eau douce le plus important au monde, seulement 20 % de la population a accès à l'eau potable. Il existe aujourd'hui plus de 2 millions de réfugiés en RDC et depuis les conflits de 1997, on estime qu'environ 5 millions de Congolais et de Congolaises sont décédés des séquelles indirectes du conflit.

Un bref aperçu historique

Les premiers contacts avec les Portugais ont eu lieu vers la fin du 15^e siècle. Ce n'est qu'au 19^{ème} siècle qu'il y a eu les premières explorations du Congo. Pour rappel, la Conférence de Berlin de 1885 a octroyé au souverain Léopold II de la Belgique le Congo en tant que propriété privée personnelle.

RDC - Données historiques

1^{ER} MILLENAIRE
COLONISATION BANTOUE

1482
PREMIER CONTACT PORTUGAIS

16^{ME} ET 17^{ME} SIÈCLES
ESCLAVAGISME

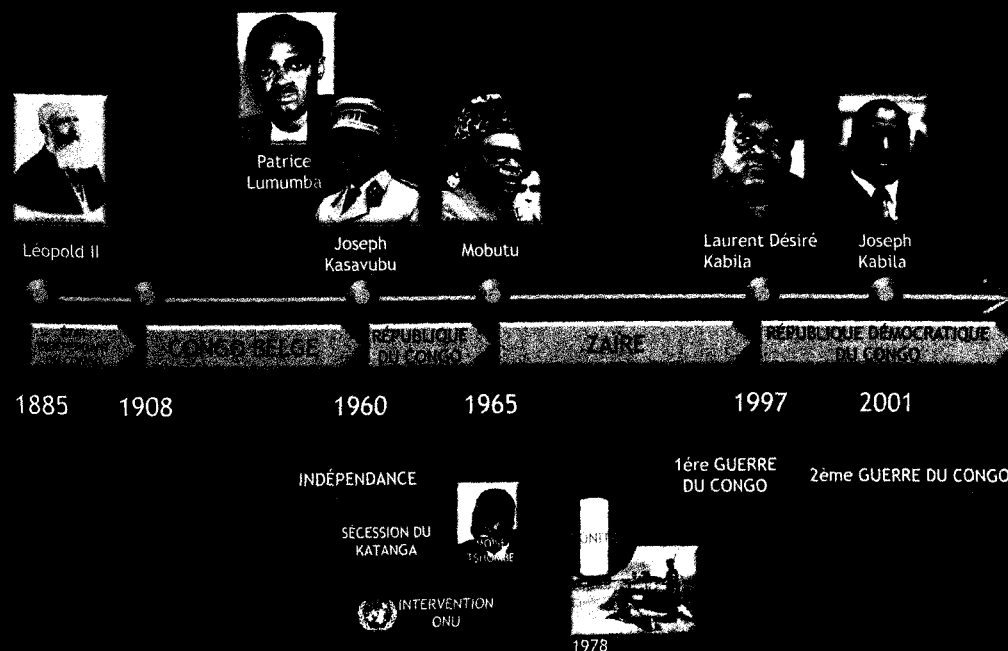
1874 - 1877
EXPLORATION DE HENRY MORTON STANLEY

1885
SOVERAINETÉ DE LEOPOLD II SUR LE CONGO

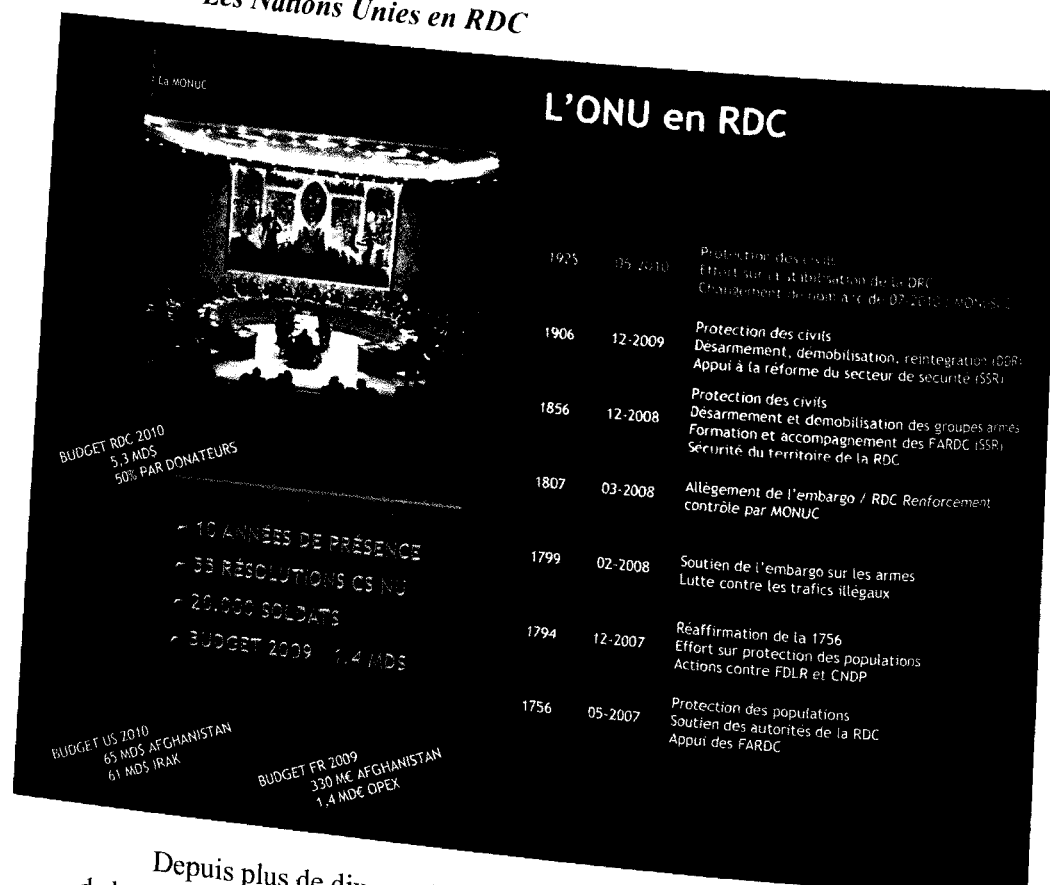


En 1908, le Congo devient la propriété de l'Etat belge c'est à dire qu'il n'est plus la propriété personnelle du roi Léopold II. C'est l'Etat belge qui s'installe. Cela va durer jusqu'en 1960, date à laquelle l'indépendance du Congo est déclarée. Elle se fait de manière frénétique et rapide ; elle est mal préparée. Une poignée de Congolais seulement avait eu accès à l'éducation universitaire au moment de l'indépendance. Il n'y avait pas de corps administratif capable de prendre la relève convenablement. Le premier président est Joseph Kasa-Vubu et son Premier Ministre est Patrice Lumumba, un des grands visionnaires de l'Afrique de l'époque dont on vient de célébrer le décès il y a quelques jours à Kinshasa et qui reste encore une des figures phares de l'histoire africaine. Quelques jours après l'indépendance, les premières difficultés sont apparues, notamment dans la province de Katanga, une des provinces les plus riches du Congo. Avec le soutien des Belges, la province du Katanga annonce son indépendance et sa sécession de l'Etat central. Le Premier Ministre Lumumba demande aux Nations Unies d'intervenir pour préserver l'unité du Congo. Les Nations Unies acceptent. C'est la première fois que les Nations Unies sont intervenues pour maintenir l'unité d'un pays. En effet, jusque lors, les Nations Unies s'étaient limitées à intervenir pour régler les conflits entre

RDC - Histoire moderne



Les Nations Unies en RDC



Depuis plus de dix ans, l'ONU a déployé une opération de maintien de la paix en RDC. Plus de 55 résolutions du Conseil de Sécurité relatives à cette mission ont été votées. Au pic de sa force, la mission a atteint le chiffre de 20.000 soldats provenant de plus d'une cinquantaine de pays différents avec un budget de 1,4 milliards USD par an. C'est la plus grande opération de maintien de la paix au monde des Nations Unies. En comparaison, le budget de la Communauté internationale pour la mission en Afghanistan est de 65 milliards de dollars et en Irak, elle est de 61 milliards de dollars. Les Nations Unies sont souvent critiquées pour dépenser des sommes trop importantes pour les opérations de maintien de la paix mais il est important de comparer ces budgets avec ceux des autres opérations militaires.

Résumé très simplement, le mandat de la MONUSCO s'articule autour de trois priorités :

- la première, c'est la protection des civils. Il faut s'assurer qu'avec la présence de l'ONU, un certain degré de sécurité de la population à travers le pays et notamment à l'Est de la RDC peut être assuré. Il faut

donc désarmer les groupes armés, s'assurer que les cessez-le-feu soient respectés, et atténuer le trafic d'armes.

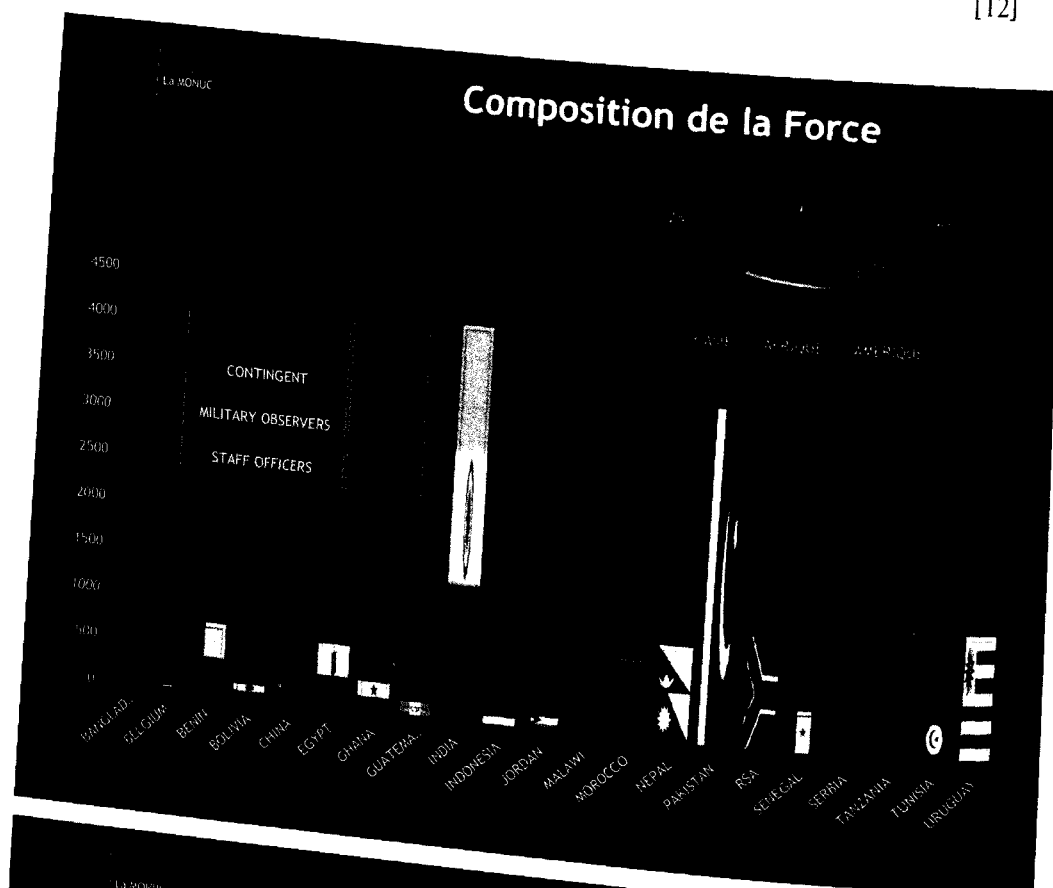
- la deuxième priorité de la mission est l'organisation des élections. La mission doit fournir un appui logistique au cycle électoral. C'est un mandat de nature principalement technique qui vise à aider le pays à organiser ses élections présidentielles, législatives et locales ;
- la troisième priorité de la mission est la stabilisation et la consolidation de la paix en RDC. C'est évidemment très ambitieux et cela se traduit par la mise en œuvre de programmes qui visent à consolider l'Etat de droit à travers tout le pays et notamment à l'Est.

Les effectifs principaux de cette mission viennent de pays asiatiques, notamment de l'Inde et du Pakistan. Le Commandant des forces onusiennes en RDC est actuellement un général indien. Il y a également des béninois, des égyptiens, des marocains, des népalais, des bangladeshis, un contingent de l'Afrique du Sud, du Sénégal, de la Tunisie et de l'Uruguay¹. Ces contingents sont ni Européens ni Américains, et sont pour la plupart non-francophones. Ceci pose des nouveaux défis à la mission comme il sera explicité par la suite.

Il est intéressant de noter toutefois certaines particularités engendrées par ce mélange de nationalités. L'Inde et le Pakistan sont deux puissances qui sont militairement en guerre l'une contre l'autre depuis des années et pourtant, elles travaillent étroitement ensemble au Congo. L'Inde couvre le Nord-Kivu, le Pakistan a le contrôle du Sud-Kivu, et il est impressionnant de voir comment ces troupes sont capables de travailler main dans la main. A titre d'exemple, citons le cas de pilotes militaires indiens transportant

¹ **Militaires** : Algérie, Afrique du Sud, Bangladesh, Belgique, Bénin, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Burkina Faso, Cameroun, Canada, Chine, Danemark, Égypte, Espagne, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, France, Ghana, Guatemala, Inde, Indonésie, Irlande, Jordanie, Kenya, Malaisie, Malawi, Mali, Maroc, Mongolie, Mozambique, Népal, Niger, Nigéria, Norvège, Pakistan, Paraguay, Pérou, Pologne, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Serbie, Sri Lanka, Suède, Suisse, Tunisie, Ukraine, Uruguay, Yémen et Zambie.

Police : Bangladesh, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Canada, Côte d'Ivoire, Fédération de Russie, Égypte, France, Guinée, Inde, Jordanie, Madagascar, Mali, Niger, Nigéria, République centrafricaine, Roumanie, Sénégal, Suède, Tchad, Togo, Turquie, Ukraine et Yémen.



dans leurs hélicoptères des généraux pakistanais, quelque chose qui serait un blasphème absolu dans leurs propres pays.

En ce qui concerne la répartition de la force onusienne en RDC, seulement 5 % des effectifs se trouvent autour de Kinshasa et dans les provinces de l'Ouest de la RDC. 95% des troupes sont concentrées à l'Est de la RDC car c'est là que se trouvent les groupes armés. Il y a plus de 48 bases militaires à l'Est de la RDC et ce sont des bases militaires qui doivent être alimentées en vivres, en eau, et en pétrole. La consommation mensuelle d'essence pour faire fonctionner toute cette flotte aérienne est d'environ 8 millions de litres. La mission dispose de plus de 30 hélicoptères et d'une quarantaine d'avions. L'installation de chaque base pose des défis importants : installer ne serait-ce qu'une trentaine d'hommes coûte déjà un demi-million de dollars. Cette base doit par la suite être ravitaillée en eau, en essence, c'est donc un effort logistique absolument herculéen du point de vue administratif. La mission a tout un département qui s'occupe uniquement de la logistique et de l'harmonisation pour maintenir cette mission en vie au quotidien.

En plus des 17 000 militaires qui constituent la mission aujourd'hui, 900 civils assurent la gestion de la mission dont environ une petite centaine de femmes. La parité des genres est un des objectifs des Nations Unies mais qui est très difficile à traduire sur le terrain. En effet, cette mission des Nations Unies est une mission *non family duty station*, c'est-à-dire qu'on n'a pas le droit d'être là avec sa famille, ni avec son conjoint ni avec ses enfants, ce qui met une pression émotionnelle énorme sur le personnel. Ceci explique pourquoi il y a très peu de femmes au sein de la mission, et pourquoi les niveaux de difficultés familiales sont très élevés au sein du personnel.

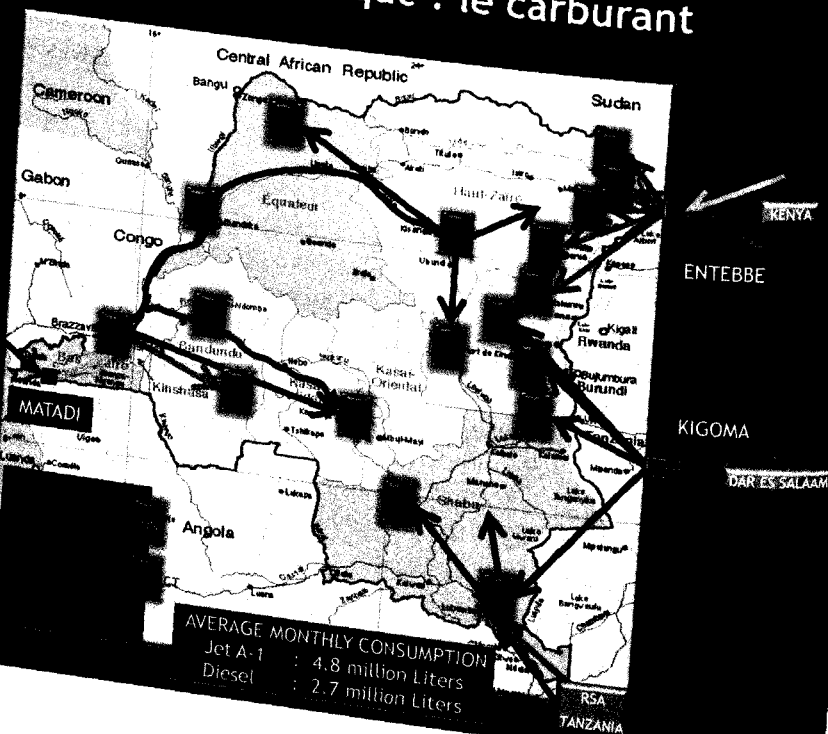
A part le volet sécuritaire de la présence des Nations Unies en RDC - c'est-à-dire la composante *peacekeeping* et qui dépend directement du Conseil de la Sécurité- il y a le volet développement de l'ONU en RDC, à savoir le *peacebuilding*. Plus de 18 agences onusiennes sont présentes en RDC telles que l'UNICEF, le PAM, la FAO, l'OMS etc. Ces agences ne dépendent pas du Conseil de Sécurité, mais de conseils d'administration ou siègent d'autres pays, avec d'autres mandats et budgets qui viennent à échéances à divers moments. Chaque agence vient avec son agenda et ses priorités pour le Congo, ce qui explique pourquoi il est difficile de se coordonner et d'assurer la cohérence de l'action de l'ONU en RDC.

Le challenge logistique

À L'ÉCART DES CENTRES
COMMERCIAUX ET INDUSTRIELS
PROCESSUS D'ACQUISITION
PEU RÉACTIFS



Logistique : le carburant



Défis et obstacles internes à la mission

Vu l'ampleur des défis et la taille du pays, les ressources de la MONUSCO sont beaucoup trop limitées. Au Kosovo, plus de 50.000 troupes de l'OTAN avaient été déployées. Alors que la RDC est 200 fois plus grande que le Kosovo, la mission ne compte que 20.000 troupes. Ces écarts reflètent peut être l'importance accordée par la Communauté Internationale à la RDC et son niveau d'engagement pour essayer de résoudre les conflits de la région. La mission est face à de nombreux problèmes actuellement. L'Inde va retirer 9 hélicoptères au mois de mars de cette année ce qui implique une perte d'un tiers de l'effectif aérien. Etant donné les impératifs logistiques pour l'organisation des élections à préparer, les défis seront particulièrement difficiles à relever d'autant plus qu'il n'y a ni routes, ni fleuves praticables, ni chemins de fer qui pourraient se substituer comme moyen de transport.











Le mandat de la mission est aussi particulièrement ambitieux.

Dans son livre « *The Parliament of Man* », Paul Kennedy retrace l'histoire des Nations Unies. Il décrit les nombreux cas d'opérations de maintien de la paix qui sont dotées de mandats ambitieux sans avoir pour autant les ressources nécessaires pour les mettre en œuvre. C'est une réalité qui crée beaucoup de frustrations et de difficultés aux gens qui sont sur le terrain. Le mandat de la mission est défini par le Conseil de Sécurité, et surtout par les cinq pays membres permanents à savoir la France, l'Angleterre, les Etats-Unis, la Chine et la Russie. Or, aucun de ces cinq pays ne contribue de manière sensible à la MONUSCO. Quelques personnes clés ont été détachées à des postes stratégiques mais en termes de troupes et d'effectifs, ils sont particulièrement absents.

Il existe également un **très grand décalage entre la réalité et les procédures institutionnelles**. Les Nations Unies sont une institution, une bureaucratie, et donc comme toute bureaucratie il existe des règles, et des procédures à respecter et des rapports à remplir etc. La définition du budget est un exercice particulièrement douloureux. En effet, à cause de scandales comme ceux qu'il y a eu en Irak (le scandale '*food for fuel*'), nous avons des règles budgétaires extrêmement strictes qui nous demandent de prévoir un an à l'avance où aurons lieu les déploiements, la quantité de troupes à déployer, le nombre de munitions et de litres d'essence nécessaires etc. Or, dans un contexte de post-conflit, il est particulièrement difficile de prévoir ce genre d'information vu l'extrême volatilité de la situation sécuritaire. Beaucoup d'énergies et de temps sont par conséquent dépensés pour faire

des acrobaties budgétaires afin de permettre à la mission de répondre à des urgences tout en restant dans les cadres budgétaires initialement convenus avec NY.

Les agences de l'ONU

	OCHA	Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires des Nations Unies
	UNHCR	Agence des Nations Unies pour les réfugiés
	BHCDH	Bureau des Nations Unies du Haut-commissariat aux droits de l'homme
	PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
	UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'enfance
	PAM	Programme alimentaire mondial
	FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
	ONUSIDA	Programme Commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA
	OMS	Organisation mondiale de la Santé
	UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la population

Les impératifs peuvent également parfois être absurdes. Une anecdote permet de refléter cette réalité : la MONUSCO ne possède rien car c'est une opération de maintien de la paix qui doit pouvoir se replier dans des délais très courts si le Conseil de Sécurité le décide ou si le Gouvernement Congolais le demande. Le mandat de la mission étant limité d'année en année, aucune planification à long terme ne peut réellement être faite bien que cela fait déjà dix ans que la mission est en RDC. C'est pourquoi les photocopieuses sont louées, les avions sont loués, les locaux sont loués etc.

Les frais sont par conséquent très importants parce la mission n'est pas en mesure de faire des programmations réelles à long terme.

Il y a aussi tout le **problème des contributions**. Chaque pays doit contribuer à cette mission ; certains étant plus généreux que d'autres. L'Uruguay, par exemple, est particulièrement généreux en bulldozers et en camions, sauf qu'il nous les envoie en nature. Par conséquent, la mission doit attendre pendant des mois que ces bulldozers traversent les mers et arrivent en Angola pour ensuite être acheminés au Congo. Ce sont des efforts logistiques importants. Lorsqu'un camion tombe en panne, il faut attendre les pièces de rechange qui viennent de l'Uruguay. Ces machines peuvent donc être en panne pendant des semaines, tout simplement parce que le matériel n'est pas adapté ni à la réalité du terrain ni la réalité du marché du pays.



Un autre problème est l'absence de **capacités militaires appropriées**. Alors qu'aujourd'hui des moyens militaires très sophistiqués existent, la mission n'a pas les capacités techniques nécessaires pour pouvoir repérer des groupes rebelles particulièrement dangereux, comme

le Lord Resistance Army (qui coupent nez, oreilles, seins des femmes en les laissant vivantes, et qui kidnappent des enfants pour les former). Ce petit groupe de rebelles d'environ 300 personnes se déplace à pied le long de la frontière entre le Soudan et le Congo. Ils n'utilisent aucun moyen électronique pour communiquer afin de s'assurer que personne ne peut les repérer. Si la mission avait la capacité technologique militaire des Etats-Unis ou de l'Angleterre par exemple, la mission pourrait les identifier à travers la jungle et mener une opération pour les attraper. Plusieurs fois, des demandes ont été relayées aux pays membres du Conseil de Sécurité afin de doter la mission d'informations satellitaires. Ces demandes n'ont jamais reçu d'échos favorables.

Un autre problème est lié aux **capacités des ressources humaines mises à la disposition des Nations Unies**. Les Indiens et Pakistanais sont particulièrement généreux en termes de troupes, mais ce sont des soldats qui malheureusement ne parlent ni le français, ni les langues locales et qui n'ont pas une bonne connaissance du contexte dans lequel ils se trouvent. Très souvent, ils sont déployés pour quelques mois, et savent qu'ils seront renvoyés chez eux dans les 6 mois. Ces courtes échéances ne leur permettent pas d'asseoir une compréhension des enjeux politiques de la région ou de développer une relation de confiance avec la population. Les militaires déployés sur le terrain sont en attente, ayant été formés pour tirer lorsque l'ennemi est en face. Etant donné que les groupes armés sont mélangés au sein de la population et qu'il faut une interaction étroite avec la population pour pouvoir comprendre la situation politique locale qui est très volatile, les casques bleus sont souvent pris de court par les événements. Ainsi, il y a eu des cas où des massacres se sont déroulés à 5 ou 6 kilomètres d'une base de la MONUSCO sans que les casques bleus ne réagissent. Les questions sont donc difficiles à ignorer : pourquoi est-ce que la mission n'a pas été en mesure de prévoir ces incidents, pourquoi est-ce que la mission n'a pas été en mesure d'agir, pourquoi est-ce que la mission a mis tant de temps pour comprendre ce qui s'est passé ? Très souvent, c'est justement dû à un manque de communication. Depuis l'année dernière, des solutions ont été mises en place pour essayer de pallier à ce manque de communication. Une centaine d'interprètes congolais ont été recrutés et déployés afin qu'ils puissent assurer la communication entre les troupes de la MONUSCO et la population locale. Il est évident que si la MONUSCO disposait de troupes francophones, ces problèmes seraient plus facilement surmontables.

Une dernière **difficulté qui mérite d'être mentionnée est la difficulté de travailler en tant que « One UN »**. Les agences aujourd'hui sont dans une situation financière particulièrement difficile ; les budgets ont

été brutalement coupés depuis 2009 étant donné la crise financière actuelle. Pour ne citer qu'un exemple, le PNUD en RDC a vu son budget se réduire de 40% de 2009 à 2010. Ces coupures de fonds affectent sensiblement le travail des agences et les rends particulièrement sensibles aux demandes des bailleurs de fonds. Or, les bailleurs de fonds sont également très sensibles à leur opinion publique. Lorsque les médias se limitent sans cesse à associer la RDC avec la violence sexuelle contre les femmes, l'opinion publique demande à ce que l'aide extérieure soit allouée pour répondre à cette problématique. Le résultat final est qu'aujourd'hui, toutes les agences des Nations Unies, en passant de l'UNICEF à l'UNESCO, formulent des projets dans ce domaine afin d'obtenir des fonds alors qu'il existe d'autres priorités également. Toutes les agences se concentrent à l'Est de la RDC alors que les indicateurs sociaux sont plus préoccupants à l'Ouest de la RDC. Pis encore, l'Ouest de la RDC est beaucoup plus stable ce qui permettrait le décollage d'un vrai programme de développement. Mais les fonds se concentrent sur l'Est de la RDC qui est beaucoup plus médiatisée. Il y a donc une multiplication d'interventions et des guerres internes aux Nations Unies pour obtenir une part du gâteau des ressources sans que l'impact de l'aide apportée soit véritablement à la hauteur des fonds déboursés.

Les défis externes à la mission

Le premier défi de taille est la **volatilité de la situation régionale**. La RDC compte plus de neuf voisins dont le Rwanda. Or, il faut se rendre à l'évidence que tant qu'on n'ouvre pas l'espace démocratique au Rwanda, qu'il n'y a pas un dialogue entre les différentes factions rwandaises, l'opposition anti-Kagame se réfugiera toujours en RDC pour reprendre des forces. Concrètement cela veut dire quoi ? Cela veut dire que la mission peut continuellement désarmer les FDLR (un des groupes rebelles rwandais et anti-Kagame qui se sont réfugiés dans les Kivus depuis 1994) et les renvoyer au Rwanda, mais les rangs de ce groupe rebelle seront toujours nourris par les opposants du régime qui partent en exil chaque mois. De là, ils s'organisent avec le trafic de minerais pour se ravitailler en armes et en vivres. Ce jeu perdure depuis déjà 15 ans et ne sera résolu que lorsque le Gouvernement rwandais s'ouvrira au dialogue politique.

Le Soudan, autre pays frontalier de la RDC, est en train de vivre des moments historiques. Le référendum se passe plutôt bien en ce moment mais les analystes politiques s'attendent à une dégradation de la situation à

partir du mois de juin de cette année. Un plan de contingence national a été mis en place par l'ONU pour préparer l'arrivée de dizaines de milliers de réfugiés à la frontière congolaise. Il y a aussi les élections en République Centrafricaine et en Ouganda cette année, sans oublier les tensions qui continuent avec le Rwanda et l'Angola. Cette situation régionale très volatile contribue à l'instabilité de la RDC qui à tout moment, doit gérer les conséquences d'une crise d'un pays voisin.

Un autre défi est l'incapacité de la **communauté internationale à s'exprimer unanimement sur le besoin de mener des réformes clés**. Depuis plusieurs années, plusieurs acteurs, dont l'Union Européenne, poussent pour une réforme du secteur de l'armée, de la police et de la justice et malgré tous ces efforts, très peu de résultats ont été atteints. Pourquoi ? Parce que ces acteurs sont incapables de se mettre d'accord sur ces questions de manière concrète. Autre exemple : le changement constitutionnel qui a eu lieu fin janvier 2011. Ce changement a eu lieu en respectant les normes démocratiques en termes de procédure, mais du point de vue du contenu, il y a de quoi s'interroger. Or, aucun pays n'a osé s'exprimer sur le sujet de peur de froisser le Gouvernement. L'existence d'intérêts bilatéraux trop importants empêche une action unie de la communauté internationale. Lors de sa visite en 2009, le Président Sarkozy a signé le plus grand contrat français d'exploitation d'uranium avec l'entreprise AREVA. Lorsque l'on sait que 75% de la consommation énergétique de la France vient de l'énergie nucléaire, on comprend tout de suite l'importance que revêt un tel contrat. Les Américains, les Chinois et les Britanniques ont des intérêts militaires dans le pays. Chacun a son épingle à tirer du jeu et par conséquent, il est extrêmement difficile d'obtenir une mobilisation collective pour définir une position commune en matière de Droits de l'Homme par exemple. Cela rend le rôle des Nations Unies particulièrement difficile. Deux écoles existent au sein des Nations Unies : l'une estime que le rôle de l'ONU est justement d'être plus vocale sur des questions de principes étant donné les valeurs qu'elle représente, l'autre estime que l'ONU ne peut défendre que ce que le CSNU est prêt à appuyer également.

La difficulté à **se focaliser sur les questions fondamentales et stratégiques** est également un défi de taille. La mission a tendance à se limiter à des solutions techniques sans aborder le contexte politique. Par exemple, étant donné que l'une des priorités de la mission est la consolidation et la stabilisation du pays, la mission a développé tout un programme pour construire des infrastructures étatiques (maisons d'administrateurs, commissariats de police, axes routiers importants, voitures etc.) et ainsi,

appuyer le déploiement de l'Etat. Toutefois, la mission n'a pas le droit de payer le salaire du personnel étatique qui est supposé occuper les nouveaux lieux et ne fait pas assez de pression politique pour que les réformes nécessaires au niveau central soient adoptées. La mission se retrouve donc avec un commissariat flambant neuf, doté d'installations internet, avec des uniformes et véhicules, mais sans policiers. Un autre cas de figure est que les policiers sont déployés mais sans soldes, ce qui les pousse à abuser de leur position pour soutirer des revenus à la population. Le résultat final est que les Nations Unies sont accusées d'avoir facilité la tâche à des forces de sécurité ne répondant pas à des valeurs républicaines pour exploiter encore plus la population.

La communauté internationale ne paie pas les salaires par respect **de la souveraineté du Gouvernement congolais**. Il serait intéressant de définir un peu plus précisément ce que l'on entend par souveraineté. Souveraineté de qui ? D'un gouvernement qui parfois a des politiques plutôt ambiguës ? Est-ce qu'on parle de la souveraineté du peuple congolais, est-ce qu'on parle de la souveraineté de la société civile ? A nouveau, quand il y a des changements constitutionnels comme celui de la semaine dernière, la communauté internationale n'est pas intervenue par respect de la souveraineté congolaise. Après les amis congolais à Kinshasa étaient fâchés contre nous et nous disaient « *Vous voyez, vous ne faites rien. Vous dites que vous respectez notre souveraineté, mais là la souveraineté du peuple a été complètement violée et vous, les Nations Unies et la communauté internationale, vous ne faites rien. C'est quoi cela comme respect de notre souveraineté ?* ». C'est aussi une des difficultés avec lesquelles on doit travailler au quotidien. Ainsi, la déclaration de l'Union Européenne lors du changement constitutionnel est quelque peu regrettable....l'UE a tout simplement dit qu'elle n'avait aucune déclaration à faire par rapport au changement constitutionnel soudaine car elle respectait la pleine souveraineté du Gouvernement congolais....

Un autre détail qui mérite également d'être noté est le besoin **de nuancer la terminologie que l'on utilise**. Le Congo n'est pas un pays en post-conflit, il est toujours en conflit dans plusieurs parties de son territoire. Un Gouvernement congolais doté de structures gouvernementales organisées et efficaces n'existe pas. En RDC, il est illusoire de parler d'un Gouvernement proprement dit, il s'agit plutôt de personnalités fortes et d'élites qui gouvernent et qui ont des cercles d'influence puissants. Le concept de patronage est très palpable en RDC : on s'achète la loyauté de certaines provinces ou de certaines personnes en contrepartie d'une

reconnaissance de son pouvoir au niveau central. Pays post-conflit, Gouvernement, contrepartie nationale, souveraineté... ce sont tous des termes que diplomates et fonctionnaires internationaux aiment manier mais cela induit en erreur et crée des attentes infondées.

Le processus électoral en RDC est un dernier sujet qui mérite d'être mentionné. En Afrique cette année, plus de 17 élections sont prévues (Togo, Madagascar, Tchad, RDC, la République Centrafricaine, le Niger, le Bénin pour ne citer que quelques uns). Evidemment, tout le monde regarde ce qui se passe actuellement en Côte d'Ivoire, à commencer par la République Démocratique du Congo. En Côte d'Ivoire, les Nations Unies ont également une opération de maintien de la paix, l'ONUCI, dont le mandat est, entre autres, d'appuyer l'organisation des élections. A la différence de la MONUSCO, l'ONUCI avait également pour mandat de valider le résultat des élections. Or, malgré la proclamation des vrais résultats et la présence de l'ONUCI, la situation en Côte d'Ivoire ne cesse de se dégrader. Comment la communauté internationale souhaite-elle réagir? Le Gouvernement Kabila a déjà publiquement annoncé que c'est à cause des problèmes en Côte d'Ivoire qu'il a opté de faire des changements constitutionnels, à savoir de limiter les élections présidentielles à un seul tour. Jusqu'à la semaine dernière, la mission avait œuvré pour organiser des élections présidentielles en deux tours. Après le changement constitutionnel, on se retrouve avec un seul tour ce qui bouleverse toute la planification et organisation qui avait été faite jusqu'à présent.

La grande question aujourd'hui est de savoir si l'opposition saura s'organiser pour faire front commun contre Kabila et de proposer un seul candidat capable de le battre au premier tour. Kabila a visiblement fait le pari que l'opposition n'en sera pas capable. Avec le changement constitutionnel, Kabila n'a même plus besoin d'avoir 50 % pour remporter les élections, il a juste besoin d'avoir la majorité absolue. Donc, si le deuxième à 9 % et lui obtient 11 %, il pourra prétendre à la Présidence de la RDC Congo. Cela pose évidemment des questions internes de légitimité parce qu'il est difficile de voir comment il peut prétendre légitimement au pouvoir avec une base électorale si restreinte.

Le changement constitutionnel a également une implication à moyen terme, parce qu'il affecte la répartition du pouvoir entre Kinshasa et les provinces. Le Président Kabila s'est à présent octroyé le droit de dissoudre les assemblées provinciales et de nommer les gouverneurs sans consulter la population provinciale, remettant ainsi en cause l'équilibre politique qui

avait été atteint lors des négociations de 2003. Le consensus politique sur base duquel les groupes armés principaux ont rendu les armes et accepté la mise en place d'un gouvernement de transition est à présent remis en question.

Ce changement constitutionnel a également des implications à plus long terme étant donné qu'il allège désormais les procédures requises pour instituer des changements constitutionnels. Aur risque d'être accusé de mauvaise foi, on pourrait s'imaginer que, dans un futur plus ou moins proche, on décide de réviser à nouveau la constitution pour renforcer encore plus le pouvoir central. En effet, les procédures sont à présent plus légères et expéditives pour ce faire.

Il est important de souligner que, lorsqu'ils le veulent, les Congolais sont d'une efficacité incroyable. Cela fait des années que les lois relatives à la réforme du secteur de l'armée, du secteur de la police, et de la justice traînent. L'Assemblée de se réunit pas, il n'y a pas assez de députés, il n'y a pas de majorité, il faut une session extraordinaire qui n'a jamais lieu etc. Or, pour adopter les propositions de changement constitutionnel, le Sénat et l'Assemblée ont réussi à se réunir séparément et conjointement en moins de 72 heures pour adopter un texte qui avait été circulé le matin même.

Quelques messages clés en conclusion

Le Luxembourg est en campagne pour devenir membre du Conseil de Sécurité des Nations Unies à New York. Si nous sommes élus, il faudra prendre conscience de la responsabilité qu'une telle élection implique. Ce n'est pas juste une question de visibilité. Nous aurons un rôle à jouer dans l'élaboration des mandats d'opérations de maintien de la paix, avec un impact direct sur les réalités du terrain. Le Luxembourg pourra contribuer à ce que ces mandats ne soient pas trop ambitieux par rapport aux ressources disponibles ou sinon, rappeler au Conseil que s'il approuve un mandat ambitieux, il a la responsabilité de s'assurer que les ressources adéquates suivent également.

Il est très important de se rendre compte que sans un « *backing* » ou accompagnement politique, une mission de l'ONU ne réalisera pas grand-chose si elle se limite à la mise en œuvre technique de programmes. On peut techniquement assurer l'organisation des élections (en RDC, la communauté internationale a financé le système d'enregistrement des électeurs le plus sophistiqué au monde) mais cela ne suffit pas pour assurer

la transparence et la légitimité des élections. La mission doit pouvoir être appuyée politiquement par le CSNU pour pouvoir exercer une influence sur les réformes en cours et s'assurer que les principes de démocratie et de respect des Droits de l'Homme soient respectés. Idem pour les agences de développement de l'ONU qui sont en RDC. Techniquement, elles apportent des vaccins quand il y a des crises de polio, elles apportent de la nourriture lors de pics de famines, mais quel est l'accompagnement politique qu'on donne à ces actions techniques pour pérenniser une politique de développement à long terme ? Le PAM apporte de l'argent et des centaines de tonnes de nourriture chaque année pour pallier à l'urgence alimentaire en RDC, mais où est l'accompagnement politique pour développer une politique agricole en RDC ? L'UNICEF fournit des centaines d'écoles sous tentes à l'Est de la RDC mais n'a pas le poids politique pour encourager la RDC à développer sa propre politique d'éducation... L'enjeu pour les Nations Unies est là. L'ONU ne doit pas se limiter au rôle de garant technique. Elle doit avoir la marge de manœuvre nécessaire et l'appui de ses Etats membres afin d'exercer une influence politique permettant la mise en place de réformes fondamentales et la création des fondements institutionnels nécessaires pour permettre à la RDC de s'engager fermement sur le chemin de la paix et du développement.

DISCUSSION

Un intervenant souligne les difficultés pour l'opposition de se forger un espace politique en RDC. Il soulève la question du rôle et de l'influence de la communauté internationale, non seulement en ce qui concerne l'ascension du Président Kabila et de son entourage au pouvoir, mais aussi en ce qui concerne les trafics d'armes et l'élaboration de la Constitution en 2005.

Réponse: Les Nations Unies ont pour première obligation de travailler avec le Gouvernement qui est en place. En effet, la MONUSCO a été invitée en RDC par le Gouvernement de la RDC et ce dernier peut lui demander de partir à tout moment, tout comme le Conseil de Sécurité des Nations Unies. Par conséquent, ce qui peut être perçu comme étant une complicité exclusive avec le Président Kabila n'est en fait qu'une collaboration obligatoire avec un gouvernement légitimement élu.

En ce qui concerne le rôle de la Communauté internationale dans l'élaboration de la **Constitution** de la RDC, il faut nuancer. Des experts internationaux ont effectivement participé à l'élaboration de ce rôle, mais en fournissant seulement un appui de nature technique, pour garantir la cohérence juridique du résultat final. Le processus en lui-même est entièrement conduit par les Congolais et plus précisément, par les acteurs politiques signataires des accords de Sun City. La *Commission Electorale Indépendante* (CEI) reflète le leadership congolais dans l'organisation des élections. Cette commission ne fait pas partie de l'exécutif, c'est une entité indépendante avec pour mandat d'organiser les élections dans le pays. Son chef actuel, l'Abbé Malu-Malu, dirige un bureau politique constitué de 7 personnalités qui accompagnent les travaux de la CEI. La mission des Nations Unies appuie techniquement cette commission dans sa lourde tâche de préparation et d'organisation des élections. Mais cet appui reste de nature technique et est entièrement séparé de la CEI. Côté Nations Unies, les experts sont de diverses nationalités. On y retrouve des Maliens, des Sénégalais, des Nigériens ainsi que des Européens. Le chef de cette division électorale est un Allemand. Il ne faut donc pas confondre l'appui technique des Nations Unies et le rôle de premier plan de la CEI, constituée entièrement de Congolais.

Cette distinction est importante car, tout comme en Côte d'Ivoire, la question de la nationalité est très sensible en RDC, et réveille beaucoup

d'émotions. Il est important de rester intellectuellement honnête et de ne pas réduire les critiques envers le leadership congolais à une simple question de nationalité. Il est important pour la RDC d'aller au-delà d'une logique nationaliste et de mesurer la qualité de ses leaders par rapport à leur appartenance et respect de valeurs universelles. Il serait plus constructif de juger la portée de l'action d'un gouvernement par rapport à sa vision politique et les valeurs humaines qu'il incarne, plutôt que sur base d'une logique ethnocentriste ou nationaliste.

A la question relative aux résultats accomplis par la MONUSCO relatifs au **contrôle des milices** et du trafic d'armes, avancées concrètes ont été effectuées et le seront encore plus dans un futur proche. En effet, chaque année, un groupe d'experts est nommé par le Conseil de Sécurité. Son rôle est d'enquêter sur le terrain et faire rapport au Conseil sur les groupes armés et leur relation aux mines, sur le trafic des minerais et l'implication de pays étrangers. Ce groupe est complètement indépendant et n'appartient à aucun pays ou institution. Ce sont des experts au sens technique. Leur rapport annuel est confidentiel au début mais une fois qu'il a été étudié par le Conseil de Sécurité, il devient public, ce qui est fort impressionnant vu les dénonciations y contenues. Ces rapports ont déjà dénoncé plus d'une fois l'implication néfaste d'entreprises britanniques, américaines, indiennes pour n'en citer que quelques-unes, dans le trafic de minerais à l'Est de la RDC. Néanmoins, alors que des mesures de sanction existent, le Conseil de Sécurité n'a malheureusement jusqu'à présent jamais appliqué de sanctions contre ces entreprises. La MONUSCO essaye tant bien que mal de contrôler les vols, de noter les va et vient et les kilos de minerais transportés. Mais la mission n'est pas dotée d'un mandat d'action avec lequel elle pourrait agir pour confisquer les minerais ou avions appartenant à un trafic illégal. Le fait que ce soit également les forces de l'ordre public, à savoir la police mais surtout l'armée, qui comptent parmi les principaux participants à ce trafic, complique d'autant plus la tâche à la MONUSCO. L'implication de l'armée dans ce trafic explique en grande partie pourquoi aucun progrès réel n'a été atteint relatif à la réforme du secteur de l'armée.

Deux autres intervenants reviennent sur la question des **élections**, en soulignant que l'Angola dispose d'un budget de 40 milliards par an et organise des élections qui lui coûtent 128 millions USD. Or, alors que son budget annuel est nettement plus réduit (6 milliards), le coût des élections en RDC est de 750 millions USD.

Un **intervenant** rappelle l'étendue du pays ainsi que la contribution de la communauté internationale, mais s'interroge sur la durabilité de ces

élections qui, finalement, sont hors prix. Des élections sont nécessaires mais il faut des bureaux de vote couvrant l'entièreté du pays afin de permettre aux gens d'aller voter correctement et de manière transparente. L'intervenant pose donc la question de la durabilité du processus électoral en RDC. En 2006, l'ONU avait fourni un appui logistique important à l'Etat congolais, en termes d'avions et d'hélicoptères. Cependant, aujourd'hui, l'état des routes est le même, mais l'appui de la communauté internationale s'est considérablement réduit. L'engagement du Gouvernement à payer plus de 350 millions USD pour ces élections est-il réaliste et pérenne ? Etant donné les événements en Côte d'Ivoire, quelles sont les perspectives en RDC ?

Réponse: L'organisation d'élections en RDC présente un défi considérable, d'autant plus vu les rebondissements continus en matière de politique électoral. La méthodologie électoral vient d'être modifiée en janvier 2011 par la Commission électoral indépendante, qui a pris la décision souveraine de multiplier les bureaux de vote. A l'origine, 2000 bureaux de vote avaient été prévus, mais suite à la décision de la CEI il faut à présent déployer plus de 8000 bureaux à travers le pays. Cette décision favorise un rapprochement de la démocratie avec le peuple congolais puisqu'on rapproche l'urne de l'électeur, mais en même temps le budget a été triplé. Alors que l'enregistrement des électeurs ne devait pas dépasser les 50 millions de dollars, le budget a explosé pour atteindre les 150 millions de dollars. La MONUSCO pouvait comprendre la logique derrière cette décision de la CEI, mais aurait aimé que la réalité logistique et financière du pays fût également prise en compte. En effet, il y a une certaine fatigue au niveau de la Communauté internationale pour continuer à financer les opérations au Congo. La crise économique mondiale se fait ressentir à tous les niveaux et impacte les agendas de développement et d'appui technique comme, par exemple, l'appui à l'organisation des élections. Le budget de la RDC oscille entre 5 et 6 milliards de USD, dont la moitié est financée par la Communauté internationale à travers le Fonds monétaire international et la Banque Mondiale notamment. Le budget électoral est de 750 millions de dollars, car il couvre à la fois les élections présidentielles, législatives et les élections locales qui auront lieu en 2013. Le Gouvernement avait essayé de justifier sa décision de réduire les élections présidentielles à un seul tour par une logique de rationalisation de coûts. Toutefois, cela est faux, car les élections législatives qui devaient se tenir en même temps que les présidentielles seront à présent découplées. Cela veut donc dire qu'il faudra quand bien même retourner dans plus de 8000 bureaux de vote à travers le pays avec des avions, avec des hélicoptères. Le coût restera donc plus ou moins pareil. On parle d'une économie de 12 millions de dollars

grâce à la tenue d'élections présidentielles en un seul tour - c'est assez négligeable.

En effet, la logistique est un défi très coûteux. Pour l'enregistrement des électeurs actuellement en cours, la mission a dû emprunter des avions de toutes les missions onusiennes en Afrique, au Soudan, en Côte d'Ivoire... Or, il y a une pénurie d'avions et d'hélicoptères au niveau mondial, et il est très difficile d'obtenir des contrats de location à courte échéance et pour des durées de temps limitées à quelques semaines.

Les élections sont très sophistiquées en RDC pour des raisons historiques. En 2006, lors des premières élections au Congo, il fallait convaincre tous les différents groupes armés à participer aux élections et leur donner toutes les garanties que les élections seraient libres et transparentes. La Communauté Internationale a donc essayé d'apporter des solutions techniques pour essayer de valider un processus qui politiquement était très délicat, vu la méfiance entre acteurs. C'est pourquoi des solutions très high-tech ont été adoptées, avec des serveurs de vérification en cas de doublon au Japon, des empreintes digitales enregistrées pour chaque électeur, des photos en couleurs etc. Chaque kit électoral a besoin de panneaux solaires puissants et solides pour pouvoir fonctionner au fin fond de la brousse. La sophistication du matériel était à l'époque une des garanties requises pour asseoir la crédibilité du processus politique.

La conférencière note toutefois qu'un processus peut être aussi sophistiqué qu'il veuille techniquement parlant, s'il n'y a pas un engagement politique qui l'accompagne, sa validité sera quand bien même remise en question. Malgré tout le matériel sophistiqué utilisé à chaque étape des élections de 2006, malgré le fait que ces élections aient été les plus chères du monde, la population kinois demeure convaincue que la Communauté Internationale a truqué les élections en faveur de Joseph Kabila. Aujourd'hui, cette hyper-sophistication du processus électoral commence à nous coûter très cher et la question de sa durabilité et pérennisation préoccupe les Nations Unies.

Il est clair que si l'on s'entête à vouloir croire à une manipulation de la Communauté Internationale et à sa mauvaise foi, des trucs et des erreurs seront toujours constatées. On est tous humains, des erreurs ont été commises, mais ce n'était pas par une volonté intentionnelle de prendre les mauvaises décisions. Le plus souvent, on est dans l'urgence, on manque d'informations et il faut prendre des décisions de suite. Même avec la règle

obligeant chaque candidat présidentiel à déposer une caution de 50 mille dollars, le bulletin de vote à Kinshasa faisait plus de 16 pages. Chaque électeur qui arrivait aux urnes des premières élections après quarante ans, recevait carrément un rouleau de poster comme bulletin de vote. Les photos étaient en couleur, ce qui avait contribué à tripler le budget de l'impression des listes de candidats. Donc, malgré la caution des 50 000 USD, énormément de candidats se sont présentés. Dans un monde idéal, aucune caution n'aurait été demandée afin de permettre à chacun de se présenter, mais certains paramètres ont dû être respectés à cause de contraintes économiques et organisationnelles réelles.

Georges Als pose les deux questions suivantes : Qu'en est-il actuellement de la question de **l'unité du pays**. Est-ce qu'elle est toujours assurée et d'autre part qu'en est-il du niveau de vie du pays, compte tenu de ses richesses minérales ?

Réponse: L'un des héritages les plus reconnus de Mobutu, c'est d'avoir laissé au peuple congolais une conception forte et solide d'un Congo uni. Partout en RDC, cet attachement à l'unité du continent-pays qui s'appelle le Congo est palpable. Les risques de sécessions ne sont pas aussi élevés que dans d'autres pays, mais évidemment, les provinces ont soit de se gérer elles-mêmes, d'avoir plus d'autonomie, et de pouvoir gérer leur propre budget. Si le Gouvernement central continue à les priver de cette marge de manœuvre, il ne faudrait pas s'étonner qu'elles s'orientent vers une logique d'autonomie et éventuellement même de sécession.

Quant au **niveau de vie** en RDC, la conférencière confirme qu'il est malheureusement extrêmement bas. Cela est dû à l'insuffisance de ses infrastructures, ne fût-ce que pour transporter des marchandises et des denrées d'une région à l'autre. La situation alimentaire est donc difficile, et les épidémies y trouvent un terrain fertile pour se propager. La situation se caractérise aussi par la cherté des prix et surtout des denrées alimentaires à Kinshasa. Tout cela conduit à exacerber d'autant plus les écarts de vie énormes entre les différentes couches de la population.

Séance du 25 octobre 2010

Y A-T-IL UNE GOUVERNANCE EUROPÉENNE ?

par
Jim CLOOS^{1 2}

Jim CLOOS a commencé sa carrière en tant que diplomate luxembourgeois en 1981. Il est actuellement Directeur Général adj. pour les *Questions Politiques Générales et les Relations Interinstitutionnelles* au Secrétariat Général du Conseil de l'Union Européenne. Entre 1995 et 1999, il dirigeait le cabinet du Président de la Commission Jacques Santer. Jim Cloos a fait des études universitaires en Angleterre, en URSS, et en France. En 1983, il a publié avec Renate Fritsch-Bournazel et André Brigot *Les Allemands au coeur de l'Europe* (Fondation pour les Etudes de Défense Nationale, Paris). Il est co-auteur d'un livre intitulé *Le traité de Maastricht: genèse, analyse, commentaires* (Cloos, Reinesch, Vignes, Weyland) paru chez Bruylant en 1993. Il a publié un grand nombre d'articles sur des sujets institutionnels et de politique étrangère.



1 L'auteur est Directeur général adjoint au Secrétariat général du Conseil de l'Union européenne. Il s'exprime ici à titre purement personnel. Ses propos n'engagent ni le Secrétariat général ni le Conseil.

2 L'auteur tient à remercier Agnieszka Bartol pour son assistance lors de la rédaction de ce texte.

Dans cette conférence, l'auteur s'interroge sur la gouvernance européenne. Il part de l'analyse de la nature de l'Union européenne et de son évolution au fil des réformes successives des traités. Il examine les défis particuliers qui se posent suite à l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, qui apporte des innovations institutionnelles majeures, notamment avec la création du poste d'un président permanent du Conseil européen. Il apporte, enfin, son éclairage sur le thème hautement actuel de la gouvernance économique dans la zone euro. Il conclut sa conférence en mettant en garde contre un certain nombre d'erreurs à ne pas commettre. Il souligne, enfin, que l'Union européenne reste une des plus belles conquêtes du XX^e siècle et qu'il faut faire en sorte qu'elle continue d'apporter paix et bien-être aux pays et citoyens européens au XXI^e siècle.

Table des matières	
Introduction.....	3
Une gouvernance multiple en constante évolution.....	5
Les défis du post-Lisbonne.....	11
La gouvernance économique.....	17
Conclusions.....	21
Discussion.....	25
Bibliographie.....	30

Y A-T-IL UNE GOUVERNANCE EUROPÉENNE ?

INTRODUCTION

On parle beaucoup ces derniers temps de gouvernance. La première question qui se pose est celle de savoir ce que cache ce concept. On peut dire qu'il se réfère à l'exercice du pouvoir sous toutes ses formes et allant bien au-delà de la notion de gouvernement. Il s'applique à l'entreprise comme à la sphère publique. Il permet de répondre à la question de savoir qui fait quoi, de quelle manière, selon quelles règles, et à quel niveau. Nous allons ici nous concentrer surtout sur le volet public et institutionnel de la question.

Pourquoi la résurgence de ce concept et les interrogations renouvelées qu'il soulève ? D'abord parce que nos sociétés occidentales ont beaucoup évolué, sous l'emprise du progrès technologique. En fait, on assiste depuis quelques années à une remise en question de la démocratie représentative elle-même. L'irruption de l'internet dans la société a bouleversé les comportements et les façons de s'exprimer. Tout s'accélère, tout le monde peut s'exprimer, réagir au quart de tour ; entre l'internet et les sondages d'opinion, l'espace de la représentation démocratique s'est à la fois rétréci et compliqué. En même temps, la globalisation galopante transforme le champ d'action de l'exercice politique et économique. Elle ouvre le champ du possible, mais elle engendre aussi des craintes sur la perte des identités et le fait d'être livré à des forces sur lesquelles on n'a aucun contrôle. Enfin, l'émergence de nouveaux États puissants et la modification des rapports de force dans le monde obligent à des révisions parfois déchirantes de notre vision du monde et surtout à une transformation lente mais sûre du système international mis en place après la Deuxième guerre mondiale, déjà ébranlé par l'écroulement du bloc soviétique. Ce mouvement s'est accéléré depuis 2008 et se manifeste dans le déclin du G8 au détriment du G20 qui englobe les nouvelles puissances émergentes. Toute réflexion sur la gouvernance doit intégrer ces facteurs.

Ces interrogations prennent une acuité particulière au niveau de l'Union européenne, en raison de sa nature propre, ni l'état ni organisation internationale classique, mais ayant des caractéristiques des deux. L'Union européenne a été conçue comme un ensemble de peuples et d'États réunissant à l'origine des États meurtris par la guerre qui les avait opposés. L'Union a été le vecteur de dépassement des clivages et des ressentiments. Avec les élargissements successifs, elle a intégré en son sein des États européens qui, pour la majorité d'entre eux, sortaient de temps de guerre de dictature ou d'extrêmes difficultés économiques. L'Union a su puiser sa richesse dans son histoire et sa diversité, ce qui explique son caractère particulier, qui n'a pas d'équivalent dans le monde.

La question de savoir qui décide quoi et qui parle pour qui est naturellement plus compliquée dans cette structure qu'à un niveau purement national. Les tensions, qui existent aussi au niveau national, tout particulièrement dans des États fédéraux, entre le niveau central et le niveau périphérique, prennent une connotation plus forte au sein de l'Union composée d'États et de peuples aux traditions et aux cultures très différentes. D'où les références aux principes de subsidiarité et de proportionnalité inscrites dans le traité de Maastricht.³ L'affaire se complique du fait que l'Union est vue à la fois comme étant elle-même un vecteur de la globalisation et un acteur sur la scène internationale devant assurer la protection des Européens dans le maelstrom de la globalisation.

L'Union européenne, avec ses structures complexes et ses nombreux acteurs, est donc naturellement un terrain privilégié de développement de la réflexion sur la gouvernance. L'Union, eu égard à son caractère spécifique, subit des tensions de différentes sortes. Alors qu'elle constitue une des

³ Article 5 TEU (3 et 4): « Le principe d'attribution régit la délimitation des compétences de l'Union. Les principes de subsidiarité et de proportionnalité régissent l'exercice de ces compétences (...) 3. En vertu du principe de subsidiarité, dans les domaines qui ne relèvent pas de sa compétence exclusive, l'Union intervient seulement si, et dans la mesure où, les objectifs de l'action envisagée ne peuvent pas être atteints de manière suffisante par les États membres, tant au niveau central qu'au niveau régional et local, mais peuvent l'être mieux, en raison des dimensions ou des effets de l'action envisagée, au niveau de l'Union. Les institutions de l'Union appliquent le principe de subsidiarité conformément au protocole sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité. Les parlements nationaux veillent au respect du principe de subsidiarité conformément à la procédure prévue dans ce protocole. En vertu du principe de proportionnalité, le contenu et la forme de l'action de l'Union n'excèdent pas ce qui est nécessaire pour atteindre les objectifs des traités. Les institutions de l'Union appliquent le principe de proportionnalité conformément au protocole sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité. »

plus grandes zones de démocratie et de stabilité au monde, elle se nourrit aussi des crises de ses États membres, des fragilités intrinsèques aux démocraties nationales. La diversité qui les caractérise est une richesse, en même temps qu'une source de vulnérabilité. La résurrection des extrêmes politiques dans de nombreux États, l'instabilité politique, l'existence de gouvernements minoritaires ont des répercussions sur l'Union.

L'Union européenne s'est dès lors saisie très tôt du concept de gouvernance, comme en atteste par exemple le Livre blanc de la gouvernance européenne publié en 2001⁴. La gouvernance européenne y est décrite comme l'ensemble des règles, des processus et des comportements qui influent sur l'exercice des pouvoirs au niveau européen. La crise financière et économique qui a éclaté en 2008 et qui perdure, a remis sur le tapis la question de la gouvernance économique dans le cadre de l'Union économique et monétaire (UEM).

Nous allons d'abord éclairer la nature de l'Union européenne et son développement au fil des années. Nous examinerons ensuite les défis qui se posent à l'heure actuelle, dans le contexte de l'entrée en vigueur du dernier traité, celui de Lisbonne. Une troisième partie sera consacrée à la question brûlante de la gouvernance économique que la crise financière a projetée à l'avant-plan. Nous essaierons enfin de tirer quelques conclusions à la lumière de ces développements.

UNE GOUVERNANCE MULTIPLE EN CONSTANTE EVOLUTION

Le caractère singulier de la construction européenne se reflète dans son cadre institutionnel. La fameuse "méthode communautaire" (qu'il faudrait peut-être appeler différemment du fait que la Communauté n'existe plus depuis le traité de Lisbonne) repose sur la coopération entre les institutions telles que la Commission européenne, le Parlement européen (PE) et le Conseil de l'Union européenne. Elle se définit par le droit d'initiative exclusif de la Commission, un Conseil qui légifère (souvent à la majorité qualifiée), un PE qui initialement avait un rôle consultatif mais qui partage aujourd'hui avec le Conseil la codécision législative, et le contrôle de la légalité par la Cour de Justice située à Luxembourg. Dans cet ensemble, le Conseil est une institution communautaire au même titre que la Commission ou le PE.

⁴ COM (2001) 428 final du 25 juillet 2001

Ce serait une erreur, souvent commise, que de vouloir assimiler les compétences des institutions de l'Union à celles des institutions nationales. La Commission européenne n'est pas un gouvernement au sens national, issu d'une majorité parlementaire. Elle est une institution indépendante au service de l'intérêt général de l'Union, avec son droit d'initiative exclusif, son rôle de gardienne des traités et ses compétences d'exécution. Il est vrai que le PE dispose depuis l'origine de la possibilité de voter une motion de censure à l'encontre de la Commission, mais ceci s'apparente plus à ce que les Américains appellent « impeachment » qu'à une motion de censure parlementaire pour changer un gouvernement. Le traité ne prévoit d'ailleurs pas la possibilité concomitante de dissoudre le PE et d'organiser de nouvelles élections. Le Parlement européen directement élu représente les citoyens de l'Union. Il co-légifère et exerce des fonctions budgétaires et consultatives, ainsi que celles de contrôle politique. Cependant, il partage toutes ses fonctions législatives et budgétaires avec le Conseil de l'Union européenne qui agit comme co-législateur et comme la seconde branche de l'autorité budgétaire. Le Conseil de l'Union européenne, composé des représentants des gouvernements des États membres, ne peut pas non plus être apparenté à un gouvernement au sens national. Il exerce certes, des fonctions exécutives, notamment dans le domaine de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC), mais la grande majorité de ses fonctions sont législatives.

L'Union repose sur un principe fondamental de transfert et d'attribution de compétences des États membres vers l'Union. Celle-ci ne peut pas s'autosaisir, elle n'a pas, pour utiliser un terme constitutionnel allemand, de *Kompetenz-Kompetenz*. Ce sont les États membres qui transfèrent à l'Union des compétences nouvelles, comme ils l'ont fait de façon régulière au fil des modifications successives des traités, profitant d'ailleurs de l'occasion pour en faciliter l'exercice avec un passage croissant à la majorité qualifiée. Un des plus grands pas dans ce domaine a été franchi lors de l'adoption du traité de Maastricht où les États membres ont décidé que ceux d'entre eux qui allaient adhérer à la zone euro, attribueraient à l'Union une compétence exclusive en matière de politique monétaire. Contrairement à une affirmation très répandue, le traité de Lisbonne a en revanche changé très peu au partage des compétences entre l'Union et ses États membres.

Il a toutefois codifié et explicité le principe du transfert de compétences⁵ et précisé les différents types de compétences qui entraînent un traitement et des méthodes différenciées⁶ : on peut ainsi distinguer les compétences que les États membres ont entièrement attribuées à l'Union, les compétences exclusives, telles que l'Union douanière ou la politique commerciale commune ; les compétences partagées, où les États membres restent libres de légiférer et d'agir tant que l'Union n'a pas exercé ses compétences, et bien sûr, dans les domaines non attribués à l'Union ; ceci concerne la plupart des grandes politiques, comme le marché intérieur, la politique de cohésion économique, sociale et territoriale, l'environnement ou encore l'énergie ; enfin, des compétences d'appui ou complémentaires, qui se définissent par la capacité de l'Union à mener des actions pour appuyer, coordonner ou compléter l'action des États membres, sans pour autant s'y substituer, telles que l'éducation, l'industrie ou la protection civile.

Il est donc important de comprendre que même à l'intérieur de la « méthode communautaire », il y a des variations très fortes en termes d'implication de l'Union et de gouvernance. La situation se complique davantage du fait que l'Union a aussi au fil des années développé des coopérations intergouvernementales, comme ce fut le cas à Maastricht avec l'ajout de piliers sur la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et les affaires de justice et affaires intérieures (JAI). Dans ces domaines, le jeu des institutions communautaires ne fonctionne pas de la même façon ; ainsi, la Commission n'a-t-elle pas de droit d'initiative, et le rôle du PE ou de la CJCE est réduit.⁷ Mais il y a encore autre chose, car le fait de vivre ensemble dans une Union de plus en plus intégrée et de se côtoyer de façon permanente au sein des institutions de l'Union a aussi amené les États membres à développer des comportements et des solidarités de fait qui vont au-delà des Traités. C'est ce que l'auteur néerlandais Luuk van Middelaar désigne sous le vocable du principe d'engagement, le grand

5 Article 5 (2) TUE : « En vertu du principe d'attribution, l'Union n'agit que dans les limites des compétences que les États membres lui ont attribuées dans les traités pour atteindre les objectifs que ces traités établissent. Toute compétence non attribuée à l'Union dans les traités appartient aux États membres. » Article premier TFUE : « Le présent traité organise le fonctionnement de l'Union et détermine les domaines, la délimitation et les modalités d'exercice de ses compétences. »

6 Articles 2 à 6 du TFUE

7 Ceci est toujours le cas concernant la PESC, alors que depuis lors, la JAI a pour l'essentiel été intégrée dans le giron communautaire et est dès lors soumise aux règles classiques y relatives.

secret de la table de négociation.⁸ C'est au niveau du Conseil européen, longtemps organe de fait et informel plutôt qu'institution formelle, que cela s'est manifesté de la façon la plus claire. Ainsi, pour donner un exemple, les Chefs d'Etat ou de gouvernement ont-ils lors de la discussion en décembre 2009 sur le changement climatique pris collectivement des engagements de financement qui relèvent entièrement des compétences nationales. On peut aussi citer le cas particulier de la controverse entre Français et Allemands sur la Pacte de stabilité lors du Conseil européen de Dublin en 1996. La France refusait d'accepter de se faire imposer des règles strictes de Bruxelles, tout en affirmant qu'elle prendrait ses responsabilités et appliquerait une politique de fiscalité rigoureuse. C'est alors que le Premier ministre luxembourgeois Jean-Claude Juncker, auquel on avait demandé de faire le médiateur, eut l'idée lumineuse de suggérer que tous les gouvernements s'engagent solennellement à respecter les règles dont il était question. Cette trouvaille sauva le sommet et sans doute la future monnaie unique. C'est au niveau du Conseil européen que les différents niveaux d'action de l'UE et des États membres convergent, et que, pour citer une nouvelle fois Luuk van Middelaar, les sphères « intérieure », « extérieure » et « entre-les-deux » se touchent.⁹

Le système institutionnel inventé dans les années 50 est resté en place et a bien servi l'Union. Mais il a évidemment dû être adapté au fil du temps; en fait, depuis la moitié des années 80, l'Union a procédé à un long cycle de réformes des traités qui s'est, du moins provisoirement, achevé, avec le traité de Lisbonne entré en vigueur en décembre 2009. La première réforme substantielle des traités depuis les traités de Rome eut lieu en 1985, avec l'adoption de ce qui allait être connu sous le terme un peu

⁸ Luuk van Middelaar, *De Passage naar Europa; geschiedenis van een begin*, Groningen, Historische Uitgeverij, 2009, pp 62 ss.

⁹ Ibidem. L'auteur s'interroge sur la nature de l'Europe; est-ce une entité politique? un endroit géographique? un marché? une région avec une histoire ou une culture commune? C'est un peu tout cela en même temps. Pour mieux comprendre cela, Van Middelaar attire l'attention sur les différentes sphères à l'intérieur desquelles les pays européens agissent les uns avec les autres. Il distingue la sphère extérieure (*buitensfeer*) qui est celle des États souverains, dans la tradition du Traité de Westphalie ou du Congrès de Vienne, la sphère intérieure (*binnensfeer*) qui représente l'héritage de Monnet et de Schuman et des autres pères fondateurs de l'Union et une tentative révolutionnaire de dépasser les souverainetés nationales, et enfin la sphère « intermédiaire » (*tussensfeer*) où les États Membres travaillent ensemble parce qu'ils le souhaitent et se comportent comme les membres d'un club, et qui apparaît le plus clairement au sein du Conseil européen.

étrange d'Acte unique.¹⁰ La réforme consista pour l'essentiel dans l'ajout de nouvelles compétences et la possibilité élargie de voter à la majorité qualifiée, surtout dans les domaines liés à l'achèvement du Marché unique. Quelques années plus tard, la décision fut prise de lancer une Conférence intergouvernementale (CIG) sur l'UEM, pendant logique du marché unique et vieux projet communautaire.¹¹ Sous l'effet de l'accélération de l'histoire avec la dissolution du bloc soviétique et la réunification allemande, les leaders européens estimèrent qu'il fallait accompagner la construction de la monnaie unique par une avancée vers l'Union politique. Les deux CIG débouchèrent en 1991 au traité de Maastricht qui est sans doute le traité le plus innovateur et fondamental de l'histoire de l'Union: en créant la monnaie unique, il constitua le couronnement de la construction économique de la Communauté, alors que l'ajout de piliers nouveaux comme la PESC et la JAI lança un nouveau cycle dans l'unification européenne. Il convient d'ajouter que le mouvement de réforme des traités de base initié avec l'Acte Unique se poursuivit aussi avec Maastricht: nouvelles compétences, plus de majorité qualifiée, plus de codécision pour le Parlement européen. Le traité d'Amsterdam de 1997 continua cette œuvre. En même temps, il posa les fondements d'une PESC plus opérationnelle, avec la création du poste de Secrétaire général du Conseil/Haut représentant pour la PESC et la mise en place progressive de structure civiles et militaires pour la politique étrangère et de sécurité et la gestion des crises. Vint ensuite Nice, un traité né dans la douleur et, de l'avis général, insuffisant; le problème ayant été que les sujets à l'ordre du jour, résidus des négociations antérieures, étaient souvent des sujets à somme nulle, comme le nombre de commissaires ou encore la pondération des voix pour le calcul de la majorité qualifiée au Conseil. Le sentiment se fit dès lors jour qu'il fallait innover, trouver une façon plus démocratique de réformer les traités, ce qui se refléta dans la Déclaration de Laeken du 15 décembre 2001.¹² C'est ainsi que fut convoquée une convention réunissant des représentants des 15

¹⁰ Le terme s'explique de la façon suivante: à côté des traités eux-mêmes, modifiés par le nouveau traité, la décision fut prise d'officialiser en quelque sorte la mise en place dans les années 70 et 80 de ce qu'il était convenu d'appeler la coopération politique, une coopération purement intergouvernementale dans le domaine de la politique étrangère. Comme le temps n'était pas venu de le faire à l'intérieur des traités, on résolut de fédérer sous un seul « Acte » les traités modifiés et la coopération politique.

¹¹ Voir le «Rapport Werner», «Rapport au Conseil et à la Commission concernant la réalisation par étapes de l'Union économique et monétaire dans la Communauté», Luxembourg, 8 octobre 1970, supplément au Bulletin 11-1970 des Communautés européennes.

¹² «Déclaration de Laeken sur l'avenir de l'Union européenne», Conclusions de la Présidence-Laeken, les 14 et 15 décembre 2001, Annexe 1, p. 19

États membres et des 13 candidats¹³ à l'adhésion, du PE et des parlements nationaux et présidé par l'ancien président français Giscard d'Estaing. La convention accoucha d'un projet de traité constitutionnel qui fut dans ses grandes lignes approuvé par une conférence intergouvernementale selon les règles normales. Suite au rejet de ce texte par les peuples français et néerlandais dans des référendums, il fallut revoir le texte, ce qui fut fait sous présidence allemande et portugaise et aboutit au traité de Lisbonne. Celui-ci maintint largement intact le contenu du traité constitutionnel mais en élimina tous les aspects pouvant faire croire à une véritable constitution.

Ce rapide survol très sommaire est évidemment loin d'être exhaustif; l'idée est simplement de brosser en traits généraux ce qui fut un cycle presque ininterrompu de modifications des traités. Il paraît utile de dégager les glissements dans l'équilibre interinstitutionnel qui se sont ainsi opérés :

1. Un renforcement très net des pouvoirs du PE: le traité de Lisbonne achève un mouvement commencé dès 1985 vers la codécision législative entre le Conseil et le PE. La fin de la distinction entre dépenses obligatoires et non obligatoires et la parité totale entre les deux institutions en tant qu'autorités budgétaires va dans le même sens. Le PE a aussi obtenu un rôle beaucoup plus affirmé dans la conclusion d'accords internationaux par exemple.
2. La consécration du Conseil européen comme organe de direction de l'Union : c'est un rôle que le CE tient *de facto* depuis des années, mais qui s'est concrétisé avec sa transformation par le traité de Lisbonne dans une institution formelle dotée d'un président permanent.
3. Un rôle croissant de la présidence: cela s'explique par un certain nombre de facteurs. D'abord la prééminence du CE où le président occupe le rang central. Ensuite, par l'ajout de domaines intergouvernementaux, notamment la PESC, où la présidence est à la fois animateur et représentant extérieur. Enfin, par la marche vers la codécision qui met en face directement le PE et le Conseil représenté par sa présidence. C'est d'ailleurs en raison justement du rôle accru de la présidence que l'on a voulu gommer certains des inconvénients de la présidence tournante au niveau du CE et de la politique étrangère, avec la création des postes de président du Conseil européen (PCE) et de haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité (HR).

¹³ Les 12 candidats qui sont devenus membres en 2004/7 et la Turquie.

4. Un tassement de l'influence de la Commission: un tassement plutôt qu'une perte d'influence, car la Commission reste au centre du jeu « communautaire », puisqu'elle a toujours préservé son droit exclusif d'initiative législative, son rôle de gardienne des Traités, et son rôle exécutif. Et l'ajout de nombreuses compétences nouvelles au fil des ans, l'environnement, l'énergie, la santé, ainsi que le passage croissant à la majorité qualifiée ont dès lors aussi renforcé l'emprise de la Commission sur la marche de l'Union. Sans oublier que le président de la Commission est membre plein et entier du CE. Mais en même temps, dans un système de vases communicants, il est vrai que l'essor du PE et de la présidence (tournante, et à présent aussi permanente) s'est en partie du moins fait au détriment de la Commission. On peut aussi considérer que le maintien d'un commissaire par Etat membre, ce qui en donne 27 à l'heure actuelle et sans doute plus à l'avenir, n'est pas forcément propice à une collégialité forte ; or, la collégialité de la Commission est un véritable bouclier par rapport aux pressions individuelles des États membres.

LES DEFIS DU POST-LISBONNE

Sur le plan institutionnel, les faits marquants du traité de Lisbonne sont, outre le renforcement net du rôle du PE, la création du poste de président du CE et de celui de HR qui réunit en une personne les fonctions distinctes de président du Conseil affaires étrangères, vice président de la Commission en charge des aspects extérieurs, et responsable de la conduite de la PESC. Nous voudrions ici commenter plus en détail le premier de ces postes.

Le Conseil européen a depuis longtemps été la force motrice de l'Union. C'est là que les orientations générales sont dégagées, que la direction des politiques est arrêtée, que les décisions les plus difficiles sont prises. Le doter d'une présidence stable a été un moyen d'assurer la continuité, la cohérence et un leadership dans le temps. Cela a certainement aidé tout au long de l'année 2010 dans la gestion de la crise aigüe frappant certains pays de la zone euro. Élu par ses pairs pour un mandat de deux ans et demi renouvelable, le PCE assure un rôle aussi bien de président ("chairman" des réunions du CE) que de coordinateur, facilitateur et

négociateur. De plus, le traité lui accorde le rôle de représenter, à son niveau et en sa qualité, l'Union à l'extérieur.¹⁴

Depuis l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne et suite à l'arrivée de Herman van Rompuy, le Conseil européen a subi un certain nombre de modifications. Tout d'abord, il a désormais un ordre du jour formel et un procès-verbal, à côté des conclusions qui restent évidemment la voie privilégiée pour exprimer les positions. Il est à noter que sur le plan formel, ces conclusions, qui étaient les conclusions de la présidence, sont maintenant les conclusions du CE. D'autre part, les chefs d'Etat ou de gouvernement et le président de la Commission siègent désormais seuls sous la houlette du président permanent ; ce n'est qu'exceptionnellement que sont invités les ministres des affaires étrangères, comme ce fut le cas en septembre dernier pour parler des relations avec les partenaires stratégiques. Ce changement influe sur la nature des débats et les rend moins formels. Le nouveau président a aussi accéléré une évolution qui était déjà en cours, notamment à l'initiative du président Sarkozy lors de la présidence française en 2008 : les conclusions deviennent plus concises, plus ciblées sur ce qui est vraiment discuté au sein du CE et davantage orientées sur les résultats. Elles s'apparentent beaucoup moins que par le passé à un catalogue à la Prévert énumérant les résultats obtenus par la présidence du Conseil. Le président stable du Conseil européen a par ailleurs l'avantage d'exercer sa fonction à plein temps, contrairement à ses prédécesseurs qui avaient en outre à gouverner un pays. Cela lui laisse plus de temps pour des contacts réguliers avec ses pairs et les autres institutions et lui donne par ailleurs une autonomie accrue.

¹⁴ Article 15, paragraphe 6 TUE : « 6. Le président du Conseil européen :

- a) préside et anime les travaux du Conseil européen ;
 - b) assure la préparation et la continuité des travaux du Conseil européen en coopération avec le président de la Commission, et sur la base des travaux du Conseil des affaires générales ;
 - c) œuvre pour faciliter la cohésion et le consensus au sein du Conseil européen ;
 - d) présente au Parlement européen un rapport à la suite de chacune des réunions du Conseil européen.
- Le président du Conseil européen assure, à son niveau et en sa qualité, la représentation extérieure de l'Union pour les matières relevant de la politique étrangère et de sécurité commune, sans préjudice des attributions du haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité. Le président du Conseil européen ne peut pas exercer de mandat national. » Voir aussi l'article 22 TUE : « 1. Sur la base des principes et objectifs énumérés à l'article 21, le Conseil européen identifie les intérêts et objectifs stratégiques de l'Union (...) »

Ces réformes présentent certainement un grand potentiel, mais il faut reconnaître aussi qu'il faudra un temps d'adaptation et une ferme détermination à éviter certains écueils. En termes de lisibilité, elles constituent un progrès, mais certaines zones d'ombre et des incohérences vont requérir beaucoup de doigté de la part de tous pour faire du traité un succès. Nous allons concentrer notre analyse sur trois sujets particulièrement importants dans ce contexte.

Le premier concerne les relations entre acteurs institutionnels. Le nouveau traité n'a pas aboli la présidence tournante qui continue de présider le Conseil, à l'exception de la configuration affaires étrangères et ses organes de préparation. Or c'est au Conseil que se fait la négociation législative, et que les dossiers sont préparés pour le CE et qu'est assuré le suivi. Dans ce contexte, le rôle du Conseil affaires générales (CAG) est particulièrement important.¹⁵ Une mésentente, voire un découplage entre CE et Conseil serait dès lors néfaste. Il s'ensuit que le CE et la présidence tournante doivent travailler la main dans la main pour éviter des conséquences négatives suite à la rupture de la chaîne de commandement qui, dans les présidences traditionnelles liait le Premier ministre, ses ministres et leurs collaborateurs. Il faut aussi éviter que le fait de ne pas occuper de fonction formelle dans le dispositif de la présidence incite le Premier ministre de la présidence tournante à se désintéresser de la marche des affaires, ce qui aurait un effet néfaste sur celle-ci. Les premières expériences avec les Premiers ministres espagnol et belge n'ont heureusement en rien confirmé certaines craintes. On semble s'acheminer vers un système où le Premier ministre concerné, en contact très étroit avec le PCE, anime ses troupes et joue au Conseil européen une forme de rapporteur du travail de la présidence tournante. La deuxième relation à surveiller concerne celle entre le PCE et ses pairs dans les capitales. Sa légitimité vient de sa désignation par ses pairs et de la confiance qu'ils lui témoignent. Il est vrai que dans la société médiatisée d'aujourd'hui, il y a un certain appétit pour voir en la personne du PCE un vrai Président de l'Europe. Cela peut paraître tentant mais ne correspond ni au stade de l'intégration européenne ni à la réalité de ses compétences et pouvoirs. L'Union connaît un système de pouvoirs divers qui s'équilibrent et se contrôlent mutuellement ; nous ne sommes pas en régime présidentiel national et ne le serons sans doute jamais. Le PCE est le président d'une institution, certes la plus importante, il n'est pas le président de l'Europe, pas plus que ne l'est le président de la Commission ou celui du PE.

¹⁵ Article 3 du Règlement intérieur du Conseil européen et Article 2 du Règlement intérieur du Conseil.

Cela nous amène à dire un mot de la relation avec le président de la Commission. Cette relation est au cœur du dispositif, tant en raison du rôle clé de la Commission pour la prise de décisions que de son rôle en représentation extérieure, comme nous allons le voir plus loin. Le PCE et le CE ont besoin de l'input de la Commission pour pouvoir faire du travail valable. De son côté, la Commission a très souvent besoin de rôle d'impulsion du CE et parfois de celui d'arbitre, car les grandes décisions européennes se prennent de plus en plus au niveau des chefs d'Etat ou de gouvernement.

La relation du PCE avec son homologue du PE est naturellement aussi très importante vu le statut nouveau du PE. Mais ce lien est d'ordre politique plutôt que fonctionnel. L'interlocuteur du PE pour la codécision est le Conseil, pas le CE. Le PCE a d'ailleurs d'après le traité vis-à-vis du PE des devoirs limités, notamment celui de présenter au PE un rapport à la suite de chaque réunion du Conseil européen.¹⁶

La crise financière a aussi fait ressortir l'importance de la coopération avec le président de l'eurogroupe¹⁷ et avec le président de la BCE, car beaucoup des décisions à prendre étaient directement liées à l'euro. Il est intéressant de noter que quand le besoin s'en est fait ressentir, le président du CE a convoqué et présidé une réunion des CEG de la zone euro, ce qui constitue une innovation intéressante; cela s'est fait en marge du Conseil européen du 25 mars et en réunion à part le 7 mai 2010. Il convient de noter aussi que le président Trichet a été invité à la plupart des réunions du CE en 2010, en raison justement des thèmes débattus. Ce que le CE a réalisé en terme de défense de l'euro en 2010 est remarquable, nous allons y revenir. Mais il est vrai que l'Union a encore des difficultés, en raison de ses structures multiples, à communiquer de façon cohérente et ciblée sur les questions qui intéressent les marchés; c'est certainement un domaine où il faudra progresser davantage, car il est frappant de constater que les réalités économiques de la zone euro et la perception à l'extérieur, beaucoup plus négative, divergent trop.

Un deuxième domaine clé concerne la représentation de l'Union à l'extérieur. Le traité est relativement clair à ce sujet à défaut d'être simple. Il convient d'emblée de noter que le traité ne prévoit plus aucun rôle pour la présidence tournante de l'Union dans la représentation extérieure en tant que telle. Par contre, elle joue bien un rôle dans la préparation des

¹⁶ Article 15 (6) (d) TUE: «Le Président du Conseil européen (...) présente au Parlement européen un rapport à la suite de chacune des réunions du Conseil européen.»

¹⁷ Poste tenu par le Ministre des finances luxembourgeois Jean-Claude Juncker qui est aussi Premier ministre et siège en tant que tel au CE !

positions de l'Union puisque ses représentants président notamment le CAG et le Comité des représentants permanents. Le président du Conseil européen joue évidemment un rôle clé en terme de représentation, ce qui avait après tout été une des raisons d'en désigner un. Il le fait en tant que président du CE lequel, selon l'article 22 du TUE, identifie les intérêts et objectifs stratégiques de l'Union, y compris en ce qui concerne les relations extérieures de l'Union. Il le fait aussi parce qu'il représente l'Union en matière de PESC.¹⁸ La Commission continue de représenter l'Union en ce qui concerne les politiques de l'Union, comme le précise l'article 17 (1). Enfin, la HR, à son niveau, conduit la politique étrangère et de sécurité de l'Union, préside le Conseil des affaires étrangères, et veille à la cohérence de l'action extérieure de l'Union. (Article 18 du TUE) Toute idée d'une représentation unique est donc loin de la réalité, mais la permanence des trois personnalités permet de donner vis-à-vis de l'extérieur une image un peu moins chaotique de l'UE.

Mais comme rien n'est jamais simple dans la vie de l'UE, la question des compétences mixtes continue de créer de la confusion. Que faire quand une négociation avec des pays tiers ou des organisations internationales couvre des domaines où il y a à la fois compétences de l'UE et compétences nationales, comme cela arrive très fréquemment, par exemple dans les négociations sur le changement climatique? Pour ce qui est du volet « communautaire », les choses sont claires, c'est la Commission qui parle et représente, comme elle l'a toujours fait. Mais quid des autres aspects ? Les États membres y ont parfaitement le droit de se représenter eux-mêmes, du moins en théorie. Le plus souvent toutefois ils choisissent de parler à travers l'Union, via la présidence tournante ou en fait la Commission. Mais c'est leur libre choix, et le traité de Lisbonne n'y a rigoureusement rien changé. Un certain nombre d'arrangements pratiques ont vu le jour au fil des ans pour régler ce problème. Bizarrement, ou peut-être pas, l'entrée en vigueur de Lisbonne, en aiguissant certains appétits et en bousculant certaines habitudes, semble à court terme avoir plutôt compliqué les choses, mais ce n'est là sans doute qu'un problème transitoire et d'ajustement. Comme souvent dans la vie, la clé est dans la confiance, et si la Commission a la confiance des États membres, elle se verra confier un rôle croissant, y compris pour la représentation externe en matière de compétences mixtes.

¹⁸ Article 15 (6): «(...) le président du Conseil européen assure, à son niveau et en sa qualité, la représentation extérieure de l'Union pour les matières relevant de la politique étrangère et de sécurité commune, sans préjudice des attributions du haut représentant pour les affaires étrangères et la politique de sécurité.»

Enfin, il conviendra de dire un mot de ce qui est souvent désigné sous le vocable de coopération renforcée. Ce n'est pas un concept nouveau.¹⁹ Face à la difficulté d'avancer sur tel ou tel dossier, parce que certains États membres ne voulaient ou ne pouvaient pas s'engager, d'autres États membres ont dans le passé opté pour des initiatives plus restreintes. Il existe des formes très différentes de coopération renforcée ou de géométrie variable. Prenons Schengen : en 1985, cinq États membres fondateurs, proches géographiquement, décidèrent d'abolir entre eux les frontières pour les personnes. Il n'y avait pas moyen de le faire au sein de la Communauté, et ils négocièrent dès lors un traité intergouvernemental. Mais ils prirent soin d'annoncer que leur intention était, quand les conditions seraient données, d'en faire une politique de l'Union, ce qui est aujourd'hui le cas. C'est pour cela que la Commission a dès le départ été impliquée dans les travaux. Une modalité différente consiste en un ou plusieurs États membres demandant une clause de « opt-out », pour utiliser un terme britannique en vogue. Tel fut le cas par exemple avec le Protocole social à l'époque de Maastricht, ou les opt-outs du Danemark en matière de Schengen, de l'euro et de la politique de sécurité, ou encore du Royaume-Uni dans les affaires de JAI (voir le Protocole 15 sur certaines dispositions relatives au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, rattaché au traité). C'est un prix à payer pour pouvoir avancer même si la lisibilité et la gouvernance n'en sont certainement pas facilitées. L'abstention constructive pratiquée dans le domaine de la PESC constitue une forme un peu semblable mais plus atténuée de coopération renforcée. Une troisième forme de coopération renforcée est évidemment celle de l'euro. De quoi s'agit-il ? D'une décision prise en commun de créer une monnaie unique à laquelle les États membres participeraient au fur et à mesure qu'ils respectent les critères fixés d'un commun accord en matière de dette publique et de déficit public. En principe tous les États membres non seulement peuvent mais doivent se joindre à l'euro une fois qu'ils réunissent les critères. Cela ne concerne bien sûr pas les pays comme le Royaume-Uni et le Danemark qui ont demandé et obtenu un opt-out là aussi !

Il est évident que la coopération renforcée reste plus que jamais une option dans une Union toujours plus étendue et plus diversifiée; l'Union a tout simplement besoin de cette flexibilité pour progresser. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle on a codifié la coopération renforcée dans les traités,

¹⁹ Voir à ce sujet l'article de Jim Cloos intitulé *Les coopérations renforcées*, dans *La Revue du Marché Commun et de l'Union européenne*, n°441, septembre 2000.

d'abord à Amsterdam, puis à Lisbonne. A côté des dispositions générales²⁰, il convient d'attirer l'attention sur le domaine de la défense où le traité prévoit, à ses articles 42.6 et 46, une coopération structurée permanente dans le cadre de l'Union entre les États membres qui remplissent des critères plus élevés de capacités militaires et qui ont souscrit des engagements plus contraignants en vue des missions les plus exigeantes. Ceci est d'autant plus remarquable que l'ancien traité proscrivait explicitement la coopération renforcée dans le domaine de la défense.

Quelle que soit sa forme, le nombre d'États qui y participent, ou les règles qui la régissent, la géométrie variable doit garder comme objectif d'avancer ensemble dans la construction européenne et de trouver des solutions concrètes aux problèmes qui se posent. Car recourir à ce concept comporte aussi des dangers. D'abord celui de compliquer encore davantage la lisibilité de l'Union, ensuite celui de dériver vers une Europe à la carte où chacun sélectionne les éléments qui l'intéressent et se désintéresse du reste, et enfin le risque de faire voler en éclat le marché intérieur de l'Union. C'est pour cela que les principes sous-jacents doivent rester ceux de la solidarité politique et de la transparence.

LA GOUVERNANCE ECONOMIQUE

Nous en venons à présent à la gouvernance économique, thème d'une grande actualité. Comme son nom l'indique, l'UEM comporte deux volets : un volet économique et un volet monétaire. Alors que le volet économique est décentralisé et opère essentiellement par voie de coordination, le volet monétaire est centralisé, avec une Banque centrale européenne (BCE) chargée de gérer la politique monétaire. Le trait principal de son fonctionnement est l'indépendance. La BCE est indépendante aussi bien des gouvernements des États membres que des institutions et organes de l'Union. Elle fait partie de ce cadre institutionnel unique et constitue, ensemble avec les banques centrales nationales, une entité institutionnelle appelé *Système européen des banques centrales*.

Afin d'assurer la discipline budgétaire, les États membres de la zone euro se sont dotés d'un Pacte de stabilité et de croissance. Il s'agit d'un engagement à respecter des critères très stricts de discipline budgétaire au niveau national et de coordonner leurs politiques budgétaires. Il constitue une sorte de prolongement des engagements pris par ces États avant leur

²⁰ Voir l'article 20 TUE et les articles 326-334 TFUE)

adhésion à l'euro, notamment dans le domaine du déficit. Il comprend deux volets principaux, le volet préventif caractérisé par une surveillance multilatérale et le volet correctif à travers une procédure spécifique pour les cas de déficits excessifs.

Le Pacte de stabilité et de croissance a été conçu comme un outil strict. Au fur et à mesure des développements, un certain nombre de faiblesses se sont pourtant manifestées: une attention insuffisante au critère de la dette, un système de sanctions difficilement applicable, comme on l'a vu en 2004 et 2005, une absence de prise en compte de développements macroéconomiques. Ce dernier point est particulièrement important. On a vu ainsi certains pays parfaitement en règle par rapport aux critères fiscaux, mais laissant se développer par ailleurs des bulles spéculatives dans des secteurs comme l'immobilier. En fait, les taux très bas dont bénéficiaient les participants à l'euro pendant une dizaine d'années ont contribué à créer ces bulles et à masquer les réalités macroéconomiques sous-jacentes.

Il convient de noter en parallèle que les efforts consentis dans le cadre de la «Stratégie de Lisbonne pour la croissance et l'emploi», censée permettre à l'Union de devenir l'économie la plus compétitive et la plus dynamique du monde vers 2010, dotée d'une croissance économique durable et d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi, ne portaient pas les fruits escomptés. On peut dire que le problème à la base de ce semi-échec est un problème de gouvernance, une stratégie trop diffuse, trop bureaucratique, sans leadership clair ni instruments de contrôle véritable, même si les orientations générales et les objectifs poursuivis furent dans doute les bons. C'est la raison pour laquelle l'Union la remplaça, au début de 2010, par une nouvelle stratégie plus ciblée, mieux encadrée, sous le nom de stratégie 2020. Son objectif était à la fois d'aider l'Europe à sortir de la crise et de renforcer de façon durable sa compétitivité et son potentiel de croissance et de cohésion. Le Conseil européen de mars se mit d'accord sur un nombre limité d'objectifs précis et une série d'initiatives phare sectorielles à proposer par la Commission. Le président du CE proposa aussi d'avoir de façon régulière des débats ciblés au CE sur tel ou tel clé de la stratégie, comme l'énergie ou l'innovation.

Mais avant d'arriver au long terme il faut survivre à court terme. Dès le début 2010, il fallut parer au plus pressé, devant les difficultés financières de la Grèce. La crise devint une crise des dettes souveraines, avec des conséquences potentiellement dévastatrices sur la zone euro et

au-delà. Comme souvent dans son histoire, l'Union, très forte pour gérer des missions structurelles et faire dans le moyen et long terme, peina initialement à gérer une crise brutale: trop d'acteurs, trop d'analyses divergentes, et une communication déficiente pour cette raison. Les modes de fonctionnement traditionnels de l'UE sont peu propices à la gestion de crise. La nouvelle fonction de président permanent du CE était certes un avantage, et elle fut d'ailleurs créée en partie pour mieux faire face à ce genre de situation. Hermann van Rompuy venait tout juste de s'installer dans son fauteuil et il fut pratiquement dès son premier jour confronté à ce que d'aucuns ont qualifié de crise existentielle pour la zone euro. Il fallut apprendre vite, et ne pas avoir peur d'innover. Le Président n'hésita pas à convoquer des réunions des CEG de la zone euro, il mit sur le tapis le thème du gouvernement économique que d'autres appellent de leurs vœux depuis belle lurette, et il présida lui-même une "task force" des ministres des finances pour plancher sur les moyens concrets de renforcer la gouvernance économique.

Quand on regarde aujourd'hui en arrière - la crise n'étant pas encore surmontée! - on ne peut qu'être frappé par la capacité de l'Union à se dépasser et se surpasser quand elle est dos au mur. Il est vrai que les décisions se prirent souvent dans un certain désordre voire une certaine cacophonie, agrémentée d'erreurs de communication de la part de beaucoup d'acteurs. Mais enfin, le bilan est impressionnant:

- Un accord réalisé en quelques mois et en codécision sur un paquet législatif relatif à la régulation et la supervision bancaires, comportant la création d'un Comité européen du risque systémique et de trois nouvelles autorités de supervision pour les banques, les assurances et les marchés des valeurs mobilières (cet accord faisant suite au remarquable rapport établi par Jacques de Larosière et publié en février 2009) ;
- Un plan d'aide à la Grèce de €110 milliards;
- La mise en place d'un mécanisme de stabilité financière communautaire (EFSM) et d'un mécanisme intergouvernemental temporaire de stabilité financière (EFSF), les deux impliquant, avec l'apport du FMI, la somme gigantesque de €750 milliards;
- Un rapport de la Task Force adopté à l'unanimité et qui sera sans doute approuvé à la fin de cette semaine par le Conseil européen, avec une série de mesures importantes pour renforcer le Pacte de Croissance et de Stabilité et pour lancer une véritable coordination et surveillance

macroéconomiques: les propositions législatives correspondantes de la Commission sont en cours d'examen et devraient être conclus avant la fin juin 2011 (voir infra).²¹

Le travail de la task force mentionnée ci-dessus mérite d'être considéré et aura des effets importants une fois que les travaux législatifs avec le PE seront terminés. De quoi s'agit-il? D'abord d'un renforcement de la discipline fiscale et du Pacte de Croissance et de Stabilité, avec une attention accrue portée au critère de la dette et des sanctions plus crédibles à la fois au stade préventif et au stade correctif pour les pays de la zone euro. Pour ce faire, on prévoit une majorité qualifiée renversée, ce qui veut dire en clair que si des sanctions proposées par la COM ne sont pas rejetées par une majorité qualifiée d'États, elles s'appliquent. En même temps, le rapport met l'accent sur la surveillance macroéconomique, -ce qui est tout à fait novateur- sur base d'un «scoreboard» à élaborer par la Commission. Le nouveau mécanisme sera fondé sur l'article 121 TFEU, avec une évaluation annuelle et la possibilité de sanctions en cas de non respect des recommandations émises. Un grand pas vers une coordination économique réelle est l'instauration du semestre européen, dont le principe a été une des premières décisions de la task force. Chaque printemps, ce mécanisme permettra d'évaluer simultanément aussi bien les mesures budgétaires que les réformes structurelles destinées à favoriser la croissance et l'emploi. Il contribuera à assurer que les États membres établiront leurs budgets et leurs programmes de réforme en tenant davantage compte de la dimension «UE/zone euro». ²² C'est aussi dans le rapport de la task force qu'est retenu le principe d'un mécanisme de crise permanent, proposition qui sera sans doute concrétisée au Conseil européen d'octobre. Enfin, le rapport appelle à la création d'organismes publics indépendants au plan national pour l'analyse macroéconomique et au renforcement de l'indépendance au sein du collège du Commissaire responsable pour les questions économiques et financières.

²¹ Le rapport fut entériné par le Conseil européen à la fin du mois d'octobre. Par ailleurs, un important paquet d'aide à l'Irlande fut décidé en novembre. Et en décembre, le CE se mit d'accord sur la création d'un mécanisme intergouvernemental définitif (European Stability Mechanism, ESM), qui remplacera l'EFSF quand celui-ci expirera en 2013; en même temps, le CE se mit d'accord sur le texte d'une modification limitée de l'article 136 du traité.

²² Rapport final du groupe de travail mis en place par le Conseil européen de mars 2010, doc. n° 15302/10

La partie n'est sans doute pas encore gagnée, mais l'UE est sur la bonne voie. En réalité, l'Union et la zone euro émergeront probablement plus fortes de la crise. C'est en temps de crise que l'audace revient, que les esprits deviennent mûrs pour des innovations et des mesures qu'ils rejettent en temps ordinaires. La crise et les événements récents ont montré que le maintien d'un écart trop important entre la gestion monétaire et la gestion économique n'est pas tenable à la longue. L'UE ne reviendra pas en arrière sur la gestion monétaire centralisée. La logique veut donc qu'elle renforce très nettement la coordination économique, et c'est exactement ce qui est en train de se passer.

CONCLUSIONS

Je voudrais en guise de conclusion de ce rapide survol mettre en garde contre un certain nombre d'erreurs qui peuvent entraver la conduite des affaires dans l'Union.

La première consiste, face à la complexité réelle du système institutionnel, à appeler à des solutions fondées sur de fausses prémices. Il est vrai que l'existence de nombreux acteurs et niveaux d'action peut être source de lourdeurs, de manque de lisibilité et de visibilité. Il est tentant de comparer l'Union aux États-Unis d'Amérique et de se lamenter sur le fait que Van Rompuy n'est pas Obama.²³ Mais c'est méconnaître la nature profonde de l'Union Européenne. Le système institutionnel reflète cette nature et constitue un système de *checks and balances* qui protège les sensibilités différentes. Il serait théoriquement simple d'élaborer une constitution courte, limpide, compréhensible, plutôt que des traités volumineux et assez techniques. Je cite souvent sous forme de boutade la constitution de Staline des années 30 qui se lit merveilleusement bien; nous savons ce qu'il en était en réalité. Mais l'Union n'est ni un État ni *a fortiori* une dictature. Ce n'est pas un hasard si la démarche constitutionnelle qui a présidé aux travaux de la convention a échoué et que la substance du traité n'a pu être sauvé que moyennant l'abandon des articles sur le drapeau, l'hymne et d'autres symboles classiques d'un État. C'est pour la même raison que le nouveau traité stipule de façon très explicite que toute compétence non attribuée à l'Union dans les traités appartient aux États membres (Article 4 TUE) et que tout État membre peut décider (...) de se retirer de l'union (Article 50 TUE). La Commission a certaines

²³ Sans oublier que le système américain est loin d'être aussi simple et limpide que certains ne se l'imaginent.

caractéristiques d'un gouvernement mais ce n'est pas un gouvernement. C'est d'ailleurs pour cette raison que le discours sur la «proximité avec les citoyens» est souvent surfait et irréaliste. Le Conseil des Ministres est moins un exécutif qu'une instance législative. Le PE partage le pouvoir législatif avec le Conseil. Il est directement élu mais il n'a pas supplanté les parlements nationaux. Il fait partie de la légitimité démocratique du système de l'UE, mais il n'en est pas la seule expression. On a parfois l'impression qu'être ambitieux en matière européenne veut dire calquer l'Union sur le modèle d'un Etat national. On y arrivera peut-être un jour, mais ce n'est certainement pas une perspective à court terme. En attendant, faire comme si l'Union en était un conduit à des effets pervers et joue contre l'Union. L'arrêt de la Cour constitutionnelle allemande sur le traité de Lisbonne qui a résonné comme un coup de tonnerre dans le ciel bruxellois est aussi à voir comme rappel de ce que l'Union n'est justement pas un Etat et ne doit pas se comporter comme tel. Il faut faire très attention à ne pas susciter par manque de sensibilité des réactions excessives dans l'autre sens. Elie Barnavi, dans une interview à Euractiv, met le doigt sur le problème, quand il dit que le slogan « Unis dans la diversité » est parfait, mais qu'à l'heure actuelle l'accent semble être mis de plus en plus sur « diversité » plutôt que sur « unité ». Or, dit-il, la diversité est là, elle est évidente, ce n'est pas nécessaire de le répéter à tout bout de champ, il faudrait au contraire insister sur l'unité, car ce qu'essaie de faire l'Union est justement d'en appeler à ce qui, au-delà des diversités, est commun aux Européens et les incite à travailler ensemble dans une Europe intégrée.²⁴ Dans ce sens, la reconnaissance explicite dans le traité de Lisbonne du rôle important des parlements nationaux est une bonne chose ; le message est que l'Union n'est pas dirigée contre les identités nationales mais veut les mobiliser pour construire ensemble une Europe plus forte et plus unie. De même, l'insistance croissante des parlements nationaux à encadrer l'action de leurs gouvernements respectifs à Bruxelles, comme cela se fait au Danemark depuis longtemps, est plutôt à saluer, même si cela peut parfois rendre la prise de décision plus difficile.

Une autre erreur assez commune consiste à adopter une attitude que je qualifierais d'idéologique. Elle consiste à estimer que du moment qu'une question est importante, il faut que l'Union s'en occupe. Une autre manifestation du même état d'esprit se traduit dans la conviction que le fait même de faire agir l'Union est une bonne chose, comme si l'Union était une fin en soi. Cela amène souvent à des annonces ronflantes et une inflation

²⁴ Euractiv, 5 Janvier 2009.

verbale qui creusent l'écart entre réalité et rhétorique. Cela fait des années que l'on invoque le principe de parler d'une voix aux Russes sur le gaz. L'idée est louable, mais complètement irréaliste. Par contre, se concentrer sur quelques points clés où on a les mêmes intérêts et les moyens d'agir est à la fois réaliste et efficace. Ou celle de mieux coordonner ce qui se fait au niveau national et à celui de l'UE. Enfin, l'idée selon laquelle *hors de la méthode communautaire il n'y a point de salut* conduit à des positions dogmatiques et contreproductives. Bien sûr la méthode communautaire constitue un formidable atout et a permis à l'Union de faire d'énormes progrès. Mais il faut savoir de quoi on parle. Elle ne peut s'appliquer que là où il y a une compétence communautaire et où le traité la prévoit. Mais quand tel n'est pas le cas, faudrait-il s'abstenir d'agir au niveau de l'Union sous prétexte qu'on le fait hors la méthode communautaire? Aurait-on dû faire l'impasse sur la politique étrangère et de sécurité en attendant que les esprits soient murs pour la méthode communautaire? Et serait-il sage de se priver des très nombreux accords et arrangements politiques entre États membres, souvent par l'intermédiaire du CE, qui ont permis à l'Union d'avancer ensemble même là où les compétences sont restées nationales?

Une troisième erreur courante consiste à percevoir l'Union et les États membres comme étrangers l'un à l'autre; c'est oublier que les États membres font partie intégrante de l'Union et vice-versa. C'est oublier aussi que d'après l'article 4 (3) TUE, en vertu du principe de coopération loyale, l'Union et les États membres se respectent et s'assistent mutuellement dans l'accomplissement des missions découlant des traités. Ici les torts sont largement partagés, entre ceux qui estiment que les institutions doivent gouverner comme si les États membres n'existaient pas et ceux qui, dans les capitales, font comme s'ils n'étaient pas eux-mêmes une partie intégrante de ce qu'est l'Union et de ce qu'elle décide.

Je cite ces exemples non pas par esprit de contradiction ou par méconnaissance de l'apport gigantesque de l'UE pour l'Europe, les pays et les citoyens. Mais à un moment où, il faut le reconnaître, l'idée européenne est moins populaire qu'il y a 10 ou 20 ans, il faut avoir le courage de voir les choses telles qu'elles sont et faire preuve de lucidité. L'UE est un exemple unique au monde de coopération et d'intégration réussies entre États nations différents par la taille, les traditions, la langue et parfois même les intérêts sectoriels. Il est préférable de reconnaître certaines limites naturelles et de se réjouir d'autant plus des progrès réalisés que de faire trop de fausses promesses qui se retourneront contre l'Union. Face à un système complexe et parfois trop lourd, on peut faire deux choses:

rêver d'un tout autre système par fausse analogie ou s'employer à rendre le système meilleur et, quand il le faut, le réformer.

Je voudrais terminer sur une dernière remarque. Cet exposé a porté sur la gouvernance et donc les questions institutionnelles. Je suis conscient d'avoir ainsi nourri un peu davantage encore le préjugé sur ces gens de Bruxelles qui sont obsédés par leur microcosme et les jeux de pouvoir institutionnel. J'espère pourtant vous avoir convaincu du fait que dans une Union diversifiée les questions de gouvernance sont importantes et qu'elles permettent justement d'avancer. J'espère aussi avoir démontré que l'Union a toujours su s'adapter et répondre aux exigences du moment. J'espère enfin avoir fait passer le message que ce qui compte en fin de compte ce sont les résultats et qu'il faut voir les institutions et les règles non pas comme des fins en soi mais comme des instruments pour résoudre des problèmes et réaliser des résultats concrets. Ce n'est pas par hasard que lors d'une réunion informelle du CE à Hampton Court il y a quelques années le slogan de *l'Europe des résultats* a été lancé, traduisant une volonté de dépasser les querelles institutionnelles et d'agir concrètement.

DISCUSSION

Jean Mischo : Existe-t-il d'ores et déjà un accord politique pour transformer les mesures d'urgences prises à la suite de la crise grecque en un mécanisme permanent, de telle sorte qu'il ne resterait plus qu'à se mettre d'accord sur une base juridique plus solide, prenant par exemple la forme d'une révision du traité ?

Réponse du conférencier : Cette question a justement fait l'objet des discussions au Conseil affaires générales qui vient de se tenir à Luxembourg ce jour-même. Le mécanisme intergouvernemental provisoire créé en mai dernier (European Financial Stability Facility)²⁵ expirera en 2013. Tout le monde est d'accord pour dire qu'il faut avoir en place avant cette échéance un mécanisme permanent. La question qui se pose encore est de savoir comment le faire. Le gouvernement allemand insiste pour qu'il y ait un ancrage dans le traité, ceci afin d'éviter des difficultés avec la Cour constitutionnelle allemande. Cela nécessiterait une modification limitée du traité, ce qui ne remplit d'enthousiasme personne. Mais s'il faut le faire, je suis persuadé que le CE le décidera, car la perspective de ne pas avoir de mécanisme après 2013 n'est tout simplement pas envisageable.²⁶

Georges Als : N'est-il pas vrai que le traité de Maastricht a immédiatement été « violé » par le non respect de l'endettement maximum à 60% ? L'admission de la Grèce n'était-elle pas de prime abord incompatible avec les exigences du Pacte de stabilité ?

Réponse : Non, le traité n'a évidemment pas été violé avec l'admission de la Grèce et de certain autres États qui se situaient au-delà des 60%, car si tel avait été le cas, on peut être sûr que les plaignants contre l'euro auraient eu plus de succès devant par exemple Karlsruhe. Le critère

²⁵ A distinguer du mécanisme communautaire fondé sur l'article 121 du TFEU (European Financial Stability Mechanism) qui dispose d'un montant maximal de 60 milliards d'euros

²⁶ Quelques jours plus tard, le CE a en effet décidé le principe d'une modification limitée du traité et chargé le Président du CE de sonder les délégations sur comment le faire. Au Conseil européen de décembre, les Chefs d'Etat ou de gouvernement se sont mis d'accord sur le contenu de cet amendement qui sera sans doute formellement approuvé en mars prochain, après consultation de la Commission, du PE et de la BCE. Le CE a aussi fixé les contours de ce futur mécanisme qui sera mis au point par les ministres des Finances de la zone euro ; les pays non membres de la zone peuvent se joindre aux discussions s'ils le souhaitent.

de 60% n'était pas un critère absolu ; ce qui importait avant tout était d'aller nettement dans le sens de la diminution de la dette et de se rapprocher de ce chiffre, ce qui a été le cas pour l'ensemble des États membres de l'euro dans les premières années de l'euro. Le Pacte de Stabilité et de Croissance a certainement joué un rôle très positif. Mais il est vrai que la crise récente en a révélé certaines faiblesses, et c'est justement pour y remédier que la task force Van Rompuy a été constituée. Vous verrez à la lecture de ce texte que les réformes qui seront apportées au Pacte et au-delà seront très substantielles.

Anne Brasseur: L'accord franco-allemand de Deauville n'est-il pas contraire à l'idée européenne alors que les Ministres des 27 pays membres avaient trouvé un accord? N'y a-t-il pas de risque à vouloir changer le traité?

Réponse: il faut distinguer entre la forme et le fond. Certains ont réagi par rapport au communiqué de Deauville parce qu'ils estimaient qu'il prenait les gens de court et qu'il s'apparentait à une imposition des vues de deux partenaires. Mais il faut raison garder: ce n'est pas la première fois ni la dernière que deux États membres font connaître leur point de vue commun sur un dossier. L'Union est un champ de négociation permanente, et il est normal que les travaux collectifs soient complétés pas une myriade de contacts bilatéraux et en plus petit cercle. En fait, sans les impulsions venant du moteur franco-allemand, où en serait l'Union aujourd'hui? Une autre remarque s'impose: ce n'est pas comme si Français et Allemands avaient à Deauville rouvert un accord ficelé à 27. L'accord qui a été exprimé à Deauville dans des termes peut-être un peu différents -mais qui a été proposé par les deux délégations concernées à la task force qui siégeait à ce moment là- a en fait permis à la task force de boucler les discussions et d'arriver à un compromis porté par les 27!

Jacques Santer: (en réponse à Monsieur Als) le traité de Maastricht n'a pas été violé, du fait que le critère de l'endettement public n'est pas absolu, mais il est demandé aux États membres d'œuvrer pour atteindre le seuil des 60%. M. Santer demande à M. Cloos quelle chance de succès aurait la proposition de la Commission d'instituer une automaticité de sanctions par une majorité «renversée», c'est-à-dire que le Conseil ne saurait rejeter les sanctions que par majorité qualifiée.

Réponse: la question des sanctions est une question délicate et compliquée, comme on l'a vu dans le passé. Il faut naviguer entre deux

écueils: des sanctions purement politiques risquent de devenir vite l'enjeu de jeux politiques et de faveurs réciproques; des sanctions automatiques sans aucune appréciation politique risquent de donner trop de pouvoir à une technocratie et de susciter des mouvements de rejet dans les États membres. La proposition de la Commission d'instaurer une sorte de majorité renversée est une tentative de trouver une voie médiane. A en juger d'après les discussions au sein de la TF, quelque chose dans ce genre va probablement sortir à la fin. (Le conférencier explique ensuite la gradation des sanctions prévue dans le projet de rapport de la TF)

Marcel Mart: Les automatismes prévus ont-ils une chance réelle alors que les sanctions aggravent encore la situation des pays les plus pauvres comme la Grèce. Quant à la Banque Centrale Européenne, n'aurait-elle pas dû reprendre les obligations grecques par exemple à 80% plutôt qu'à 100%?

Réponse: La première question soulevée par M. Mart est tout à fait pertinente. La réponse est en grande partie dans ce qui a été dit sur la gradation des sanctions. Le volet préventif est extrêmement important et devrait dans un monde idéal éviter les dérives vers l'application de sanctions lourdes dans la phase corrective. Le nouveau système prévoit, outre des recommandations non publiques suivies le cas échéant de recommandations publiques, la possibilité d'exiger dans la phase préventive des dépôts portant intérêts. Si des États membres, au fil de toutes ces procédures, ne font toujours pas ce qu'il convient de faire, l'imposition de sanctions plus lourdes s'imposent, car à ce moment leur comportement constitue une menace pour toute la zone euro. Il ne faut pas non plus oublier que la sanction des marchés consistant dans des taux d'intérêt accrus sur les obligations d'Etat pénalise aussi des États en situation délicate: ainsi, des pays non vertueux paient-ils des taux d'intérêt nettement supérieurs aux taux allemands ce qui aggrave encore leur situation budgétaire. D'où l'importance de vraiment prendre les mesures drastiques en temps utile afin justement d'éviter ce genre de situation. Quant à la seconde question, le conférencier avoue ne pas être suffisamment compétent pour se prononcer à ce sujet.

Jean Mischo: Les mécanismes de décision au sein du Conseil ne risquent-ils pas d'être grippés en raison du nombre d'États membres actuels, et plus encore après les nouveaux élargissements qui se profilent à l'horizon? Sera-t-il encore possible de tenir de véritables tours de table?

Réponse: le «poids du nombre» est effectivement un vrai défi pour l'Union européenne; un tour de table des 27 prend facilement deux heures et demie. L'importance d'une bonne présidence est cruciale dans ce contexte; un bon président de séance saura au bout de quelques interventions dégager les tendances qui se dessinent et interroger la salle sur la question de savoir si cette tendance peut rallier tous les suffrages. Il s'efforcera aussi de bien cibler les questions et d'arrêter les grands exposés introductifs ou philosophiques. Dans certains Conseils, la présidence belge avait commencé à installer une grande horloge qui mesure les temps d'intervention des délégations; cela a un effet dissuasif. Plus sérieusement, l'on constate que malgré l'élargissement récent les délais en procédure de codécision ne se sont pas allongés et que le système fonctionne très bien. Prenez le récent accord intervenu au bout de quelques mois seulement sur un paquet de supervision financière, qui est une belle réussite. L'Union jusqu'ici du moins a toujours réussi à s'adapter.

Jean-Jacques Rommes: En tant que directeur de l'Association des banques et banquiers, M Rommes s'excuse de prendre la défense des banques contre les «sanctions» ou prélèvements qui sont prévus par les hommes politiques européens. On reproche aux banques d'avoir fait des prêts à la légère (subprimes, prêts à la Grèce), mais en même temps, on encourage les banques à faire plus de crédits. On critique aussi les agences de notation pour avoir par leur imprudence provoqué la crise, mais dès qu'elles émettent un avertissement sur la solvabilité d'un pays souverain, on leur reproche de ruiner le débiteur.

Réponse: il y aurait beaucoup à dire sur ce sujet. Pour commencer, il faut se souvenir de l'origine de la crise suscitée par les subprimes et par un comportement assez irresponsable d'un certain nombre d'acteurs. Il est par ailleurs assez choquant de constater que la grande majorité des subprimes ont été «empaquetés» de telle sorte que ces prêts ont bénéficié de rating triple AAA! Il n'est pas scandaleux de se plaindre du comportement des agences de notation, comme on peut aussi s'interroger sur le fait qu'elles soient toutes américaines. Il est vrai qu'en ce moment on invite les banques à refaire des crédits, ce qui après tout est leur métier; mais on ne leur demande pas de s'engager dans des opérations hasardeuses ni d'inventer des produits que plus personne ne comprend. La question des prélèvements est délicate, certes, mais est-ce si choquant que des gouvernements qui ont dépensé des centaines de milliards pour sauver le secteur bancaire réfléchissent à comment financer cela, y compris en demandant une contribution aux banques elles-mêmes? Enfin, le paiement

de bonus faramineux à des individus qui ont ruiné leur société et mis en péril le système bancaire international heurte les esprits, et pas seulement ceux des hommes politiques.

Georges Als: Devant les critiques faites aux agences de notation, n'a-t-on pas songé à une notation par un organisme politique?

Réponse: C'est une question intéressante. Il y a en effet une insatisfaction réelle au sujet du fonctionnement des agences qui sont des agences privées et qui sont payées par ceux qu'elles notent lors de l'émission d'obligations par exemple. La Commission a fait des propositions pour mieux encadrer leur travail, notamment en matière de transparence. Est-ce assez? La question est posée. Pour le moment du moins, l'idée d'un organisme public ne semble pas être sur la table. (Le conférencier ajoute que personnellement il ne comprend pas qu'il n'y ait pas d'agences de notation européennes; il se dit par ailleurs intellectuellement attiré par l'idée d'un organisme public indépendant pour jouer le rôle d'agence de notation, mais avoue ne pas connaître suffisamment la question pour avoir des idées arrêtées à ce sujet).

Bibliographie

Ouvrages :

Jim CLOOS, Gaston REINESCH, Daniel VIGNES, Joseph WEYLAND, *Le traité de Maastricht: Genèse, analyse, commentaire*, Editions Emile Bruylant, 1994-12-01.

Jean DE RUYT, *L'Acte unique européen*, Université de Bruxelles; Collection : Études européennes, 2e éd, 18 avril 1996.

Bobby McDonagh, *Original Sin in a brave new world: the paradox of Europe (An account of the negotiation of the treaty of Amsterdam)*, Institute of European Affairs, Dublin)

Jean-Claude PIRIS, *The Lisbon Treaty: A Legal and Political Analysis*, Cambridge University Press, Collection : Cambridge Studies in European Law & Policy, 17 juin 2010.

Vivien A. SCHMIDT, *Democracy in Europe*, Oxford University Press, 2006.

Luuk VAN MIDDELAAR, *De Passage naar Europa*, Historische Uitgeverij, mai 2009.

Articles :

Jim CLOOS, *Les coopérations renforcées* in *Revue du Marché Commun et de l'Union européenne*, n° 441, septembre 2000,

Jim CLOOS, *Nice : une étape obligée* in *Revue du Marché Commun et de l'Union européenne*, janvier 2001, pp. 5-10,

Discours :

Angela MERKEL, Chancelière de la République Fédérale d'Allemagne, Discours prononcé à l'ouverture de l'année académique 2010-2011 au Collège d'Europe, le 2 novembre 2010 à Bruges, <http://www.coleurope.be/news/2186>

Herman VAN ROMPUY, Président du Conseil européen, *A Curtain went up - Ein Vorhang ging auf* President Herman Van Rompuy pronounces the first Berliner Europa-Rede Konrad-Adenauer-Stiftung - Stiftung Zukunft Berlin - Robert-Bosch-Stiftung Pergamon Museum, http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/en/cc/117623.pdf

Séance du 15 décembre 2010

SCHOPENHAUER VORSTUFEN DER WILLESNVERNEINUNG

par
Georges Goedert

Né en 1936. Dissertation sur Bergson (Luxembourg, 1962). Doctorat de 3e cycle en philosophie à l'Université de Nancy II (1974): thèse sur Nietzsche. Professeur à l'Athénée de 1964 jusqu'au départ à la retraite en 2001. Enseignement aussi à l'Institut Pédagogique, aux Cours Supérieurs et au Centre Universitaire. Quelques séries de cours comme professeur invité aux Universités de Salzbourg et de Metz. Actuellement, assistant professeur associé à l'Université du Luxembourg.



Laut Schopenhauers pessimistischer Philosophie ist die Willensverneinung ein Erlöschen des Willens zum Leben, das Erlösung bedeutet, verursacht durch endgültig eingetretene Willenlosigkeit. Dieser oberste Zustand wird selten erreicht durch bloße Erkenntnis. Eher kann er verursacht werden durch selbstempfundenen extremes Leiden. Hierzu gibt es Vorstufen. Sie zeichnen sich grundsätzlich durch eine vorübergehende Trennung vom Willen aus. Daher ihre Verwandtschaft mit der Willensverneinung. Befreiung vom Drängen des Willens gibt es in der Kunst, genauer, in der ästhetischen Kontemplation. Spezielle Fälle sind hier die als Kunst aufgefasste Philosophie, die Musik und die Tragödie. Letztere bewirkt nicht nur das ästhetische Wohlgefallen, sondern konfrontiert den Zuschauer auch mit viel Leiden. Des Weiteren ist das Leiden bestimmend in der Moral, und zwar in ihrer „Grundlage“, dem Mitleiden. Richtet sich aber die Erkenntnis auf das Wesen der Welt, auf deren Elend und Nichtigkeit, im Nachempfinden der Widerwärtigkeiten, denen die Menschheit ausgesetzt ist, dann kann sie in seltenen Fällen, wie es sie in der Askese gibt, zum Quietiv des Lebenswillens werden und zu dessen Verneinung, zur Resignation, führen.

ARTHUR SCHOPENHAUER : VORSTUFEN DER WILLENSVERNEINUNG

[Notiz: Der Text ist eine überarbeitete und erweiterte Fassung eines Vortrags, der vom Autor am 22. September 2010 an der Universität Frankfurt a. M. gehalten wurde im Rahmen des von der Schopenhauer-Gesellschaft veranstalteten internationalen Schopenhauer-Kongresses anlässlich des 150. Jahrestages des Todes des Philosophen. Der Frankfurter Text soll veröffentlicht werden im Band 93/2012 des Schopenhauer-Jahrbuchs, zusammen mit den anderen Vorträgen des Kongresses.]

Schopenhauer ist vor 150 Jahren gestorben, am 21. September 1860 in Frankfurt, wo er sich im Jahre 1833 endgültig niedergelassen hatte. Der Jahrestag wurde in Frankfurt mit einer Ausstellung im dortigen Karmeliterkloster und einem internationalen Kongress an der Universität begangen.

Mit Schopenhauer stößt man gerne auf Ablehnung. Beispielsweise ist er in Frankreich noch sehr wenig bekannt. Sein Pessimismus kann befremdend wirken. Dennoch haben viele der ganz Großen sich von ihm beeinflussen lassen, wie etwa Richard Wagner, Leo Tolstoi, Thomas Mann.

Hierzu gleich zwei Bemerkungen:

(1) Der Philosoph vertritt einen dunklen und radikalen Pessimismus. Ja, daran besteht kein Zweifel. Er formuliert jedoch kein Sollen, da nach ihm der Mensch als Einzelwesen keine Willensfreiheit hat. So entwirft er den Zustand der Willensverneinung, ohne ihn beim Leser herbeiführen zu wollen.

(2) Man braucht diesen Pessimismus ja auch nicht in seiner ganzen Breite zu teilen und gar nach Willensverneinung zu streben. Schopenhauer sieht in ihr allerdings das Höchste, das der Mensch erreichen kann. So nennt er sie „*absolutes Gut*“, „*höchstes Gut*“, was nicht überrascht, wenn wir lesen: „Die Welt ist eben die *Hölle*, und die Menschen sind einerseits

Inhaltsverzeichnis

I. Die Verneinung des Willens.....	5
II. Intellekt und Wille	9
III. Die ästhetische Kontemplation	11
a) Die Philosophie.....	14
b) Der „Uebergang“ zur Askese.....	15
c) Die Überwindung des Bösen	16
d) Die Musik	16
e) Das Trauerspiel	17
IV. Leiden und Mitleiden.....	19
Diskussion.....	23

die gequälten Seelen und andererseits die Teufel darin.“ Man könnte sagen, dass Schopenhauer die Willensverneinung, besonders wenn sie sich im Rahmen der Askese vollzieht, als eine seltene Höchstleistung der menschlichen Natur betrachtet.

Die Ethik bildet den „Schlußstein“ des ganzen Gebäudes seiner Metaphysik.³ Sie hat die Willensverneinung zum Gegenstand. Der Wille ist bei Schopenhauer ein „Wille zum Leben“. Mit ihm gemeint ist der Weltwille, das Prinzip alles Seins, das „Ding an sich“, das nicht erkannt werden kann und von dem wir nur auf Grund seiner Regungen in uns ganz approximativ etwas wissen können. Willensverneinung – das bedeutet Untergang des Willens in uns. Dieser Vorgang ist, kurz gefasst, folgender: Eigenes Wollen erlischt, gefolgt vom Erlöschen eigener Erkenntnis.

Die Ethik der Willensverneinung ist das Finale einer Philosophie, die „Ethik und Metaphysik in *Einem* seyn soll, da man sie bisher trennte so fälschlich als den Menschen in Seele und Körper“⁴. Mit dieser Aussage wurde bereits in den Manuskripten von 1813 – Schopenhauer wurde 1788 geboren – ein Werk angekündigt, das, beginnend mit einer Erkenntnislehre, eine Bahn zieht, die mit der Darstellung der Willensverneinung endet. Dieses Werk ist *Die Welt als Wille und Vorstellung*. Schopenhauer veröffentlichte es bereits als Dreißigjähriger. Es enthält seine gesamte Philosophie. Alle anderen, späteren Schriften von ihm sind nur Ergänzungen zu diesem monumentalen Hauptbau, der gelegentlich wegen seiner gewaltigen, einheitlichen Struktur auf dieselbe Stufe gestellt wird wie Wagners *Ring des Nibelungen* oder die *Matthäus-Passion* von Bach.

Die Willensverneinung bedeutet an erster Stelle das Eintreten einer totalen und endgültigen Willenlosigkeit beim Menschen. Sie wird allerdings nur in wenigen Fällen erreicht durch bloße Erkenntnis. Hinzu kommt meistens schweres selbstempfundenes Leiden. Dennoch bleibt sie vor allem abhängig von der Erkenntnis. Dazu gibt es Vorstufen, d. h. Zustände, die eine Verwandtschaft aufzeigen mit der Willensverneinung. Wir finden sie vor in der Kunst und ebenfalls in der Moral. In der Kunst, genauer, in der ästhetischen Kontemplation, ist der einzelne Mensch, also hier der Betrachter, für Augenblicke vom Drängen des Willens befreit. Er empfindet nicht die Last des Strebens und Begehrens. Wir lesen in diesem

² PP II, S. 319

³ Preisschrift über die Grundlage der Moral, E, S. 274

⁴ HN I, S. 55

Zusammenhang: „Es ist der schmerzlose Zustand, den Epikuros als das höchste Gut und als den Zustand der Götter pries: denn wir sind, für jenen Augenblick, des schnöden Willensdranges entledigt, wir feiern den Sabbath der Zuchthausarbeit des Willens, das Rad des Ixion steht still.“⁵

Dann aber ebenfalls die Moral. Willenlosigkeit kann es im tugendhaften Handeln natürlich nicht geben. Dagegen ist dort das Mitleiden bestimmend. Das Mitleiden bildet nach Schopenhauer bekanntlich die „Grundlage der Moral“. Aber, wir werden sehen, die Erkenntnis – eine spezielle Art der Erkenntnis –, die das Mitleiden bestimmt, ist in der Tugend noch nicht stark und umfassend genug, um zum Quietiv – zum Beruhigungsmittel – des Willens werden zu können und dessen Verneinung herbeizuführen. In der Moral resigniert der Mensch keineswegs. Im Gegenteil, er hilft und schaut nach dem Rechten. Das Mitleiden birgt aber für ihn eine Erkenntnis, die als Vorbereitung auf die Willensverneinung angesehen werden darf.

Ob Kunst, ob Moral, die Erkenntnis spielt grundsätzlich die entscheidende Rolle. Sie ist beiderseits verwandt, jeweils auf eine bestimmte Weise, mit der Verneinung des Willens zum Leben. So lassen Kunst und Moral zumindest einen Hauch jener Stille des Gemüts, jener Ruhe und jenes Friedens spüren⁶, den nur die Resignation in vollem Maße gewährt.

I. Die Verneinung des Willens

Die Willensverneinung hat ihre Quelle in einer Durchschauung des Individuationsprinzips, wie ebenfalls die Moralität, doch ist in ihr die Erkenntnis nicht beschränkt auf die Beziehung zu einem oder gar mehreren Mitmenschen. Dort handelt es sich um die Einsicht in die Zwiespältigkeit, das Elend und die Nichtigkeit der gesamten Welt sowie um das damit verbundene Leiden aller Lebewesen. Zu bemerken ist übrigens, dass für Schopenhauer die Tiere mit einbezogen sind.

Was aber bedeutet das Individuationsprinzip? Hierzu eine Erklärung. Es handelt sich um Raum und Zeit. Das Prinzip gehört zu den Gestaltungen des Satzes vom zureichenden Grunde, mit dem Schopenhauer

⁵ WI, S. 231

⁶ Vgl. WI, S. 486

sich an Kants apriorische Formen der Erkenntnis anlehnt. In der Welt der Erscheinungen, das heißt in der Welt, die wir mit unseren Sinnen wahrnehmen, ist die metaphysische Ur-Einheit des Willens gespalten in eine durch den Raum und die Zeit bestimmte Pluralität von individuellen Wesen. Wir dürfen folglich behaupten, dass die Menschen „an sich“, d. h. metaphysisch betrachtet, nicht nur gleich, sondern sogar eins sind. Denn der eine Weltwille objektiviert sich als derselbe in allen Individuen. Die Vielheit der Individuen gehört restlos zur Welt der Erscheinungen, der keine eigentliche metaphysische Realität zukommt. „An sich“ ist dagegen jedes einzelne Wesen identisch mit dem einen Willen, der in allem, was lebt, so pulsiert, wie er sich in unserem Selbstbewusstsein nur uns selber offenbart. Der Wille ist allgegenwärtig und allmächtig. Alles, was in der Welt ist und geschieht, wird von dem einen und selben Willen getragen. Wenn es um das Leiden geht, weist die Durchschauung des Individuationsprinzips uns darauf hin, dass jeder von uns daran beteiligt ist, da wir alle im „Ding an sich“, im Willen, vereint, ja eins sind. Diese Einsicht ist es, die uns gegebenfalls, dank dem Mitleiden, das Leid unserer Mitmenschen als das unsrige verstehen läßt. Sie ist auch fähig, falls sie stark genug ist und eine Erkenntnis von der gesamten Welt aufkommen läßt, zum Quietiv des Willens zu werden und die Willensverneinung hervorzubringen.

Weshalb, so dürfen wir fragen, spielt gerade das Leiden diese entscheidende Rolle? Nietzsche zog den dionysischen Tausel vor, und nach Schiller werden alle Menschen Brüder, wo der „sanfte Flügel“ der Freude weilt. Für Schopenhauer, den Pessimisten, ist das anders. Und schließlich ist ja auch zu bedenken, dass gerade das Leiden Grundfragen unserer Existenz aufwirft, bezogen auf Krankheit, Alter und Tod. Fest steht, dass Schopenhauers Lehre eine Pathodizee enthält, d. h. eine Rechtfertigung des Leidens. Leiden kann nach ihm nie sinnlos sein. Er schreibt, „alles Leiden, indem es eine Mortifikation und Aufforderung zur Resignation“ ist, habe „der Möglichkeit nach, eine heiligende Kraft“⁷. Das Wort „heilig“ weist hin auf die Askese, also praktisch auf die Willensverneinung.

Leiden, erkannt oder empfunden, vermag zum Quietiv des Willens zu werden. Es führt zu demjenigen Zustand, der Schopenhauer bereits in frühen Jahren faszinierte und den er damals das „bessere Bewußtseyn“ nannte. Er sprach von ihm als dem „Uebertreten aus der Zeit in die Ewigkeit“⁸. Später, im Hauptwerk *Die Welt als Wille und Vorstellung*, lesen wir dann: „Hinter

⁷ W I, S. 468

⁸ HN I, S. 85

unserem Daseyn nämlich steckt etwas Anderes, welches uns erst dadurch zugänglich wird, daß wir die Welt abschütteln.“⁹ Es erfolgt das Eingehen ins Nichts, ins Nirwana: Nachdem die Willenlosigkeit sich eingestellt hat, erlischt auch die Welt als Vorstellung. Doch das Nichts bedeutet auch Auflösung im Weltwillen. Also gibt es eine Art Weiterbestehen immerhin. Ein besseres Dasein? Vielleicht. Man denke an die Meditation des Thomas Buddenbrook, kurz vor dessen Tod!

Die Willensverneinung ist ein Vorgang, der nicht frei gewählt werden kann, da es laut Schopenhauer den freien Willen, die Willkür, das *liberum arbitrium indifferentiae*, nicht gibt. So ist nach ihm die Verneinung des Willens zum Leben keineswegs abhängig von einem guten Willen. Sie geht ausschließlich hervor „aus dem innersten Verhältniß des Erkennens zum Wollen“¹⁰.

Die Erkenntnis ist der Auslöser. Trotz des Primats des Willens spielt sie die weitaus entscheidende Rolle. Der Wille hat zu seinen Zwecken das Bewusstsein hervorgebracht.¹¹ So ist denn der Intellekt das Mittel, dank dem die Selbstverneinung des Willens, d. h. der Erlösungsprozess, sich verwirklichen kann. Die entscheidende Wende des Willens erfolgt beim Einzelnen von dem Augenblick an, wo die Erkenntnis aufhört als Motiv seines Wollens zu wirken, um zu dessen Quietiv zu werden. Sie führt die Willenlosigkeit herbei, das Nicht-Wollen, die Selbstauflösung des Willens. Willensverneinung, wir können auch sagen Lebensüberdruß – ein Nicht-mehr-leben-Wollen hat sich eingestellt.

Alles bestimmt der grund- und ziellose Wille, der Weltwille, das „Ding an sich“. Er veranlasst auch die Verneinung seiner selbst, so dass wir von Selbstverneinung des Willens sprechen. Dieser Wille ist das „absolut Reale“¹², der Träger jeglicher Realität, auch unseres Leibes und unseres Bewusstseins. Er ist der eigentliche Kern unserer Person, das Substrat, dem wir unsere Existenz verdanken und das uns beherrscht. „An sich“ ist er nicht erkennbar. Doch mittels unseres Selbstbewusstseins, unseres inneren Sinnes, können wir eine Annäherung an ihn vollziehen. Wir nehmen ihn an seinen Regungen wahr, die unser gesamtes Wollen bilden. Mit diesem Wollen sind nicht nur unsere Entscheidungen, unsere Entschlüsse gemeint,

⁹ W I, S. 479

¹⁰ W I, S. 478

¹¹ W II, S. 153

¹² P I, S. 20

sondern auch alle Affekte und Leidenschaften, also ebenfalls Freude und Schmerz, dazu das Streben sowohl als auch das Widerstreben.¹³

Der repräsentative Fall der Willensverneinung ist für Schopenhauer die Askese. Er nennt sie auch Heiligkeit. Allerdings ist er der Ansicht, dass die Willensverneinung gewöhnlich und viel häufiger nicht durch die Erkenntnis vom Leiden in der Welt hervorgerufen wird, sondern durch vorangegangenes, unmittelbar selbst empfundenes Leiden.¹⁴ Es gebe einen zweiten Weg – er nennt ihn „*δεύτερος πλούς*“, womit er „das eigene, schwer gefühlte Leiden“¹⁵ meint, „Nähe des Todes und Hoffnungslosigkeit“, auch „großes Unglück und Schmerz“¹⁶. Demgegenüber figuriert die Askese als eine Seltenheit. Schopenhauer spricht von der „schmale(n) Straße der Auserwählten, der Heiligen“: sie sei zu betrachten als „eine seltene Ausnahme“¹⁷. Der Asket zeichnet sich aus durch eine bestimmte Lebensweise. Die Resignation, also die Willensverneinung, muss durch ständige Abtötung der Begierden immer wieder neu erkämpft werden. „Weltüberwinder“, so nennt ihn Schopenhauer voller Bewunderung, nach ihm „die größte, wichtigste und bedeutsamste Erscheinung, welche die Welt aufzeigen kann“¹⁸.

In der als Quietiv des Willens wirkenden Erkenntnis werden beim Einzelnen die Formen des Satzes vom zureichenden Grunde ausgeschaltet. Der Satz vom zureichenden Grunde! Auch hierzu noch eine kurze Erläuterung. Er ist ein formales Apriori, ähnlich wie bei Kant, aber verkürzt. das den Stoff der Erkenntnis nach bestimmten Fragestellungen ordnet. So wird beispielsweise gefragt nach einem Warum? Oder einem Wozu? Oder wir fragen: wo? und wann? Mit einer derartig geformten Erkenntnis steht der Intellekt im Dienste des Willens. Das entspricht der Regel, dem Alltag. Nun ist jedoch die zum Quietiv des Willens werdende Erkenntnis „rein“, das heißt vom Willen nicht mehr getrübt. Es wird nur noch nach dem Was? gefragt, nach der Washeit, also nach der Bedeutung des Seins, worauf die Erkenntnis sich richtet. Die Willenlosigkeit, verbunden mit dem Außer-Kraft-Treten des Prinzips vom zureichenden Grunde, ist in der Willensverneinung endgültig. Somit erübrigt sich der Dienst des Intellekts am Willen. Sofern der Asket die Willensverneinung vollzieht, ist in ihm

¹³ Preisschrift über die Freiheit des Willens, E, S. 11

¹⁴ W I, S. 464 u. 470

¹⁵ W II, S. 724

¹⁶ W I, S. 466

¹⁷ W II, S. 734

¹⁸ W I, S. 456

der Wille „gänzlich erloschen, bis auf jenen letzten glimmenden Funken“, so Schopenhauer, „der den Leib erhält und mit diesem erlöschen wird“¹⁹. Zuerst geht dieser Mensch also als wollendes Subjekt unter. Er bleibt dann nur noch als „rein erkennendes Wesen“ übrig, als „ungetrübter Spiegel der Welt“²⁰, bevor für ihn auch die Welt der Vorstellungen versinkt.

II. Intellekt und Wille

Es wäre nun geboten, zur Ästhetik überzugehen. Doch sollten wir vorerst noch kurz einen Blick auf Schopenhauers Erkenntnislehre werfen, da diese die Grundvoraussetzung zum Prozess der Willensverneinung und vor allem auch zu dessen Vorstufen bildet. Oder sollten wir sie nicht lieber als die erste Vorstufe ansehen? Wir finden die Erkenntnislehre zu Beginn von Schopenhauers philosophischem System vor. Wesentlich für uns ist die Frage nach der Einstellung zum Intellekt, zum Bewusstsein, zum erkennenden Subjekt. Die Antwort weist hin auf die epochemachende, ja revolutionäre Bedeutung seiner Philosophie. Ein Nicht-Erkennendes in uns, der Wille, wird zum Prinzip unseres Seins erhoben. Der Wille ist es, nicht mehr der Intellekt, der die Einheit und die Identität der menschlichen Person gewährleistet.

Schopenhauer erklärt, alle Philosophen vor ihm hätten leider „das eigentliche Wesen, oder den Kern des Menschen in das erkennende Bewußtseyn“ gesetzt; sie hätten dabei das Ich, oder die Seele, „als zunächst und wesentlich erkennend, ja denkend“²¹ aufgefasst. Das erinnert speziell an Descartes. Ihm wirft Schopenhauer insbesondere vor, den Willen als ein Denken aufgefasst und ihn sogar mit dem Urteil identifiziert zu haben.²² Descartes geht bekanntlich aus von der Erkenntnis seiner selbst als einer denkenden Substanz. Die „*pensée*“ – die *cogitatio*, das Denken – umfasst bei ihm sämtliche Bewusstseinsvorgänge und ist somit auch gleichbedeutend mit der „*conscience*“, dem Bewusstsein. Die Willensakte sind einbezogen. Das Ich ist die beharrende geistige Substanz, deren Existenz verbürgt wird durch ihr Denken. Das will heißen, dass das Bewusstsein als solches nicht auf den Körper angewiesen ist. Wir dürfen von einer Selbstgenügsamkeit des Geistes sprechen.

¹⁹ W I, S. 461

²⁰ W I, S. 462

²¹ W II, S. 222

²² W I, S. 352; P I, S. 21

Der Weg, den Schopenhauer beschreitet, ist grundverschieden. Der Wille, so erklärt er, „gehört nicht selbst zum Intellekt, sondern ist nur dessen Wurzel, Ursprung und Beherrscher“²³. Wir können von einer ideengeschichtlichen Zäsur sprechen. Der Intellekt ist jetzt, wir lesen, „ein Sekundäres, ein Accidens“²⁴. Schopenhauer zufolge ist er sogar „insofern ein Parasit des übrigen Organismus [...], als er nicht eingreift in dessen inneres Getriebe“²⁵. Damit wäre der Intellekt, also das erkennende Subjekt, nur noch drittrangig, „im Grunde tertiär“²⁶, wie es heißt, da er den Organismus voraussetzt, dieser aber den Willen. Das bedeutet eine wesentliche Degradierung, ja Erniedrigung, des Intellektes. Man könnte geradezu von einer Demütigung sprechen.

Der Intellekt geht also seiner früheren Souveränität total verlustig. Der Wille ist dagegen „der wahre, letzte Einheitspunkt des Bewußtseyns und das Band aller Funktionen und Akte desselben“²⁷. Hier kündigt sich Sigmund Freud an: Der Mensch, als denkendes Wesen ist nicht mehr Herr im eigenen Hause. Der Intellekt wird herabgewürdigt zu einem Hilfsmittel im Dienste des Willens. Der Wille, so Schopenhauer, „hat, zu seinen Zwecken, das Bewußtseyn hervorgebracht“²⁸. Dabei ist zu bedenken, dass der Intellekt gegebenenfalls auch im Dienste des Willens steht als der Auslöser von dessen Verneinung. Der Wille hat sich mit dem menschlichen Intellekt das Mittel zu seiner eigenen Erlösung geschaffen.

Eine zweite These dieser Erkenntnislehre ist für unser Vorhaben ebenfalls von größter Bedeutung. Es geht dabei um die Welt als Vorstellung. Die Vorstellung ist Subjekt und Objekt zugleich. Beide gehören zusammen. Schopenhauers Konzeption der Erkenntnis unterscheidet sich grundsätzlich von denen seiner Vorgänger, die alle entweder vom Subjekt oder vom Objekt ausgegangen sind. Bei ihm aber ist das Primäre die Vorstellung selber.

Wir lesen, dass „Alles, was für die Erkenntniß daist, also diese ganze Welt, nur Objekt in Beziehung auf das Subjekt ist“²⁹. Dabei ist das

²³ W II, S. 153

²⁴ P II, S. 49; bspw. auch: W II, S. 224

²⁵ W II, S. 224

²⁶ W II, S. 315

²⁷ W II, S. 153

²⁸ Ebenda

²⁹ W I, S. 3 f.

Objekt jeweils bestimmend für die Seinsart des erkennenden Subjekts. Anders gesagt, das Subjekt verändert sich in Anbetracht des Objekts. Wir haben folglich stets auf das in seiner Abhängigkeit von dem gegebenen Objekt sich wandelnde erkennende Subjekt zu achten. Da nun aber nach Schopenhauer das erkennende Subjekt, zusammen mit dem wollenden Subjekt, in uns das Ich bildet, muss gesagt werden, dass unser Ich wesentlichen Veränderungen ausgesetzt ist gemäß den Objekten, auf die es sich bezieht. Es kann nicht mehr als konstant und beharrend angesehen werden, immer derselbe Intellekt, immer dasselbe Ich.

Individualität besitzt die Vorstellung auch nur, insofern Subjekt und Objekt in ihr vom Satz des zureichenden Grundes geprägt sind. In der Erkenntnis inhäriert sie ausschließlich den Erscheinungen und dem auf sie gerichteten Intellekt.³⁰ Das heißt denn auch, dass sie dem Willen nur in seiner Bejahung anhaftet. Die Willenlosigkeit, sowohl in der ästhetischen Kontemplation als auch in der Willensverneinung, bedeutet Trennung von der eigenen Individualität. Das Individuelle an uns wäre also gerade in den herausragendsten Erfahrungen geistigen Lebens geschwächt und sogar hinfällig.

III. Die ästhetische Kontemplation

Kommen wir nun zur ästhetischen Kontemplation! Hier geht es um das Schöne und ebenfalls, wir werden sehen, um das Erhabene. Eine ganz besondere Art der Erkenntnis herrscht in beiden Fällen vor. In der Regel ist ja die Erkenntnis dem Dienst des Willens unterworfen, denn zu diesem ist sie vom Willen geschaffen. Ihr Subjekt ist ein erkennendes Individuum, sofern es sich auf einzelne Dinge bezieht, auf Erscheinungen. „Denn“, so Schopenhauer, „das Individuum ist das Subjekt des Erkennens in seiner Beziehung auf eine bestimmte einzelne Erscheinung des Willens, und dieser dienstbar. Diese einzelne Willenserscheinung ist als solche dem Satz vom Grunde, in allen seinen Gestaltungen, unterworfen“³¹. Das heißt, dass die Formen des Satzes vom Grunde gemeinhin, in der Regel also, Objekt und Subjekt der Vorstellung beherrschen.

Jetzt aber zur ästhetischen Betrachtung! In ihr bleibt alle durch den Satz vom Grunde geprägte Erkenntnis in einer näheren oder entfernteren

³⁰ W II, S. 700

³¹ W I, S. 211

Beziehung zum Willen zurück. Wir fragen nicht nach einem Weshalb? oder einem Wozu? des ästhetischen Gegenstandes. Es zählt nur die Wesenheit, die Washeit. Schopenhauer bezeichnet die Kunst als „die Betrachtungsart der Dinge unabhängig vom Satze des Grundes“³². Der individuelle Charakter unseres Erkennens verschwindet folglich, was auch heißt, dass die Erkenntnis nicht mehr im Dienst des Willens stehen kann. Die Dienstbarkeit des Intellekts am Willen hört auf. Beim Betrachter des Schönen und des Erhabenen, ob in der Kunst, ob in der Natur, verbreitet sich Willenlosigkeit und, damit verbunden, Schmerzlosigkeit.

Die an Plato erinnernden Ideen bilden dabei das Objekt der Erkenntnis. Ihnen entspricht also ein erkennendes Subjekt, das seine individuellen Eigenschaften für Augenblicke abgestreift hat. Die Seinsart des erkennenden Subjekts ist abhängig von der des Objekts, wie bereits gesagt wurde. Hier zeigt sich gut die Dürftigkeit, ja die extreme Fragilität, die in Schopenhauers Metaphysik dem Individuellen, dem Persönlichen im Menschen anhaftet. Auch darin kündigt sich die Psychoanalyse Freuds an. Es gibt hier weder ein substantielles Subjekt, noch ein substantielles Ich, die tragend wären und unveränderlich blieben. Einzige Substanz ist das „Ding an sich“, der Weltwille. Das erkennende Subjekt büßt seine Individualität entsprechend dem sich hier einstellenden Objekt der Erkenntnis, also den Ideen, ein. Dies ist in der ästhetischen Kontemplation allerdings nur zeitweilig der Fall. In der Askese dagegen, soweit sie Resignation ist, löst alles Individuelle am Menschen sich definitiv auf.

Die Ideen sind die „ewige[n] Form[en]“³³. Der Einfluss Platons ist hier ganz deutlich. Schopenhauer spricht von der Idee als der „adäquate[n] Objektität“³⁴ des Willens. Dieses Objektsein des Willens, im Zusammenhang mit der hier erfolgenden, vorübergehenden Aufhebung des Satzes vom Grunde, ist „rein“, das heißt, sämtlichen Interessen des Willens in uns enthoben. Ihm entspricht ein „reines“, ungetrübtes Subjekt der Erkenntnis. Schopenhauer ist der Lehre Kants vom interesselosen ästhetischen Urteil gefolgt und hat sie weitergeführt. Ein „reines“ Subjekt, ein „reines“ Objekt: Wir dürfen von einer „reinen“ Vorstellung sprechen, denn nach Schopenhauers Erkenntnislehre, ich habe darauf hingewiesen, sind Subjekt und Objekt miteinander verflochten: Sie sind die beiden Grundaspekte der Vorstellung.

³² WI, S. 218

³³ WI, S. 210

³⁴ WI, S. 211

Hiermit offenbart sich besonders aufschlussreich die Schwächlichkeit des Menschen als Individuum. Da nämlich die individuelle Erkenntnis nur unter der Bedingung der Formen des Satzes vom Grunde erfolgt³⁵, verdrängt das Außer-Kraft-Treten dieser Formen in der ästhetischen Kontemplation alles Individuelle in uns. Für den Intellekt hört damit der Dienst des Willens auf. Der wahrnehmende Intellekt kann gänzlich aufgehen im wahrgenommenen Gegenstand. Wir dürfen auch sagen, er versenke sich total in die Kunst.

Das Subjekt als Korrelat der Ideen ist „rein“, ungetrückt durch den Willen. Es ist also total verschieden von dem Subjekt, das in der Regel den Zwecken des Willens dient. Wir haben zu tun mit einem willensreinen Subjekt, das ewig ist, wie die Ideen selber, auf die es sich bezieht. Losgelöst vom Satz des Grundes ist der in die ästhetische Anschauung vertiefte Mensch „reines, willenloses, schmerzloses, zeitloses Subjekt der Erkenntnis“³⁶. Er widmet sich so intensiv der Anschauung der Ideen, dass in ihm die Trennung von Objekt und Subjekt aufgehoben ist. Das erkennende Subjekt verschmilzt mit seinem erkannten Gegenstand.

Subjekt und Objekt sind schließlich nicht mehr zu unterscheiden. Wie wir lesen, „erfüllen und durchdringen“ sie sich „gegenseitig vollkommen“³⁷. „Wir sind nur noch da“, so Schopenhauer, „als das eine Weltauge, was aus allen erkennenden Wesen blickt, im Menschen allein aber völlig frei vom Dienste des Willens werden kann“³⁸. So tritt das Schöne dem Betrachter in den Ideen entgegen, vorausgesetzt dieser besitzt die Fähigkeit, sie wahrzunehmen. Diese Fähigkeit nennt Schopenhauer „Genialität“³⁹. Sie gewährt das „ästhetische Wohlgefallen“, an dem der Betrachter sich erfreuen kann.

Es bedarf hier einer gewaltigen geistigen Kraft, die nur das Genie besitzt. Schopenhauer erklärt, „Genialität“ sei „nichts Anderes, als die vollkommenste Objektivität, d. h. objektive Richtung des Geistes, entgegengesetzt der subjektiven, auf die eigene Person, d. i. den Willen, gehenden.“⁴⁰ Also eine vollkommen objektive geistige Orientierung,

³⁵ WI, S. 206 f.

³⁶ WI, S. 210

³⁷ WI, S. 212

³⁸ WI, S. 233

³⁹ WI, S. 218

⁴⁰ Ebenda

und zwar als Spiegel der durch die Ideen gebildeten „vollkommene[n] Objektivation des Willens“⁴¹. Subjekt und Objekt der Erkenntnis gehören in der Vorstellung zusammen: das muss immer wieder betont werden.

Wie aber steht es mit dem „gewöhnliche[n] Menschen“, demjenigen, den Schopenhauer etwas abfällig zur „Fabrikwaare der Natur“⁴² zählt und nicht zu den „wenigen genialen Köpfe[n]“⁴³, bei denen, wie wir lesen, das „Maß der Erkenntnißkraft [...] das zum Dienste eines individuellen Willens erforderliche weit übersteigt“⁴⁴? Nebenbei sei bemerkt, dass der Ausdruck „Fabrikwaare der Natur“ leider sehr diskriminierend klingt. Er entspricht aber dem manchmal so sarkastischen Stil Schopenhauers. Wichtig ist es zu wissen, dass Schopenhauer einem solchen Menschen die Fähigkeit zu willenlosem Erkennen nicht gänzlich abspricht. Nur sei er einer „völlig uninteressirten Betrachtung“ zumindest „nicht anhaltend“⁴⁵.

a) Die Philosophie

Anschließend an die Darstellung der Grundzüge von Schopenhauers Ästhetik, hier noch einige gezielte Punkte, die zu unserem Thema der „Vorstufen“ einen ergänzenden Beitrag zu liefern imstande sind.

Zuerst, im Zusammenhang mit der Kunst, die Philosophie. Die Art Genialität, von der eben die Rede war, gibt es laut Schopenhauer auch beim Philosophen, und zwar insofern Philosophie nicht nur Wissenschaft, sondern vor allem Kunst ist. Der Philosoph hat dann mit dem Künstler die Anschauung der Ideen gemeinsam. Beide müssen die Fertigkeit zur Wiederholung der von ihnen angeschauten Ideen in einem ihnen passenden Stoff aufbringen. Das sind für den Philosophen die Begriffe.⁴⁶ Solche Gedanken finden wir besonders in den Frühen Manuskripten vor. Dort lesen wir sogar: „Der Philosoph vergesse nie, daß er eine Kunst treibt und keine Wissenschaft.“⁴⁷ Und im Hauptwerk heißt es noch, die Philosophie sei nichts anderes als „eine vollständige und richtige Wiederholung und

⁴¹ WI, S. 211

⁴² WI, S. 220

⁴³ WI, S. 220 f.

⁴⁴ WI, S. 219

⁴⁵ WI, S. 220

⁴⁶ HN I, S. 327; vgl. auch: HN I, S. 117

⁴⁷ HN I, S. 154

Aussprechung des Wesens der Welt, in sehr allgemeinen Begriffen“⁴⁸. Das „Wesen der Welt“ – in den Ideen tut es sich unmittelbar dem Philosophen kund, wie überhaupt dem Künstler.

Zweifellos dürfen wir Schopenhauers eigenes Werk als ein Beispiel dazu betrachten. Es ist selber eine Vorstufe der Willensverneinung. Besonders natürlich sind es diejenigen Kapitel, die von der Ethik handeln. Doch kommt es nicht nur auf den Inhalt an. Der Leser dürfte in der Lage sein, wenigstens augenblicksweise diejenige „völlig uninteressirte(n) Betrachtung“⁴⁹ nachzuvollziehen, von der in Schopenhauers Werk die Rede ist und die mit der Willensverneinung verwandt ist.

b) Der „Uebergang“ zur Askese

Der Zustand der ästhetischen Kontemplation, wir haben es feststellen können, ist in der Tat mit der Willensverneinung stark verwandt, und zwar nicht nur wegen der Willenlosigkeit, sondern auch weil die Erkenntnis in ihr nicht vom Prinzip des Grundes beherrscht wird. Von dieser Verwandtschaft spricht Schopenhauer denn auch in klaren Worten am Ende des dritten Kapitels des Hauptwerks. Er vergleicht: Der Künstler bleibt bei der Erkenntnis vom Wesen der Welt stehen; sie wird für ihn Zweck an sich. Daher gestaltet sie sich ihm nicht zum Quietiv des Willens. Sie erlöst ihn nicht auf immer von den Leiden der Individuation, sondern ist nur ein zeitweiliger Trost – „bis seine dadurch gesteigerte Kraft“, so Schopenhauer, „endlich des Spieles müde, den Ernst ergreift.“⁵⁰ Wir dürfen also annehmen, dass die Beschäftigung mit der Kunst nicht nur die Willenlosigkeit fördert, sondern auch die geistigen Kräfte mehrt, die nötig sind, damit die Erkenntnis als Quietiv des Willens wirken kann. Sogar von einem „Uebergang“ ist hier die Rede. Als dessen Sinnbild schlägt Schopenhauer die heilige Cäcilia von Raphael vor. Also Kunst mit Heiligkeit gepaart! Nietzsche wird darin ein „skandalöse[s] Mißverständniß“⁵¹ erblicken. Hatte er doch bereits als junger Mensch die Kunst als „das Jubelfest des Willens“ und also als „die stärkste Verführerin zum Leben“⁵² bezeichnet.

⁴⁸ WI, S. 312

⁴⁹ Siehe oben: WI, S. 220

⁵⁰ WI, S. 316

⁵¹ Nachgelassene Fragmente, Frühjahr 1888, 14/119], KSA 13, S. 298

⁵² Nachgelassene Fragmente, Winter 1869-70 – Frühjahr 1870, 3/3], KSA 7, S. 59

c) Die Überwindung des Bösen

Erwähnen wir auch die Überwindung der antimoralischen Triebkräfte mittels der Kunst! Die Regungen des Willens sind in der ästhetischen Kontemplation ja stillgelegt. Deshalb ist dort das Böse ausgeschlossen. Egoismus und Bosheit können in diesem Zustand nicht bestehen.

Der Egoismus und die Bosheit! Schopenhauer entsprechend handelt es sich um die zwei antimoralischen Triebkräfte. Sie bilden das Böse: Der Egoismus – jedoch nur soweit er dem Mitmenschen Schaden zufügt, und die Bosheit – sie reicht bis zur schlimmsten Grausamkeit. Die Individuation ist es, die sowohl den Egoismus als auch die Bosheit involviert. Beide sind an die Vielheit der Individuen gebunden. Diese stellt eine Art transzendente Bedingung ihrer Möglichkeit dar. Sie wachsen. Egoismus und Bosheit, im Verhältnis zur Stärke der Willensbejahung. Davon ist die Kunst befreit. Befreit in einem noch höheren Grade aber ist die Askese, jedenfalls insofern sie sich nicht durch Verlockungen von ihrem Weg der Willensverneinung abbringen läßt und wiederum, wenn auch nur zeitweilig, der Willensbejahung verfällt. Das „reine“ erkennende Subjekt, wie wir ihm in der ästhetischen Anschauung begegnen und, mehr noch, in der Askese, überwindet die Individuation und damit zugleich das Böse. Auch hierin zeigt sich also die Verwandtschaft der ästhetischen Betrachtung mit derjenigen „reinen“ Erkenntnis, die zum Quietiv des Willens wird und zur Willensverneinung führt.

Vergessen wir ebenfalls nicht, dass Willenlosigkeit Schmerzlosigkeit bedeutet. Schopenhauer schreibt: „Der große ethische Unterschied der Charaktere hat die Bedeutung, daß der Böse unendlich weit davon entfernt ist, zu der Erkenntnis zu gelangen, aus welcher die Verneinung des Willens hervorgeht, und daher allen Quaalen, welche im Leben als *möglich* erscheinen, der Wahrheit nach, *wirklich* preisgegeben ist“⁵³.

d) Die Musik

Richten wir jetzt noch kurz den Blick auf zwei Kunstarten, die wegen ihrer jeweiligen Charakteristik hervorstechen und für uns von spezieller Bedeutung sind: die Musik und das Trauerspiel.

⁵³ W I, S. 470

Zuerst die Musik! Sie ist diejenige Kunst, die sich durch Gegenstandslosigkeit auszeichnet, nicht Abbild von Ideen ist, gleich den anderen Künsten, sondern, so heißt es, „*unmittelbare* Objektivation und Abbild des ganzen *Willens*“⁵⁴. Daraus ergibt sich, dass sie auf den Willen des Hörers, das heißt, konkreter gesagt, auf seine Gefühle, Leidenschaften und Affekte, unmittelbar einwirkt.⁵⁵ Die von ihr hervorgerufene ästhetische Wirkung bildet deshalb einen Ausnahmefall. Schopenhauer nennt sie „mächtiger und eindringlicher“⁵⁶. Er sieht in ihr „eine viel ernstere und tiefere, sich auf das innerste Wesen der Welt und unseres Selbst beziehende Bedeutung“⁵⁷. Der Wille offenbart sich dem Hörer unmittelbar, wohingegen in den anderen Künsten er nur mittels der Ideen fassbar ist. In der Musik gibt es kein Zwischenelement, also keine Ideen, die zwischen der alles tragenden Substanz, dem Weltwillen, und dem künstlerischen Ausdruck wahrzunehmen wären.

e) Das Trauerspiel

Ganz besonders relevant aber ist das Trauerspiel. Schopenhauer betont ausdrücklich, „die Aufforderung zur Abwendung des Willens vom Leben“ bleibe „die wahre Tendenz des Trauerspiels, der letzte Zweck der absichtlichen Darstellung der Leiden der Menschheit“⁵⁸. Beim Eintreten der „tragischen Katastrophe“⁵⁹ würde der Zuschauer sich vom Willen zum Leben abwenden. Die Willensbejahung träte in dem Augenblick also außer Kraft. Dies weist natürlich hin auf die Resignation, auf die Willensverneinung. Letztere tritt allerdings hier nicht ein. Es ist nur die Rede, in Bezug auf sie, von einem „Geist“ und einer „Gesinnung“.⁶⁰ Die schrecklichen Seiten des Lebens – besser: der Individuation, also der Individualexistenz – werden vorgeführt: „der Jammer der Menschheit, die Herrschaft des Zufalls und des Irrthums, der Fall des Gerechten, der Triumph der Bösen: also die unserm Willen geradezu widerstrebende Beschaffenheit der Welt“⁶¹. So erkennt der Zuschauer die Wertlosigkeit des Lebens und die Nichtigkeit alles Strebens. Er stellt fest, die Welt,

⁵⁴ W I, S. 304

⁵⁵ W II, S. 512

⁵⁶ W I, S. 304

⁵⁷ W I, S. 302

⁵⁸ W II, S. 497

⁵⁹ W II, S. 495

⁶⁰ W II, S. 497

⁶¹ W II, S. 495

das Leben, könne kein wahres Genügen gewähren und sei infolgedessen unserer Anhänglichkeit nicht wert.⁶² Damit wird zugleich in seinem tiefsten Innern das Bewusstsein angeregt, es müsse „eine andere Art des Daseyns“ geben.⁶³ Die Willensverneinung und das daran anschließende Eingehen ins Nichts werden angedeutet.

Dies hindert uns aber nicht daran, am Trauerspiel Gefallen zu finden. Das tragische Schauspiel ist ja Kunst. Seine Wirkung auf die Erkenntnis kann es demnach nicht verfehlen, und es stellt sich selbst hier ein „ästhetisches Wohlgefallen“ ein. Bloß haben wir zu tun nicht mit dem uns entgegenkommenden Schönen, sondern mit dem unserem Willen widerstrebenden Erhabenen. Beide unterscheidet Schopenhauer grundsätzlich. Das tragische Schauspiel ist erhaben. Mit seinem Inhalt opponiert es gegen unseren Willen, es bedroht ihn sogar, doch richten wir dabei unsere Aufmerksamkeit nicht auf dieses feindselige Verhältnis, sondern wir erheben uns über unseren Willen und dessen Verhältnisse, um uns in einen Zustand „reinen“ Erkennens zu versetzen.⁶⁴ Wie in der Betrachtung des Schönen, sind wir unserer selbst dann nicht mehr als Individuen bewusst: Wir sind für Augenblicke zu willenlosen und daher schmerzfreien Subjekten der Erkenntnis geworden.

In einer doppelten Hinsicht weist folglich die Tragödie auf die Willensverneinung hin. Einerseits zeigt sie dem Zuschauer die wesentlich mit dem Willen verbundenen Leiden der Menschheit. Eine solche Erkenntnis, wenn sie an Stärke gewinnt und der Einzelne sich darin versenkt, vermag zum Quietiv des Willens zu werden und die Resignation herbeizuführen. Andererseits erzeugt die Tragödie dennoch die Seligkeit „reiner“ ästhetischer Betrachtung, d. h. einer von Willenlosigkeit und damit auch von Schmerzlosigkeit begleiteten Erkenntnis, die geprägt ist durch die Aufhebung des Satzes vom zureichenden Grunde, engstens verbunden mit einer zeitweiligen Auflösung der eigenen Individualität.

⁶² Ebenda

⁶³ *W II*, S. 497

⁶⁴ *W I*, S. 238

IV. Leiden und Mitleiden

Endgültige Erlösung erfolgt aber nur durch totale Befreiung vom Willen. Diese kann sich durch bloße Erkenntnis ereignen, wie das in der asketischen Heiligkeit zu geschehen vermag – eine „reine“, als Quietiv des Willens wirkende Erkenntnis vom Elend in der Welt. Doch muss meistens durch größtes eigenes Leiden der Wille gebrochen sein, bevor dessen Selbstverneinung eintreten kann.⁶⁵

Entscheidend ist aber stets die Rolle der Erkenntnis. Schopenhauer ist der Ansicht, der Wille zum Leben könne „durch nichts aufgehoben werden, als durch Erkenntnis“⁶⁶. Der Einzelne erkennt in allen lebendigen Wesen sein eigenes Sein „an sich“, was dazu führt, dass er sich mit ihnen identifiziert und ihre Leiden mittels der Erkenntnis auch als die seinen erfährt. Infolge des gemeinsamen „Ding an sich“ und der Durchschauung des Individuationsprinzips vermag er in allem zu leben, was auf der Welt Qualen erduldet.⁶⁷

Er wird zu der Einsicht gebracht, dass jeder Mensch alle Leiden der Welt, selbst die der Tiere, als die seinen in dem Maße zu betrachten hat, wie er den Willen zum Leben bejaht.⁶⁸ Das Leid nimmt die „Form bloßer reiner Erkenntnis“ an, und diese ist es, die, wie wir lesen, „als Quietiv des Willens wahre Resignation herbeiführt“⁶⁹. „Wahre Resignation“: also Willensverneinung. Der einzelne Mensch verliert in diesem Prozess seine Individualität. Der Wille wird verneint – besser: er verneint sich selber –, nur die Erkenntnis bleibt, eben als „reine“ Erkenntnis. Dieses Erkennen geht aber am Ende selbst unter, und zwar mit dem Tod des Leibes.

Ausschlaggebend ist stets die Erkenntnis. Das Verhältnis von der Allgemeinheit zur persönlichen Ichheit kann übrigens auch umgekehrt erfolgen. Als speziell relevant für die zum Quietiv des Willens werdende Erkenntnis dürfen wir diejenige Stelle des Hauptwerks betrachten, wo die Rede ist vom leidenden Menschen, „wann sein Blick sich vom Einzelnen zum Allgemeinen erhoben hat, wann er sein eigenes Leiden nur als Beispiel des Ganzen betrachtet und ihm, indem er in ethischer Hinsicht genial wird,

⁶⁵ *W I*, S. 464

⁶⁶ *W I*, S. 474

⁶⁷ *W I*, S. 419

⁶⁸ *W I*, S. 417

⁶⁹ *W I*, S. 469

ein Fall für tausende gilt⁷⁰. Die einzelne Person überträgt das von ihr Erlittene auf eine Vielheit von lebenden Wesen. Der Ausdruck „genial“ weist übrigens hin auf die Verwandtschaft dieses Vorgangs mit der Kunst, was natürlich die These konsolidiert, dass Letztere hierzu eine Vorstufe bildet.

Zusammenfassend dürfen wir sagen: Die Beziehung zu anderen Menschen, ob als Einsicht in ihr Schicksal, ob als Selbstprojektion, kann zu einer Erkenntnis vom Wesen der Welt führen, die zum Quietiv des Willens wird und damit den Prozess von dessen Verneinung einleitet.

Die Askese, als die Praxis der Willensverneinung, wird von Schopenhauer nicht zu den eigentlichen Tugenden gezählt. Er betrachtet sie als etwas Besonderes, da sie die Willensverneinung enthält. So spricht er denn auch von einem „Uebergang von der Tugend zur Askesis“⁷¹. Die Tugenden aber nennt er „ein Beförderungsmittel der Selbstverleugnung und demnach der Verneinung des Willens zum Leben“⁷². Deutlicher kann wohl nicht darauf hingewiesen werden, dass sie eine Vorstufe der Willensverneinung bilden. Die Quelle ist beiderseits die gleiche⁷³, und zwar ist es die Durchschauung des principium individuationis, die Entdeckung der metaphysischen Einheit in der Vielheit der Erscheinungen, nur tritt sie im Falle der Askese, der Heiligkeit, stärker auf und vermag dort als Quietiv unseres Willens zu wirken. So behauptet Schopenhauer denn auch, „diese unmittelbare Erkenntnis der Identität des einen Weltwillens in allen seinen Erscheinungen“ sei dort „in hohem Grade der Deutlichkeit vorhanden“⁷⁴. Andererseits spricht er von der „Heiligkeit“, die „jeder rein moralischen Handlung anhängt“. Bezug nehmend auf den einen und einzigen Willen, das „Ding an sich“, weist er darauf hin, „die tugendhafte Handlung“ sei „ein momentaner Durchgang durch den Punkt, zu welchem die bleibende Rückkehr die Verneinung des Willens zum Leben ist.“⁷⁵ Die Textstelle liefert einen Beweis mehr für die Berechtigung, die Moral als Vorstufe der Willensverneinung zu betrachten.

⁷⁰ WI, S. 468

⁷¹ WI, S. 449

⁷² WII, S. 696

⁷³ WI, S. 447

⁷⁴ Ebenda

⁷⁵ WII, S. 700

In der Moral spielt das Mitleid die zentrale Rolle. Es ist nach Schopenhauer die einzige moralische Triebkraft. So bildet es denn auch die „Grundlage der Moral“. In ihr wird, ähnlich wie in der zum Quietiv des Willens und damit zur Willensverneinung führenden Erkenntnis, das principium individuationis durchbrochen. Der Prozess ist folgender. Ich stelle fest, dass die Trennung zwischen mir und meinem leidenden Mitmenschen nur Bestand hat in meiner Vorstellung, also Schein ist, wohingegen mein Sein an sich, der Wille in mir, identisch ist mit dem seinen. Auf Grund dieser Erkenntnis erfolgt in mir die „Aneignung“ von dessen Leiden. Denn in meinem Nächsten erkenne ich mich selbst, das will heißen, ich erkenne, dass der in ihm waltende Wille derselbe ist wie derjenige, der sich in mir selber regt. „Tat twam asi!“ „Dieses bist Du!“⁷⁶ Schopenhauer zitiert diese Formel aus dem altindischen Veda. Ob es sich nun handelt um die freiwillige Gerechtigkeit, die mich daran hindert, meinen Mitmenschen zu verletzen, da ich in ihm mein eigenes Ansich erkenne, oder ob ich in der uneigennütigen Liebe, aus demselben Grunde, meines Nächsten als meiner selbst gewahr werde, ich mache nicht mehr den egoistischen Unterschied zwischen meiner Person und der des anderen. Die Grenze zwischen uns als Individuen ist zeitweise gefallen.

Hinzu kommt übrigens, dass sowohl die freiwillige Gerechtigkeit als auch die uneigennütige Liebe uns Entbehrungen, Opfer, Verzicht auferlegen. Darin zeigt sich eine zusätzliche Verwandtschaft mit der Askese, denn die Abtötung des Willens ist schmerzhaft. Mit Entbehrungen vieler Art soll der Zustand der Willenlosigkeit ja gefestigt werden, und es soll dadurch verhindert werden, dass Willensbejahung erneut die Oberhand gewinnt.

In der *Preisschrift über die Grundlage der Moral* ist sogar die Rede von einer Art Identifikation mit dem leidenden Mitmenschen. Ich identifiziere mich mit ihm so sehr, dass ich bei seinen Schmerzen, wie es im Text heißt, „geradezu mit leide, sein Wehe fühle, wie sonst nur meines, und deshalb sein Wohl unmittelbar will, wie sonst nur meines.“ Der Unterschied zwischen ihm und mir ist aufgehoben, „wenigstens in einem gewissen Grade“⁷⁷. Mit-leidend bin ich gleichsam mein leidender Nächster. Nur die Erkenntnis vermag dieses Leiden in meiner Person hervorzubringen, da ich mich ja nicht in der Haut des Anderen befinde. Sie ist, als Durchschauung des principium individuationis, der Auslöser dieses Leidens, das ich auf mich nehme.

⁷⁶ Bspw.: WI, S. 442

⁷⁷ E, S. 208

Wir dürfen behaupten, dass die Moral aus zweierlei Gründen eine Vorstufe der Willensverneinung bildet, und zwar einerseits wegen der das Mitleiden hervorbringenden Durchschauung des Individuationsprinzips und andererseits infolge des im Mitleiden enthaltenen Leidens. Beides weist hin auf die Willensverneinung, deren Darstellung im Hauptwerk den Abschluss bildet. Sie ist der „Schlußstein“ von Schopenhauers System, das ganz auf sie hin ausgerichtet ist und somit eine Einstellung zum Leben enthält, die ganz davon geprägt ist. Der Leser möge urteilen! Nietzsche, der erste und größte Schüler Schopenhauers, hat sich dagegen mit der ihm eigenen Leidenschaft gewehrt. Der Willensverneinung hat er die dionysische Lebensbejahung entgegengesetzt.

Siglen

W : Die Welt als Wille und Vorstellung I u. II (Bd. 2 u. 3)

E : Die beiden Grundprobleme der Ethik (Bd. 4)

P : Parerga und Paralipomena I u. II (Bd. 5 u. 6)

Zitiert wurde nach der siebenbändigen in Wiesbaden erscheinenden Brockhaus-Ausgabe der Werke Schopenhauers, von Julius Frauenstädt und neu bearbeitet von Arthur Hübscher.

HN : Der handschriftliche Nachlass I bis V (5 Bd.)

Der handschriftliche Nachlass in fünf Bänden, herausgegeben von Arthur Hübscher, Deutscher Taschenbuch Verlag, München 1985.

Diskussion

Hubert Hausemer : - Drei Fragen: (a) Was ist eigentlich der Wille? Wie können wir den Begriff verstehen? Ist der Begriff passend? - (b) Ist Willensverneinung überhaupt möglich? Wie kann der Wille, ausgehend von Willenlosigkeit, sich selbst verneinen? - (c) Wie kann der Asket die Abtötung vollziehen, um die Willensverneinung zu erhalten, wenn er in einem Zustand der Willenlosigkeit lebt?

Georges Goedert: (a) Der Wille ist Grundbegriff in Schopenhauers Philosophie. Man kann auch sagen, es handle sich um eine Kraft, eine Energie. Der Wille offenbart sich in der Natur auf verschiedenen Niveaus. So läßt er sich beispielsweise in der Pflanzenwelt bestimmen durch den Reiz, beim Tier und beim Menschen aber durch die Motivation. - (b) Es handelt sich hierbei um die Schwierigkeit, die schon Nietzsche aufgedeckt hat. Zum Willen gehört das Wollen. Wie kann es einen Willen geben, der das Wollen nicht will? Muss die Willensverneinung nicht selber in höchstem Grade ein Willensakt sein? Hier gibt es tatsächlich eine Schwierigkeit, die nur schwer auflösbar ist. - (c) In der Tat können wir uns fragen, wie Abtötung auf Grund von Willenlosigkeit möglich ist. Die Schwierigkeit ist hier eine ähnliche wie diejenige vorhin. Doch müssen wir wissen, dass es sich beim Asketen um einen Zustand handelt, der von einer Disziplin ausgeht und ganz andere Eigenschaften hat als derjenige eines normal lebenden und den Willen bejahenden Menschen.

Jacques Wirion: Gibt es wirklich keinen freien Willen? Können wir unser Handeln nicht etwa lenken mittels unseres Denkens? Ich möchte da folgendes Denkmuster vorschlagen : Der Wille treibe – wie eine Wurzel die Pflanze – den Intellekt und die Erkenntnis aus sich hervor. Diese Erkenntnis sei es dann, die sich gegen die Grundtendenz des Willens richte und diesen überwinde. So ließe sich dieser Widerspruch auflösen.

Georges Goedert: Dieser Vorschlag dürfte die von unserem Kollegen Hubert Hausemer aufgeworfene Schwierigkeit nicht beheben, solange es den Willen in uns gibt. So oder so ist es stets der Wille, der die Tätigkeit des Intellekts bestimmt. Deshalb ist auch eine sich gegen die (selbst-)bejahende Grundtendenz des Willens richtende Erkenntnis immer noch letztendlich vom Willen abhängig. Die Erkenntnis wirkt auf den Willen ein, ist aber selber vom Willen gesteuert. Die hier bestehende Schwierigkeit läßt sich kaum leugnen. Das Denken liefert uns Motive, ja, aber wir dürfen nicht vergessen, dass es vom Willen beherrscht wird.

Solange der Prozess in unserem Innern stattfindet, können wir auf Grund von Schopenhauers Philosophie kaum einsehen, dass es noch einen freien individuellen Willen gibt. Jedoch dürfte es möglich sein, dass Menschen, die uns begegnen, ohne unser Zutun, uns beeinflussen. Durch Einwirken auf uns - Motivationen von außen her - müssten sie unser Benehmen verändern können. Siehe hierzu die Rolle der Pädagogik.

Pierre Schumacher: Ist es nicht so, dass der Mensch sich entscheidet auf Grund von Überlegung? Unter mehreren Möglichkeiten sucht er sich diejenige aus, die ihm am besten gefällt. Beispiel: Man will heiraten und sucht sich einen Partner aus. Ist das nicht Ausübung eines freien Willens?

Georges Goedert: Das entspricht der klassischen Theorie. Aber man hat darin mit dem angeblichen freien Willen stark übertrieben. Die Psychoanalyse Freuds macht uns darauf aufmerksam. Und Schopenhauer ist in mancher Hinsicht ein Vorläufer Freuds. So ist es auch keineswegs einfach, zwischen Gut und Böse eine Entscheidung zu treffen zugunsten des Guten, wie das in der Vergangenheit vielfach dargestellt wurde. Die richtige Lösung wäre zu suchen zwischen zwei Polen: Dem absolut freien Willen und dem absoluten Determinismus.

Patrick Kinsch: Eine Frage zum Thema: Schopenhauer und die Naturwissenschaften.

Schopenhauers Schriften hatten zweifellos einen gewissen Einfluss auf die spätere Entwicklung in den Naturwissenschaften, wie das Beispiel Sigmund Freuds zeigt. Sie haben Freud mehrfach erwähnt, und wenigstens nach seinem eigenen Selbstverständnis war Freud ja Naturwissenschaftler. In Schopenhauers Schriften kann man auch nachlesen, dass er sich mit Parallelen zwischen seinen eigenen philosophischen Forschungen und neuentdeckten naturwissenschaftlichen Phänomenen beschäftigte (Referenzen dieser Art finden sich etwa in der Schrift „Über den Willen in der Natur“).

Daher meine Frage: sind diese Referenzen nur ex post konstruiert als Bestätigung für rein philosophische Gedankengänge, oder hatte Schopenhauer naturwissenschaftliche Quellen? Was weiß man über seine *formation intellectuelle*, und über das reelle Ausmaß seines Interesses für die Naturwissenschaften?

Paul Kremer: Der junge Schopenhauer hat an der Universität Göttingen Naturwissenschaften, besonders Chemie studiert. Damit hat er sein Werk bereichert.

Georges Goedert: Tatsächlich hat der junge Schopenhauer an der Universität Göttingen Naturwissenschaften studiert, besonders Chemie. Er hatte sich dort für ein Medizinstudium eingeschrieben. Bald darauf konnte dieses Interesse für Naturwissenschaften sich auf die Niederschrift seines Hauptwerks *Die Welt als Wille und Vorstellung* auswirken. Es ist dann auch für die weiteren Werke von Bedeutung geblieben. Herr Kinsch erwähnt mit Recht die Schrift *Über den Willen in der Natur*. Dort stehen die naturwissenschaftlichen Referenzen im Dienst der Philosophie. Schopenhauer wollte auch beweisen, dass seine Lehre mit den neuesten Entwicklungen in den Naturwissenschaften übereinstimmte.

Was Freud betrifft, dachte ich hauptsächlich an die Beziehung zwischen dem Es und dem Ich. Diese erinnert sehr an Schopenhauers Willensmetaphysik. Freud wurde von Schopenhauer beeinflusst. Die Psychoanalyse ist allerdings nur wenig als eine Wissenschaft zu betrachten. Sie gehört eher dem Bereich der Philosophie an.

Es ist aber auch richtig zu behaupten, dass Schopenhauers Werke in mancherlei Hinsicht auf die heutigen Naturwissenschaften hinweisen. So hat seine Konzeption des Willens zweifellos ihre Bedeutung für die Atomphysik. Schopenhauer lehrt ja, dass die Materie von Energie belebt ist. Hier gibt es in der Tat für die Forschung ein umfangreiches Gebiet.

Georges Wirtgen: Schopenhauers Philosophie erinnert stark an den Buddhismus. Wie weit war dieser zur Zeit Schopenhauers in Europa verbreitet und bekannt?

Georges Goedert: Schopenhauer hat sich diesbezüglich durch Lektüren inspirieren lassen. So konnte er aber den Buddhismus nur zum Teil kennen. Man darf nämlich nicht vergessen, dass der Buddhismus, wie ebenfalls der Hinduismus, aus vielen Orientierungen besteht. Deshalb begegnen wir mit Recht Kommentatoren, die Schopenhauers Auffassung des Buddhismus kritisieren. Auch hierin gibt es für die Schopenhauer-Forschung ein weites Gebiet.

Séance du 15 septembre 2010

LESSINGS RINGPARABEL

par
Hubert Hausemer

Studium der Philosophie, des Französischen und des Altgriechischen in Luxemburg, Paris und Tübingen. Doktordissertation über die Religionsphilosophie von Karl Rahner. Philosophie- und Französischunterricht im Lycée de Garçons von Esch-sur-Alzette. Unterricht in schulischer Berufsethik und allgemeiner Ethik am ISERP (Institut supérieur d'enseignement et de recherche pédagogiques).



*Die Frage des Friedens zwischen den Religionen und der dazu notwendigen Toleranz ist aktueller denn je. Um sich davon zu überzeugen, braucht man nur an den Konflikt im Vorderen Orient zwischen den Palästinensern und den Israelis zu denken, sowie an den islamistischen Terror spätestens seit dem September 2001. Wenn nun Toleranz eine, wenn nicht gar, **die** Vorbedingung des Religionsfriedens ist, so kommt man nicht umhin, zu untersuchen, was hier mit Toleranz eigentlich gemeint ist, und vor allem, wie sie begründet werden kann. Es nützt nämlich nichts, gebetsmühlenartig fromme Aufrufe und gut gemeinte Appelle zu machen, wenn nicht gute, überzeugende Gründe angeführt werden können. In diesem Sinne ist die berühmte Ringparabel aus Lessings ‚Nathan der Weise‘ schnell zu einem paradigmatischen Text geworden, der auch heute immer noch gelesen, zitiert und kommentiert wird. Viele sehen in ihm die Darstellung schlechthin einer zeitlos gültigen Toleranzidee, die fähig ist, den leidigen und leidvollen Kämpfen und Kriegen zwischen den Religionen ein Ende zu bereiten.*

Der Vortrag setzt sich zum Ziel, diesen Anspruch der Ringparabel sowohl durch eine detaillierte Textanalyse vorzustellen, als auch ihn dann auf seine Stichhaltigkeit hin zu prüfen.

Inhaltsverzeichnis

A. Vorbemerkungen	3
1. Wie kam ich zur Ringparabel?	3
2. Wie kam Lessing zur Ringparabel?	3
3. Weshalb soll man sich heute noch mit ‚Nathan der Weise‘ und der Ringparabel abgeben?	4
4. Was steht genau im Zentrum dieses Vortrags?	5
5. Terminologische Festsetzungen	6
6. Aufbau des Vortrags	7
B. Darstellung der kanonischen, agnostischen Deutung der Ringparabel	7
1. Die Frage des Sultans	7
2. Das Märchen. Der eigentliche Kern der Ringparabel	9
a) Ausgangspunkt	9
b) Neues Element : Unterbrechung der Tradition	10
c) Der Tod des Vaters und seine Folgen	12
d) Zwischenspiel	13
3. Die Gerichtsverhandlung und die Hypothese des Richters	13
4. Der Rat des Richters	15
a) Erster Teil des Rates	15
b) Der zweite Teil des Rates	15
5. Schlussbemerkungen	17
6. Bilanz und Zusammenfassung	18
a) Kanonische, agnostische Deutung	18
b) Atheistische Deutung	19
C. Kritik der kanonischen (und der atheistischen) Deutung	20
1. Immanente Kritik	20
a) These	20
b) Hauptschwierigkeit : Die Echtheit der Ringe	20
c) Zweite Schwierigkeit : Die Ununterscheidbarkeit der Ringe	21
d) Immanente Kritik der kanonischen Interpretation : Ein Ring ist echt	22
e) Immanente Kritik der atheistischen Deutung : Alle drei Ringe sind unecht	26
2. Externe Kritik	27
a) Kanonische Deutung	27
b) Atheistische Deutung	29
D. Schlussfolgerungen	29
Diskussion	35
Bibliographie	40

LESSINGS RINGPARABEL AUS ‚NATHAN DER WEISE‘

EIN BRAUCHBARES MODELL FÜR RELIGIONSFRIEDE UND TOLERANZ?

A. Vorbemerkungen

1. Wie kam ich zur Ringparabel?

Mein erster Kontakt mit diesem Text, der mich mein ganzes Leben lang begleiten sollte, kam im Frühjahr 1964 zustande, im deutschen Literaturunterricht an dem damaligen Cours Supérieur in Luxemburg. Unser Deutschlehrer führte uns eingehend in die Parabel ein und stellte sie uns als ein Modell von Toleranz vor. Sie hat mich seither nicht mehr los gelassen, auch wenn zeitgleich schon eine gewisse Distanz mit ins Spiel kam dadurch, dass ich in einer Tageszeitung einen kurzen, kritischen Exkurs über die Ringparabel las, der aus der Feder des luxemburgischen Philosophen Marcel Reding stammte.¹ Dieser Text wurde übrigens einige Jahre später, in sprachlich leicht abgewandelter Form, in Redings Buch ‚Politische Ethik‘ wiederabgedruckt.²

2. Wie kam Lessing zur Ringparabel?

Diese Geschichte ist wesentlich verwickelter, lässt sich aber in vereinfachter Fassung folgendermassen darstellen. Ab 1770 war Lessing Bibliothekar in Wolfenbüttel bei Braunschweig an der herzoglichen Bibliothek. Einer seiner Aufträge bestand darin, interessante alte Texte aus dieser Bibliothek zu veröffentlichen. Lessing tat das auch, ging aber nach einiger Zeit über diese Aufgabe hinaus : zwischen 1774 und 1778 publizierte er Texte, die zwar nicht aus der Bibliothek stammten, von ihm aber als solche dargestellt wurden. Darunter waren vor allem Fragmente

¹ Luxemburger Wort

² Marcel Reding Politische Ethik Eine Einführung Freiburg 1972 S. 170 - 171

zum Thema Religion eines befreundeten, aber schon verstorbenen Hamburger Professors, Hermann Samuel Reimarus (1694 - 1768). Lessing war nicht mit allen Ansichten des Reimarus einverstanden, fand es aber wichtig, sie der öffentlichen Diskussion zugänglich zu machen.

Diese Absicht wurde mehr als erreicht, artete sie doch aus in den sogenannten 'Fragmentenstreit', der besonders aus einer in mehreren Texten ausgetragenen Polemik bestand zwischen Lessing und dem Hamburger Pastor Johann Melchior Goeze (1717 - 1786). Der Herzog von Braunschweig untersagte schliesslich Lessing, noch weitere solche Texte zu veröffentlichen und sich zu religiösen Themen zu äussern.

Da erinnerte sich Lessing an ein Dramenprojekt, das er vor einigen Jahren erwogen hatte auf der Basis der 73. Geschichte aus Boccaccios Decamerone. Dessen Ringparabel veränderte er und wandelte sie zu seiner eigenen um. Nunmehr sollte, seinen eigenen Worten nach, das Theater seine Kanzel sein: "Ich muss versuchen, ob man mich auf meiner alten Kanzel, auf dem Theater wenigstens, noch ungestört will predigen lassen" (Brief vom 6. 9. 1778 an Elise Reimarus, die Tochter von Hermann Samuel Reimarus). Zu diesem Zweck versetzte er die Handlung in die Vergangenheit und in einen andern Erdteil: sie spielt zur Zeit des 3. Kreuzzuges in Jerusalem und konfrontiert die drei grossen Monotheismen miteinander in den Gestalten des jüdischen Kaufmanns Nathan, des islamischen Sultans Saladin und eines christlichen Tempelherrn.

3. Weshalb soll man sich heute noch mit 'Nathan der Weise' und der Ringparabel abgeben?

Sehen wir einmal ab davon, dass 'Nathan' nach anfänglich nur zögerlicher Aufnahme schliesslich eines der erfolgreichsten deutschen Stücke überhaupt wurde, wenn auch nicht ohne immer wieder polemischen Widerstand: ein Jude war die Hauptperson, und dazu noch ein positiver Charakter! Wen wundert's, dass 'Nathan' zwischen 1933 und 1945 in Deutschland nicht aufgeführt werden durfte und aus den Schulbüchern verschwand. Aber nach 1945 wurde das Stück sofort und immer wieder aufgeführt und wurde wieder zur Schullektüre. Davon zeugen die zahlreichen Schulausgaben und die Lektürehilfe, welche zum grossen Teil von ausgewiesenen Lessingspezialisten stammen.

Was aber für die bleibende Aktualität sorgt, ist nicht nur seine literarische Qualität, sondern auch die wechselhaften politischen und

kulturellen Umstände nicht nur in Europa sondern in der ganzen Welt. So berichtet Karl-Josef Kuschel³ über Inszenierungen des 'Nathan' in Addis-Abeba 1993/1994 (Wiederholung 1997/1998) mit muslimischen und christlichen Schauspielern, 1995 in Karachi mit pakistanischen Akteuren, 1997 in Los Angeles zur Feier des Geburtstags des Propheten Mohammed. Als Reaktion auf den 11. September 2001 wurde das Stück 2002 in New York aufgeführt. Kuschel zitiert hierzu einen bezeichnenden Satz aus der Besprechung des Theaterkritikers der New York Times: "Timelessness is a good thing in a play, but timeliness is better. The 18th-century drama 'Nathan the wise' wins on both accounts"⁴. Schliesslich kam es, immer noch Kuschel zufolge, im Jahre 2000 an einer integrierten Gesamtschule in Hannover zu einer memorablen Aufführung: eine dreisprachige Fassung wurde vorgeführt durch eine deutsche Schülergruppe sowie zwei Gruppen aus Israel, eine jüdische und eine palästinensische⁵.

Desgleichen nehmen auch in rezenter Zeit unterschiedliche Autoren immer wieder Bezug auf die Ringparabel, wenn auch mitunter auf kritische wenn nicht gar satirische Weise, aber immer in Zusammenhang mit Fragen zur heutigen Zeit; um nur einige zu nennen: Jörg Splett⁶, Peter Steinacker⁷, Peter Sloterdijk⁸, Henryk M. Broder⁹.

4. Was steht genau im Zentrum dieses Vortrags?

Es geht im Wesentlichen allein um die Ringparabel. Ich werde sie dementsprechend so weit wie möglich als Text für sich untersuchen, losgelöst aus und vom Kontext des Dramas. Mein Thema ist die Parabel, nicht 'Nathan'. Das schliesst nicht den einen oder anderen Rekurs auf den Dramentext aus, wenn es nötig ist zum Verständnis der Parabel.

Ich werde die Parabel aber auch, so weit wie möglich, unabhängig von Lessings Denken behandeln und so z. B. nicht auf die Frage eingehen,

³ Karl-Josef Kuschel 'Jud, Christ und Muselmann vereinigt? Lessings 'Nathan der Weise' Düsseldorf 2004 S. 23 - 29

⁴ Karl-Josef Kuschel *ibidem* S. 9

⁵ Karl-Josef Kuschel *ibidem* S. 22

⁶ Jörg Splett *Denken vor Gott Frankfurt am Main 1996* S. 86 - 95

⁷ Peter Steinacker *Absolutheitsanspruch und Toleranz Frankfurt am Main 2006* S. 59 - 66 und *passim*

⁸ Peter Sloterdijk *Gottes Eifer: Vom Kampf der drei Monotheismen Frankfurt am Main* S. 169 - 204

⁹ Henryk M. Broder *Kritik der reinen Toleranz Berlin 2009* S. 7 - 8

welches wohl Lessings eigene Interpretation der Parabel gewesen sein mag. Es geht um die Auffassung über Religion, Wahrheit und Toleranz, die in der Parabel enthalten ist, so wie der Text, und nur der Text allein, sie hergibt. Meine jahrelange Beschäftigung mit Lessing hat mich sowieso zu der Überzeugung geführt, dass es fast unmöglich ist, Lessings ureigenes Denken, wenn es denn ein solches als systematisches gibt, eindeutig zu fassen. Ich denke vielmehr, dass sein Agnostizismus (von dem wir später noch hören werden) Lessing dazu geführt hat, vorwiegend Diskussionen zu entfachen, bestehende Auffassungen und Meinungen, auch wohl seine eigenen, der Prüfung und Kritik auszusetzen, wobei Provokationen ihm nicht fremd waren, eher denn ein geschlossenes Denkgebäude vorzulegen. Selbst die „Erziehung des Menschengeschlechtes“, eines seiner letzten Werke, in dem weit kompetentere Kommentatoren als ich es bin, Lessings ultima et ipsissima verba sehen, wurde nicht unter seinem Namen veröffentlicht und endet mit einer Reihe nicht von Thesen sondern von Fragen.

Ich interpretiere demnach die Parabel als eigenständigen, für sich sprechenden Text, und sehe ab von der Frage, ob oder inwiefern er möglicherweise Lessings eigene Auffassung zum Ausdruck bringt. Dabei ist mein Anliegen ein eigentlich philosophisches und nicht philologisch-literaturwissenschaftliches.

5. Terminologische Festsetzungen

Um bestimmte Auffassungen zum Thema 'Wahrheit der Religionen' unterscheiden zu können, auch wenn sie sich ähnlich sind, führe ich aus praktischen Gründen einige Ausdrücke ein in einer eventuell von ihrer üblichen etwas abweichenden Bedeutung.

- Agnostizismus : Es gibt Wahrheit, aber sie ist den Menschen nicht oder nicht sicher erkennbar.
- Skeptizismus : Es ist nicht sicher, ob es überhaupt Wahrheit gibt, deshalb ist auch keine erkennbar.
- Nihilismus : Es ist sicher, dass es keine Wahrheit gibt. In religiösen Dingen hiesse diese Position Atheismus.
- Indifferentismus : Es ist egal, ob es Wahrheit gibt oder nicht.

6. Aufbau des Vortrags

Der Vortrag besteht aus drei Teilen.

- Im ersten Teil wird versucht, die übliche Interpretation der Ringparabel so klar wie möglich darzulegen. Ich nenne sie die 'klassische' oder 'kanonische' Deutung. Es sei im Vorhinein schon klargestellt, dass sie dem Agnostizismus entspricht. In einem Exkurs wird eine zeitgenössische Deutung vorgestellt, die eine Radikalisierung der kanonischen vollzieht und dem Atheismus gleichkommt. Bei Sloterdijk wird sie der Postmodernität zugerechnet¹⁰.
- Im zweiten Teil wird eine grundlegende Kritik an der kanonischen und der atheistischen Deutung vorgelegt.
- Der dritte Teil wird in Form einer Schlussfolgerung einen Denkweg aufzeigen, der hinweisen will auf einen plausibleren Toleranzbegriff als den kanonischen oder atheistischen.

B. Darstellung der kanonischen, agnostischen Deutung der Ringparabel

Ich werde den Text, in den die Parabel eingebettet ist, in 4 Teile einteilen. Jeder dieser Teile wird vorgestellt und kritisch kommentiert werden.

1. Die Frage des Sultans (1837 – 1910)¹¹

Die Ringparabel wird eingeleitet durch eine Anfrage des Sultans an Nathan, auf welche die Parabel auf den ersten Blick der Antwortversuch ist:

SULTAN

Was für ein Glaube, was für ein Gesetz
Hat dir am meisten eingeleuchtet? . . .

Von diesen drei
Religionen kann doch eine nur
Die wahre sein. - Ein Mann, wie du, bleibt da
Nicht stehen, wo der Zufall der Geburt
Ihn hingeworfen : oder wenn er bleibt,

¹⁰ P. Sloterdijk op. cit. S. 170

¹¹ Die Zahlen zwischen Klammern werden im Folgenden die Verse bezeichnen. Zitiert wird nach der Ausgabe im Reclam Verlag Stuttgart 2000

Bleibt er aus Einsicht, Gründen, Wahl des Bessern.
 Wohlan! so teile deine Einsicht mir
 Dann mit. Lass mich die Gründe hören, denen
 Ich selber nachzugröbeln, nicht die Zeit
 Gehabt. Lass mich die Wahl, die diese Gründe
 Bestimmt, - versteht sich, im Vertrauen -- wissen,
 Damit ich sie zu meiner mache. (1840 - 1854)

Die wichtigen Wörter hier sind: einleuchten, Einsicht, Gründe, Wahl des Bessern; wir befinden uns also auf der Ebene philosophisch-reflexiven Denkens. Es geht nicht um persönliche Vorliebe oder Geschmack, auch nicht um eine Frage der Tradition, sondern um Einsicht und Gründe. Und dennoch, dramaturgisch gesehen, wird hier eine Falle bzw. eine Fangfrage gestellt: der Sultan will guten Gewissens Geld haben von Nathan; er will eigentlich keine Antwort auf eine Sachfrage. Hinzu kommt, dass er sehen möchte, ob und gegebenenfalls wie Nathan sich herauszureden vermag; die Idee zu diesem Spiel wurde ihm von seiner Schwester Sitta zugeflüstert:

SITTA Die Schlinge liegt
 Ja nur dem geizigen, besorglichen,
 Furchtsamen Juden: nicht dem guten, nicht
 Dem weisen Manne. Dieser ist ja so
 Schon unser, ohne Schlinge. Das Vergnügen
 Zu hören, wie ein solcher Mann sich ausred't;
 Mit welcher dreisten Stärk' entweder, er
 Die Stricke kurz zerreiset; oder auch
 Mit welcher schlaun Vorsicht er die Netze
 Vorbei sich windet: dies Vergnügen hast
 Du obendrein. (1750 - 1761)

Nathan spürt die Falle und sitzt trotzdem schon darin: dem Muslim und Herrscher gegenüber kann er nicht sagen, das Judentum oder das Christentum sei die wahre Religion; er kann aber auch nicht sagen, der Islam sei es, denn dann müsste er erklären, weshalb er nicht schon längst zu dieser Religion übergetreten ist. Aber: in der Falle oder nicht, Nathan muss antworten. Da kommt ihm der rettende Gedanke: statt einer klaren Antwort wird er dem Sultan ein „Märchen“ (1890) vortragen.

Weshalb gerade ein Märchen?

- Wir sind im Orient, und der Sultan geht auch gerne auf den Vorschlag ein; seine Frage ist ja nicht ernst gemeint:

NATHAN: Doch, Sultan, eh ich mich dir ganz vertraue,
 Erlaubst du wohl, dir ein Geschichtchen zu
 Erzählen?

SALADIN: Warum das nicht? Ich bin stets
 Ein Freund gewesen von Geschichtchen, gut
 Erzählt. (1904 - 1908)

So kann Nathan hoffen, den Sultan eventuell wohlwollend zu stimmen.

- Ein anderer Grund noch: Nathan will Zeit gewinnen: („eh ich mich dir ganz vertraue“ 1904).

- Es gibt aber noch einen dritten Grund: „Nicht die Kinder bloss speist man mit Märchen ab“ (1889 - 1890; unterstrichen von H. H.). 'Abspeisen' könnte man mit den heutigen, 'abwimmeln' oder 'ablenken' wiedergeben; oder aber, positiver und wortwörtlicher gewandt: das Märchen wird dem Sultan zwar nicht **die** Speise bringen, die dieser sich erwartet, sondern die Speise, die Nathan für die richtige hält.

Hier ist schon klar, dass Nathan durch sein Märchen keine Antwort auf die vom Sultan gestellte Frage geben wird. Wie aber kann das ihn retten?

2. Das Märchen. Der eigentliche Kern der Ringparabel (1911 - 1964)

Ich möchte nur ein paar entscheidende Punkte der kanonischen Interpretation hervorheben.

a) Ausgangspunkt (1911 - 1928)

Zuerst gibt es nur **einen** Ring; das erinnert an die im 18. Jahrhundert häufig vertretene Hypothese einer Urreligion oder ‚natürlichen‘ Religion, wie Lessing sie nannte. Dieser Ring kam „aus lieber Hand“ (1913). Dies ist wie Lessing sie nannte. Dieser Ring kam „aus lieber Hand“ (1913). Dies ist schwierig zu deuten: ist die gebende Hand diejenige Gottes, oder ist Gott nicht eher verkörpert im Vater der drei Söhne, von dem etwas später die Rede geht? Letztlich aber ist es für das Verständnis der Parabel unwichtig. Der Stein des Ringes ist ein „Opal“ (1914); dieser Stein ist üblicherweise das Symbol für Gottes Gnade. Der Opal besitzt eine „geheime Kraft“ (1915), nämlich „vor Gott und den Menschen angenehm zu machen“ (1916). Interessant ist, dass diese Kraft eigentlich im Stein liegt, und nicht im

Ring. Aber, und vor allem : der Stein vollbringt dies nicht allein, sondern im Verein mit demjenigen „wer in dieser Zuversicht [d. h. Absicht] ihn trug“ (1917). Damit ist klar, dass es sich bei diesem Ring Opal nicht um Magie, also um eine automatische Wirkung handelt, dass nicht der Besitz allein genügt, um die Kraft zur Auswirkung zu bringen : dazu ist ein aktiver Beitrag des Trägers verlangt, es braucht eine Interaktion zwischen Ring und Besitzer. Schliesslich wird der Ring dem „geliebtesten“ (1922) Sohn übergeben, der „gehorsam“ (1931) war, also nicht dem ältesten (siehe „ohn Ansehn der Geburt“ 1926), allerdings auch nicht einer Tochter.

b) Neues Element : Unterbrechung der Tradition (1929 - 1957)

Mit diesen Versen beginnt eigentlich erst die Handlung : Ein Vater hat drei gleichgeliebte, „gehorsame“ (1931) Söhne. Aus „frommer Schwachheit“ (1939) verspricht er jedem den Ring. Aus dieser Patsche kann er sich nur ziehen, indem er zusätzlich zwei andere Ringe dergestalt machen lässt, dass die drei Ringe schlussendlich ununterscheidbar sind : „selbst der Vater [kann] seinen Musterring nicht unterscheiden“ (1951 - 1952). Diese Ununterscheidbarkeit war vom Vater ausdrücklich so gewollt : die zwei neuen Ringe lässt er „jenem gleich, vollkommen gleich. . . machen“ (1948 - 1949); Nathan selbst behauptet etwas später, dass „der Vater [die Ringe] in der Absicht machen liess, damit sie nicht zu unterscheiden wären“ (1968 - 1969).

Wie ist dieser Passus zu verstehen? Klar ist, dass die drei Söhne bzw. die drei Ringe die drei sogenannten abrahamitischen, monotheistischen Religionen bezeichnen, die drei Offenbarungsreligionen. Hier ist zuerst zu bemerken, dass alle andern Religionen aus der Parabel ausgeschlossen sind; was auch immer der Sinn des Märchens ist, er gilt und bezieht sich nur auf die drei genannten Religionen.

Daneben fällt auf, dass die drei, oder genauer gesagt, dass zwei der drei Religionen erst nach einer ersten, einer Urreligion, entstanden sind, so wie die zwei neuen Ringe erst nach dem Musterring. Die Frage stellt sich also, welcher der drei Monotheismen durch den ursprünglichen Ring bezeichnet wird. Ist es das Judentum? Nicht von ungefähr ist es ja ein Jude, der die Geschichte erzählt; und historisch gesehen haben sich Christentum und Islam nicht nur nach, sondern zum Teil auch aus dem Judentum heraus entwickelt. Wichtiger, als diese Frage zu entscheiden, ist aber festzustellen, dass es sich bei diesen drei Religionen um **geschichtliche**

Religionen handelt; und wenn es einen Gedanken gibt, der mit Sicherheit Lessings Grundthema war, dann ist es der der Historizität der Gesellschaft, des Menschen, der Kultur, und somit auch der Religion.

Was aber hat es mit der Ununterscheidbarkeit auf sich?

- Zuerst bedeutet sie, dass die sichtbaren Unterschiede notwendigerweise oberflächlich und irrelevant sind, obschon dieser Umstand für die Allgemeinheit nur schwer einsichtig ist. So hören wir von Saladin : „Ich dünke Dass die Religionen, die ich dir Genannt, doch wohl zu unterscheiden wären. Bis auf die Kleidung; bis auf Speis und Trank!“ (1970 - 1973) (Siehe auch schon der Tempelherr 1272 - 1278)

- Die Ununterscheidbarkeit besagt, dass im Wesentlichen, in ihrem Kern alle drei Religionen gleich sind. Dies erinnert an den berühmten Satz des Nikolaus von Kues (1401 - 1464) aus seinem Dialog „De Pace Fidei“ (1453), den Lessing auf seinem Schreibtisch liegen hatte, als er den Nathan schrieb : „Una religio in rituum varietate“.
- Wenn es trotz dieser Gleichheit und Gleichwertigkeit Streit gibt zwischen den Religionen, dann kann es nur um unerhebliche Kleinigkeiten gehen. Es ist umso wichtiger, die Menschen über diesen Umstand aufzuklären.
- Weil die Religionen ununterscheidbar und gleich sind, gibt es keinen Grund mehr, von einer zur andern zu wechseln : Konversion und Mission erübrigen sich, wie dementsprechend auch Saladins, allerdings vorgetäuschte, Absicht gegenüber Nathan : „damit ich sie zu meiner mache“ (1854).
- Einmal angenommen, es gäbe unter den drei Religionen dennoch eine, welche die wahre wäre, erinnern wir uns daran, dass einer der drei Ringe der echte ist, so liesse sie sich der Ununterscheidbarkeit wegen von den Menschen nicht identifizieren. Gott selbst, angenommen, der Vater symbolisiert Gott, könnte die wahre nicht (mehr) unterscheiden; er wollte es ja vielleicht auch gar nicht, denn die Ununterscheidbarkeit wäre ja seine Absicht gewesen (siehe 1968 - 1969). Dies bedeutet nun nicht, dass Lessing Skeptiker war, denn, wie gesagt, ein Ring ist echt, auch wenn er als solcher nicht erkannt werden kann. Lessing ist Agnostiker, wie auch aus einem seiner bekanntesten Texte zu schliessen ist : „Wenn Gott in seiner Rechten alle Wahrheit und in

seiner Linken den einzigen immer regen Trieb nach Wahrheit, obschon mit dem Zusatz, mich immer und ewig zu irren, verschlossen hielte und spräche zu mir: Wähle!, ich fiel ihm mit Demut in seine Linke und sagte: Vater, gib! Die reine Wahrheit ist ja doch nur für dich allein!“ (Eine Duplik 1778).¹²

- Schon jetzt ist klar: Saladin bekommt keine Antwort auf seine Frage (siehe 1964 – 1965), und das war ja von Nathan bewusst so eingefädelt (siehe 1888 – 1889), ob nun aus Taktik oder aus Überzeugung. Aus erkenntnistheoretischen Gründen lässt sich, wie eben gesehen die wahre Religion, wenn es denn eine gibt, nicht erweisen. Saladins Frage zeigt sich als eine Frage, die nicht bzw. nicht mehr gestellt werden soll. (Ich werde später noch einen andern Grund aufweisen, weshalb diese Frage nicht angebracht ist).

- Schliesslich sei noch auf einen Aspekt der Parabel hingewiesen, der bedenklich ist und mehrere Autoren dazu bewegte, sie als Ganzes abzulehnen, und zwar aus moralischen Gründen: der Vater betrügt seine Söhne. Zwar ist sein Beweggrund kein böser, sondern „fromme Schwachheit“ (1939); er bleibt dennoch moralisch bedenklich.¹³ Lüge und Täuschung sind nicht wegzunehmen und werfen einen Schatten auf die Parabel und ihren Sinngehalt, besonders wenn wir davon ausgehen, dass der Vater eigentlich Gott repräsentiert. So urteilt Günther Anders lapidar: „Seit Jahrzehnten zum ersten Male wieder Lessings ‚Ringfabel‘ gelesen. Sie ist einfach empörend“.¹⁴

c) Der Tod des Vaters und seine Folgen (1957 – 1964)

Die Folgen dieses Todes stellen ein neues Handlungselement dar: der Betrug kommt heraus, die Söhne streiten sich, jeder will der „Fürst des Hauses“ (1961 – 1962) sein. Aber wir wissen es bereits: der rechte Ring ist und bleibt unerweislich; aus der guten gemeinten, aber dennoch moralisch zweifelhaft durchgeführten Absicht des Vaters ergibt sich eine dramatische, verwerfliche Konsequenz: der Streit und Kampf zwischen den Religionen.

¹² G. E. Lessing *Gesammelte Werke in zwei Bänden Band 2* S. 771 Gütersloh o. D.

¹³ Später wird der Richter diesen Aspekt günstiger darstellen; er spricht von der „Tyrannei des Einen Rings“ (2035 – 2037) und fügt dem noch einen positiven Grund hinzu: der Vater hat „alle drei geliebt, und gleich geliebt“ (2038 – 2039).

¹⁴ Günther Anders *Ketzereien* München 1982 S. 255

Auf den ersten Blick zumindest scheint die Parabel uns damit sagen zu wollen: wäre es doch nur beim einen Ring, bei der Urreligion, geblieben! Die geschichtliche Entwicklung, die Pluralisierung der einen Religion zu dreien scheint eher als ein Niedergang denn als ein Fortschritt zu bewerten zu sein. Und das umso als mehr, als der Streit zeigt: die drei Brüder haben nicht dasselbe Ethos wie der Vater, ihnen liegen nicht Echtheit und Wahrheit am Herzen, sondern Macht, also das, was der Ring dem Besitzer bietet.

d) 'Zwischenspiel' (1964 – 1992)

Die Parabel ist mit diesem Streit jedoch noch nicht zu Ende; aber statt der Fortsetzung folgt nun, was ich ein Zwischenspiel nennen möchte, eine Art erste Reflexion der beiden Protagonisten, Nathans und des Sultans, auf die bisher erzählte Geschichte. Weil Nathan dabei aber erstaunlicherweise schon auf seine spätere Schlussfolgerung der gesamten Parabel vorgreift, erlaube ich mir, dieses Zwischenspiel an das Ende besagter Parabel zurückzusetzen, und sofort mit deren nächster Episode fortzufahren.

3. Die Gerichtsverhandlung und die Hypothese des Richters (1992 – 2028)

a) Die drei Söhne streiten sich, wie schon gesehen, und zeigen eine grosse Gewaltbereitschaft: „falsches Spiel“ (2005), „rächen“ (2007), denn da der Vater „nicht falsch gewesen sein“ (2001) kann, müssen zwei der Brüder es sein. Immerhin greifen sie nicht sofort zu physischer Gewalt und ziehen vor Gericht. Aber dieser Schritt ist vorerst vergeblich, denn der Richter kann natürlich auch den echten Ring nicht unterscheiden, er wird schnell ungehalten, fühlt sich nicht berufen, „Rätsel“ (2012) zu lösen und ist drauf und dran, die Brüder fortzuschicken.

Der Vater hat mit seinem Täuschungsmanöver zwar sein Entscheidungsproblem gelöst, damit aber seine Söhne in eine scheinbare Sackgasse manövriert: er hat sie und den Richter vor eine Entscheidungsunmöglichkeit gestellt. Was tun? Wenn der echte Ring nicht erweislich ist, dann heisst das, auch keine Religion kann sich als die wahre herausstellen.

b) Doch dann kommt es plötzlich zu einer Peripetie: der Richter besinnt sich auf einen Aspekt des Ringes, der eine Entscheidungsmethode anbietet: die „Wunderkraft“ des Ringes „beliebt zu machen; vor Gott und den

Menschen angenehm“ (2016 – 2017). Nur der echte Ring kann diese Kraft besitzen. Der Richter greift also auf den Kern des echten Ringes zurück. Bisher stand die Ununterscheidbarkeit der Ringe im Vordergrund; das aber ist eigentlich etwas Äusserliches und Oberflächliches. Die innere, als solche unsichtbare Kraft dagegen zeigt sich nach aussen im Verhalten seines Besitzers. Von da her erklärt sich die Frage des Richters an die drei Brüder: „Wen lieben zwei von euch am meisten?“ (2019 – 2020, d. h. wenn einer den echten Ring besitzt, ist er für die zwei andern der ‚beliebteste und angenehmste‘.

Anscheinend aber gibt es keinen solchen unter ihnen, denn alle drei streiten miteinander, keiner ist der Geliebteste. So kommt der Richter zu einer dreifachen Schlussfolgerung:

- „Jeder liebt sich selber nur am meisten“ (2022 – 2023)
- Keiner also hat den echten Ring: „Eure Ringe sind alle drei nicht echt“ (2024 – 2025)
- Woher kommt das? Der Richter formuliert eine erste Hypothese (eine zweite folgt etwas später): „Der echte Ring Vermutlich ging verloren. Den Verlust Zu bergen [= verbergen], zu ersetzen, liess der Vater Die drei für einen machen“ (2025 – 2028).

Die drei Söhne sind „Betrogene“ (2024), und damit wird zum zweiten mal der Vater als ein Betrüger dahingestellt. Die Söhne sind aber auch selbst „Betrüger“ (2024), insofern ihr Verhalten nicht der Kraft und dem Sinn des Rings entspricht, sondern sie Lügen straft; für sie ist der Ring ein Machtinstrument, ein Anlass zu Gewalt. Keine der drei Religionen ist so weit gesehen die wahre; die Wahrheitsfrage, die ja die ursprüngliche Frage des Sultans war, ist damit zwar beantwortet, aber negativ.

Wenn die Parabel hier aufhörte, dann wäre sie rein religionskritisch und sogar atheistisch, und entspräche in etwa der These aus dem berühmten anonymen „Traktat über die drei Betrüger“¹⁵, demzufolge alle drei Religionen falsch sind, aber nicht nur das: sie sind zudem schädlich, weil gewalttätig, und müssen deshalb beseitigt werden.

¹⁵ Traktat der drei Betrüger Hamburg 1992 und Georges Minois *Le Traité des Trois Imposteurs. Histoire d'un livre blasphématoire qui n'existait pas* Paris 2009

4. Der Rat des Richters (2029 – 2060)

Es kommt zu einer neuen Peripetie, der Richter hat wiederum einen Einfall: er übernimmt nicht die religionsfeindliche These, d. h. er gibt keinen **Spruch**, sondern (nur) einen **Rat** (2030).

a) Erster Teil des Rates (2029 – 2040)

Der Richter rät den Brüdern: „Nehmt die Sache völlig wie sie liegt“ (2031 – 2032), d. h. sie sollen nicht den ursprünglichen Ausgangspunkt beibehalten, nämlich: es gibt einen echten Ring und zwei falsche, sondern einen neuen Ausgangspunkt nehmen, d. h. den anscheinend realen:

„Hat von

Euch jeder seinen Ring von seinem Vater:

So glaube jeder sicher seinen Ring

Den echten“ (2032 – 2034)

Wenn jeder seinen Ring von seinem Vater hat, was ja in der Tat stimmt, dann kann jeder in der Tradition bleiben, denn „gewiss dass er euch alle drei geliebt, und gleich geliebt“ (2037 – 2039), er wollte keinen „drücken“ (2039), d. h. benachteiligen. Dieser Rat erlaubt es zudem, das Urteil über den Vater zu revidieren: er steht nicht mehr als Betrüger da, und zwar aus zwei Gründen. Wenn es zwar eine Täuschung gab, so war sie nicht böswillig sondern geschah aus Liebe. Und vor allem kann der Vater eine Art theologische Absicht gehabt haben:

„Möglich, dass der Vater nun

Die Tyrannei des Einen Rings nicht länger

In seinem Hause dulden wollen“ (2035 – 2037).

Wir haben hier die zweite Hypothese des Richters vorliegen, weshalb die drei Ringe nicht echt sind: der echte ging wohl nicht verloren, das war die erste Hypothese, sondern er wurde beseitigt wegen seiner ‚Tyrannei‘. Die Pluralität der Religionen ist demnach, gegenüber der einen Urreligion, kein Niedergang, sondern sie ist gottgewollt und deshalb positiv zu bewerten.

b) Der zweite Teil des Richterrates (2040 – 2060)

α. In dem ersten Teil seines Rates kam der Richter zur Abweisung der theoretischen, erkenntnistheoretischen Frage nach der Wahrheit der Religion; es gibt in dieser Beziehung kein Wissen, eventuell sogar keine Wahrheit. In Sachen Religion ist jedenfalls die Wahrheitsfrage fehl am Platz, und Gewalt ist somit gegenstandslos.

In seinem zweiten Teil geht der Richter über zum praktischen Aspekt der Frage, er gibt, als Folge des theoretischen einen praktischen Rat: er schlägt einen Wettbewerb vor: „es strebe von euch jeder um die Wette“ (2043). Worum es dabei für jeden geht, ist „die Kraft des Steines in seinem Ring an Tag zu legen“ (2044 – 2045). Aber es ist nicht eigentlich die Kraft des Steines, welche dabei die Priorität hat, sondern umgekehrt: jeder „komme dieser Kraft, . . . zur Hülfe“ (2045 – 2048). Nicht mehr der Stein also kommt dem Menschen zur Hilfe, sondern es ist der Mensch, der dem Stein hilft.

Damit kommt es zu einem doppelten Übergang: Der Richter weist hin auf den Übergang von der transzendenten Kraft des Ringes zur immanenten Kraft des Menschen. Und er geht über von der theoretischen Frage nach der Wahrheit der Religion zur praktischen Frage nach dem tatsächlichen Verhalten des religiösen Menschen: die Wahrheit einer Religion liegt nicht sozusagen seit je her vor und braucht nur noch durch die theoretische Vernunft aufgedeckt und erfasst zu werden, sondern eine Religion bewahrheitet sich in und durch die Praxis ihrer Anhänger. Ausser diesem praktischen gibt es kein Wahrheitskriterium für die Religion.

β. Welche Praxis aber kann verlässliches Kriterium sein? Auch hierzu enthält der Richterrat die nötigen Angaben: „Sanftmut“, „herzliche Verträglichkeit“, „Wohltun“, „innigste Ergebenheit in Gott“ (2045 – 2047), das sind hier die Stichworte.

Zu diesem Primat der Praxis seine zwei Bemerkungen erlaubt: In einem frühen Text, den „Gedanken über seien die Herrenhuter“ aus dem Jahre 1750, betonte Lessing schon diesen Primat: „Der Mensch ward zum Tun und nicht zum Vernünfteln erschaffen“¹⁶. Der Ausdruck „Ergebenheit in Gott“ (2047) ist in Wahrheit nichts anderes als die Übersetzung des Wortes 'Islam', und er kommt bezeichnenderweise noch zweimal im 'Nathan' vor (siehe 1590 und 3034).

γ. Nun stellt sich aber die Frage, ob dieser praktische Wettbewerb nicht seinerseits zu einem Konkurrenzkampf wird und so zu Gewalt führt? Dem ist der Parabel zufolge jedoch nicht so, denn er ist nicht (mehr) auf theoretisch-dogmatischem Wissen um die Wahrheit der Religion gegründet. die theoretische Wahrheitsfrage ist ausgeschaltet. Ausserdem präzisiert der Richter, dass es hier um ein Handeln geht im Sinne einer „von Vorurteilen freien Liebe“ (2042).

¹⁶ Lessing *Gesammelte Werke* Band 2 S. 741

δ. Allerdings gibt es, trotz der Hypothese, alle Ringe seien falsch, ein Endresultat in diesem Wettbewerb: es wird einen Gewinner geben (siehe 2050 – 2052). Wie ist das zu verstehen? Erinnern wir uns: Lessing ist kein Skeptiker, sondern ein Agnostiker. Auf der theoretischen Ebene ist für den Menschen keine Wahrheit erfassbar, es ist also für ihn als seien alle Ringe unecht. Auf der praktischen Ebene dagegen darf jeder seinen Ring als den wahren ansehen und muss dementsprechend handeln, aber nur insofern diese Gewissheit eben praktischen Auswirkungen hat: Liebe, Ergebenheit in Gott usw. So bleibt die Möglichkeit bestehen, dass es objektiv gesehen einen echten Ring gibt.

Das Resultat des Wettbewerbs wird sich aber erst am Ende der Zeiten ergeben, sozusagen beim Letzten Gericht. Damit wird vermieden, dass jetzt schon eine Religion sich als die wahre dahinstellt, mit allen gewalttätigen Folgen die das mitsichbringt. Auch wird der Gewinner nicht von Menschen deklariert, sondern wiederum von einem Richter, von einem „weiseren“ (2055) Mann, der wohl Gott darstellt, welcher dann wieder die Ringe zu unterscheiden vermag. Er wird dann „sprechen“ (2053) und nicht nur einen Rat geben. Wonach wird er urteilen? Es wird in der Parabel nicht ausdrücklich gesagt. Auch wenn dieser Richter natürlich Einsicht hat in die Wahrheit der Religion, wird er wohl dazu noch nach den Kriterien des religiös angemessenen Handelns (siehe 2045 – 2047) urteilen. [Nebenbei gefragt: wer ist wohl der „bescheidne Richter“ (2054), dem wir diesen guten Rat verdanken? Könnte es nicht Lessing selbst sein?].

5. Schlussbemerkungen

a) Wir sind am Ende der Parabel angelangt: sie gibt Antwort, aber erst nachdem sie die Frage Saladins abgewehrt hat und den Wahrheitsbegriff in Bezug auf die Religion geändert hat; sie antwortet insofern auf eine andere Frage: wie sollen gläubige Anhänger ihrer Religion sich gegenüber Gläubigen anderer Religionen verhalten? Die Antwort der Parabel auf diese Frage ist keine abschliessende, verschliessende Antwort: sie eröffnet einen neuen Horizont, der erst nach „tausend, tausend Jahren“ (2050) erreicht sein wird; erst dann wird die Parabel sozusagen ihren endgültigen Schluss erhalten.

b) Unterdessen aber ergibt sich aus der Parabel noch ein zukunftsweisendes, aber jetzt schon reales bzw. realisierbares Ziel, das im Sinne des richterlichen Rates ist: nämlich Freundschaft (siehe 2060). Sie ist ein durchgehendes Thema des Stückes, wie übrigens des Lebens von

Lessing (siehe z. B. den Freundschaftsschluss auch zwischen Nathan und dem Tempelherrn 1305 – 1319). Freundschaft ist sozusagen die Lessingsche Form der Toleranz; unter letzterer versteht er nicht Indifferenz, Koexistenz, Duldung oder gar Herablassung, sondern Respekt, Anerkennung und Wertschätzung, ganz im Sinne des berühmten Wortes von Goethe: "Toleranz sollte eigentlich nur eine vorübergehende Gesinnung sein; sie muss zur Anerkennung führen. Dulden heisst beleidigen"¹⁷.

c) Im 'Nathan' finden wir eine doppelte Begründung der Toleranz: Im Falle der Freundschaft zwischen Nathan und dem vorhin genannten Tempelherrn wird die Toleranz auf die Tatsache des gemeinsamen Menschseins gegründet:

NATHAN: „Kommt,

Wir müssen, müssen Freunde sein". Verachtet

Mein Volk so sehr Ihr wollt. Wir haben beide

Uns unser Volk nicht auserlesen. Sind

Wir unser Volk? Was heisst denn Volk?

Sind Christ und Jude eher Christ und Jude

Als Mensch?" (1305 – 1313)

In der Parabel gibt es ein zusätzliches Argument: Man braucht nicht seine Religion zu verleugnen oder wegzureduzieren; auch als Angehörige verschiedener Religionen kann man Freunde sein, denn, wie wir gesehen haben, ein friedlicher Wettbewerb ist möglich.

6. Bilanz und Zusammenfassung

a) Kanonische, agnostische Deutung

Die kanonische Deutung setzt sich aus einer Reihe von Thesen zusammen:

1. Ausgangspunkt ist die Wahrheitsfrage in Bezug auf die Religionen, genau genommen die drei Monotheismen.
2. Es gibt eine wahre Religion, denn ein Ring ist und bleibt echt. Der wahre Richter wird dies am Ende der Zeiten klarstellen.
3. Für die Menschen aber ist diese eine wahre Religion nicht erkennbar, denn die Ringe sind ununterscheidbar (Agnostizismus).
4. Dieser Agnostizismus ist allein schon Grund genug für Toleranz.
5. Die Unerkennbarkeit der wahren Religion ist nicht entscheidend und kein grosser Fehler, denn worauf es in der Religion ankommt, das sind

¹⁷ J. W. Von Goethe Werke Hamburger Ausgabe München 1982 Band 12 N° 151 S. 385

nicht Theorie und Wissen, sondern die Praxis, die eher denn eine religiös-kultische vielmehr eine ethische Praxis ist und zur Humanisierung der Menschen beitragen soll. Deshalb ergeht der eigentliche Richterspruch erst am Ende der Zeiten; er ist vorher nicht möglich und auch nicht nötig.

6. Was soll der einzelne Gläubige also tun und wie soll er sich verhalten, angesichts der gottgewollten Pluralität der Religionen und ihrer Ununterscheidbarkeit? Die Antwort auf diese Frage gibt das von mir so genannte 'Zwischenspiel' (1974 – 1990):

a) Da die drei Offenbarungsreligionen geschichtliche Religionen sind, darf man für ihre Wahrheit keine Beweise erwarten oder sich einbilden; man kann sie nur glauben, d. h. Vertrauen haben: man kann sie nur „auf Treu und Glauben“ (1977 – 1978) annehmen.

b) Wem gegenüber aber soll man dieses Vertrauen haben?

„Nun wessen Treu und Glauben zieht man denn
Am wenigsten in Zweifel? Doch der Seinen?

Doch deren Blut wir sind? Doch deren, die
Von Kindheit an uns Proben ihrer Liebe

Gegben? Die uns nie getäuscht, als wo

Getäuscht zu werden uns heilsamer war? –

Wie kann ich meinen Vätern weniger

Als du den deinen glauben? Oder umgekehrt? –

Kann ich von dir verlangen, dass du deine

Vorfahren Lügen strafst, um meinen nicht

Zu widersprechen? Oder umgekehrt.

Das Nämliche gilt von den Christen". (1979 – 1990)

Denken wir auch an den Richter, der den drei Brüdern in Erinnerung rief, dass jeder seinen Ring von ihrem Vater erhielt (2032 – 2033).

c) Aus diesem Grund ist es auch gut und sinnvoll, bei seiner angestammten Religion zu bleiben, was auch dem Rat des Richters entspricht: "So glaube jeder sicher seinen Ring den echten" (2032 – 2035).

d) Auf der Basis einer solchen Praxis ist dann ein friedlicher Wettbewerb auf der Ebene des praktischen Verhaltens durchaus möglich.

b) Atheistische Deutung

Der kanonischen Deutung zufolge ist die Wahrheit einer Religion auf theoretischem Niveau nicht erweisbar. Es ist als ob jeder Ring unecht wäre und jede Religion falsch. Das hindert aber nicht daran, an seiner Religion festzuhalten auf Treu und Glauben auf der Basis des Primats der Praxis.

Die atheistische Version geht über diese Auffassung hinaus. Auch sie lässt sich in ein paar Thesen ausdrücken :

1. Alle Ringe sind **wirklich** falsch, keine Religion ist wahr.
2. Religionen sind darüberhinaus überflüssig und, ihrer Gewaltbereitschaft wegen, auch noch schädlich.
3. Der Wettbewerb kann und soll dennoch durchgeführt werden. Aber es ist nicht mehr ein Wettstreit zwischen Religionen und Gläubigen, sondern zwischen Menschen auf der Basis der Vernunft, d. h. dessen was in den Offenbarungsreligionen gemeinsam vorhanden war, aber von ihnen völlig losgelöst werden kann und soll.
4. Die wundersame Kraft, die im Wettbewerb unter Beweis gestellt werden soll, ist nicht im Ring, d. h. in der Religion vorhanden, sondern allein im mündig gewordenen Menschen.

C. Kritik der kanonischen (und der atheistischen) Deutung

Diese Kritik wird in zwei Etappen durchgeführt werden : Es handelt sich zuerst um eine immanente Kritik, die zeigen wird, dass allem Anschein zum Trotz diese Deutungen nicht durch den Text der Parabel gedeckt sind und mit ihm nicht übereinstimmen. Sodann kommt es zu einer externen Kritik, derzufolge diese Deutungen nicht fähig sind, das Ziel der Parabel, d. h. Religionsfrieden und Toleranz zu fördern geschweige denn zu erreichen.

1. Immanente Kritik

a) These

Die Parabel ist in sich selbst nicht stimmig, so dass die kanonische und die atheistische Deutung sich nicht aus ihr ergeben können.

b) Hauptschwierigkeit

Sie besteht in der Frage der Echtheit oder Unechtheit der Ringe. Zu ihr sind in der Parabel nämlich zwei Antworten vorfindlich :

- Ein Ring ist echt, und nur einer; also sind deren zwei unecht. Das plädiert für die kanonische Deutung. Diese Antwort steht am Ausgangspunkt der Parabel und ergibt sich auch aus deren Schluss : der weisere Richter gibt am Ende seinen Spruch, er entscheidet, welcher der Ringe der echte ist

- Aber im Zusammenhang mit dem Streit der drei Brüder und der Gerichtsverhandlung wird zweimal erwogen, alle drei Ringe seien unecht : der echte ging vermutlich verloren; es ist sogar möglich, dass er beseitigt wurde. Das plädiert für die atheistische Version. Beide Antworten aber sind unvereinbar miteinander.

Man könnte nun entgegnen : dass alle drei Ringe unecht sind, dass also der echte entweder verloren ging oder beseitigt wurde, sind doch nur Hypothesen. Schliesslich ist der Vater ein Betrüger und die drei Söhne streiten miteinander. Dazu kommt, dass die Echtheit sowieso unerkennbar ist.

Darauf lässt sich wiederum antworten : Auch dass ein Ring echt ist, ist für die Söhne und den Richter ebenfalls nur eine Hypothese, denn der Vater liebt seine drei Söhne gleicherweise und sie haben die Ringe von diesem liebenden Vater.

Also steht hier Hypothese gegen Hypothese, und keine der beiden ergibt sich eindeutig aus dem Wortlaut der Parabel.

c) Zweite Schwierigkeit : Die Ununterscheidbarkeit der Ringe

Diese Ununterscheidbarkeit der Ringe ist Lessings eigenständiger Beitrag zur Ringparabel : bei Boccaccio z. B. kann der Vater die Ringe **kaum** unterscheiden, bei Lessing aber gar nicht. Dieser Aspekt der Ringe bildet eine Schwierigkeit für beide Deutungen der Parabel.

α. Zuerst eine etwas nebensächliche Frage : Wer ist eigentlich der Vater bzw. wer sind diese Väter? Ist Gott gemeint? Wie schon angedeutet, ist Gott wohl eher derjenige, aus dessen „lieber Hand“ (1913) der erste, der echte Ring stammt. Wenn aber der oder die Väter Gott symbolisieren, dann ist die Ununterscheidbarkeit völlig unwahrscheinlich, umso mehr als der weisere Richter am Ende der Zeiten ja imstande ist, seinen Spruch zu erlassen.

β. Das eigentlich Problematische an der Ununterscheidbarkeit ist aber der Umstand, dass nicht klar ist, wie sie zu verstehen ist. Drei Deutungen sind möglich.

- Ontologische Deutung : Alle Religionen haben einen gemeinsamen Wesenskern. Ununterscheidbarkeit heisst soviel wie Gleichheit im Sinne von gleichem Gehalt. Die Unterschiede sind dann oberflächlich und

nicht des Streites wert. Die Frage ist allerdings dann, wie es letztendlich nur eine wahre und zwei falsche Religionen geben kann. Diese Deutung macht nur Sinn, wenn alle drei Religionen wahr sind. So ist auch Michael Guttman der Meinung, Toleranz könne nur echt sein, wenn alle drei Ringe echt sind¹⁸. Die Schwierigkeit dieser Deutung liegt darin, dass dabei die Toleranz ihren Sinn verliert, denn es bleibt nichts mehr zum Tolerieren übrig, es sei denn, man bezieht sich auf die verbleibenden, allerdings oberflächlichen, Unterschiede. Damit aber wäre das eigentliche Toleranzproblem verpasst.

- Axiologische Deutung : Ununterscheidbarkeit bedeutet Gleichwertigkeit, und wiederum wäre kein Grund mehr da zu streiten. Allerdings müsste man sich dann fragen, wieso es, der Parabel nach, dennoch eine wahre und zwei falsche Religionen gibt. Die axiologische Deutung ist nur sinnvoll, wenn entweder alle drei Ringe echt sind, oder alle drei unecht. Das aber entspricht nicht dem Ausgangspunkt und nicht dem Schluss der Parabel.
- Epistemologische Deutung : Die Ringe sind weder gleich an Gehalt noch an Wert, sondern wirken, bei richtigem Gebrauch, auf gleiche Weise, weil sie wegen dem Unvermögen und der Begrenztheit der menschlichen Vernunft nicht in ihrer Eigenart erkennbar sind. Die Ununterscheidbarkeit der Ringe überträgt sich sozusagen auf die Söhne, die in ihrer Erkenntnisfähigkeit ununterscheidbar d. h. gleichermaßen begrenzt sind. Und deshalb ist ein Streit vermeidbar. Diese Auffassung scheint auf den ersten Blick haltbar.

So bleibt vorerst nur die epistemologische Interpretation der Ununterscheidbarkeit, also der Agnostizismus, als mit der Parabel vereinbare Deutung übrig. Es wird aber noch darauf zurückzukommen sein. Ich möchte jetzt, nach diesen beide Grunddeutungen gemeinsam betreffenden Schwierigkeiten, näher auf ebendiese Interpretationen eingehen.

d) Immanente Kritik der kanonischen Interpretation :
Ein Ring ist echt.

a. Die eben genannte epistemologische Deutung der Ununterscheidbarkeit scheint ihren Ort und ihre Berechtigung in der kanonischen Interpretation zu haben : Es gibt einen echten Ring und also

¹⁸ Zitiert in : Friedrich Niewöhner *Veritas sive Varietas. Lessings Toleranzparabel und das Buch Von den drei Betrügern* Heidelberg 1988 S. 99

eine wahre Religion, nur ist sie eben für die Menschen unerkennbar. Es stellt sich aber dann sofort die böse Frage : gilt dieser Agnostizismus nur für die Religion oder nicht doch auch allgemein für die Wahrheit als solche? Woher aber weiss man dann, dass ein Ring echt ist, d. h. dass es überhaupt Wahrheit gibt und im besonderen eine wahre Religion? Wir stossen hier auf die Achillesferse eines jeden Agnostizismus bzw. auf den pragmatischen Widerspruch innerhalb des Agnostizismus : er behauptet, es sei wahr, dass es Wahrheit gibt (und in unserm Fall eine wahre Religion), und zugleich es sei wahr, dass man diese Wahrheit als Mensch nicht erkennen kann.

Man könnte vielleicht einwenden, dass die Söhne ihren Ring von ihrem liebenden Vater haben : Ihr Grund, und ihr einziger Grund, anzunehmen, es gäbe eine wahre Religion, ist die Aussage und Gabe des Vaters, der sie liebt (siehe „auf Treu und Glauben“ 1976 – 1990). Allerdings macht die Parabel selbst dieses Gegenargument zunichte : der Vater ist ein Betrüger, er hat zwei Imitate anfertigen lassen, und er ist ein Lügner, denn er übergibt jedem seiner Söhne einen Ring als sei er allein der echte. Der nachfolgende Streit der Söhne macht ihnen diese Betrügerei und Lüge bewusst, und auch der Richter befindet : „ihr alle drei [seid] Betrogene“ (2023 – 2024). Für Treu und Glauben bleibt dann kaum noch Platz.

β. Wie steht es um die Toleranz in der kanonischen Interpretation? Wenn keine Religion sich als die eindeutig wahre erweist (auch durch den Wettbewerb wird das ja erst am Ende der Zeiten klargestellt), aber trotzdem jeder seine eigene für die wahre halten soll, wie der Richter vorschlägt, dann steht die Toleranz auf schwachen Füßen :

- Welchen Grund kann wohl jeder der drei Brüder haben, die andern zu achten, da deren Religion von ihm aus gesehen ja notwendig falsch ist?
- Wenn die Wahrheit der Religion sich nur durch eine bestimmte Praxis erweisen kann, besteht dann nicht die Versuchung, zumindest vor dem Ende aller Zeiten, entweder zu simulieren, oder die zwei andern zu übervorteilen z. B. indem er sie in ihrem Handeln hemmt oder austrickt?
- Sowieso bleibt bestehen, dass es in der Parabel nur um die drei monotheistischen Religionen geht, alle andern bleiben aussen vor und sind ipso facto falsch, wie auch die nichtreligiösen Glaubenssysteme. Ihnen kann also von vornherein keine Toleranz gelten.

γ. Es stellt sich zudem ein Motivationsproblem : jeder hat nur eine Chance zu drei, dass die eigene Religion die wahre ist. Dies scheint mir nicht besonders motivierend im Hinblick auf den Wettbewerb zu sein.

umso weniger als die Parabel uns lehrt, dass der Mensch die Kraft des Ringes braucht. Hier bliebe als Ausweg bestenfalls die Pascalsche Wette.

δ. Kommen wir zur Richterepisode. Zwar muss weiterhin angenommen werden, es gäbe einen echten Ring, der aber für die drei Brüder nicht identifizierbar ist. Es ist für sie also so als wären alle drei unecht. Sie können sich auch nicht auf ihren Vater berufen: es gibt drei ununterscheidbare Ringe, ihr Vater hat sie betrogen und belogen. Was ist da zu tun? Wir haben gesehen, dass der Richter einen Ausweg bietet in Form eines praktischen Wahrheitskriteriums oder zumindest einer Handlungsanweisung:

- sie sollen so tun, als sei der eigene Ring der echte, und daran sollen sie glauben,
- sie sollen der Kraft des Ringes gemäss leben,
- sie sollen einen friedlichen Wettbewerb mit den andern Brüdern veranstalten.

Die Wahrheit des echten Ringes wird sich am Ende der Zeiten herausstellen durch die an den Tag gelegten guten Handlungen und Tugenden.

Wiederum aber gibt die Parabel, genau gelesen, diese Deutung nicht her. Da ist zuerst und vor allem das Problem der geheimen Kraft des Ringes:

- Sie ist das einzige einigermaßen Religiöse in der ganzen Parabel, und das was Religionen in wahre und falsche zu unterscheiden vermag. Wenn nun aber zwei Ringe unecht sind und also keine solche Kraft haben, dann fragt sich, wieso es „tausend, tausend Jahre“ (2050) dauert bis sich der Unterschied zwischen echt und unecht zeigt. Und wozu braucht es dann am Schluss noch den „weiseren“ (2052) Richter? In wohl relativ kurzer Zeit wird sichtbar werden und feststehen, wessen Ring der echte ist; und wenn nicht, dann kann das nur heissen, die unechten Ringe wirken wie der echte. In dem Falle aber ist die Echtheit des echten Ringes überflüssig so wie überhaupt der Aspekt 'Wahrheit' der Religion.

Die Wahrheit der wahren Religion ist also feststellbar und damit ist der Agnostizismus überwunden. Aber dann steht auch wieder wahr gegen falsch, und um die Toleranz ist es schlecht bestellt.

- Wenn die Brüder das tun, was der Richter ihnen rät, nämlich jeder „komme seinem Ring zu Hülfe“ (2045 – 2048), dann heisst das, dass entweder keine Kraft im Ring ist, was zur atheistischen Deutung führt, d. h. alle Ringe sind unecht, oder aber dass er eine so schwache Kraft hat, dass sie nicht der Rede wert ist. Man kann dann allerdings die Handlungsergebnisse nicht

mehr dem Ring zurechnen, sondern einzig und allein dem Menschen und seinem „Streben“ (2043). Sowieso ist die empfohlene Praxis fast völlig vom Gehalt der drei Religionen unabhängig, und damit wird die Wahrheitsfrage unwichtig wenn nicht gar überflüssig, so überflüssig wie die Religion selbst.

- Wenn es nicht mehr auf die Religion ankommt, dann hängt alles von der Menschlichkeit des Menschen ab. Das aber entspricht nicht der kanonischen Deutung und es fordert einen skeptischen Kommentar heraus, wie man ihn bei Monika Fick in ihrem 'Lessing Handbuch' findet: "Ohne Vertrauen in die Menschlichkeit des Menschen ist die Toleranzforderung nicht denkbar. . . Die Frage stellt sich, ob das Stück nicht blind ist für die Abgründe der menschlichen Seele"¹⁹. Die Autorin denkt dabei wohl an die furchtbaren Ereignisse im 20. Jahrhundert. Ich würde ihre Aussage dennoch etwas abschwächen: nicht das Stück ist blind für diese Abgründe, man denke nur z. B. an die Passage im 4. Akt 7. Auftritt über den Pogrom, bei dem Nathan seine ganze Familie verloren hat (3037 – 3077), aber die Ringparabel ist dafür blind.
- Es bleiben noch einige weniger gravierende Schwierigkeiten der kanonischen Deutung zu besprechen:
- Drei gleiche, ununterscheidbare Ringe sollen drei verschiedene Religionen darstellen. Ist das aber nicht ein Widerspruch? Auf den ersten Blick: nein. Denn für die Parabel sind sie ja im Grunde d. h. in ihrem Wesen gleich und nur oberflächlich verschieden.
- Wenn dem aber so ist, weshalb führt die Parabel die drei Söhne nicht sofort zu dieser Erkenntnis, sondern hält die Konkurrenz aufrecht bis ans Ende aller Tage? Lessing könnte trotzdem an seiner praxisorientierten Religionsauffassung festhalten.
- Die Parabel verstösst jedoch von Anfang an gegen diese 'Spielregel': die drei Ringe können nicht in ihrem Wesenskern gleich sein, weil nur einer echt und wahr ist.
- Wonach richtet sich der letzte Richter bei seiner Entscheidung?
- Weiss er, welcher der echte Ring ist? (Das hiesse, er stellt Gott dar). Lessing schweigt sich darüber aus.
- Oder urteilt er nach dem tatsächlichen Ausgang des praktischen Wettbewerbs? Hier fragt sich nun aber, ob dieser Ausgang wirklich sicheren Aufschluss gibt über die Echtheit oder Unechtheit eines der Ringe? Was ist z. B. wenn nicht einer nur der Brüder gut und tugendhaft ist, die andern aber abgrundtief schlecht, wenn sich also eine abgestufte

¹⁹ Monika Fick *Lessing - Handbuch. Leben - Werk - Wirkung*. Stuttgart - Weimar 2004 S. 416

Tugendhaftigkeit zeigt : wie steht es dann mit der absoluten Echtheit des einen Ringes und der absoluten Unechtheit der zwei andern? Aber : gibt es abgestufte Wahrheit? Weshalb eigentlich nicht? Nur, das stimmt nicht mit der Parabel und ihrer kanonischen Deutung überein.

- Was ist, wenn einer oder zwei der Brüder den Rat des Richters nicht annehmen und ihn nicht befolgen, oder es nicht fertigbringen? Der Richter fordert im Grunde eine fideistische Einstellung :
- Jeder solle seine Religion für die wahre halten und leben, ohne dafür auch nur den mindesten Grund zu haben, insbesondere gilt das angesichts der Ununterscheidbarkeit der Ringe.
- Der Agnostizismus überhaupt führt zu blindem Glauben, oder blindem Unglauben; beides aber ist der Toleranz nicht besonders förderlich.
- Der praktische Wettbewerb beruht selbst auf dem Fideismus, schon allein weil zwei Religionen falsch sind und deshalb keine geheime Kraft haben.

e) Immanente Kritik der atheistischen Deutung :
alle drei Ringe sind unecht

α. Wie kann jeder der drei Brüder, obschon alle Ringe unecht sind, trotzdem „sicher seinen Ring den echten“ (2034 – 2035) glauben? Woher können sie die Motivation dazu nehmen? Ist das Zustandekommen des Wettbewerbs unter diesen Umständen nicht eher unwahrscheinlich?

β. Wenn die drei Ringe unecht sind, sind sie auch alle unwirksam, keiner kann also seinem Träger helfen „vor Gott und den Menschen angenehm“ (1915 – 1916) zu werden, sondern, wie gesehen, das Verhältnis kehrt sich um : jeder „komme dieser Kraft. . . zu Hülfe“ (2045 – 2048). Der Ring wird damit überflüssig, und die Religion ebenfalls.

γ. . Der Richter lenkt den Blick von der Kraft des Rings auf die Kraft seines Trägers. Damit ändert die Religion, wenn sie denn weiterbesteht, ihr Wesen : sie wird abhängig von der Gesinnung des Menschen, statt dessen Gesinnung zu beeinflussen. Damit gibt es eigentlich kein Toleranzproblem mehr zwischen den Religionen; der Religionsfrieden ist allerdings erkauft zum Preis des Wahrheitsverlustes der Religionen.

Trotzdem entsteht ein doppeltes Toleranz- und Friedensproblem, denn 1. kommt es trotzdem nicht zu einem wahren Religionsfrieden : solange nämlich die Religionen bestehen, d. h. solange es Menschen gibt, die ihre Religion dennoch für wahr halten, greift das atheistische Argument nicht und die atheistische Deutung der Parabel führt auf keinen Fall zu Toleranz und Religionsfrieden. Die atheistische Deutung, wenn sie den

angenommen wird, führt 2. in Wirklichkeit zur Abschaffung der Religion, zum Atheismus. Aber : sind Atheismus bzw. Religionslosigkeit ihrerseits von sich aus tolerant? Auch hier hat uns das 20. Jahrhundert eher das Gegenteil gelehrt.

δ. Wenn kein Ring echt ist, worin besteht dann der Spruch des letzten Richters? Dieser soll ja zum Ausdruck bringen, welcher der Ringe der echte ist. Und wenn es einen Sieger des Wettbewerbs gibt, dann wurde er es ohne das Zutun seines Ringes : worin hat er aber dann gesiegt? Die Antwort kann nur lauten : in Menschlichkeit, nicht aber in Religiosität. Die ganze Parabel wird aber damit sinnlos, denn ob echt oder unecht, die Ringe spielen keine Rolle mehr.

2. Externe Kritik

Auch wenn beide Deutungen nicht mit der Parabel übereinstimmen, kann man dennoch die Frage stellen, ob sie nicht doch, unabhängig von der Parabel, Toleranz und Religionsfrieden herbeiführen oder fördern können.

a) Kanonische Deutung

Meine These : Die kanonische Deutung fördert weder Toleranz noch Religionsfrieden, und zwar aus mehreren Gründen :

- Wir haben schon gesehen, dass der Agnostizismus eine sehr instabile Position ist, die nicht widerspruchsfrei aufrechtzuerhalten ist.
- Wir haben ebenfalls schon gesehen, dass der Agnostizismus fideistisch ist, er gibt für seinen blinden Wahrheitsglauben keine Gründe oder Argumente her. Vernünftiger Glaube dagegen macht sich zwar nicht daran, Beweise für seine Inhalte aufzustellen, gibt aber rational nachvollziehbare Gründe an, die seine Position plausibilisieren können und Diskussion und Dialog ermöglichen; insofern ist er, wenn auch nicht von sich her immer schon tolerant, so doch toleranzfähig.
- Ein anderes inhaltliches Defizit der kanonischen Deutung hat zu tun mit einem ihrer zentralen Aspekte, nämlich dem Primat der Praxis in der Religion, oder, polemisch gesagt, der Reduzierung der Religion auf rein moralische Praxis, bei der Lehre und Kult völlig ausgespart sind. Wenn die kanonische Deutung so zu verstehen ist, dann geht es bei ihr nicht mehr um Religion, und sie hilft dementsprechend auch nicht zu Toleranz und Religionsfrieden, zumindest nicht solange Religionen sich nicht so verstehen wie die Ringparabel es vorsieht.

Was dagegen vonnöten wäre, ist eine Toleranzauffassung für überzeugt Gläubige, die auch Lehre und Kult für wesentlich halten. Ich kann Rainer Forst nur Recht geben, wenn er schreibt: "Die Komplexität der Frage religiöser Toleranz [hat] sich gezeigt. Einerseits ist deutlich, wie eng der Zusammenhang zwischen einem exklusiven Anspruch auf religiöse Wahrheit und der Nichtduldung der Irrtümer und 'Gotteslästerer' ist, andererseits aber auch, welch hohen Preis derjenige verlangt, der sich Toleranz nur so vorstellen kann, dass damit ein Aufgeben des religiösen Wahrheitsanspruchs verbunden ist. Man versteht die Geschichte der Toleranz falsch – und vielleicht auch den Begriff –, wenn man sie als Lernprozess hin zu diesem Ziel sehen will. Denn die Schwierigkeit der Toleranz, an der sich sehr viele Autoren abgearbeitet haben, besteht gerade darin, Toleranz zu begründen, *ohne* [vom Autor selbst so geschrieben] einen Verzicht auf ethische und religiöse Wahrheitsansprüche zu fördern"²⁰.

- Der Agnostizismus hält trotzdem ein Wahrheitskriterium bereit: die moralische Praxis, demzufolge die Wahrheit einer Religion sich an ihren Taten erweist. Dieses Kriterium wirft aber drei Schwierigkeiten auf:
- Es setzt die strikte Trennung und gegenseitige Unabhängigkeit von Lehre und Praxis voraus. Kann jedoch eine Praxis, die sich moralisch will und versteht, ohne ein Minimum an Reflexion und lehrhafter Anweisung bestehen? Um es mit den Worten von Dieter Henrich zu sagen: "Die Erkenntnis der Geltung eines Imperativs oder Wertes kann unterlaufen und ins Schwanken gebracht werden, wenn diese Erkenntnis nicht von einer Weltbeschreibung komplettiert werden kann, innerhalb deren verständlich wird, dass etwas unbedingte Geltung, und zwar für mich, haben kann. Diese Weltbeschreibung kann auch nicht einfach nur um der Norm willen angenommen werden. Sie muss schon für sich einleuchten können"²¹. Würde man entgegnen, die kanonische Deutung liefe ja auf eine säkulare moralische Praxis hinaus, würde man das religiöse Toleranzproblem jedoch damit nur verlagern, eben auf die Ebene einer säkularen Weltbeschreibung.
- Aus dieser Trennung von Praxis und Lehre ergibt sich ein Bewertungsproblem: von wo her lässt sich bestimmen, welche Tugenden, Verhaltensweisen, Handlungen im Sinne der 'wahren' Religion sind, und welche es nicht sind bzw. ihr entgegen stehen?
- Wir haben schon gesehen dass, wenn das Resultat des praktischen Wettbewerbs erst am Ende der Zeiten bekannt wird, ein Motivationsproblem entsteht. Wird das Resultat eher bekannt, kommt es zu einem Toleranzproblem.

²⁰ Rainer Forst *Toleranz im Konflikt* Frankfurt am Main 2003 S. 126 - 127
²¹ Dieter Henrich *Bewusstes Leben* Stuttgart 1999 S. 213

b) Atheistische Deutung

α. Wir haben schon gesehen dass, wenn diese Deutung zur Anwendung kommt, es eigentlich kein Problem der religiösen Toleranz mehr gibt, zumindest nicht zwischen den 'Gläubigen', die diese Ansicht teilen. Diese Deutung hält aber keine Lösung parat für den Fall der noch bestehenden Religionen bzw. für die Gläubigen, die an ihrem Wahrheitsanspruch festhalten.

β. Es entsteht unter Umständen auch noch ein neues Toleranzproblem: wenn die Atheisten ihre Religionsauffassung nicht nur theoretisch vertreten, sondern sie auch in die Praxis umsetzen wollen, dann müssen sie auf die gläubigen Religionsanhänger einwirken, sozusagen missionieren. Das kann sehr wohl tolerant geschehen durch Überzeugungsarbeit. Die Frage ist nur, ob diese Arbeit weiterhin gewaltlos bleibt, wenn sie über längere Zeit nicht gelingt.

In letzterem Falle, und besonders wenn die Religion nicht nur als falsch, sondern dazu als schädlich angesehen wird, besteht für den Atheisten das Risiko des „guten Zwangs“²², wie schon bei Augustinus gegenüber den Häretikern, also der Intoleranz aus Liebe zum Nächsten oder aus Liebe zur Toleranz, oder gar aus moralischer Pflicht zur Intoleranz um der Toleranz willen. d. h. um Toleranz herzustellen durch mehr oder weniger gewaltsame Abschaffung der Intoleranz; das wäre dann, was Forst zu Recht „Fanatismus der Toleranz“²³ nennt.

Dieser 'gute Zwang' könnte sich in der Form einer „Erziehungsdiktatur“ realisieren, wie Reinhart Koselleck (zitiert bei Forst²⁴) sie in der Aufklärung angelegt findet und wie atheistische Politiksysteme sie im 20. Jahrhundert durchgeführt haben.

D. Schlussfolgerungen

1. Das Fazit dieser Kritik der zwei Parabeldeutungen ist eindeutig: In keiner ihrer Interpretationen stellt die Ringparabel, weder theoretisch noch praktisch, ein brauchbares Modell im Hinblick auf Toleranz und Religionsfrieden dar. Das liegt zum Teil an ihrer inneren uneinheitlichen, unstimmgigen Struktur, sonst wären wohl auch nicht zwei so gegensätzliche Deutungen möglich.

²² Rainer Forst *ibid.* S. 75

²³ Rainer Forst *ibid.* S. 397

²⁴ Rainer Forst *ibid.* S. 398 Fussn. 115

Ich möchte mich aber nicht mit diesem niederschmetternden Resultat begnügen.

2. Ist die Lessingsche Parabel wirklich nicht zu retten? Es hat Versuche gegeben, sie zu revidieren, wie z. B. den schon vorhin genannten von Michael Guttman: die drei Ringe sind alle drei echt, nur dann wäre Toleranz möglich. Aber wir haben schon gesehen, dass in diesem Fall sich die Frage der Toleranz überhaupt nicht mehr stellt, denn dann fehlt ein wesentlicher Zug der Toleranz, den Forst die „Ablehnungskomponente“²⁵ nennt; ohne sie wird den Unterschieden zwischen den Religionen nicht mehr Rechnung getragen bzw. sie werden auf Unerheblichkeiten reduziert, wodurch sich die Religionsanhänger nicht ernstgenommen fühlen. Diese Lösung verfehlt demnach die eigentliche Situation.

Eine Abänderung von Guttman's Vorschlag könnte vielleicht besser auf die Toleranzproblematik zupassen und zu einer brauchbaren Variante der Ringparabel führen: Die drei Ringe sind alle drei aus dem Material des Musterrings gemacht, bestehen aber noch aus mehr oder weniger zusätzlichem Material. Die drei Brüder wissen allerdings nicht, wie Ursprungsmaterial und Zusatzmaterial verteilt sind. Die Vorteile einer solchen Fassung der Parabel liegen auf der Hand:

- In jedem Ring steckt echtes Material, also in allen Religionen ist Wahrheit, aber ungleich verteilt (welche ungleiche Verteilung den Menschen nicht erkennbar ist).
- Mit der Zusammensetzung der Ringe auch aus zusätzlichem Material sind die nicht unwesentlichen Unterschiede zwischen den Religionen gewürdigt.
- Mit dieser Fassung ist es möglich, seine Religion für die wahre, oder zumindest für die wahre zu halten.
- Zugleich verbietet es sich, die andern Religionen in Bausch und Bogen abzulehnen oder gar zu verdammen, zu verfolgen und zu bekämpfen.
- Schliesslich lässt sich auch ein praktischer Wettbewerb zwischen den Religionen rechtfertigen, der der Wichtigkeit der Praxis in den Religionen Rechnung trägt, ohne dass aber dieser Praxis der absolute Primat, wie bei Lessing, zugesprochen wird.

²⁵ Rainer Forst *ibid.* S. 32

3. Auf dem Weg zu einer zeitgemässen, brauchbaren Toleranzauffassung

Wie auch immer man zu dieser Neufassung der Parabel steht, die Frage stellt sich, ob es eine zeitgemässe und für die meisten Religionen heute akzeptable, und wenn möglich wirksame, Toleranzauffassung gibt, und wenn ja, welcher Art sie sein muss. Ich kann hier keine vollständige Theorie einer solcher Toleranz vorlegen; das wäre das Thema eines eigenen Vortrags. Deshalb nur einige Hinweise:

- Zuerst müssen eine Reihe Voraussetzungen klargestellt werden einer möglichst wirksamen Toleranzauffassung speziell im Fall der Religionen.
- Es darf kein Verzicht auf den Wahrheitsanspruch der Religionen gefordert werden (wie schon bei Forst gesehen²⁶). Im Falle von Religionen kann Toleranz nicht gegründet sein auf Agnostizismus, Skepsis oder Atheismus.
- Es darf kein Verzicht auf den Anspruch auf grössere Wahrheit gefordert werden; das würde zur Gleichschaltung aller Religionen oder zur Indifferenz führen, nicht zur Toleranz.
- Beide Ansprüche zusammen genommen gründen auf der Überzeugung, dass „nur derjenige, der seinen eigenen Idealen vertraut, tolerant sein kann... Dies ist es, was die Toleranz zu einem Akt der Freiheit und der inneren *Stärke* [von R. F. hervorgehoben] macht: der freien Selbstbeschränkung und zu einem Teil auch Selbstüberwindung aus moralischen Motiven... , *ohne* [von R. F. hervorgehoben] dabei seine tiefsten Überzeugungen aufzugeben. Dazu bedarf es eines gewissen, sicheren Selbstbewusstseins und gerade der Fähigkeit, in verschiedenen Rechtfertigungskontexten gute Gründe unterscheiden zu können und ihnen entsprechend zu handeln“²⁷. „Eine historisch informierte Theorie der Toleranz, die der Toleranzforderung als normativer Forderung gerecht werden will, muss daher... versuchen zu erklären, dass und wie auch jemand, der nicht Skeptiker, Relativist oder ethischer Liberaler, sondern ein überzeugter Anhänger einer 'exklusivistischen' Religion ist, die ihren alleinigen Wahrheitsanspruch aufrechterhält, eine Haltung der Toleranz aufbringen kann“²⁸.

²⁶ Rainer Forst *ibid.* S. 127

²⁷ Rainer Forst *ibid.* S. 512

²⁸ Rainer Forst *ibid.* S. 634

- Eine Forderung nach Toleranz an Religionen hat deshalb nur dann eine realistische Chance, befolgt zu werden, wenn sie sozusagen aus der Mitte des Glaubens kommt, und nicht von aussen aufgezwungen wird: Toleranz muss ein eigener religiöser Wert sein.
- Es gibt nun allerdings ein religiöses Toleranzprinzip, das schon lange bekannt ist, und diese Voraussetzungen erfüllt. Das sei gegen Forst gesagt, der ein solches internes Prinzip für unmöglich hält. Es findet sich aber schon z. B. sowohl bei Augustinus wie auch bei John Locke: Die meisten Religionen fordern eine freie, zwanglose, aufrichtige Hinwendung zu Gott, zum Glauben, zum Kult und zur entsprechenden Praxis. Um nur einige Beispiele aus dem Bereich des Christentums zu zitieren:
- „Jedoch ist es ein Menschenrecht und ein Naturrecht, das zu verehren, was man für gut hält, und die Gottesverehrung des einen bringt dem andern weder Schaden noch Nutzen. Es liegt nicht im Wesen der Gottesverehrung, zur Gottesverehrung zu zwingen, da sie von freien Stücken unternommen werden muss und nicht aus Zwang“ (Tertullian)²⁹.
- „Wenn es nicht freiwillig und aus vollem Herzen gebracht wird, ist es eine Lästerung wie auch in dem Fall, da es durch Gewalt, durch Gefängnis, durch Folter erzwungen wird... Wir dagegen verlangen nicht, dass man widerwillig zu unserem Gott betet, obwohl er der Gott aller Menschen ist, ob sie damit einverstanden sind oder nicht... Nichts ist so vom freien Willen abhängig wie die Religion: sie verschwindet, sie wird zunichte gemacht, wenn das Opfer widerwillig dargebracht wird“ (Laktanz)³⁰.
- „Credere non potest homo nisi volens“ (Augustinus)³¹.
- „Auch wenn die religiöse Meinung der Obrigkeit stichhaltig wäre und der Weg, den sie vorschreibt, wahrhaft evangelisch, so wird doch, wenn ich davon nicht in meinem Innern durchaus überzeugt bin, für mich kein Heil in seiner Verfolgung liegen. Kein Weg, welchen ich auch immer gegen die Aussprüche meines Gewissens wandle, wird mich je zu den Wohnungen der Seligen bringen... Glaube und innere Aufrichtigkeit allein sind die Dinge, die Annehmbarkeit bei Gott verschaffen“ (John Locke)³².

²⁹ Rainer Forst *ibid.* S. 63

³⁰ Rainer Forst *ibid.* S. 63

³¹ Rainer Forst *ibid.* S. 73

³² Rainer Forst *ibid.* S. 296 - 297

Allerdings ist Forst Recht zu geben, wenn er behauptet, dass zumindest Augustinus³³ und Locke³⁴ später diese ihre Auffassung revidiert haben zugunsten der Lehre vom 'guten Zwang'. Diese Kehrtwendungen haben Forst dazu gebracht, die Begründung der Toleranz auf innere Glaubensgründe abzulehnen. Ich kann ihm darin nicht folgen und bin der Meinung, dass er zwei Ebenen im Gewissensfreiheitsargument letztlich verwischt.

- Es gibt einerseits die normative Ebene, die sich klar im Laktanztext zeigt: unfreiwillige, erzwungene Religion ist Gotteslästerung. Die Gewissensfreiheit darf nicht aufgegeben werden, auch nicht um des Seelenheils willen; religiöser Glaube muss, aus religiösen Gründen, frei und ungezwungen sein.
- Es gibt daneben aber auch eine empirische Ebene: auch wenn man niemanden zum Glauben zwingen darf, ist es nicht doch möglich, dass man ihn mit 'mildem Zwang' dazu bringen kann, ehrlich zu glauben? Augustinus und Locke waren schliesslich dieser Auffassung.

Meine These ist nun, dass man diese Ebenen nicht vermischen darf, aus folgenden Gründen:

- Die zweite Ebene hebt die erste nicht auf: auch wenn man jemanden zu ehrlichem Glauben zwingen könnte, heisst das noch nicht, dass man es tun darf. Der Zweck heiligt nicht die Mittel.
- Der Erfolg des guten Zwangs steht nicht von vornherein fest, ist nicht garantiert, was seine Anwendung verbietet. Ausserdem ist der angebliche Erfolg nicht nachweisbar; die Beteuerungen von erzwungenen aber angeblich ehrlichen Glaubensbekenntnissen bleiben zweifelhaft.
- Die drei monotheistischen Religionen basieren auf einem Gottesbild, von dem her nur ehrlicher Glaube diesem Gott angemessen ist, d. h. Toleranz ist diesen Religionen nicht nur erlaubt, sondern sogar geboten.
- So verstandene Toleranz schliesst Missionierung nicht aus, allerdings unter Voraussetzung dessen, was Jürgen Habermas den 'zwanglosen Zwang des besseren Arguments' nennt. Dies bessere Argument kann sowohl eine theoretische Form als auch eine praktische haben in der Weise des exemplarischen Vorlebens der eigenen Religion, womit wir wieder bei Lessings Wettbewerb wären. Diese Toleranz steht demnach in keiner Weise der Sorge um das Seelenheil der andern entgegen.
- Diese genuin religiös begründete Toleranz wäre kein pures Dulden, im Sinne von Forst's 'Erlaubnistoleranz' und auch nicht nur der 'Koexistenztoleranz', sondern wäre echte 'Respekttoleranz', und unter

³³ Rainer Forst *ibid.* S. 75

³⁴ Rainer Forst *ibid.* S. 298 - 299

Umständen sogar „Wertschätzungstoleranz“. Sie ist dokumentiert, was z. B. die katholische Kirche anbelangt, in der Erklärung des 2. Vatikanischen Konzils 'Nostra Aetate' aus dem Jahr 1965 über die Haltung der Kirche zu den nichtchristlichen Religionen (siehe z. B. §2. 2 – 2. 3 – 3. 1)³⁶.

³⁵ Siehe zu diesen Begriffen Rainer Forst *ibid.* S. 42 – 48

³⁶ Herders *Theologischer Kommentar zum Zweiten Vatikanischen Konzil Band Dokumente* Herder Freiburg 2009 S. 357 – 358 (Siehe auch die Erklärung des Konzils 'Dignitatis Humanae' aus dem Jahr 1965 über die religiöse Freiheit *ibid.* S. 436 – 458)

Diskussion

André Elvinger : Wie sehen Sie Saladins Einstellung zur Sache? Zunächst fragt er : „*Ich dünkte, dass die Religionen, die ich dir genannt, doch wohl zu unterscheiden wären, bis auf die Kleidung; bis auf Speis und Trank*“. Aber dann sagt er zu sich selbst : „*Bei dem Lebendigen! Der Mann hat recht, ich muss verstummen*“.

Aber schliesslich lässt er die Frage offen : *Nathan, lieber Nathan! – Die tausend Jahre Deines Richters sind noch nicht um – sein Richterstuhl ist nicht der meine. – Geh! – Geh! Aber sei mein Freund*“. Verstehe ich recht, wenn ich meine, dass Freundschaft hier Toleranz bedeutet?

Hubert Hausemer : Freundschaft kann in der Tat hier angesehen werden als eine Chiffre für Freundschaft. Und das umso mehr, als ja Nathan seinerseits dem Tempelherrn seine Freundschaft angeboten hat (siehe 1305 – 1313). Ich habe dementsprechend auch im Vortrag dargelegt, dass Freundschaft sehr wohl als Lessings Ausdruck für Toleranz angesehen werden kann, vorausgesetzt allerdings man versteht unter Toleranz mehr als üblicherweise nur Indifferenz, Koexistenz oder Duldung.

Norbert Campagna : Inwieweit sollte, über Gewissensfreiheit hinaus, Handlungsfreiheit für eine Religion erlaubt sein? Ich denke an die französischen muslimischen Mädchen : das Problem ist das Kopftuch, das sie im öffentlichen Raum anbehalten wollen. Inwiefern kann da eine Weltanschauung, ob die jetzt religiös ist oder nicht, sie zwingen beziehungsweise nicht zwingen? Vor allem wenn jetzt nicht, sagen wir mal, fundamentale Menschenrechte tangiert werden, wie die Frage der Menschenopfer zur Zeit der Conquistadores, wo man eben sagte, das muss unbedingt aufhören, das ist nicht nur ein religiöser Ritus, sondern das verstösst gegen grundlegende Prinzipien. Ich denke, mehr noch als Gewissensfreiheit ist wahrscheinlich die Handlungsfreiheit das grösste Problem der Toleranz.

Hubert Hausemer : Ich bin einverstanden, das ist das grösste praktische Problem aller Religionen. Aber auch da ist letztlich die innere Gewissensfreiheit entscheidend, denn das Problem, das Sie hier ansprechen, ist das der innerreligiösen Toleranz, nicht der zwischenreligiösen, zumindest nicht in erster Linie. Und das ist ein sehr altes Problem. Ich habe im Vortrag auf die Behandlung der Häretiker bei Augustinus angespielt. Ich würde sagen, in der Parabel geht es um zwischenreligiöse Toleranz. Diese

Problematik wäre aber nun zu verlängern in Richtung der innerreligiösen Toleranz; und da sehe ich wiederum nicht, wieso nicht letztlich wieder die Gewissensfreiheit entscheidend ist. Es wäre genauso falsch, dass innerhalb einer selben Religion Menschen zu etwas gezwungen werden, wie es falsch ist, dass eine Religion Angehörigen anderer Religionen etwas aufzwingt. Wo Gewissensfreiheit wohl nicht genügt, das ist im zwischenreligiösen Verhalten bzw. im Verhalten zwischen Religionen und der säkularen Gesellschaft, wenn es um bestimmte Handlungsweisen geht, die für die säkulare Gesellschaft nicht annehmbar sind.

Norbert Campagna : Ist innerreligiöse Gewissensfreiheit mit der Existenz einer zentralen Autorität vereinbar, die den Glauben definiert?

Hubert Hausemer : Wenn ich davon ausgehe, dass das Entscheidende die Gewissensfreiheit ist, dann kann natürlich eine solche Autorität nicht mit Zwang vorgehen, sondern muss sich auf die ursprüngliche Bedeutung des Wortes „Autorität“ besinnen, das vom lateinischen „auctoritas“, d. h. von „augere“, also vermehren (siehe das franz. „augmenter“) herkommt. Es wäre also zu verstehen nicht als Druck von oben, sondern im Gegenteil als ein Vorgehen, wo die Untergebenen „vergrössert“ werden, d. h. wo ihnen mehr Lebensmöglichkeiten gewährt werden. Also auch da würde ich sagen, ob Autorität in Religionen oder ausserhalb, das Prinzip der Gewissensfreiheit müsste respektiert werden. Und das ist mitunter ein böses Prinzip oder Kriterium, wenn man es auf die tatsächliche Praxis der Religionen anwendet.

Jacques Wirion : Was mich besonders interessiert sind nicht die logischen Probleme, sondern die historischen Hintergründe des „Nathan“ und der Parabel; sie sind vielleicht etwas zu kurz gekommen. Warum hat Lessing das überhaupt geschrieben? Es wurde angedeutet mit dem Verbot bestimmter Schriften, aber es geht hauptsächlich doch darum, dass Lessing selbst das Opfer von Intoleranz geworden ist. Es ging ja vorhin die Rede von diesen Texten, die er veröffentlicht hat, von Reimarus, und da hat er einen Gegner gefunden, er wurde auch erwähnt, nämlich den Hauptpastor Goeze aus Hamburg. Und dieser Mann hat gegen Lessing polemisiert, und dieser gegen jenen, aber dann gab es plötzlich von allerhöchster Stelle aus den Befehl an Lessing, keine Antwort mehr zu innerreligiösen Fragen und überhaupt keinen Text mehr zu religiösen Fragen zu veröffentlichen. Sonst kann man ja die Bemerkung „wenn man mir die Kanzel verbietet, darf Theater darf man mir nicht verbieten“ nicht verstehen; dann erst kommt es zum „Nathan“, sozusagen als Ergebnis diese berühmten Satzes. Für

mich wäre es interessant gewesen, einfach mal zu sehen, wo stand Lessing als er dies niederschrieb, das er vielleicht nicht in allen logischen Folgen durchdacht haben mag. Aber was er gemacht hat : er hat hier wirklich eine Bresche geschlagen in diese unglaublich dogmatische Vorstellung seines Gegners und der gleichdenkenden Leute. Andererseits möchte ich noch fragen, in Bezug auf wen hat Locke gesagt, man könne sie sanft zwingen einzutreten? Das war mir nicht bekannt.

Hubert Hausemer : Für Locke gibt es, was die Toleranz anbetrifft, eine Ausnahme, das sind die Atheisten. Für sie gibt es keine Toleranz. Das erklärt sich daher, dass Locke der Meinung war, Atheisten könnten keine begründete Moral haben, d. h. man kann sich auf sie nicht verlassen und sie sind eine Gefahr für die Gesellschaft.

Norbert Campagna : Locke nimmt auch die Katholiken, aus politischen Gründen, von der Toleranz aus, weil sie sich einer andern Autorität als dem König oder der Königin von England unterstellen. Bei den englischen Katholiken entstand ein Wissenskonflikt, wem sie den obersten Gehorsam schuldeten. Für Locke jedenfalls war klar, man schuldet Gott den obersten Gehorsam, aber nicht dem Papst.

Hubert Hausemer : Jedenfalls was die Atheisten anbelangt, stand Locke längst nicht allein, das war damals gang und gäbe. Sie wurden nicht als unmoralisch dahin gestellt, als hätten sie gar keine Moral, sondern als solche, die ihre Moral nicht begründen können : man war der Meinung, Moral könne man nur transzendent begründen, auf den Glauben, und zwar einen religiösen. Ich bin schon der Meinung, dass Lessing für seine Zeit durch dieses Stück die Frage der Toleranz wesentlich weiter gebracht hat. Aber trotz des Publikationsverbots war er in keinem Moment in Gefahr.

Jacques Wirion : Als Schriftsteller wurde er einfach verboten, von oben herab.

Hubert Hausemer : Es war zum Teil eher ein bisschen umgekehrt. Lessing hatte anfangs ein Privileg bekommen, nämlich ohne irgendwelche Zensur Texte aus der herzoglichen Bibliothek publizieren zu können. Als Folge des Fragmentenstreits wurde er nicht eigentlich zensuriert; wie geagt, die Zensur war ihm gegenüber am Anfang aufgehoben worden. Er hatte ein Privileg bekommen, und dieses Privileg wurde ihm nun entzogen, weil aus kirchlichen Kreisen so viel Druck auf den Herzog ausgeübt wurde, dass dieser Lessing nunmehr die Freiheit verwehrte, noch über religiöse

Fragen zu publizieren. Später ist es Kant ja ähnlich ergangen. Ob Goeze als Person da eine Rolle gespielt hat, glaube ich eher nicht. Goeze war in Hamburg, und das hier spielte sich in Braunschweig bzw. Wolfenbüttel ab, bis wohin Goeze keinen Einfluss hatte, so weit ich weiss. Aber das Entscheidende war der Umstand, dass in Wolfenbüttel und Braunschweig viel Aufruhr war. Übrigens hatte Lessing seine helle Freude an diesem Streit. Er provozierte gerne und stellte seine Ansichten oft auf provokante Weise dar, so dass mehr oder weniger heftige Reaktionen kommen mussten. Er war, aus Veranlagung und Überzeugung, jemand der gerne nicht nur diskutierte, sondern disputierte. Er hat schon die 'Fragmentenstreit' genannte Auseinandersetzung irgendwie gesucht, und dabei sehr grossen Erfolg gehabt.

Jacques Wirion : Ich möchte noch hören, wie Sie zu folgendem Text von Lessing stehen : *"Wenn Gott in seiner Rechten alle Wahrheit und in seiner Linken den einzigen immer regen Trieb nach Wahrheit, obschon mit dem Zusatze, mich immer und ewig zu irren, verschlossen hielte und spräche zu mir : Wähle!, ich fiele ihm mit Demut in seine Linke und sagte : Vater, gib! Die reine Wahrheit ist ja doch nur für dich allein!"*

Hubert Hausemer : Diesen Auszug aus 'Eine Duplik', der zum Fragmentenstreit gehört, wollte ich im Vortrag zitieren, aber aus Zeitgründen war es nicht mehr möglich. Für mich sagt er zuerst einmal : es gibt Wahrheit, und deshalb ist Lessing für mich kein Skeptiker, sondern ein Agnostiker (diese Wahrheit ist dem Menschen nicht zugänglich), mit allen Problemen, die das mit sich bringt, wie ich im Vortrag gezeigt habe. Und zweitens, im Gegensatz zu Sloterdijk, ist Lessing kein Postmoderner, denn für Postmoderne gibt es, wie man sagen könnte, vielleicht Wahrheit, aber nicht nur eine, sondern viele. Aus dem Text von Lessing aber kann man herauslesen, dass es eine, und nur eine Wahrheit gibt, nur ist sie uns nicht greifbar. Dementsprechend gibt es in der Parabel einen, aber nur einen, echten Ring.

Jacques Wirion : Am Schluss der Parabel steht aber *"O, so seid ihr alle betrogene Betrüger, eure Ringe sind alle drei nicht echt"*. Es ist da ganz deutlich, dass der echte Ring vermutlich verloren ging. Eigentlich ist der Schluss fast ein atheistischer und nicht so sehr ein agnostischer.

Hubert Hausemer : Aber da ist ein Wort, das ich selbst auch lange übersehen habe. Da steht *"vermutlich"*. Es geht also hier um eine Hypothese, nicht um eine These. Und ich sehe das als eine Voraussetzung

und Vorbereitung des praktischen Wahrheitskriteriums. Der erste, echte, Ring ging vermutlich verloren, d. h. die drei Brüder sollen sich nicht mehr darüber streiten, welches der wahre ist, jeder solle als Hypothese, als *'als ob'* annehmen, dass keiner ihrer Ringe der echte ist. Nur so kann der Richter im Ernst einen solchen Wettbewerb anstiften, wenn nicht irgendwie eine Überzeugung besteht, dass es einmal einen echten Ring gab. Der Primat der Praxis, der praktischen über die theoretische Vernunft, das ist etwas, das Lessing am Herzen liegt. Wenn man diesen Primat ernst nimmt, kann man nicht alle Wahrheit von vorneherein weg tun, sonst kann man keine Praxis aufbauen. Frühe Texte von Lessing zeigen schon diesen Primat der Praxis, das zieht sich sein ganzes Leben hindurch und zeigt sich dann sehr stark in der Parabel. Und deshalb scheint mir das Wort *'vermutlich'* wichtig. Die atheistische Deutung dagegen liest darüber hinweg.

Bibliographie

(Diese Bibliographie führt nur Literatur an, die tatsächlich für den Vortrag benutzt wurde)

A. Werke von Lessing

- G. E. Lessing Gesammelte Werke in zwei Bänden. Herausgegeben und eingeleitet von Otto Mann Sigbert Mohn Verlag Gütersloh o. J.
- G. E. Lessing Nathan der Weise Reclam Stuttgart 2000

B. Schullektürehilfen

- Brenner Peter J. G. E. Lessing Literaturstudium Reclam Stuttgart 2000
- Diekhans Johannes (Hg.) Einfach Deutsch Nathan der Weise Schöningh Paderborn 2004
- von Düffel Peter (Hg.) Nathan der Weise Erläuterungen und Dokumente Reclam Stuttgart 1980
- Koehner Thomas Nathan der Weise. Ein polemisches Stück? In: Lessings Dramen Reclam Stuttgart 2007
- Kroeger Wolfgang Lessing Literaturwissen für Schüler Reclam Stuttgart 2006
- Kroeger Wolfgang Nathan der Weise Oldenbourg Interpretationen Oldenbourg München 2007
- Pelster Theodor Nathan der Weise Lektüreschlüssel Reclam Stuttgart 2002
- Rinnert Andrea Nathan der Weise Interpretationshilfe Deutsch Stark Freising 2004
- Ritscher Hans Nathan der Weise Diesterweg Frankfurt/Main 1983
- Sedding Gerhard Nathan der Weise Lektürehilfe Klett Stuttgart 2005
- Woyte Oswald Nathan der Weise Königs Erläuterungen C. Bange Hollfeld o. J.

C. Sekundärliteratur

- Arnold Heinz Ludwig (Hg.) Toleranz. Drei Lesarten zu Lessings Märchen vom Ring im Jahre 2003 Wallstein Göttingen 2004
- Barner Wilfried et al. (Hg.) Lessing: Epoche – Werk – Wirkung Beck München 1998

- Fick Monika Lessing Handbuch Leben – Werk – Wirkung Metzler Stuttgart 2004
- Freimark Peter et al. (Hg.) Lessing und die Toleranz text + kritik München 1986
- Forst Rainer Toleranz im Konflikt Suhrkamp Frankfurt/Main 2003
- Göbel Helmut Lessing Nathan Wagenbach Berlin 1977
- Gruben Dorit Heike Das Drama als Parabel Grin Verlag 1998
- Guthke Karl S. Der Philosoph im Spielkasino in: Das Abenteuer der Literatur Francke Bern 1981
- Guthke Karl S. Lessing und das Judentum in: Das Abenteuer der Literatur Francke Bern 1981
- Guthke Karl S. Lessings Horizonte. Grenze und Grenzenlosigkeit der Toleranz Wallstein Göttingen 2003
- Gutjahr Ortrud (Hg.) Nathan der Weise Königshausen & Neumann Würzburg 2010
- Horsch Silvia Lessing, Islam und die Toleranz http://www.al-sakina.de/inhalt/artikel/lessing_islam.html
- Jens Walter In Sachen Lessing Reclam Stuttgart 1983
- Jens Walter /Küng Hans Lessing Nathan der Weise in: Dichtung und Religion Kindler München 1985
- von König Dominik Natürlichkeit und Wirklichkeit. Studien zu Lessings ‚Nathan der Weise‘ Bouvier Bonn 1976
- Kuschel Karl Josef Jud, Christ und Muselmann Patmos Düsseldorf 2004
- Kissler Alexander Der aufgeklärte Gott. Wie die Religion zur Vernunft kam Pattloch München 2008
- Mayer Hans Der Weise Nathan und der Räuber Spiegelberg in: Aussenseiter Suhrkamp Frankfurt/Main 1981
- Nielaba Müller Daniel Die Wendung zum Besseren. Zur Aufklärung der Toleranz in G. E. Lessings Nathan der Weise Königshausen & Neumann Würzburg 2000
- Niewöhner Friedrich Veritas sive Varietas. Lessings Toleranzparabel und das Buch Von den drei Betrügern Lambert Schneider Heidelberg 1988
- Oelmüller Willi Die unbefriedigte Aufklärung Suhrkamp Frankfurt/Main 1979
- von der Osten-Sacken Peter (Hg.) Toleranz heute. 250 Jahre nach Mendelssohn und Lessing Institut Kirche und Judentum Berlin 1979
- Pohlmeier Markus Lessings ‚Nathan‘ und die Toleranz: philosophisch-theologische Utopie in literarischer Gestalt? LIT Berlin 2007
- Politzer Heinz Lessings Parabel von den drei Ringen in: Das Schweigen der Sirenen Metzler Stuttgart 1968

- Schilson Arno Lessings Christentum Vandenhoeck-Ruprecht Göttingen 1980
- Schultze Harald Lessings Toleranzbegriff Vandenhoeck-Ruprecht Göttingen 1969
- Strohschneider-Kohrs Ingrid „Nathan“ – poetische Chiffre der religiösen Erfahrung in : Fauser Markus (Hg.) Lessing – Neue Wege der Forschung Wissenschaftliche Buchgesellschaft Darmstadt 2008

D. Sonstige Literatur

- Anders Günther Ketzereien Beck München 1982
- Anonymus Traktat über die drei Betrüger Felix Meiner Hamburg 1992
- Buhr Manfred/Förster Wolfgang (Hg.) Aufklärung – Geschichte – Revolution. Studien zur Philosophie der Aufklärung (II) Akademie-verlag DDR 1986
- Forst Rainer (Hg.) Toleranz. Philosophische Grundlagen und gesellschaftliche Praxis einer umstrittenen Tugend Campus Frankfurt/Main 2000
- von Goethe Johann Wolfgang Werke Hamburger Ausgabe Band 12 dtv München 1982
- Herders Theologischer Kommentar zum Zweiten Vatikanischen Konzil Band 1 Die Dokumente des Zweiten Vatikanischen Konzils Lateinisch-Deutsch Herder Freiburg 2009
- Kaufmann Matthias (Hg.) Integration oder Toleranz? Minderheiten als philosophisches Problem Alber Freiburg 2001
- Der Koran Diederichs Gelbe Reihe Hugendubel Kreuzlingen 2003
- Minois Georges Le Traité des Trois Imposteurs. Histoire d'un livre blasphématoire qui n'existait pas Albin Michel Paris 2009
- Schmiedinger Heinrich (Hg.) Wege zur Toleranz Wissenschaftliche Buchgesellschaft Darmstadt 2002
- Scholz Heinrich (Hg.) Die Hauptschriften zum Pantheismusstreit zwischen Jacobi und Mendelssohn 1916 Reprint University of Michigan Library o. J.
- Steinacker Peter Absolutheitsanspruch und Toleranz Lembeck Frankfurt/Main 2006
- Zac Sylvain Spinoza en Allemagne. Mendelssohn, Lessing et Jacobi Klincksieck Paris 1989

II. TABLE RONDE DU 13 NOVEMBRE 2010

RÉFORME DE LA CONSTITUTION : OÙ EN SOMMES-NOUS ?

Modérateur : Madame Colette Flesch

Table des matières	
Introduction du président	1
Présentation du sujet et des orateurs par Colette Flesch	5
A. Communications	
<i>Paul-Henri Meyers</i>	
Le cheminement historique, les objectifs et la portée de la révision constitutionnelle	9
<i>Jörg Gerkrath</i>	
La proposition de révision dans le contexte international : la garantie constitutionnelle des droits fondamentaux serait-elle devenue superflue ? Quelques remarques à propos de la notion des droits fondamentaux, de leur formulation et de leur protection	21
<i>Jean-Paul Harpes</i>	
Dignité humaine et Droits fondamentaux	
Lecture interprétante, dans une optique philosophique, des sections les plus innovatrices du second chapitre de la Proposition de Révision de la Constitution	45
<i>Paul Schmit</i>	
Les aspects institutionnels de la proposition de révision : « La revalorisation du Gouvernement et du Parlement »	57
<i>Marc Elvinger</i>	
Conforter le rôle du Chef de l'Etat en le déchargeant de ceux de ses pouvoirs qu'il n'est pas en droit d'exercer	77
B. Discussion	
Conclusion par Colette Flesch	108

INTRODUCTION PAR LE PRÉSIDENT

Du colloque de 1987 à la table ronde d'aujourd'hui



Mesdames, Messieurs,

Je souhaite d'abord la bienvenue aux éminents invités qui nous font l'honneur de participer à cette table ronde, et tout particulièrement aux membres de la Commission des institutions et de la révision constitutionnelle de la Chambre des députés et aux membres et membres honoraires du Conseil d'Etat.

Chers confrères,

Il est bon de rappeler aux jeunes, et aux moins jeunes, qu'il y a plus de vingt-trois ans, en 1987, le 21 février, la Section des sciences morales et politiques de l'Institut Grand-Ducal a tenu ses assises en ces mêmes lieux hospitaliers, sous le titre « *Réflexions sur la réforme de la Constitution* ». Les textes des orateurs et des intervenants sont précieusement gardés au numéro 5 des Cahiers de notre Section, grâce à notre secrétaire général d'alors et de maintenant, Georges Als.

Le parterre était imposant. L'introduction avait été faite par notre président Edmond Wagner en présence du Premier ministre et du Ministre de la Justice, avec une importante intervention du professeur Jean Waline. La première intervention était celle d'Alex Bonn, ancien président du Conseil d'Etat, suivie de celle d'Alphonse Huss, ancien procureur général et premier président de notre Section, Ernest Arendt, lui aussi ancien président du Conseil d'Etat, Roger Thiry, président honoraire de la Cour supérieure de justice, Carlo Hemmer, ancien directeur de la Chambre de Commerce, historien et écrivain, Albert Weitzel, ancien président du tribunal d'arrondissement et plus tard membre de la Commission de la Convention européenne des Droits de l'Homme, Adrien Ries, haut fonctionnaire à la Commission européenne, tous membres de notre

Section. Pierre Pescatore, alors juge à la Cour de Justice des Communautés européennes était intervenu avec une contribution sur « *La Constitution et les pouvoirs de fait* », mais dont le texte, apparemment retardé, ne fut pas publié. J'étais le plus jeune, sans titre autre que celui de Bâtonnier. Je constate, non sans émotion, que je suis le seul survivant.

Alex Bonn avait donné le ton par le caractère interrogatif de son exposé « *Faut-il procéder à une réforme globale de la Constitution ?* » Point d'interrogation, donc. La réponse, malgré ses termes pondérés, était négative. Il était bien question déjà à l'époque de la position du Conseil d'Etat, mais, disait Alex Bonn, « *l'organisation du Conseil d'Etat est à régler par la loi. Pourquoi les législateurs ne s'en occuperaient-ils pas, si besoin en est ?* ». Quant à la question du contrôle de la Constitution des lois, ce problème, « *d'une gravité considérable* » selon le même orateur, était « *de nature à modifier notre conception générale du système législatif* » à tel point que ce problème devrait être étudié « *par des compétences pouvant dépasser les ressources de notre pays* ». Or le professeur Waline, dans son exposé qui suivait celui d'Alex Bonn, allait montrer la voie : « *Il est toujours extrêmement délicat pour un étranger* » disait-il, non sans rappeler qu'il était natif de Thionville, « *de se prononcer sur un problème institutionnel d'une nation amie*. » Mais, ajoutait-il « *il me semble que, pour le Luxembourg, la meilleure des solutions serait celle de la possibilité de porter les exceptions d'inconstitutionnalité devant un juge « ad hoc »* ». Ce qui fut fait, huit ans plus tard. Sur un autre plan, Alex Bonn se demandait encore : « *Est-ce qu'il est vraiment important de définir la souveraineté nationale autrement que ne l'a fait la constituante de 1919, ou exprimer de façon différente les droits et prérogatives du chef de l'Etat ?* ». Ce qui nous reste à étudier cet après-midi.

D'aucuns avaient pourtant témoigné d'une certaine hardiesse – Roger Thiry avait, à propos de la proposition de reconnaître le droit de grève dans la Constitution, formulé un texte englobant « *le droit de travailler* » et précisant que « *nul n'est obligé de participer à une grève ; la liberté de travailler est garantie* ». Reconnaissons que depuis lors notre article 11.4 actuel de la Constitution dit presque exactement cela en rappelant que si « *la loi garantit les libertés syndicales et organise le droit de grève* », elle garantit d'abord « *le droit au travail* » et « *veille à assurer à chaque citoyen l'exercice de ce droit* ». Paroles sages et dont les événements récents chez notre voisin ont montré toute l'actualité.

Pour ma part, j'avais dans mon intervention, à la suite de propositions faites par le Barreau de Luxembourg, rompu une lance pour que soit inséré dans la Constitution « *le droit au juge impartial* », une proposition qui n'a pas vu le jour jusqu'à présent et que votre révision, Monsieur le président, ne prévoit pas, même si l'indépendance des juges fait son entrée à l'article 105 révisé. Or l'indépendance n'est que de l'un des deux piliers de l'impartialité et je me réserve, si notre discussion le permet, de rompre cette lance une seconde fois.

Quoi qu'il en soit, malgré des interventions ponctuelles de certains comme encore celle d'Ernest Arendt sous le titre « *Le clair obscur de l'article 50 de notre Constitution* » selon lequel les députés continuent, et continueront sous l'article 61 révisé, à voter « *sans en référer à leur commettant* », notre colloque, en 1987, ne croyait pas à une réforme « *globale* » de la Constitution.

Effectivement, telle semble avoir été la tendance générale de l'époque, puisque l'année 1987 elle-même et les années suivantes, il n'y eut, si je m'en réfère à la liste que je trouve dans l'excellent Précis de Droit Constitutionnel de notre orateur d'aujourd'hui, le conseiller d'Etat Paul Schmit, aucune révision de caractère véritablement fondamental jusqu'en 1996, une année de grandes réformes, avec celle du rôle du Conseil d'Etat, la création de la Cour constitutionnelle et celle des juridictions administratives.

Les choses ont donc changé. Le remarquable exposé des motifs de la proposition de révision conduite par notre premier orateur d'aujourd'hui, Paul-Henri Meyers, rappelle un avis du Conseil d'Etat de 2008 sur l'un des projets de révision où la haute corporation estimait que les trop nombreuses révisions constitutionnelles conduiraient inexorablement à une « *banalisation* » de ces révisions. « *Cette tendance* », avait dit le Conseil d'Etat, « *va au détriment de la stabilité de la Constitution qui cède trop facilement aux besoins passagers et momentanés de la politique* ».

La voie d'un ensemble important de modifications constituant « *un nouvel ordonnancement* » de la Constitution est donc ouverte.

L'Université du Luxembourg et, à l'initiative de Jean-Mathias Goerens, la section luxembourgeoise de l'Institut International de Droit d'Expression et d'Inspiration Françaises (IDEF) ont consacré deux journées

à ce sujet lors d'un colloque des 17 et 18 mai 2010 sous les présidences de Madame Marie-Paule Engel, Présidente de la Cour constitutionnelle, et de notre confrère le Doyen André Prüm, avec des orateurs étrangers aussi prestigieux que Monsieur Jean-Louis Debré, Président du Conseil constitutionnel français, et Monsieur Francis Delperée, Vice-président du Sénat et professeur émérite à l'Université catholique de Louvain, qui assiste avec tant de science et de sagesse notre gouvernement sur des questions difficiles, ce qui démontre l'importance qui est attachée au sujet qui nous occupe. Le fait que quatre des orateurs d'aujourd'hui participaient également à ce colloque non seulement n'enlève à ce sujet rien de son actualité, mais nous permet d'y être encore mieux préparés.

Je cède la parole aux bonnes mains de notre membre d'honneur, Colette Flesch, qui a été l'initiatrice de cette table ronde et qui en assume la direction.

Président
de la Section des sciences morales et politiques
de l'Institut Grand-Ducal

André Elvinger

PRÉSENTATION DU SUJET ET DES ORATEURS

Par Colette Flesch



L'origine de notre table ronde remonte à une demande que m'avait adressée notre secrétaire, Georges Als, qui m'avait sollicitée pour faire une communication dans le cadre de notre section. J'avais suggéré comme sujet la réforme de la Constitution. Au fil de nos discussions préparatoires, le Président, le Secrétaire et moi-même avons pensé que, vu l'importance du sujet, il valait mieux prévoir une table ronde réunissant plusieurs orateurs et lui consacrer une journée de débat. La formule retenue nous vaut la présence de cinq intervenants distingués et m'a évité de devoir personnellement prévoir une communication, ce qui convient parfaitement à mon indolence naturelle.

Le sujet est important puisqu'il y va de la réforme et du réagencement de la constitution, texte de base d'un état de droit. En avril 2009, en effet, la Chambre des Députés a adopté une proposition de révision qui se trouve actuellement dans la procédure législative. C'est bien la première fois, en tout cas depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, que le Parlement s'attaque à l'ensemble du texte de la Constitution au lieu de procéder à des révisions ponctuelles à répétition, comme cela a été le cas depuis 1948 et surtout 2003. Il s'agit donc d'un scénario « work in progress » et notre discussion intervient en son temps.

Paul-Henri Meyers nous en dira plus à ce sujet.

Paul-Henri Meyers est docteur en droit, ayant fait ses études à Paris. Jusqu'en 1982, il a été conseiller de gouvernement, puis président du Fonds National de Solidarité, de la Caisse Nationale des Prestations Familiales et de la Caisse de pension des Employés privés. Il est conseiller communal de la Ville de Luxembourg depuis 1982, a été Premier Echevin de 1997 à 2005, membre du Conseil d'Etat à partir de 1985 et Vice-président de 1994 à 1999. Il a été élu en 1999 à la Chambre des Députés

où il siège dans différentes commissions que je n'énumérerais pas sauf celle qui nous intéresse plus directement. En effet, depuis 1999, Paul-Henri Meyers est Président de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle. Il est le rapporteur de la proposition de révision du 21 avril 2009. Nous ne pouvions donc avoir d'orateur plus qualifié pour en retracer l'historique et en définir les objectifs et la portée générale.

Jörg Gerkrath est professeur agrégé des Universités et parfait européen. En effet de nationalité allemande, il a – après l'Abitur – fait ses études juridiques en France : licence à Montpellier I, Maîtrise à Panthéon-Assas Paris II, DEA et Doctorat à l'Université Robert Schuman de Strasbourg. Il est un spécialiste du droit international et européen, du droit constitutionnel, du droit comparé et des droits fondamentaux. Depuis 2006, il est professeur de droit européen à l'Université du Luxembourg et depuis 2000 professeur de droit public à l'Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse, actuellement en détachement. Il a encore enseigné à l'Université Robert Schuman de Strasbourg, l'Université de Montpellier I, Aix-Marseille 3 et d'autres encore. Il est l'auteur de nombreuses publications et participe à autant de projets de recherche et de coopération scientifique. Dès son arrivée à Luxembourg, le professeur Gerkrath s'est intéressé de très près au droit constitutionnel luxembourgeois et à certaines de ses particularités. Nul mieux que lui ne pouvait analyser la proposition de révision de notre constitution dans le contexte international et dans celui de la protection des droits fondamentaux.

Jean-Paul Harpes, membre de notre section, n'a pas besoin de présentation en cette enceinte. Pour le bénéfice de notre Secrétaire perpétuel et de la publication à venir des Actes de notre section, je rappellerai brièvement qu'il est Docteur en philosophie et lettres anciennes (Paris). Professeur à l'Athénée de Luxembourg, il a été à partir de 1953 chargé d'études, puis professeur, administrateur de département et vice-président au Centre Universitaire.

A partir de 1995, il a été d'abord coordinateur et il est aujourd'hui président de la Commission Nationale Consultative d'Ethique. De 2002 à 2006, il a été président de la Cellule de recherches en résolution de conflits. Depuis 2005, il est membre du Comité directeur de bioéthique du Conseil de l'Europe et à partir de 2009, membre du Comité national d'Ethique de la Recherche.

Jean-Paul Harpes donnera une lecture interprétante, dans une optique philosophique, du second chapitre de la Proposition de Révision, de la Constitution – c'est-à-dire le chapitre consacré aux libertés publiques et aux droits fondamentaux – et notamment de ses sections les plus innovatrices.

Je ne révélerai sans doute aucun secret en signalant que cette optique philosophique n'a guère été la préoccupation première des politiques qui ont rédigé la proposition de révision. Sa discussion n'en sera que plus intéressante dans le cadre de notre section où elle a certainement sa place.

Après le déjeuner, Paul Schmit traitera des aspects institutionnels de la proposition de révision et en particulier de la revalorisation du rôle du gouvernement et du parlement.

Paul Schmit a rejoint l'Administration gouvernementale après ses études de droit à l'Université de Strasbourg et son stage judiciaire. Affecté au Ministère des Transports, il a été en charge de la circulation routière, des chemins de fer, de l'aviation civile et des affaires européennes. De 1999 à 2004 il a été secrétaire général du Ministère des Transports. Depuis 2005, il est chargé de cours à l'école de Police, à l'INAP, au Ministère de l'Education nationale et de la formation professionnelle et au Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative.

Mais Paul Schmit a encore une autre corde à son arc. Il est devenu membre du conseil d'Etat en 2000. En 2005-2006, il a coordonné les travaux d'un groupe de réflexion dont l'analyse de la Constitution a été publiée dans l'ouvrage « Le Conseil d'Etat, gardien de la Constitution et des droits et libertés fondamentaux », édité à l'occasion du 150^e anniversaire de l'institution et connu des initiés sous le nom de « dat roud Buch ». En 2009, il a publié, en collaboration avec Emmanuel Servais, un *Précis de droit constitutionnel sur la Constitution luxembourgeoise*. Nous attendons donc avec impatience ses commentaires sur les aspects institutionnels de la proposition de révision.

Parmi ces derniers, Marc Elvinger examinera plus spécialement le rôle du chef de l'Etat, un sujet qui a récemment passionné l'opinion publique et surtout agité le microcosme politique.

Marc Elvinger, avocat associé de l'étude Elvinger, Hoss & Prussen, est maître en droit et titulaire d'un DEA en droit international privé de l'Université de Strasbourg et d'un DEA en droit de développement international (Paris). Il a une longue expérience du droit économique, du droit public et du contentieux. Avocat à la cour, il a été membre du Conseil de l'ordre du barreau de Luxembourg et président du Jeune Barreau. Il est l'auteur de nombreux articles et contributions dont plusieurs relatifs au droit constitutionnel luxembourgeois.

Dans des domaines différents mais pour lui essentiels, il a également publié des articles engagés consacrés aux questions d'éthique, de solidarité et de développement.

Pour terminer, j'ajouterai ce qui va de soi mais ce qu'il convient, cependant, de souligner. Les orateurs interviendront au cours de ce débat à titre strictement personnel. Leurs propos n'engagent en aucune façon les institutions, administrations ou organisations auxquelles ils appartiennent.

Paul-Henri Meyers

Le cheminement historique, les objectifs et la portée de la révision constitutionnelle



Table des matières

I. Cheminement historique	10
1. Déclaration gouvernementale du 23 juillet 1984.....	10
2. Déclarations de révision de la Chambre des Députés.....	11
3. Déclaration gouvernementale du 12 août 1999	12
4. Les événements ayant conduit à la révision de l'article 34 de la Constitution et la résolution de la Chambre du 11 décembre 2008 ...	15
II. Les objectifs de la refonte constitutionnelle	16
1. Moderniser la terminologie.....	16
2. Deuxième objectif.....	17
3. Troisième objectif.....	18
III. Portée de la refonte	18

Le cheminement historique, les objectifs et la portée de la révision constitutionnelle

Le 21 avril 2009 le Président de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle de la Chambre des Députés a déposé en séance publique¹ la proposition de révision portant modification et nouvel ordonnancement de la Constitution. Cette proposition, fruit du travail de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle pendant plus de 5 ans, est l'aboutissement d'un processus qui remonte jusqu'au milieu des années 80 du 20^{ème} siècle et dont les objectifs et la portée se sont dégagés progressivement sous l'effet de contraintes ou d'événements à examiner dans la suite de l'exposé.

En somme, l'on peut distinguer pour le cheminement historique de la révision constitutionnelle trois étapes :

- les années 1984 à 1999 avec la déclaration gouvernementale de 1984 et les déclarations successives de la Chambre des Députés,
- la déclaration gouvernementale du 12 août 1999,
- les travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle pendant les années 2000 à 2009 et la résolution votée par la Chambre des Députés le 11 décembre 2008.

I. Cheminement historique

Une première initiative en vue d'une révision de la Constitution de 1968 a été abordée dans un rapport présenté à la Chambre des Députés en juin 1913 par le député Michel Welter. Mises à part les révisions constitutionnelles de 1919, notamment l'introduction du suffrage universel, ce rapport n'a pas eu d'autres suites concrètes.

1. Déclaration gouvernementale du 23 juillet 1984

Dans sa déclaration du 23 juillet 1984 le Gouvernement a annoncé la nécessité d'une réflexion sur une révision de la Constitution en ces termes :

¹ Chambre des Députés, compte-rendu des séances publiques No 13, session ordinaire 2008-2009, p. 486

« En application du principe de la séparation des pouvoirs, dans le respect des attributions de la Chambre des Députés et en dehors de la mission limitée confiée à votre Assemblée en tant que Constituante, le Gouvernement initiera une réflexion sur le texte de notre Constitution en dégagant les discussions du contexte passionnel qui entoure les propositions de révision présentées au terme de la législature »².

A cette étude portant sur une révision globale de la Constitution le Gouvernement voulait « associer toutes les forces vives de la nation, c'est-à-dire les organisations professionnelles, politiques, syndicales et religieuses les plus représentatives sur le plan national, les milieux juridiques ou scientifiques, divers organes consultatifs ainsi que des associations soucieuses de notre environnement humain et de la qualité de vie »³.

Cette vaste enquête lancée par le Gouvernement a trouvé un écho favorable auprès des instances consultées, mais elle n'a pas abouti à une réforme d'ensemble de la Constitution. Elle semble cependant avoir eu une incidence sur les déclarations de révision de la Constitution décidées par la Chambre des Députés après 1986.

2. Déclarations de révision de la Chambre des Députés

Depuis 1968 toutes les assemblées parlementaires luxembourgeoises étaient des Constituantes.

Aux termes de l'article 114 de la Constitution, en vigueur jusqu'au 19 décembre 2003, toute révision de la Constitution devrait être précédée d'une déclaration du pouvoir législatif désignant la ou les dispositions constitutionnelles à révision. Cette déclaration entraînait de plein droit la dissolution de la Chambre et l'élection d'une nouvelle Chambre qui avait les attributions d'une Constituante.

L'on constate que le nombre des articles retenus dans les déclarations successives de la Chambre des Députés a augmenté constamment depuis 1984.

² Chambre des Députés, compte-rendu de la première session extraordinaire 1984, déclaration gouvernementale, p. 38

³ Lettre de saisine du 6 janvier 1986, Doc.parl. No 3342, session parlementaire 1988-1989

Dans la déclaration de 1968 un seul article est retenu pour être modifié. Dans les déclarations de 1974⁴, 1979⁵, et de 1984⁶, le nombre des articles déclarés révisables s'élève respectivement à 7, à 4 et à 14.

La déclaration du 31 mai 1989 porte sur 32 articles dont tout le chapitre sur les libertés et les droits fondamentaux. La Constituante sortie des élections de juin 1989 a entamé en commission les discussions de révision de plusieurs articles sans aboutir à une révision d'ensemble des articles soumis à révision, de sorte que la Chambre des Députés, dans sa déclaration du 20 mai 1994⁷, a retenu 44 articles de la Constitution pouvant être soumis à révision.

Cinq ans plus tard, dans la déclaration du 21 mai 1999⁸, la Chambre a retenu une liste de 115 articles susceptibles de révision. Parmi les articles non susceptibles de révision figuraient surtout des dispositions concernant le Grand-Duc (art. 3 à 6 de la Constitution).

A peine trois mois plus tard, le 12 août 1999 le Gouvernement se prononce en faveur d'une révision d'ensemble de la Constitution.

3. Déclaration gouvernementale du 12 août 1999

Dans l'accord de coalition annexé à la déclaration gouvernementale prononcée le 12 août 1999 par le Premier Ministre, Ministre d'Etat, devant la Chambre des Députés, le Gouvernement s'est prononcé pour la rédaction d'une charte fondamentale nouvelle en ces termes :

« Même si la Constitution modifiée du 17 octobre 1868 a fait ses preuves, le Gouvernement estime qu'il y a lieu, à l'aube du nouveau millénaire, de procéder à la rédaction d'une charte fondamentale nouvelle qui tient compte des réalités constitutionnelles et politiques du pays. Le développement du droit international et européen, le fonctionnement des institutions de l'Etat et la création récente d'une Cour Constitutionnelle exigent de consolider et de préciser l'assise que la Constitution fournit à l'Etat. Le Gouvernement souligne que les fondements de notre monarchie constitutionnelle et parlementaire ne seront pas touchés.

⁴ *Mémorial A* 1974, p. 790

⁵ *Mémorial A* 1979, p. 1106

⁶ *Mémorial A*, 1984, p. 792

⁷ *Mémorial A* 1994, p. 758

⁸ *Mémorial A*, 1999, p. 1427

A cet effet, un groupe de travail d'experts étrangers en droit constitutionnel et de représentants des partis politiques représentés à la Chambre des Députés sera chargé de rédiger un projet de nouveau texte constitutionnel.

Si le projet de Constitution trouve l'accord de la Chambre des Députés, le Gouvernement propose que le texte ainsi arrêté soit soumis au peuple souverain sous les conditions à déterminer par la loi dans le cadre d'un référendum à caractère consultatif.

Indépendamment de l'important travail de réforme qui sera ainsi entamé, le Gouvernement invite la Chambre à réviser dans les meilleurs délais les dispositions constitutionnelles ou législatives ayant trait d'une part à l'approbation des traités internationaux comportant une disposition contraire à la Constitution, et d'autre part, au pouvoir réglementaire.

En ce qui concerne les traités internationaux, le nouveau Gouvernement estime qu'un rôle déterminant devrait être dévolu à la Cour Constitutionnelle, au Conseil d'Etat et à la Chambre des Députés dans l'examen de la conformité d'un traité à la Constitution avant son approbation par le pouvoir législatif. Si un traité non encore approuvé comporte une clause contraire à la Constitution, la révision constitutionnelle préalable à l'approbation du traité devrait pouvoir se faire sans dissolution de la Chambre, selon les modalités proposées au projet de révision de l'article 114 de la Constitution déposé en 1996 (Doc. parl. 4154).

Au niveau du pouvoir réglementaire, eu égard à la jurisprudence de la Cour constitutionnelle et afin d'alléger certaines procédures, il est proposé de modifier la Constitution afin de permettre à la loi ou au règlement grand-ducal d'habiliter un ministre à prendre des mesures de détail indispensables à l'application des normes arrêtées par le pouvoir législatif ou le Grand-Duc.

Afin d'inciter les citoyens à prendre une part plus active dans la vie politique entre deux échéances électorales, le Gouvernement élaborera un projet de loi réglant l'initiative populaire au niveau national. Celle-ci devrait permettre à dix mille électeurs de présenter une proposition de loi devant permettre à dix mille électeurs de présenter une proposition de loi qui devrait être examinée par la Chambre des Députés. De même, cinquante mille électeurs pourraient exiger un référendum sur une proposition de loi ainsi présentée.

Le Gouvernement envisage également de soumettre au référendum consultatif des questions constitutionnelles ou de libertés publiques essentielles concernant les citoyens»⁹.

Du texte de cette déclaration gouvernementale l'on peut dégager plusieurs constats. Je me limiterai à en dégager trois.

D'abord le Gouvernement se prononce pour « la rédaction d'une charte fondamentale nouvelle », donc pour une révision de la Constitution dans son ensemble, y compris les articles sur la succession au trône qui ne figuraient pas dans la déclaration de la Chambre des Députés du 21 mai 1999.

En ce qui concerne la succession au trône, il faut rappeler que le Luxembourg a approuvé, par la loi du 15 décembre 1988, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, faite à New York, le 18 décembre 1979¹⁰.

Le pacte de famille de la Maison de Nassau du 30 juin 1783 prévoyant que la couronne se transmet en ligne directe par ordre de primogéniture dans la descendance mâle, à l'exclusion de la descendance féminine, l'article 2 de la loi précitée du 15 décembre 1988 prévoit la réserve suivante : « L'application de l'article 7 n'affectera pas la validité de l'article 3 de notre Constitution concernant la transmission héréditaire de la couronne du Grand-Duché de Luxembourg conformément au pacte de famille de la Maison de Nassau en date du 30 juin 1783, maintenu par l'article 71 du Traité de Vienne du 9 juin 1815 et expressément maintenu par l'article 1^{er} du Traité de Londres du 11 mai 1867¹¹ ».

En mars 1997 le Gouvernement s'est engagé, par son plan d'action 2000, à lever les réserves émises lors de la ratification de la Convention. Par la suite, le Comité des Nations Unies sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a itérativement critiqué le Luxembourg pour son inaction malgré l'engagement pris en 1997 d'éliminer toute discrimination entre femmes et hommes en matière de succession au trône.

⁹ Chambre des Députés, compte-rendu de la deuxième session extraordinaire 1999, accord de coalition, p. 80 et 81.

¹⁰ Chambre des Députés, Doc. parl. 3140, session ordinaire 1987 - 1988.

¹¹ Mémorial A 1988, p. 1276.

A défaut d'une modification adéquate du pacte de famille de 1783 par la famille régnante, une proposition de révision de l'article 3 de la Constitution s'est imposée dès 1999 pour échapper aux réprimandes du Comité précité des Nations Unies.

En deuxième lieu, le Gouvernement invite la Chambre, dans la déclaration du 12 août 1999, à réviser dans les meilleurs délais d'une part l'article 114 de la Constitution qui fixe la procédure de révision de la Constitution et d'autre part les dispositions sur le pouvoir réglementaire. La priorité accordée à la révision de ces dispositions s'explique par la volonté du Gouvernement de réagir rapidement à la suite des premiers arrêts de la Cour Constitutionnelle portant sur la constitutionnalité des arrêtés ministériels. La révision de l'article 114 en date du 19 décembre 2003 a d'ailleurs permis à la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle d'entamer les travaux en vue d'une révision d'ensemble de la Constitution.

Un troisième élément à relever dans la déclaration gouvernementale du 12 août 1999 constitue la volonté d'associer les citoyens d'une façon plus active à la vie politique, notamment par le recours plus systématique au référendum. Cet engouement s'est quelque peu estompé après le référendum du 10 juillet 2005 sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe.

4. Les événements ayant conduit à la révision de l'article 34 de la Constitution et la résolution de la Chambre du 11 décembre 2008

Au cours du mois de novembre le monde politique luxembourgeois et le public est informé, à la suite d'entretiens particuliers entre le Grand-Duc et les chefs de fil des partis politiques, que le Grand-Duc refusera de sanctionner une proposition de loi sur l'euthanasie et l'aide au suicide, proposition en voie de discussion au sein d'une Commission de la Chambre des Députés et dont le vote en séance plénière doit prévisiblement intervenir dans les premiers mois de 2009.

L'on a parlé de crise institutionnelle entraînant d'une part la révision de l'article 34 de la Constitution avec la suppression du pouvoir du Grand-Duc de sanctionner les lois et d'autre part l'adoption par la Chambre des Députés, le 11 décembre 2008, d'une résolution invitant la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle « à poursuivre ses travaux et à réexaminer les textes déjà mis au point en veillant à redéfinir le processus

d'élaboration des lois et notamment les articles 46, 47 et 48 et à conforter le rôle du Chef d'Etat en qualité de garant de l'unité et de l'indépendance nationale »¹².

Les travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle en vue de la rédaction d'une charte fondamentale nouvelle ont duré de 2004 à 2009. Ils ont été conditionnés par la nécessité d'une mise en conformité de la Constitution avec les obligations de traités internationaux. Ils n'ont ignoré ni les développements jurisprudentiels de la Cour constitutionnelle ni les réflexions doctrinales du Conseil d'Etat dans son livre jubilaire de 2006.

Ils ont été menés dans un esprit ouvert par les députés de tous les partis politiques avec la volonté de faire une œuvre commune « tenant compte des réalités constitutionnelles et politiques du pays ». C'est au cours des travaux et certainement sous l'influence des péripéties politiques du mois de décembre 2008 que les objectifs de la révision constitutionnelle ont pris une forme et un contenu plus précis.

II. Les objectifs de la refonte constitutionnelle

L'exposé des motifs du document parlementaire No 6030 retient trois objectifs : la modernisation de la terminologie désuète par endroits, la nécessité d'adapter les textes à l'exercice réel des pouvoirs et l'inscription dans la Constitution des dispositions relevant d'une pratique coutumière ou inscrite dans d'autres textes échappant à l'intervention du législateur ».

1. Moderniser la terminologie

Le Constituant s'est proposé de moderniser non seulement la terminologie, mais il a tenu à préciser, à redéfinir, à reformuler certaines dispositions constitutionnelles afin qu'elles correspondent aux conceptions actuelles.

Ainsi l'article 3 du texte en vigueur qui dit que la Couronne est héréditaire dans la famille de Nassau » est remplacé, à l'instar de l'article 85 de la Constitution belge, par le texte plus précis « Les pouvoirs constitutionnels du Grand-Duc sont héréditaires . ».

¹² Chambre des Députés, compte-rendu séances publiques No 18, session ordinaire 2009, p. 203

L'article 28 du texte en vigueur qui garanti l'inviolabilité du secret des lettres est étendu à toutes les communications personnelles.

Aux termes de l'article 46 actuellement en vigueur, « l'assentiment de la Chambre des Députés est requis pour toute loi », cette expression pouvant faire croire que les lois sont décidées ailleurs, la Chambre n'ayant comme attribution législative que d'y donner son « assentiment » sans pouvoir y apporter des amendements. Le terme « assentiment » est remplacé par celui de « vote ».

2. Deuxième objectif

Un deuxième objectif de la révision constitutionnelle consiste à adapter les textes de façon à faire correspondre à la réalité des pouvoirs ou à l'effectivité des attributions, des droits ou des devoirs y exprimés. Il s'agit en somme de faire disparaître ce que ce que l'on est convenu d'appeler « les fictions », expression désignant une interprétation des textes constitutionnels qui ne cadre plus avec le texte réel.

Ces « fictions » ont trait surtout aux attributions réservées par la Constitution au Chef de l'Etat.

Les événements, qui ont entraîné une révision de l'article 34 de la Constitution au cours du mois de décembre 2008, ont fait ressortir « l'écart entre la Constitution écrite et la façon de fonctionner des institutions » selon l'expression du Conseil d'Etat, qui dans son avis du 9 décembre 2008 sur le projet de révision de l'article 34 de la Constitution « considère qu'une lecture actuelle de l'article 34 de la Constitution ne peut pas se faire exclusivement au regard de la lettre de ce texte ou de la teneur et de l'esprit de la Constitution telle qu'elle a été adoptée en 1868. Il y a lieu de tenir compte de la pratique constitutionnelle dans laquelle le rôle du Grand-Duc, dans le processus législatif, est devenue purement formel, y compris en ce qui concerne l'acte de sanction-promulgation. Il convient surtout de lire l'article 34 dans le contexte d'une série de révisions constitutionnelles importantes intervenues depuis un siècle qui soulignent que l'acte de sanction n'est plus l'expression d'un pouvoir réel du Grand-Duc quant à l'approbation de la substance d'une loi votée par la Chambre »¹³.

¹³ Chambre des Députés, doc. parl. No 5967², session 2008-2009

L'article 34 a été modifié par la suppression de la sanction grand-ducale des lois, attribution par laquelle le Grand-Duc participait à l'exercice du pouvoir législatif.

A la suite de cette révision et en réservant une suite favorable à la résolution votée par la Chambre des Députés le 11 décembre 2008, la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle s'est interrogée sur d'autres pouvoirs du Grand-Duc. Elle a proposé des modifications en ce qui concerne la promulgation des lois, la nomination aux emplois civils et militaires, l'exercice du commandement de la force armée.

L'expression sommaire de l'article 76 que le « Grand-Duc règle l'organisation de son Gouvernement » est remplacée par plusieurs articles qui traitent d'une façon plus extensive l'organisation du Gouvernement en tenant compte des pratiques respectées depuis près d'un siècle.

3. Troisième objectif

Un troisième objectif tend à intégrer dans la Constitution, sous une forme adaptée, toutes les dispositions qui concernent la succession au trône, la régence et la lieutenance, dispositions qui sont actuellement, dans une certaine part, inscrites au Pacte de famille de la Maison de Nassau de 1783. Cette démarche a été dictée principalement par la nécessité de donner une suite aux exigences du traité de New-York du 18 décembre 1979, ratifié par notre pays en 1988. Il s'agit de garantir l'égalité du traitement entre femmes et hommes en ce qui concerne la succession au trône.

La proposition de révision de la Constitution tient compte de certaines pratiques qui concernent la formation du Gouvernement et les relations entre la Chambre des Députés et le Gouvernement, ce dernier étant tenu, avant son entrée en fonction, de demander la confiance de la Chambre.

III. Portée de la refonte constitutionnelle

Dans la lignée des objectifs que la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle devait atteindre, il est évident que les modifications apportées à certains chapitres ont été plus substantielles qu'à d'autres. La définition des pouvoirs et des attributions réservées aux diverses institutions de l'Etat à la lumière des réalités politiques de 2010

se distingue évidemment de la répartition des pouvoirs inscrits dans la Constitution, même modifiée, de 1868.

En passant en revue les divers chapitres, l'on constate que celui ayant trait aux droits fondamentaux a été complété par des dispositions ponctuelles relatives à la dignité humaine, la prohibition de la torture et des traitements inhumains et dégradants, l'extension de la garantie du secret des lettres à toutes les communications personnelles, la promotion de la langue luxembourgeoise et le droit au logement comme obligation de moyen à charge de l'Etat.

Le chapitre ayant subi les modifications les plus incisives est celui qui concerne le Grand-Duc, ceci d'une part en raison de l'inscription dans la Constitution de toutes les dispositions relatives à la succession au trône, à la régence et à la lieutenance et d'autre part par suite du réaménagement des dispositions concernant les pouvoirs du Grand-Duc en vue de les accommoder à la réalité politique actuelle. Il n'était pas dans la visée de la Commission compétente de la Chambre des Députés d'abaisser la position du Chef de l'Etat. Bien au contraire. Il est relevé dans l'exposé des motifs que « les textes constitutionnels proposés tendent à renforcer la position du Grand-Duc en tant que Chef de l'Etat, « symbole de son unité et garant de l'indépendance nationale », et à adapter en conséquence les dispositions de la Constitution risquant de mêler le Chef de l'Etat à des décisions politiques dont la responsabilité doit être endossée par d'autres organes constitutionnels ».

Parmi les attributions actuellement réservées au Grand-Duc que le texte propose de conférer au Gouvernement, il faut retenir notamment la nomination aux emplois civils et militaires, la promulgation des lois, le commandement des forces armées.

En ce qui concerne la Chambre des Députés le texte précise les dispositions ayant trait à l'initiative législative qui est réservée au Gouvernement et aux membres de la Chambre.

Le texte prévoit également la possibilité de l'initiative législative populaire qui doit être réglée par la loi.

Le chapitre qui subit des modifications importantes est celui concernant le Gouvernement. Si les textes de la Constitution doivent refléter la réalité politique du pays, l'on ne peut pas ne pas réserver au

Gouvernement une position renforcée par rapport au texte actuel assez sommaire.

Une innovation qui tient compte des pratiques des dernières décennies a été inscrite à l'article 102 paragraphe (2) et (3) avec la possibilité de l'exigence pour le Gouvernement d'engager sa responsabilité devant la Chambre des Députés en permettant à celle-ci soit d'exprimer, soit de refuser sa confiance au Gouvernement.

Le chapitre sur le pouvoir judiciaire ne connaît pas de modifications importantes, non pas que la Commission de la Chambre n'ait considéré que des adaptations ne soient pas nécessaires, mais parce qu'elle était d'avis que des modifications aux textes constitutionnels de l'organisation judiciaire ne pouvaient intervenir qu'avec l'élaboration de textes législatifs à proposer par le Gouvernement en accord avec les instances judiciaires.

Les visées des auteurs de la proposition de la révision constitutionnelle sont-elles traduites d'une façon exhaustive par l'intitulé de la proposition de révision indiquant qu'elle porte « modification et nouvel ordonnancement de la Constitution ».

En modifiant près de la moitié des articles de la Constitution de 1868 la proposition de révision procède à une refonte substantielle de la Constitution en vigueur. Le nouvel ordonnancement consistant à regrouper et à transférer certains articles d'un chapitre vers un autre chapitre ne doit pas être considéré comme n'ayant aucun effet sur la portée de ces dispositions.

Le dépôt de la proposition de loi concernant la révision constitutionnelle ne constitue qu'un premier pas. La Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle attend la prise de position du Gouvernement et l'avis du Conseil d'Etat pour reprendre ses délibérations sur la proposition de révision qui, je l'espère, pourra être votée avant les élections législatives prévues pour 2014.

Paul-Henri Meyers

Jörg Gerkrath

**La proposition de révision dans
le contexte international :
la garantie constitutionnelle
des droits fondamentaux
serait-elle devenue superflue ?**



**Quelques remarques à propos de la notion des droits fondamentaux,
de leur formulation et de leur protection.**

Table des matières

I. Introduction	22
II. La définition des droits reconnus	25
A. La tradition française des droits de l'homme et des libertés publiques	26
B. La théorie allemande des droits fondamentaux et son rayonnement	27
C. Droits fondamentaux et libertés fondamentales en droit de l'Union européenne.....	29
III. La formulation des droits	30
A. Les débats inhérents à l'affirmation internationale, qu'elle soit déclaratoire ou conventionnelle	31
B. L'énonciation « nationale » : une expression de la diversité des identités constitutionnelles des États	32
C. Les exigences rédactionnelles découlant de la justiciabilité des droits fondamentaux	34
IV. La protection des droits fondamentaux	37
A. Le caractère complémentaire de la protection européenne	38
B. L'intérêt d'une garantie constitutionnelle de droits fondamentaux pleinement justiciables.....	39
V. Conclusions.....	41

**La proposition de révision dans le contexte international :
la garantie constitutionnelle des droits fondamentaux
serait-elle devenue superflue ?**

**Quelques remarques à propos de la notion des droits fondamentaux,
de leur formulation et de leur protection.**

I. Introduction

La garantie des droits et libertés à travers la constitution serait-elle devenue superflue ? Posée ainsi, la question doit paraître incongrue voire provocante. On l'admet volontiers. Les mérites historiques des catalogues et déclarations nationaux des droits de l'homme, tels que la célèbre déclaration française de 1789¹ sont indéniables. Il faut toutefois se rendre à l'évidence que les textes nationaux sont aujourd'hui de plus en plus concurrencés par des documents internationaux. Ces derniers sont au surplus souvent plus récents que les catalogues nationaux dont certains, à l'instar de celui inclus dans la Constitution luxembourgeoise datent pour partie du 19^{ème} siècle. Comparé au chapitre II de la Constitution luxembourgeoise de 1868, les textes internationaux sont non seulement plus modernes dans leur rédaction mais contiennent également des droits encore ignorés par la Constitution.

Il ne faut pas oublier que le libellé d'un grand nombre de dispositions de ce chapitre II remonte à la Constitution de 1848 et, au-delà, à la Constitution belge de 1831, qui lui a servi de modèle. Certes, le chapitre II a fait entretemps l'objet de nombreuses révisions dont la plus importante date de 1948. La majeure partie de ces révisions étant cependant intervenue postérieurement à 1998, cela semble témoigner d'une prise de conscience croissante d'un besoin de modernisation. Il n'en reste pas moins que près des deux tiers des 23 articles qui forment le chapitre II de la Constitution

¹ La valeur constitutionnelle de la DDHC a été reconnue, on le sait, par la célèbre décision du Conseil constitutionnel français du 16 juillet 1971 (n° 71-44 DC, « liberté d'association ») qui intègre le Préambule de la Constitution française de 1958 dans le « bloc de constitutionnalité ».

n'ont subi aucune modification jusqu'à nos jours². Composé pour partie d'anciennes dispositions du 19^{ème} siècle et pour partie d'ajouts plus récents, le chapitre II de la Constitution manque aujourd'hui singulièrement de cohérence rédactionnelle.

On peut de ce fait regretter que la proposition de révision qui figure dans le document parlementaire n° 6030 n'aille pas au bout des choses. Certes, elle modifie la structure du chapitre II en s'inspirant des subdivisions de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Pour ce qui est de la substance, elle se borne cependant à maintenir toutes les dispositions du texte actuellement en vigueur en y ajoutant une poignée de dispositions nouvelles.

Le traité de Lisbonne confère désormais à la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne la même valeur juridique que celle des traités fondateurs. Elle peut être considérée comme le catalogue de droits le plus moderne et le plus complet au niveau européen. En vertu de son article 51 elle s'imposera toutefois aux Etats membres « uniquement lorsqu'ils mettent en œuvre le droit de l'Union ». Pour éviter que le niveau de garantie des droits et libertés ne varie alors, selon que les Etats mettent en œuvre le droit de l'Union ou agissent en dehors de celui-ci, il eut été concevable de remplacer le chapitre II par le texte de ladite Charte ou par un renvoi à celui-ci. Cette voie quelque peu radicale, on en convient, n'a pas été retenue.

L'interrogation initiale sur le caractère éventuellement superflu d'une garantie constitutionnelle des droits et libertés a néanmoins toute sa raison d'être. Elle est alimentée par ailleurs par une prise de position du président de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle, qui a déposé la proposition de révision n° 6030. Paul-Henri Meyers rappelle en effet que la Commission « n'a pas procédé à une adaptation des droits fondamentaux inscrits dans la Constitution luxembourgeoise par rapport aux mêmes droits prévus par les instruments internationaux au motif que, d'après notre doctrine et notre jurisprudence, les dispositions des traités internationaux ratifiés par le Luxembourg priment le droit national, y compris les dispositions d'ordre constitutionnel »³.

C'est donc en prenant prétexte de l'existence et de la primauté des conventions internationales en matière de droits de l'homme qu'il n'a pas été jugé nécessaire d'adapter plus profondément la liste des droits

² Voir P.-H. Meyers, *Les droits fondamentaux dans la Constitution luxembourgeoise*, in J. Gerkrath, *La refonte de la Constitution luxembourgeoise en débat*, Larcier, Bruxelles 2010, p. 62.

³ Cf. P.-H. Meyers, *op. cit.*, p. 66.

fondamentaux inscrits dans la constitution luxembourgeoise. Et ceci a été décidé alors même que les membres de la Commission semblent avoir pris conscience du décalage existant entre les droits et libertés garantis par la Constitution et ceux consacrés par les traités internationaux liant le Grand-Duché.

En poussant ce raisonnement un brin plus loin, on pourrait arriver à la conclusion que, face à la profusion des garanties internationales et européennes, le catalogue national devient surabondant. En est-il vraiment ainsi ? Les Etats européens liés par les instruments internationaux les plus importants tels que : la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (CEDH) du 4 novembre 1950, la déclaration universelle de 1948, les pactes et conventions des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme ainsi que la récente Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne : ont-ils encore besoin d'un catalogue national ?

N'y a-t-il pas au contraire de bonnes raisons pour faire l'économie d'une déclaration nationale ? Celle-ci ne risque-t-elle pas d'engendrer des conflits de normes difficiles à résoudre en cas de divergence de formulation ou d'interprétation des droits reconnus aux niveaux national et international ? Ce risque n'est-il pas d'autant plus grand que la déclaration nationale est plus âgée et forcément moins protectrice que la somme des instruments internationaux ? Dans la mesure où il peut paraître illusoire de vouloir rédiger une déclaration nationale exhaustive ne présentant aucun potentiel de conflit par rapport à la totalité des textes européens et internationaux en vigueur, il pourrait donc sembler tentant d'insérer dans la constitution un simple renvoi aux instruments internationaux ratifiés.

Ceci n'est cependant pas la position défendue ci-après. Tout au contraire, et pour vous rassurer d'emblée : la réponse doit être « non ». Une déclaration nationale n'est pas superflue. Le constituant devrait s'attacher tout au contraire à édifier une garantie nationale ambitieuse qui corresponde aux besoins d'une société démocratique au début du 21^{ème} siècle. Mais cette ambition implique un triple effort de **définition** des droits, de leur **formulation** et de d'un renforcement des mécanismes de leur **protection**.

II. La définition des droits reconnus

La proposition de révision n° 6030 ne touche pas à l'intitulé du Chapitre 2 de la constitution : « Des libertés publiques et des droits fondamentaux ». Il y a pourtant de bons arguments pour ne retenir, au niveau de la loi suprême, que la seule expression des droits fondamentaux. Il faut reconnaître d'emblée, que la définition de la notion des droits fondamentaux et sa délimitation par rapports aux concepts voisins est une question difficile à laquelle l'on ne peut pas prétendre répondre de manière exhaustive dans le cadre de cette modeste contribution. De nombreux travaux émanant d'auteurs des plus renommés évoquent en effet la distinction terminologique entre « droits de l'homme », « libertés publiques », « droits fondamentaux » et « libertés fondamentales » sans que pour autant un consensus général semble s'en dégager⁴. Le même constat se dégage de la lecture des catalogues nationaux et internationaux de protection des droits et des libertés qui emploient ces différentes notions sans nécessairement y attacher une signification ou une portée foncièrement différentes.

Il faut néanmoins se rappeler que ces notions ne sont pas synonymes mais traduisent tout au contraire des approches spécifiques, propres à des systèmes juridiques différentes, et qui se reflètent à travers le niveau de leur reconnaissance, leurs destinataires et leurs régimes juridiques.

Pour ce qui est de la constitution luxembourgeoise, le choix des mots pourrait laisser croire que le constituant ait cherché à consacrer une solution « mixte ». Depuis 1999, l'intitulé du chapitre deux de la Constitution évoque en effet tant les « libertés publiques » que les « droits fondamentaux ». En cela il se réfère simultanément à deux approches pourtant bien différentes qui caractérisent deux des systèmes juridiques voisins. On peut en effet y voir le signe d'une volonté de combiner la conception française des libertés publiques avec la théorie allemande des droits fondamentaux. Certes, on sait que la rédaction du libellé de ce chapitre est issue en 1999 d'un compromis laborieux entre la Commission parlementaire des Institutions et de la Révision constitutionnelle et le Conseil d'Etat. Ce dernier avait alors marqué en vain sa préférence pour ne retenir que la seule expression des droits fondamentaux.

⁴ Pour une présentation synthétique des débats on lira avec profit Michel LEVNET, *Théorie générale des droits et libertés*, Coll. Droit et Justice, vol. 68, Bruylant, Bruxelles 2006, p. 37 ss., Louis FAVOREU, et. al., *Droit des libertés fondamentales*, 2ème éd., Dalloz, Paris 2002, p. 9 ss.

En maintenant l'actuel intitulé tout en s'inspirant par ailleurs de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, la proposition de refonte perpétue en quelque sorte la tradition constitutionnelle initiée en 1999 qui consiste à vouloir conserver une référence aux libertés publiques alors même qu'à l'exception de la France (A), les exemples de l'Allemagne (B.) et de l'Union européenne (C.) tendent clairement à privilégier la notion des droits fondamentaux.

A. La tradition française des droits de l'homme et des libertés publiques

Il est communément admis que le terme « libertés publiques » renvoie à une conception typiquement française et désigne de ce fait une forme de consécration juridique des droits de l'homme qui se situe dans un système légicentriste⁵. Leur longue évolution historique peut être divisée dans les trois grandes étapes que sont l'émergence philosophique de l'idée des droits de l'homme, leur consécration au sein des premières déclarations et finalement leur « juridicisation » en tant que libertés publiques.

L'expression « droits de l'homme » renvoie initialement au droit naturel, à un ensemble de droits inhérents à la nature humaine. La déclaration des droits de l'homme et du citoyen, adoptée par l'Assemblée nationale française le 26 août 1789, évoque ainsi dans son préambule « les droits naturels, inaliénables et sacrés de l'Homme ». Selon cette conception il s'agit de droits liés à la condition d'être humain qui préexistent toute société humaine. Selon plusieurs auteurs il conviendrait aussi d'employer l'expression « droits de l'homme » pour désigner, en droit positif, les droits garantis au niveau international par les différents pactes, conventions et chartes des droits de l'homme⁶. La déclaration universelle des droits de l'homme adoptée par l'Assemblée générale des Nations-Unies en 1948 et la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales de 1950 constituent les premières réalisations.

L'appellation de libertés publiques a pendant longtemps dominé l'enseignement de cette matière dans les facultés de droit françaises et reste utilisée dans certains manuels comme celui du professeur Patrick Wachsmann. Elle est par ailleurs présente dans l'article 34 de la Constitution

⁵ Voir Michel LEVINET, *Théorie générale des droits et libertés*, op. cit. p. 41 et Louis FAVOREU et al., *Droit des libertés fondamentales*, 2^{ème} édition, Dalloz, Paris 2002, p. 1.

⁶ Cf. Patrick WACHSMANN, *Libertés publiques*, 5^{ème} édition, Dalloz, Paris 2005, p. 4 et Patrick KINSCH, *Droits de l'homme, droits fondamentaux et droit international privé*, RCADI, tome 318, (2005), p. 24.

française de 1958 lequel prévoit que « la loi fixe les règles concernant les droits civiques et les garanties fondamentales accordées aux citoyens pour l'exercice des libertés publiques ».

Conceptualisé par la doctrine, ces libertés sont dites publiques parce qu'elles s'exercent dans l'espace public et y sont opposables à la puissance publique. Quelles soient proclamées au sein de la déclaration de 1789 ou résultent de grandes lois adoptées notamment au temps de la IIIème République, leur régime juridique se caractérise essentiellement par le fait que leur jouissance repose sur une place particulière accordée à la loi qui seule en détermine les conditions d'exercice et en fixe les limites. Elles apparaissent par ailleurs comme des concessions arrachées à l'administration par leur principal défenseur, le juge administratif. Leur étude relevait de ce fait pendant longtemps du droit administratif et non du droit constitutionnel. Cette expression correspond ainsi à une époque où la défense des droits et libertés relevait avant tout du législateur et des juges administratifs. Elle correspond davantage au contrôle de la légalité des actes de la puissance publique qu'à celui de leur constitutionnalité et conventionnalité et elle relève davantage de l'idée de l'Etat légal que de celui de l'Etat de droit⁷.

Sous l'influence du droit allemand, de la jurisprudence des juridictions constitutionnelles européennes et d'une partie importante de la doctrine, connue sous le nom de l'Ecole aixoise de droit constitutionnel, la notion de droits fondamentaux tend désormais à concurrencer voire à supplanter la notion de libertés publiques qui s'avère tout simplement moins efficace⁸.

B. La théorie allemande des droits fondamentaux et son rayonnement

On peut raisonnablement douter de la pertinence de l'emploi de termes tels que droit fondamentaux ou libertés publiques en dehors des systèmes juridiques qui les ont vu naître et leur ont assigné un statut précis⁹. Il n'en demeure pas moins que la théorie allemande des droits fondamentaux

⁷ Voir en ce sens Michel LEVINET, op. cit. p. 43.

⁸ Louis FAVOREU et al., *Droit des libertés fondamentales*, 2^{ème} édition, Dalloz, Paris 2002, p. 67.

⁹ En ce sens Patrick Wachsmann, *Droits fondamentaux et personnes morales*, in J.-C. Barbato et J.-D. Mouton, *Vers la reconnaissance de droits fondamentaux aux Etats membres de l'Union européenne ? Réflexions à partir des notions d'identité et de solidarité*, Bruylant, Bruxelles 2010, p. 225.

(*Grundrechte*) a connu un réel succès en dehors de la République fédérale¹⁰. Enoncés pour la première fois dans la *Paulskirchenverfassung* de 1849 et repris dans la *Weimarer Reichsverfassung* de 1919, les droits fondamentaux figurent aujourd'hui dans le premier titre de la Loi fondamentale de 1949 (*Grundgesetz*).

Pour synthétiser les différentes définitions de la notion de droits fondamentaux par la doctrine allemande on peut avoir recours aux trois conceptions distinguées notamment par Robert Alexy¹¹. Du point de vue formel les droits fondamentaux sont ainsi tous les droits inscrits dans la constitution et qualifiés par celle-ci de fondamentaux. La décision sur la « fondamentalité » des droits à consacrer résulte donc de la volonté du pouvoir constituant. Du point de vue matériel ils ressortent de droits de l'homme transformés en règles de droit constitutionnel positif.

Il faut reconnaître que ces deux premières approches ne permettent pas d'expliquer de manière satisfaisante l'utilité d'une constitutionnalisation des droits de l'homme. C'est ici qu'intervient la notion procédurale des droits fondamentaux. De ce troisième point de vue les droits fondamentaux se caractérisent par le fait qu'ils ont été soustraits à la compétence du législateur ordinaire, c'est-à-dire de la majorité parlementaire simple. Les droits fondamentaux étant l'affaire du pouvoir constituant, cela implique nécessairement l'idée d'une forme quelconque de justice constitutionnelle.

Inscrites dans la constitution, s'imposant même à la volonté du législateur et étant directement justiciable devant une puissante Cour constitutionnelle, les droits fondamentaux jouissent en Allemagne d'un régime juridique très protecteur qui a fini par rejaillir sur le droit communautaire.

¹⁰ Sur le rayonnement de la Loi fondamentale, de la jurisprudence de la Cour constitutionnelle et du concept des droits fondamentaux cf. notamment C. GREWE, « Les influences du droit allemand des droits fondamentaux sur le droit français : le rôle médiateur de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme », RUDH, 2004, pp. 26 et s. ; L. HEUSCHLING, *Etat de droit, Rechtsstaat, Rule of Law*, Paris, Dalloz, 2002 ; B. PIEROTH, « La Cour constitutionnelle fédérale allemande comme modèle pour l'Europe », Cités, n°13, 2003, pp. 57 et s. ; P. WACHSMANN, « L'importation en France de la notion de droits fondamentaux », RUDH, 2004, pp. 40 et s.

¹¹ Robert ALEXY, *Grundrechte*, in H.J. Sandkühler (Hrsg.), *Enzyklopädie Philosophie*, Bd. 1, Hamburg 1999.

C. Droits fondamentaux et libertés fondamentales en droit de l'Union européenne

La reprise de la terminologie des droits fondamentaux dans le droit communautaire est clairement le reflet d'une influence allemande. Celle-ci s'est exercée en deux étapes. Dans un premier temps la Cour de justice des Communautés européennes, saisi de questions préjudicielles émanant de juridictions allemandes, a été amené à reconnaître que « le respect des droits fondamentaux fait partie intégrante des principes généraux du droit » dont elle assure le respect¹². La pression exercée dans ce contexte par la Cour constitutionnelle allemande, qui menaçait de dénier la primauté aux actes communautaires en conflit avec un droit fondamental de la constitution allemande, n'était pas tout à fait étrangère à cette évolution.

Dans un second temps, cette influence a joué au moment de l'élaboration de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Sa rédaction, qui a été lancée suite à une initiative du Conseil européen sous présidence allemande, a en effet été confiée à une Convention présidée par M. Roman Herzog, ancien président de la République fédérale allemande et de la Cour constitutionnelle de Karlsruhe.

Le fait que ce soit justement le terme de droits fondamentaux qui ait été retenue et non pas celui de droits de l'homme peut être pris comme un indice de la volonté d'en souligner la nature constitutionnelle de la Charte et de marquer la différence par apport aux instruments conventionnels classiques¹³.

On n'oubliera pas non plus que dans le droit de l'Union européenne les droits fondamentaux reconnus par la jurisprudence et codifiée dans la Charte coexistent avec les libertés de circulation garanties par le traité. La Cour de justice les qualifie depuis longtemps de « libertés fondamentales » et n'hésite pas non plus de parler, par exemple, d'un droit fondamental à la liberté d'établissement. Dans les affaires *Schmidberger* en 2003 et *Omega Spielhallen* en 2004 elle a été amenée à se prononcer sur la question de savoir comment concilier des exigences de la protection des droits fondamentaux avec celles, éventuellement contraires, découlant d'une liberté fondamentale. Bien qu'elle admette dans les deux affaires qu'une dérogation à une liberté fondamentale garantie par le traité peut

¹² CJCE, 17.12.1970, *Internationale Handelsgesellschaft*, aff. 11-70, Rec. p. 1128.

¹³ On lira avec profit les riches contributions réunies dans Joël RIDEAU (dir.), *Les droits fondamentaux dans l'Union européenne. Dans le sillage de la Constitution européenne*, Bruylant, Bruxelles 2009.

être justifiée par l'invocation d'un droit fondamental, il ne faut pas en conclure au caractère subordonné des libertés de circulation. Car, comme l'a formulé l'avocat général Stix-Hackl dans l'affaire Omega : « les libertés fondamentales peuvent, au moins dans une certaine mesure, parfaitement être considérées sur le plan matériel comme des droits fondamentaux »¹⁴.

Ce bref rappel de l'emploi des différentes notions dans les systèmes juridiques français, allemand et européen montre que chacune des notions implique un modèle de référence propre. Il est alors possible de retenir qu'en matière de droit positif l'expression « droits de l'homme » renvoie aux systèmes internationaux de protection alors que dans les systèmes internes la logique des « libertés publiques » coïncide avec la règle de la Loi et les « droits fondamentaux » impliquent une garantie proprement constitutionnelle. Allant de pair avec l'idée de l'Etat de droit et impliquant tant la constitutionnalité que la justiciabilité des différents droits et libertés, le cadre de référence des droits fondamentaux offre une protection plus efficace.

Pour le titre du chapitre II de la Constitution luxembourgeoise cela signifie tout simplement qu'il serait préférable de ne retenir que la seule expression de droits fondamentaux et d'abandonner la notion de libertés publiques. En ce qui concerne en effet les possibles restrictions aux droits reconnus, on ne peut que constater avec la Commission de Venise que la Constitution luxembourgeoise « est l'expression d'une grande confiance à l'égard du législateur ». Une trop grande confiance. Il conviendrait ainsi d'inscrire dans le chapitre deux de la constitution révisée plusieurs clauses transversales faisant apparaître que d'éventuelles limitations, dérogations ou restrictions ne peuvent y être apportées qu'en respectant des conditions strictes, qui s'imposent à toutes les autorités nationales y compris au législateur.

III. La formulation des droits

L'exercice qui consiste à identifier les droits et libertés jugés fondamentaux pour les réunir dans une déclaration solennelle avec valeur contraignante pour un ou plusieurs Etats n'est pas un exercice facile. Cet exercice peut être effectué au niveau national par une assemblée constituante

¹⁴ CJCE, 14.10.2004, Omega Spielhallen, aff. C-36/02, Rec. p. I-9609, point 50.

ou au niveau international dans le cadre d'une conférence diplomatique. Il s'avère cependant que l'affirmation internationale souffre de certains défauts inhérents à la technique diplomatique (A) alors que l'énonciation nationale offre certains avantages en ce qu'elle permet d'exprimer l'identité constitutionnelle en la matière (B). Ces avantages risquent cependant d'être perdus si le constituant ne respecte pas certaines exigences rédactionnelles découlant de la justiciabilité des droits fondamentaux (C).

A. Les défauts inhérents à l'affirmation internationale, qu'elle soit déclaratoire ou conventionnelle

Le droit international des droits de l'homme constitue certainement une branche très particulière au sein du droit international public. Ce dernier est en effet classiquement conçu comme un droit de coordination entre Etats souverains qui ne connaît ni législateur, ni juge, ni sanction obligatoire, en dehors du consentement des Etats visés. Visant à donner naissance à un droit de protection de l'individu, les règles internationales des droits de l'homme cherchent à dépasser la conception classique du droit international qui ne s'intéresse qu'aux rapports interétatiques¹⁵. Ce dépassement se heurte néanmoins à la nature des relations internationales qui se reflète notamment au stade de la négociation, de l'entrée en vigueur et de la détermination du champ d'application de chaque instrument.

La négociation d'un traité international obéit à des règles spécifiques des conférences diplomatiques. Même institutionnalisées dans le cadre des Nations-Unies de telles conférences favorisent la recherche d'un consensus. Ils produisent de ce fait des textes de compromis qui reflètent le plus petit dénominateur commun. Autrement leur entrée en vigueur qui suppose un nombre élevé de ratifications étatiques deviendra improbable. L'entrée en vigueur d'une telle convention des droits de l'homme n'est d'ailleurs pas le seul écueil. En raison du principe de l'effet relatif des traités et par le jeu des réserves que les Etats peuvent émettre au moment de la signature ou de la ratification, il est primordial de vérifier tout d'abord le champ d'application territorial, personnel et matériel de chaque instrument international avant de pouvoir se prononcer sur la portée exacte des droits qu'il confère à un individu donné.

Du point de vue de l'individu, premier destinataire des droits reconnus, les instruments internationaux présentent donc tout d'abord un

¹⁵ Pour une présentation systématique on consultera Frédéric SUDRE, *Droit européen et international des droits de l'homme*, 7^{ème} édition, PUF, Paris 2005, p. 21 et s.

défaut d'accessibilité. S'ajoute à cela le fait que les droits de l'homme internationalement reconnus se trouvent dispersés dans une pluralité d'instruments à valeur juridique différente et au champ d'application variable. La page internet du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme énumère ainsi pas moins de seize instruments internationaux des droits de l'homme adoptés entre 1965 et 2008. A ces différents « pactes », « conventions » et « protocoles facultatifs » s'ajoute encore la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948. Prenant la forme d'une résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies, cette dernière n'a cependant pas de force contraignante à l'égard des Etats.

Il est vrai que les efforts de proclamation des droits de l'homme au niveau international ont eu plus de succès dans certains cadres régionaux. Les Conventions et Chartes européenne (1950), américaine (1969), africaine (1981) et arabe (1994) en témoignent. Parmi elles, la convention européenne des droits de l'homme constitue aujourd'hui une véritable référence internationale. Elle se singularise néanmoins des autres par l'existence d'une juridiction obligatoire qui en assure une interprétation dynamique. De ce fait elle peut aujourd'hui revendiquer un statut qui n'est pas très éloigné de celui d'une constitution.

B. L'énonciation « nationale » : une expression de la diversité des identités constitutionnelles des Etats

En termes d'accessibilité, de visibilité et de justiciabilité l'insertion d'un catalogue des droits fondamentaux dans la constitution présente des avantages évidents pour leurs titulaires, les êtres humains. On y reviendra. L'énonciation des droits dans la constitution nationale peut néanmoins aussi présenter un intérêt pour les Etats qui comme le Luxembourg font partie de l'Union européenne. Conformément à sa devise, qui figurait explicitement dans le traité établissant une Constitution pour l'Europe, l'Union est en effet « unie dans la diversité ». Cela se traduit notamment par le fait qu'en vertu de l'article 4 du traité sur l'Union européenne et conformément à la jurisprudence de la Cour de justice, l'Union doit respecter ce que l'on appelle désormais « l'identité constitutionnelle » de ses Etats membres¹⁶.

Le droit à la conservation de leur existence politique ainsi que le respect dû à leur identité constitutionnelle peuvent-ils être qualifiés de

¹⁶ Cf. l'étude de Dominique RITLÉNG, *Le droit au respect de l'identité constitutionnelle nationale*, in J.-C. Barbato et J.-D. Mouton, *Vers la reconnaissance de droits fondamentaux aux Etats membres de l'Union européenne ?* op.cit, p. 22 et s.

« droits fondamentaux » des Etats membres de l'Union ? La doctrine commence à explorer cette voie et les conséquences qui en découlent pour la compréhension de la nature des relations complexes entre l'Union et ses Etats membres¹⁷. Quoi qu'il en soit, celui qui veut que son identité constitutionnelle soit respectée a d'abord tout intérêt de l'affirmer. La formulation d'un catalogue de droits fondamentaux qui reflète l'identité culturelle, historique et sociale participe bien évidemment à cet exercice.

Concernant le Grand-Duché, il serait de ce fait intéressant d'engager une réflexion sur la possibilité d'insérer dans la Constitution certains droits fondamentaux spécifiquement liés au contexte luxembourgeois. La Commission de Venise encourage d'ailleurs le constituant luxembourgeois d'aller en ce sens. Elle souligne en effet que l'adaptation de la structure du chapitre II de la Constitution est précieuse, non seulement en ce qu'elle rehausse la lisibilité de la Constitution mais aussi « en ce qu'elle permet de constater d'emblée quelles sont les garanties spécifiques qu'offre la Constitution luxembourgeoise par rapport aux droits et libertés qui sont également mentionnées dans la Charte européenne »¹⁸.

Dans le même ordre d'idées on peut encore rappeler que l'article 53 de la CEDH encourage les Parties à aller plus loin et de réaliser une protection des droits et libertés qui dépasse le niveau garanti par la convention. C'est ce qu'appelle, Jean-Paul Costa, l'actuel président de la Cour de Strasbourg, la « subsidiarité protectrice » de la CEDH¹⁹. Par ailleurs, on n'oubliera pas non plus que la Cour de justice de l'Union européenne s'inspire des traditions constitutionnelles communes aux Etats membres en tant que source matérielle des principes généraux du droit qu'elle consacre au niveau du droit de l'Union.

Tout ce qui vient d'être dit devrait inciter le constituant à développer un catalogue national des droits fondamentaux aussi ambitieux et aussi complet que possible qui tienne compte des spécificités l'identité nationale. Concrètement cela peut l'amener à reconnaître des droits spécifiques en matière d'usage des langues officielles ou en matière sociale. La

¹⁷ Voir notamment, Jean-Denis MOUTON, *Introduction : présentation d'une position doctrinale*, in J.-C. Barbato et J.-D. Mouton, *Vers la reconnaissance de droits fondamentaux aux Etats membres de l'Union européenne ?* op.cit, p. 1 et s.

¹⁸ Voir l'avis intermédiaire, précité, point 33.

¹⁹ Cf. *Le principe de subsidiarité et la protection européenne des droits de l'homme. Les Conférences du Conseil d'Etat - Cycle 2010-2011 : le droit européen des droits de l'homme - Intervention de Jean-Paul Costa, président de la Cour européenne des droits de l'homme le 19 avril 2010*, disponible sur : www.conseil-etat.fr/cde/node.php?articleid=2204.

situation spécifique du Luxembourg en ce qui concerne la forte proportion d'étrangers qui y résident ou y travaillent pourrait également justifier une réflexion approfondie sur l'égalité des droits reconnus aux nationaux et aux non-nationaux.

Parmi les arguments qui militent finalement en faveur d'une formulation ambitieuse des droits fondamentaux au niveau national il y a encore celui qui tient leur accessibilité ou leur visibilité. Les auteurs de la Déclaration française de 1789 soulignaient à juste titre qu'elle doit être « constamment présente à tous les Membres du corps social » et « leur rappelle sans cesse leurs droits et devoirs ». De même, Thomas Payne, le philosophe américain, disait de la constitution qu'il faut pouvoir la mettre dans sa poche. Pour le citoyen il est évidemment plus facile de prendre connaissance des droits fondamentaux inscrits dans sa constitution que d'aller consulter les recueils de traités internationaux.

Enfin, seuls les droits inscrits dans la Constitution relèvent de la compétence de la Cour Constitutionnelle. Que celle-ci a désormais le pouvoir de contrôler la constitutionnalité des lois qui lui sont soumises par rapport à la constitution rend les droits fondamentaux pleinement justiciable et justifie de ce fait cette qualification²⁰. Cela implique néanmoins aussi quelques précautions en ce qui concerne le libellé des droits reconnus.

C. Les exigences rédactionnelles découlant de la justiciabilité des droits fondamentaux

En 1999, lors d'une précédente révision de la Constitution, le Conseil d'Etat avait déjà regretté que le législateur constituant « n'ait pas procédé à une reformulation des droits fondamentaux avant de munir la Constitution d'une Cour constitutionnelle ». On peut en effet considérer qu'une « Constitution moderne doit contenir des concepts clairs permettant à la Cour constitutionnelle d'en contrôler l'application sans être tenue d'y apporter elle-même une définition »²¹.

Ce rappel inspire quelques réflexions succinctes par rapport aux droits fondamentaux qui ont déjà trouvé leur entrée dans le chapitre II de la Constitution et ceux qui n'y figurent pas encore. On remarquera en premier

²⁰ En ce qui concerne la jurisprudence de la Cour constitutionnelle en la matière, cf. Mark D. COLE, *Der Schutz der Grundrechte*, in J. Gerkrath (éd.), *La jurisprudence de la Cour constitutionnelle du Luxembourg. 1997 – 2007*, Pasirisie no. 1-2 2008, p. 59 et s.

²¹ Cf. Collectif, *Le Conseil d'Etat gardien de la Constitution et des Droits et Libertés fondamentaux*, Luxembourg 2006, p. 44.

lieu que la place naturelle des droits fondamentaux se trouve au début de la Constitution, éventuellement précédé d'un préambule qui rappelle le cheminement de l'histoire constitutionnelle et l'attachement aux valeurs fondamentales que sont la démocratie, l'Etat de droit et les droits et libertés fondamentaux. Il conviendra par ailleurs de séparer nettement les droits fondamentaux proprement dits des objectifs à valeur constitutionnelle tels que la protection de l'environnement qui est actuellement inscrit à l'article 11bis de la Constitution. Mélanger dans un même chapitre des droits réellement fondamentaux et des objectifs de l'Etat ne peut que créer de la confusion dans les esprits.

La proposition d'inscrire la dignité humaine à l'article 11 nouveau est certainement louable. On remarquera cependant qu'il s'agit d'un concept qui autorise des interprétations virtuellement illimitées. La Cour constitutionnelle allemande explore depuis longtemps les multiples facettes de la dignité et en a par exemple dégagé de nouveaux droits fondamentaux tels que celui à un minimum d'existence et à la protection des données personnelles²². La dignité humaine peut en effet être considérée comme une sorte de méta-droit, c'est-à-dire un droit qui est à la base de tous les droits fondamentaux. Cette notion rejaillit alors naturellement sur les droits fondamentaux entendus comme droits de l'homme et non pas comme droits des seuls citoyens.

Le maintien d'une référence aux « droits naturels » à l'article 14 nouveau peut laisser perplexe. Cette notion, qui a été introduite dans la Constitution en 1948 sous influence de la Déclaration universelle des droits de l'homme, est en effet peu conciliable avec le positivisme des droits fondamentaux. Il faut alors saluer la position de la Cour Constitutionnelle, qui a adopté une interprétation prudente conforme au devoir du *judicial self-restraint*. Certes, la Cour admet dans son arrêt n° 2/98 que « le droit naturel est celui découlant de la nature humaine et existe, même sans texte de loi » et semble ainsi reconnaître l'existence de droits supra-constitutionnels au-delà des droits fondamentaux énumérés. En ce qui concerne le contenu de cette catégorie des droits naturels, elle a précisé qu'ils comprennent notamment « le droit à la procréation et à la Communauté de vie » avant notamment d'indiquer dans son arrêt n° 20/04 du 28 mai 2004 que « le droit naturel se restreint aux questions existentielles de l'être humain, au respect

²² Cf. Luc Heuschling, *La dignité de l'être humain dans la jurisprudence constitutionnelle allemande*, in L. Burgorgue-Larsen (dir.), *La dignité saisie par les juges en Europe. Actes de la Journée d'études du Centre de recherche sur l'Union européenne*, Université Paris I Panthéon Sorbonne, 23 mai 2008, 25 p. (à paraître chez Bruylant, Bruxelles).

de sa dignité et de sa liberté ». La Cour constitutionnelle ne souhaite manifestement pas contribuer à la création d'une nouvelle catégorie de droits fondamentaux à contenu indéterminé laissés au bon vouloir du juge. On pourrait alors se demander si l'évocation constitutionnelle des droits naturels n'offre pas la possibilité de faire entrer par ce biais des standards européens et internationaux de protection des droits fondamentaux qui s'intégreraient ainsi parmi les normes de référence.

La reconnaissance du droit à un logement approprié à l'article 37 nouveau soulève d'autres difficultés. En disposant que « l'Etat veille à ce que toute personne puisse vivre dans un logement appropriée » la Constitution crée en effet une obligation de moyens dont on peut penser qu'elle a une valeur essentiellement symbolique²³. S'agissant là encore une fois plutôt d'un objectif à valeur constitutionnelle (*Staatsziel*) que d'un droit fondamental, il serait préférable de ne pas insérer cette disposition dans le chapitre consacré aux droits fondamentaux. Peut-on pourtant en exclure tout effet horizontal dans les relations entre particuliers, la fameuse *Drittwirkung* cher aux auteurs allemands ? Lorsque le bailleur est lui-même une personne publique on conviendra qu'il lui incombera d'assurer que ses logements remplissent les standards minimums qu'on peut raisonnablement attendre.

La liste d'éventuels droits nouveaux qu'il conviendrait d'inscrire dans la Constitution est difficile à dresser. L'avis intérimaire de la Commission de Venise signale à ce propos certains droits sur lesquels la constitution luxembourgeoise semble en retrait. Ses auteurs relèvent que « des droits indéniablement fondamentaux tels que le droit à la vie, les garanties en cas de privation de liberté et les garanties générales liées au procès équitable n'y figurent pas ».

Qu'en est-il par ailleurs de la conciliation nécessaire de l'ordre et de la sécurité publiques avec la liberté individuelle ? Selon la jurisprudence du Conseil constitutionnel français il incombe au législateur « d'assurer la conciliation entre les exigences de l'ordre public et la garantie des droits constitutionnellement protégés au rang desquels figure le droit d'expression collective des idées et des opinions »²⁴. Pour le faire il devrait se laisser guider par le principe de proportionnalité et ses décisions sont susceptibles de faire l'objet d'un contrôle par le juge constitutionnel.

²³ Voir Achim SEIFERT, *Les droits sociaux dans la proposition de révision constitutionnelle*, in J. Gerkrath, *La refonte de la Constitution luxembourgeoise en débat*, Larciér, Bruxelles 2010, p. 45 et s.

²⁴ Référence aux symboles de la République (2003-467 DC, 13 mars 2003, *Journal officiel* du 19 mars 2003, p. 4789, cons. 99 à 104, Rec. p. 211).

La décision quant au caractère fondamental d'un droit incombe d'abord au pouvoir constituant. Celui-ci peut néanmoins se laisser guider par des recommandations émanant par exemple des organes du Conseil de l'Europe. L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe recommande ainsi que la liberté académique et l'autonomie des universités devraient être garantis « par la loi et si possible par la Constitution ». Dans sa réponse le Comité des ministres estime même qu'ils constituent « des indicateurs permettant de mesurer le caractère démocratique d'une société »²⁵. Certes, certains droits « nouveaux » ne sont en fait que des expressions particulières d'un droit ou d'une liberté plus générale. Il incombe alors au juge constitutionnel de compléter les éventuelles lacunes dans le texte de la constitution. La consécration de notions telle que la « dignité humaine » et « l'Etat de droit » qui recèlent de multiples facettes l'y invitent expressément.

IV. La protection des droits fondamentaux

L'efficacité de la protection des droits fondamentaux est tributaire des mécanismes de protection instaurés à cet effet. L'expérience montre que le contrôle juridictionnel présente de nombreux avantages par rapport aux mécanismes de contrôle non-juridictionnels qui ont encore cours dans la sphère internationale. On laissera donc de côté les différents mécanismes internationaux et « onusiens » de protection dont la faiblesse n'est plus à démontrer. De même il ne faut pas s'attendre à ce que le renforcement du droit pénal international et des juridictions pénales internationales change fondamentalement la donne en matière de protection internationale des droits de l'homme. Il en va autrement des systèmes de protection des droits de l'homme dont le respect repose sur un contrôle juridictionnel directement ouvert aux individus. Cela est le cas dans le cadre européen où tant la CEDH que la Charte bénéficient d'une justiciabilité entière. La protection assurée au niveau européen présente cependant un caractère complémentaire (A) et ne réduit pas de ce fait l'intérêt d'une garantie des droits fondamentaux devant le juge constitutionnel (B).

²⁵ Réponse du Comité des Ministres adoptée à la réunion du 26 septembre 2007, doc. 11382 du 29 septembre 2007, point 7.

A. Le caractère complémentaire de la protection européenne

En paraphrasant l'idée de la citoyenneté européenne on est tenté de dire que la protection européenne complète la protection nationale mais ne la remplace pas. Cette complémentarité se traduit dans le cas de la CEDH par sa subsidiarité et, dans le cas de la Charte des droits fondamentaux par son champ d'application spécifique.

Selon le principe de subsidiarité, la protection des droits de l'homme consignés dans la Convention incombe en premier ressort aux États mêmes. Ils doivent veiller à son efficacité et prendre des mesures correctives en cas de défaillance. Le système européen ne joue qu'un rôle complémentaire et n'intervient que lorsque les autorités nationales n'ont pas ou mal rempli leur mission. Ainsi, dès ses premiers arrêts, la Cour a développé et appliqué la notion de « subsidiarité » de son propre rôle par rapport aux autorités nationales, notamment les tribunaux, auxquels il incombe en premier lieu d'assurer la protection des droits garantis.

Ainsi, dans l'arrêt *Z. et autres c. le Royaume-Uni* du 10 mai 2001, la Cour a rappelé que « conformément à l'objet et au but sous-jacents à la Convention, tels qu'ils se dégagent de l'article 1 de celle-ci, chaque État contractant doit assurer dans son ordre juridique interne la jouissance des droits et libertés garantis. Il est fondamental pour les mécanismes de protection établis par la Convention que les systèmes nationaux eux-mêmes permettent de redresser les violations commises, la Cour exerçant son contrôle dans le respect du principe de subsidiarité ». L'arrêt *Kudla c. Pologne* du 26 octobre 2000 en tire les conséquences dans le domaine du délai raisonnable : « Le mécanisme de plainte devant la Cour revêt donc un caractère subsidiaire par rapport aux systèmes nationaux de sauvegarde des droits de l'homme. Cette subsidiarité s'exprime dans les articles 13 et 35 § 1 de la Convention. La finalité de l'article 35 § 1, qui énonce la règle de l'épuisement des voies de recours internes, est de ménager aux États contractants l'occasion de prévenir ou de redresser les violations alléguées contre eux avant que la Cour n'en soit saisie (...). La règle de l'article 35 § 1 se fonde sur l'hypothèse, incorporée dans l'article 13, que l'ordre interne offre un recours effectif quant à la violation alléguée. Ainsi, en énonçant de manière explicite l'obligation pour les États de protéger les droits de l'homme en premier lieu au sein de leur propre ordre juridique, l'article 13 établit au profit des justiciables une garantie supplémentaire de jouissance effective des droits en question. Tel qu'il se dégage des travaux préparatoires (...), l'objet de l'article 13 est de fournir un moyen au travers duquel les justiciables puissent obtenir, au niveau national, le redressement

des violations de leurs droits garantis par la Convention, avant d'avoir à mettre en œuvre le mécanisme international de plainte devant la Cour ».

L'obligation des États parties de protéger les droits de l'homme en premier lieu au sein de leur propre ordre juridique doit bien entendu se traduire au minimum par l'application directe de la CEDH devant les juridictions nationales. La protection interne se retrouvera néanmoins renforcée si l'application directe de la convention par les juges ordinaires peut se combiner avec une garantie constitutionnelle des droits fondamentaux invocable devant le juge constitutionnel.

Pour ce qui est du champ d'application, limité, de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, on rappellera en premier lieu qu'en vertu de son article 51 elle s'adresse aux États membres uniquement lorsque ceux-ci « mettent en œuvre de droit de l'Union ». Cette formule apparemment très limitative a néanmoins été relativisée par les explications jointes à la Charte qui rappellent la jurisprudence de la Cour de justice selon laquelle les droits fondamentaux garantis dans l'ordre juridique de l'Union s'imposent aussi aux États membres dès lors qu'ils « agissent dans le champ d'application du droit communautaire ». Certes, cette seconde formule est sensiblement plus large et la Cour de justice a d'ores et déjà identifié de nombreux cas de figure qui remplissent cette condition. Il reste, la Charte des droits fondamentaux n'a pas vocation de s'appliquer en tant que telle dans des situations dites « purement internes », qui ne présentent aucun lien de rattachement avec le droit de l'Union. S'ajoute à cela le fait que l'accès au prétoire de la Cour de justice reste soumis à des conditions de recevabilité stricte pour les particuliers.

La protection européenne assurée par les Cours de Strasbourg et de Luxembourg n'enlève donc pas son utilité à une garantie nationale de droits fondamentaux pleinement justiciables.

B. L'intérêt d'une garantie constitutionnelle de droits fondamentaux pleinement justiciables

Une telle garantie constitutionnelle apparaît de prime abord comme un corollaire du principe de l'État de droit, inscrit à l'article premier du projet de révision. Ce dernier indiquera en effet à l'avenir que « le Grand-Duché de Luxembourg est un État de droit, libre, indépendant et indivisible ». Le commentaire des articles, qui est joint à la proposition de révision, se borne d'indiquer, à propos de cet ajout, que « l'État lui-même et les instances participant au pouvoir doivent en effet agir selon

les règles de droit (*Rechtsstaat*), par opposition à l'Etat où règne le bon vouloir ou l'arbitraire ». Ce commentaire, pour succinct qu'il soit, montre que la soumission au droit de tous les organes agissant au nom de l'Etat a été considérée comme plus importante que la référence au caractère démocratique de l'Etat, laquelle est en quelque sorte « reléguée » à l'article suivant. D'ailleurs, ainsi qu'il a été remarqué, « une société n'est pleinement démocratique que si le système respecte les préceptes de l'Etat de droit ».

La notion de l'Etat de droit est cependant redoutable par sa complexité, son manque de précision et la multitude de composantes essentielles qui s'en déduisent. Selon le modèle de référence choisi, la *rule of law* anglaise, le *Rechtsstaatsprinzip* allemand ou la conception française de l'Etat de droit, les implications constitutionnelles ne sont pas les mêmes²⁶. Prise au sérieux, l'idée centrale de la prééminence du droit implique au moins deux choses : le caractère normatif de la constitution et le contrôle de la constitutionnalité des lois. L'Etat de droit est en effet d'abord et en premier lieu un Etat de droit constitutionnel. Confié aux cours constitutionnelles, le contrôle de la constitutionnalité des lois doit ainsi être considéré comme une « composante essentielle » de l'Etat de droit²⁷.

Sans vouloir négliger le rôle des juridictions ordinaires qui appliquent la CEDH et le rôle du Conseil d'Etat, la Cour constitutionnelle apparaît alors comme le garant naturel des droits fondamentaux.

En confiant le contrôle de la constitutionnalité des lois à une juridiction spécialisée tout en laissant les juridictions ordinaires en charge du contrôle de la conventionnalité de ces mêmes lois, la Constitution luxembourgeoise a opté pour une voie qui pourrait s'avérer source de conflits et de jurisprudences divergentes. Ce risque existe notamment en présence de règles constitutionnelles et conventionnelles de contenu proche voire identique comme cela est précisément le cas en matière de protection des droits fondamentaux.

Etant donné que le juge du fond pourra le cas échéant écarter lui-même l'application d'une loi qu'il juge contraire, par exemple, à la CEDH, alors qu'en cas de doute sur la constitutionnalité de cette même loi, il devra surseoir à statuer et attendre l'arrêt de la Cour Constitutionnelle, ce juge pourra se dispenser d'une question préjudicielle car celle-ci ne sera plus « nécessaire pour rendre son jugement ». Un tel comportement, s'il venait

²⁶ Sur les origines du concept voir Luc HEUSCHLING, *Etat de droit, Rechtsstaat, Rule of Law*, Dalloz, 2002 et Constance GREWE et Hélène RUIZ FABRI, *Droits constitutionnels européens*, Paris, PUF 1995, p. 21 ss.

²⁷ Francis DELPEREE, *Le droit constitutionnel de la Belgique*, Bruylant, Bruxelles, 2000, p. 95.

à se multiplier, aura pour conséquence de marginaliser le rôle de la Cour Constitutionnelle.

Tenant compte de la primauté du droit international ainsi que de l'inspiration moniste de la Constitution, la Cour Constitutionnelle pourrait avoir intérêt à consacrer une obligation d'interprétation conforme des dispositions constitutionnelles qui correspondent en substance à des droits fondamentaux consacrés notamment par la Convention européenne des droits de l'homme²⁸. Cela lui permettrait d'éviter à l'avenir que le Luxembourg soit condamné par la Cour européenne des droits de l'homme en raison de la violation de la Convention par l'application juridictionnelle d'une disposition législative qu'elle avait auparavant jugée conforme à la Constitution²⁹.

V. Conclusions

La proposition de révision de la Constitution fournit une excellente occasion pour moderniser et renforcer le chapitre relatif aux droits fondamentaux. Il serait dommage de ne pas la saisir. Il conviendra donc de compléter la liste des droits garantis en tenant compte de la situation particulière du Grand-Duché. Ceci doit être fait en distinguant soigneusement entre droits fondamentaux et objectifs à valeur constitutionnelle. Ces derniers devraient être transféré dans un autre chapitre que celui portant sur les droits fondamentaux au sens stricte. Les compétences de la Cour constitutionnelle méritent d'être renforcées par la création de nouveaux modes de saisine et en rendant ses arrêts obligatoires vis-à-vis de la Chambre des députés.

Saisi d'une proposition de refonte complète, le constituant devrait avoir « l'ambition d'adapter de manière plus approfondie le chapitre sur les libertés publiques et les droits fondamentaux ». La formulation des libertés publiques et des droits fondamentaux dans le chapitre deux de la proposition de refonte permet en effet une double critique : la liste des

²⁸ La même chose vaudra par rapport à la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne lorsqu'elle aura acquis une valeur contraignante suite à l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne.

²⁹ Cf. l'arrêt 2/98 du 13 novembre 1998 et l'arrêt de la Cour européenne des Droits de l'Homme du 28 juin 2007, *Wagner c. Luxembourg*. Voir sur cette affaire P. KINSCH, « La condamnation du Luxembourg pour non-reconnaissance d'une adoption péruvienne et ses effets sur le droit (international) privé luxembourgeois. Arrêt de la Cour européenne des Droits de l'Homme du 28 juin 2007 », *Pas. lux. T.* 33, p. 225 ss.

droits consacrés comporte en effet certaines lacunes non négligeables et leur libellé ne respecte pas entièrement les principes conventionnels qui sont actuellement en vigueur concernant les restrictions aux droits fondamentaux.

L'objection selon laquelle le Grand-Duché est partie aux traités internationaux les plus importants en matière de protection des droits de l'homme et qu'une garantie constitutionnelle serait de ce fait redondante et superflue ne parvient pas à convaincre. La consécration d'un catalogue aussi complet que possible des droits et libertés fondamentaux constitue sans aucun doute une des raisons d'être de chaque constitution nationale. Une formulation précise et compréhensive des droits fondamentaux dans le texte de la constitution présente par ailleurs l'avantage de permettre à la Cour Constitutionnelle d'exercer sa juridiction à leur égard. L'utilité d'un catalogue national se vérifie en outre lorsque la constitution introduit des droits et des libertés qui vont au-delà des standards internationaux.

Afin de prévenir tout conflit potentiel entre une disposition constitutionnelle et un droit ou une liberté garantis au niveau du droit international, il serait envisageable d'inscrire dans la constitution une clause transversale relative au niveau de protection, telle qu'elle se trouve, par exemple, dans la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Cette clause pourrait se lire comme suit : « Aucune disposition de la constitution ne doit être interprétée comme limitant ou portant atteinte aux droits de l'homme et libertés fondamentales reconnus, dans leur champ d'application respectif, par le droit de l'Union, le droit international et les conventions internationales auxquelles le Grand-Duché est partie, et notamment la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ». On éviterait par là-même d'entrer dans le débat stérile sur les prétentions opposées de la primauté du droit international et de la suprématie de la constitution.

Le devoir d'interprétation conforme permettrait en même temps de tenir compte de la nature spécifique des traités internationaux de protection des droits de l'homme et de leur applicabilité directe. Il permettrait en outre à la Cour Constitutionnelle de combiner le contrôle de la constitutionnalité avec le contrôle de sa conventionalité. Deux arrêts montrent qu'elle ne semble pas être opposée à cette démarche. Se prononçant sur une inégalité résultant de l'interdiction faite aux parents divorcés d'exercer l'autorité parentale de manière conjointe sur leurs enfants communs, la Cour estime en effet que « le concept d'égalité de l'article 10bis (1) de la Constitution doit à plus forte raison être interprété dans le sens ci-dessus retenu étant donné que l'égalité des parents dans leurs relations avec leurs enfants

est consacrée par des Conventions internationales approuvées par le Grand-Duché de Luxembourg »³⁰. Il faut saluer ce signe d'une évolution jurisprudentielle car elle témoigne d'une plus grande ouverture envers le droit international et permettra à la Cour Constitutionnelle d'exercer son contrôle de constitutionnalité avec une intensité comparable à celle que l'on peut observer devant les juridictions européennes.

³⁰ Arrêt 47/08 du 12 décembre 2008, *Mémorial A* n° 197, 22 décembre 2008, p. 2618. Voir aussi les arrêts 55/10 et 56/10 du 26 mars 2010, *Mémorial A* n° 58, 16 avril 2010, p. 1012 dans lesquels la Cour prend en compte le fait que le législateur a organisé les droits des travailleurs « en conformité avec les éléments de droit international auxquels l'Etat a souscrit ».

Jean-Paul Harpes

Dignité humaine et Droits fondamentaux

**Lecture interprétante,
dans une optique philosophique,
des sections les plus innovatrices
du second chapitre
de la Proposition de Révision
de la Constitution**



Jean-Paul Harpes est professeur de philosophie à la retraite. Il enseigna à l'Athénée, au Centre Universitaire de Luxembourg et à certaines universités partenaires de ce dernier. A partir de 1995, il était coordinateur, puis, jusqu'en 2007, président de la Commission Nationale Consultative d'Ethique (CNE). De 2002- 2006 il présidait de la Cellule de Recherches en Résolution de Conflits (CRRC). Depuis 2005, il est membre du Comité directeur de bioéthique (CDBI) du Conseil de l'Europe et à partir de 2009 membre du Comité National d'Ethique de la Recherche (CNER).

Sommaire

Dans ma contribution j'examinerai, en premier lieu, certaines approches classiques et contemporaines de la notion de dignité humaine. J'indiquerai quel mode de conceptualisation de cette notion est indiqué à mon avis et comment il peut être légitimé.

Par la suite, je soumettrai à une lecture interprétante les deux premières sections du second chapitre de la Constitution révisée et soulèverai la question de savoir dans quelle mesure le principe de la dignité humaine constitue la base des droits fondamentaux.

Enfin je commenterai brièvement les sections 2 et 3 du second chapitre.

Introduction

Le second chapitre de la Constitution réaménagée accorde un poids considérable au principe de la dignité humaine. Ce principe est placé en tête de la première section et domine les sections suivantes. Dans la mesure où la formulation du principe reprend, textuellement, celle qui figure dans la *Charte des Droits Fondamentaux de l'Union Européenne*, nous pouvons sans doute admettre que le commentaire qui en est fourni dans les *Explications relatives à la Charte* vaut aussi pour le premier article de notre Constitution. « La dignité de la personne humaine n'est pas seulement un droit fondamental, mais constitue la base même des droits fondamentaux ». Le texte explicatif de la Charte renvoie, par ailleurs, à l'égard de cette fonction fondatrice de la dignité humaine, à la *Déclaration Universelle des Droits de l'homme* de 1948. Celle-ci établit, dans son préambule, on le sait, que « la reconnaissance de la dignité humaine inhérente à tous les membres de la famille humaine constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde ».

La proclamation de la dignité humaine inhérente à tout être humain souleva toutefois des critiques virulentes. En 2003, dans un article publié dans le *British Medical Journal*, la bioéthicienne américaine Ruth Macklin qualifia la dignité humaine de « concept inutile » en éthique médicale puisqu'il ne signifierait pas autre chose « que ce qui est déjà contenu dans le principe ... du respect des personnes... »¹. A quoi Roberto Andorno, (professeur à l'Université de Buenos Aires) répondit : « Le respect des personnes n'est que la conséquence de leur dignité ». « La notion de dignité fait référence à une qualité inséparablement liée à l'être même de l'homme, ce qui explique qu'elle soit la même pour tous et qu'elle n'admette pas de degrés ».² Le Préambule de la Déclaration Universelle fournit la même indication.

Mais comment cette qualité doit elle être conçue, comment l'affirmation du principe non négociable de la dignité humaine peut-elle être légitimée ? Cette question nous concerne dans la mesure précisément

¹ Cité par Roberto Andorno, professeur à l'Université de Buenos Aires, dans « La notion de dignité humaine est-elle superflue en bioéthique ? » site contrepointphilosophique.ch

² Ibidem, page 2

où la dignité de la personne humaine est placée en tête du second chapitre de la Constitution et est sensée être la base de l'ensemble des droits fondamentaux.

Dans cette optique, je mènerai, dans la première partie de mon intervention, une réflexion sur différentes approches selon lesquelles, au cours de l'histoire occidentale, la notion de dignité humaine fut conceptualisée et le principe de la dignité humaine légitimé. J'indiquerai en quoi une approche contemporaine *qu'il me paraît indiqué de suivre* se distingue des approches classiques. Je tenterai ainsi de mettre en lumière quel mode de conceptualisation du principe peut être indiqué et comment ce dernier peut être légitimé.

Dans la seconde partie, je soumettrai à une brève lecture interprétante les sections 1 et 2, c'est-à-dire les parties les plus innovatrices du deuxième chapitre de la Constitution révisée. Après avoir soulevé (dans la première partie) la question de la conceptualisation et légitimation du principe de la dignité humaine, je soulèverai, dans la seconde, celle de savoir *dans quel sens au juste* le principe de la dignité humaine peut être considéré comme constituant la base des droits fondamentaux protégeant la personne humaine. Par ailleurs, je commenterai brièvement quelques-uns des articles figurant dans les deux premières sections du second chapitre de la Constitution.

Dans la troisième partie, enfin, j'aborderai brièvement les sections 3 et 4 du second chapitre. J'indiquerai *d'une part* dans quel sens les normes figurant dans ces sections peuvent être considérées comme étant fondées, à leur tour, sur le principe dominateur de la dignité humaine (bien que cela puisse présenter quelques problèmes pour l'une d'entre elles au moins). *D'autre part* j'indiquerai en quoi leur statut est fort différent de celui des normes fondamentales.

1. Le principe de la dignité humaine, deux lignes d'approche gouvernant sa conceptualisation et sa légitimation

1.1. La première de ces lignes d'approche peut être qualifiée de classique. Elle est propre -depuis les origines de la pensée occidentale- à des textes philosophiques grecs et romains, à la théologie chrétienne dès la patristique, et, bien des siècles plus tard, à l'éthique kantienne. Dans des optiques très différentes il est vrai, les auteurs de ces textes considèrent la dignité humaine comme étant une caractéristique immanente à la personne

humaine, une caractéristique assignable comme telle *par une démarche réflexive théorique*.

Platon, Aristote et Cicéron, entre autres, eurent en commun de considérer l'homme comme un être placé incomparablement au-dessus de toute autre chose³. Je ne puis m'empêcher de citer, tant il est remarquable, un passage, mythique, à forte consonance religieuse, figurant dans le *Timée* de **Platon** (90 a). « ...en ce qui concerne la sorte d'âme qui est en nous la principale, il faut s'en faire l'idée que voici : c'est qu'elle est un démon que Dieu a donné à chacun de nous ; elle est le principe dont nous disons qu'il habite en nous au sommet du corps et que vers le ciel... au dessus de la terre il nous élève ; car nous sommes une plante, non point terrestre mais céleste »⁴. Des formulations comparables se rencontrent d'ailleurs dans l'*Ethique à Nicomaque* d'Aristote.

Cicéron, de son côté, juge que la dignitas -la dignitas innée, non la dignitas sociale- a son fondement dans ce qui distingue l'homme des animaux⁵. Dans le dialogue *De Officiis* (I, 106), Marcus demande : « D'où l'homme tient-il sa dignité ? » Son interlocuteur répond : « La dignité humaine tient au fait que nous participons de la raison et qu'en vertu de cette excellence nous dépassons de loin les animaux ». Quant à la raison, elle constitue, dans l'optique de Cicéron, proche en cela de Platon, une étincelle divine en nous.

Dans la théologie chrétienne, depuis la patristique, la notion de la dignité humaine est fondée sur la perfection de la création. L'homme étant créé à la ressemblance de Dieu, il dispose, avant sa chute, d'une dignité qu'après la rédemption il peut retrouver. Dans la théologie catholique, bien plus nettement d'ailleurs que dans la théologie protestante, cette idée domine jusqu'à l'époque contemporaine⁶.

Quant à Kant, on sait que, selon la *Métaphysique des Mœurs*, la dignité humaine procède du fait que l'homme a la vocation de se déterminer par des lois rationnelles universelles qu'il se donne lui-même.

³ Roberto Andorno, *La bioéthique et la dignité de la personne*, Paris : PUF, 1997, page 17

⁴ Platon, *Timée*, *Oeuvres complètes de Platon*, Paris, Gallimard, Edition de la Pléiade, tome II, page 520.

⁵ Cicéron *De Officiis*, I, 30

⁶ A Grossmann, article « Würde » dans *Historisches Wörterbuch der Philosophie*, tome 12, pages 1088-1094, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 2004

Sa fin coïncide avec l'autodétermination rationnelle. Selon Kant, l'homme doit être conçu comme constituant une fin en lui-même. Sa dignité y est fondée.

« Nun sage ich: der Mensch und überhaupt jedes vernünftige Wesen existiert als Zweck an sich selbst, nicht bloss als Mittel zum beliebigen Gebrauche für diesen oder jenen Willen, sondern muss in allen seinen, sowohl auf sich selbst, als auch auf andere vernünftige Wesen gerichteten Handlungen jederzeit zugleich als Zweck an sich selbst betrachtet werden »⁷.

Une question se pose, en principe, à l'égard des argumentaires développés dans le cadre de la première approche. Est-il *vraiment indiqué* -entendez : indiqué de *nos jours*- d'utiliser, comme le fit l'approche classique, des arguments de nature théologique -ou reposant sur une sensibilité philosophique particulière, liée à un courant de pensée donné- en vue de conceptualiser la dignité originaire inhérente à toute personne humaine ? Et surtout: ces arguments pourront-ils contribuer à fonder la *légitimité* de la proclamation d'une dignité inhérente à la personne humaine ?

Cette question prend une portée considérable à la lumière du fait que l'affirmation de la dignité inhérente à la personne humaine est caractérisée par une forte prétention à la validité universelle. Si cette affirmation s'appuie sur un argumentaire qui est considéré comme n'étant pas recevable par des personnes insensibles à la théologie chrétienne ou à l'éthique kantienne, le recours à ces arguments risque d'invalidier, sa prétention à l'universalité⁸.

1.2. La seconde ligne d'approche est contemporaine. Elle est loin d'être partagée par tous. Elle est assez communément adoptée toutefois. Elle me paraît par ailleurs raisonnable, reposer sur des arguments pertinents et être suffisamment modeste pour que je la fasse mienne.

Je crois pouvoir la présenter ainsi :

- Dans cette approche, le principe de la dignité humaine n'est plus fondé -sauf de rares exceptions- sur des assises ontologiques ou métaphysiques. A l'égard de ces dernières, la pensée contemporaine est devenue très méfiante. Dans le contexte mondial, par ailleurs,

⁷ Immanuel Kant, *Grundlegung zur Metaphysik der Sitten*, Akademietextausgabe, Berlin : Walter de Gruyter, 1968, page 428

⁸ Cette argumentation devrait, bien entendu, être explicitée. Je ne puis le faire dans ce contexte.

rappelons-le, toute tentative de légitimation du principe suivant la ligne d'approche classique risquerait de le faire considérer comme reposant sur une sensibilité proprement occidentale et de le discréditer ainsi.

- En fait, « nous n'avons pas toujours besoin » -je cite encore Roberto Andorno- « d'avoir recours à (des) notions hautement métaphysiques et de nous mettre d'accord sur le fondement théorique ultime de la dignité humaine ». « Nous la reconnaissons dans la *pratique* de la vie sociale »⁹.

Entendons par là (c'est mon interprétation) que -bien plutôt que de reposer sur des fondements théoriques- la reconnaissance de la dignité humaine procède d'une transformation progressive de notre horizon normatif, depuis le 17^{ème} siècle notamment, qui a rendu sensibles les consciences à l'égard de ce qui bafoue l'intégrité de l'être humain: l'esclavage, la torture, la mutilation, les traitements inhumains, dégradants, humiliants, discriminatoires. Bref, désormais, dans la pratique des la vie sociale, la légitimité du principe de la dignité humaine est, *non pas universellement, mais très largement*, reconnue. Cette reconnaissance se manifeste notamment dans et à travers l'indignation et est ancrée dans – et légitimée par – un *processus d'apprentissage* qui s'est fait au cours des siècles et qui a généré notre horizon normatif actuel. Elle n'a pas besoin de se légitimer par quoi que ce soit de transcendant à ce processus.

La **Déclaration Universelle des Droits de l'Homme** de 1948, elle-même, doit être située dans le contexte de ce processus. Après les atrocités commises par le national-socialisme - auxquels le Préambule de la Déclaration fait allusion - les auteurs de la Déclaration furent unanimes à reconnaître « la dignité humaine inhérente à tous les membres de la famille humaine et les droits qui en découlent, tout en ayant des positions philosophiques, politiques, et religieuses totalement diverses... ».¹⁰

- Revenons, dans ce contexte, à la notion de dignité qui, nous l'avons vu, fut souvent mise en question. La dignité de l'homme peut –trivialement- être définie comme étant la caractéristique en vertu de laquelle la personne humaine -extrêmement vulnérable, et dont l'humiliation et la dégradation volontaire *sont reconnues* comme étant *indignes*- mérite un respect et une protection inconditionnels. Mais, encore un

⁹ Voir Andorno, *op cit*, page

¹⁰ Andorno, Robert, *op cit*, page 2

coup, *quelle est* la nature de cette caractéristique ? Paul Ricoeur n'a sans doute pas tort en proposant la *très modeste* réponse que voici : « La notion de dignité exprime l'idée que quelque chose est dû à l'être humain du fait qu'il est humain »¹¹. J'apprécie la prudence de cette réponse. Je suis toutefois tenté de me rallier à une approche, souvent adoptée, notamment dans les pays anglo-saxons, et pareillement, aussi par le philosophe belge Gilbert Hottois, selon lequel, la notion de dignité humaine exprime une sacralisation (laïque) de l'être humain »¹². J'ajouterais : une sacralisation reposant sur le processus d'apprentissage que nous venons d'évoquer et visant à protéger la personne humaine, à en marquer l'inviolabilité.

2. Esquisse d'une lecture des sections 1 et 2 du second chapitre de la Constitution révisée

2.1. La dignité humaine conçue comme base et fondement des droits fondamentaux

Selon les *Explications relatives à la Charte des Droits Fondamentaux* -dont le Projet de Révision de notre Constitution reprend textuellement la première phrase- « la dignité de la personne humaine n'est pas seulement un droit fondamental en soi mais » rappelons-le, « constitue la base même des droits fondamentaux »¹³. Le commentaire des articles du *Projet de Révision* indique, à son tour, que « l'inviolabilité de la dignité humaine constitue le fondement même des droits fondamentaux ».

Le principe de la dignité humaine, je l'ai suggéré, sacralise en quelque sorte la personne humaine en vue d'en garantir l'inviolabilité. Les droits fondamentaux *sont basés sur ce principe* dans la mesure où la protection de l'être humain -caractérisé par un ensemble de dimensions fondamentales qui lui sont consubstantielles- implique que celles-ci doivent être protégées et respectées à leur tour. Leur non-respect équivaut à un non- respect de la personne humaine. Ces dimensions fondamentales sont, notamment, celles de la vie, de la capacité de souffrir, du pouvoir d'autonomie combiné à une puissante aspiration à mener une vie autonome. La reconnaissance de l'exigence d'une radicale protection de ces dimensions consubstantielles à l'être humain entraîne la reconnaissance, à la personne humaine, de *droits fondamentaux* à la vie, à une protection respectueuse de sa vulnérabilité,

¹¹ Voir J.F. De Raymond, *Les enjeux des droits de l'homme*, Paris, Larousse, 1988.

¹² Voir Hottois, Gilbert. *Qu'est ce que la bioéthique ?*, Paris, Vrin, 2004

¹³ *Explications relatives à la Charte des Droits Fondamentaux*, page 1

à la liberté, à une vie privée, à la reconnaissance de l'égalité avec toutes les personnes humaines. Ces droits, d'essence éthique à l'origine, furent traduits, de la manière qu'on sait, en garanties juridiques.

Ce premier ensemble de droits, *abordé dans les sections 1 et 2 du second chapitre*, intitulés « dignité » et « égalité », constitue ce qu'on a parfois qualifié de noyau dur des droits de la personne humaine.

2.1.1. Lecture des sections 1 et 2 du second Chapitre

2.1.1.1. Un bref commentaire des différents articles de la section 1

L'article 11 énonce le principe dominateur de la dignité de la personne humaine.

Il est complété par **l'article 13** qui confère une signification plus définie et plus concrète au principe dominant en indiquant ce qu'il exclut radicalement : la torture, les peines et traitements inhumains et dégradants. En tant que *principe* éthique et juridique, l'article 13 (j'aimerais le souligner) a, notamment, une incidence certaine sur le régime des personnes détenues, sur les mesures prises à l'égard des clandestins et sur leur éventuel renvoi dans des pays où la torture est pratiquée.

Dans une optique éthique, on peut se demander si le texte du Projet de Révision de la Constitution n'aurait pas dû reprendre *aussi* l'article 3.1. de la *Charte des Droits fondamentaux*, selon lequel « Toute personne a droit à son intégrité physique et mentale ». Sans doute cet article fait-il, partiellement, double emploi avec l'article 13. Sans doute aurait-il pu soulever des questions délicates abordées par le Traité d'Oviedo qui n'est toujours pas ratifié par le Luxembourg. Mais en exigeant le respect de l'intégrité morale des personnes, l'article 3.1. de la Charte protège mieux, je crois, que tout article faisant partie de la Constitution révisée, l'autonomie de la personne, son droit au consentement et au refus dans certains contextes bioéthiques notamment.

L'Article 12. Le texte de la Constitution révisée s'est borné, à l'article 12, de reprendre le texte de l'ancien article 18 (selon lequel « la peine de mort ne peut pas être établie »). Il ne mentionne pas le droit à la vie, qui figure à l'article 2.1. du second chapitre de la *Charte*. Or la proclamation du droit à la vie va plus loin que la seule interdiction de la peine de mort et son inclusion dans le texte constitutionnel aurait pu être indiquée dans

une optique éthique. Il faut noter toutefois que son interprétation aurait soulevé, à son tour, des problèmes bioéthiques délicats.

L'article 14 comporte une redondance qui, dans une optique -éthique encore- peut paraître insolite. L'article 14 garantit les droits naturels de la *personne humaine* et de la famille. Or les droits de la personne humaine *sont déjà* -d'une manière éminente- *protégés* par l'article 13 proclamant *la dignité de la personne* humaine et, par ailleurs, aussi par les articles 12 et 13. La redondance aurait pu être évitée, je suppose, par le fait de remplacer les articles 14 et 15 par l'article 7 de la Charte, selon lequel « toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale ».

2.1.1.2. La section 2

L'article 16 -le premier de la Section intitulée « Egalité »- portant sur l'égalité en droits et devoirs des femmes et des hommes est fondé *directement* -comme l'ensemble des normes appartenant au noyau dur des droits fondamentaux- sur le principe de la dignité humaine. En tant que personnes tous les êtres humains disposent d'une même dignité et sont donc égaux.

Je voudrais relever que l'article 17 -énonçant que « tous les Luxembourgeois sont égaux devant la loi »- est sans doute incontestable dans le contexte spécifique de l'admission aux emplois (dans lequel l'article figurait à l'origine), mais que la formulation n'en peut pas moins paraître déplaisante dans la mesure où l'article a été intégré dans l'une des sections centrales du chapitre consacré aux droits fondamentaux et que, dans ce contexte, il eût sans doute été indiqué de souligner que les non-luxembourgeois sont, à leur tour, égaux devant la loi à des égards que des juristes auraient pu spécifier.

3. Les sections 3 et 4

Alors que les sections 1 et 2 sont consacrées pour l'essentiel à l'introduction du principe dominant de la dignité humaine et à celle de plusieurs principes qui en sont directement dérivés, les sections 3 et 4, intitulées « libertés », « solidarité et citoyenneté » ont pour objet la *concrétisation* des exigences normatives formulées dans les sections 1 et 2, ainsi que 3.1., c'est-à-dire la protection et la défense de l'intégrité de la personne humaine *dans des contextes sociétaux concrets* (bien que l'un,

au moins, des droits figurant dans la Constitution dépasse la sphère de la protection de l'être humain).

Les sections 3 et 4 du second chapitre correspondent, du moins grossièrement, à trois étapes historiques -dont aucune, toutefois n'est venue à son terme- parcourues dans le processus de protection de l'être humain. Ces étapes correspondent à la fois à un *processus politique*, au cours duquel des aspirations de sensibilité politique différente se sont exprimées et sont parvenues à devenir consensuelles et à un *processus d'apprentissage et de maturation* en vertu duquel un équilibre stable s'est établi entre certaines de ces aspirations et exigences.

Les droits regroupés sous le sigle "libertés" -et portant sur la protection de l'individu à l'égard d'une justice arbitraire, sur la protection des libertés civiles et politiques, sur celle des libertés des cultes et de l'enseignement- furent durement acquis au cours des siècles contre le pouvoir de l'Etat. Ils reflètent, du moins en gros, une sensibilité libérale. Les droits placés sous le sigle *solidarité* nécessitent l'intervention de l'Etat. Ils portent entre autres choses sur le droit au travail, à la sécurité sociale, à un logement approprié et correspondent plutôt à une sensibilité socialiste ou sociale. Le droit à la protection non seulement d'un environnement humain, mais aussi naturel -sur ce point la sensibilité exprimée est écologique- dépasse une éthique centrée sur la personne humaine. Le sigle « *citoyenneté* » regroupe des droits centrés, disons, sur une bonne administration. Insistons sur le fait que tous ces droits -sauf un- sont ancrés dans le principe fondateur de la protection de la personne humaine.

Dans ce contexte, il apparaît que les principes abstraits, coextensifs en quelque sorte avec le principe de la dignité humaine (formulés dans les sections 1 et 2), expriment sans doute, des exigences inconditionnelles mais devant, dans des contextes définis, se remplir d'un contenu concrétisé. La concrétisation se fait toutefois à plusieurs niveaux. Les droits fondateurs formulés dans les deux premières sections du second chapitre se concrétisent dans les droits constitutionnels exprimés dans les sections 2, 3 et 4. Ces droits constitutionnels appellent à leur tour une concrétisation par l'intermédiaire de lois et réglementations. Cette exigence de concrétisation se fait sentir parallèlement, faut-il le relever, dans le discours éthique et dans le discours juridique.

Bibliographie

Constitution luxembourgeoise et textes internationaux

La Constitution du Grand-Duché de Luxembourg du 17 octobre 1868 (telle qu'elle a été modifiée en dernier lieu le 23 mars 2009)

Proposition de Révision portant modification et nouvel ordonnancement de la Constitution du 21 avril 2009, N 6030, Chambre des Députés

Charte des Droits Fondamentaux de l'Union Européenne

Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales

Déclaration Universelle des Droits de l'Homme

Textes philosophiques et juridiques

Alston, Philip (ed.), *The EU and Human Rights*, Oxford, Oxford University Press, 1999

Andorno, Roberto, *La bioéthique et la dignité de la personne*, Paris, PUF, 1977

Andorno Roberto, « La notion de dignité humaine est-elle superflue en bioéthique ? », site contrepointphilosophique.ch

Aristoteles, *Nikomachische Ethik*, Berlin, Akademie-Verlag, 1964

Cicéron, *De Officiis*, traduction Testard, Paris, Les Belles Lettres, 1965

De Raymond, J.F., *Les enjeux des droits de l'homme*, Paris, Larousse, 1988

Grossmann, A., article « Würde », dans: *Historisches Wörterbuch der Philosophie*, tome 12, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 2004

Hottois, Gilbert, *Dignité et diversité des hommes*, Paris, Vrin, 2009

Hottois, Gilbert, *Qu'est-ce que la bioéthique ?*, Paris, Vrin, 2004

Kant, Immanuel, *Grundlegung zur Metaphysik der Sitten*, Akademieausgabe, IV, Berlin, Walter de Gruyter, 1968

Macklin, Ruth, « Dignity is a useless concept », *British Medical Journal*, 2003, vol 327, p 1419

Platon, Timée, *Oeuvres complètes de Platon*, tome II, Paris, Gallimard, bibliothèque de la Pléiade, 1950

Paul Schmit
Conseiller d'Etat

**Les aspects institutionnels
 de la proposition de révision :
 « La revalorisation du Gouvernement
 et du Parlement »**



Table des matières

Introduction.....	58
1. L'héritage des Constitutions du 19 ^e siècle et l'évolution des pouvoirs législatif et exécutif	59
1.1. L'équilibre entre le pouvoir monarchique et le pouvoir parlementaire, axiome constitutionnel classique.....	59
1.2. L'émancipation du Gouvernement et sa prise en mains du pouvoir exécutif.....	61
2. Les relations entre le Gouvernement et la Chambre des députés	63
2.1. La confiance du Parlement, un préalable pour gouverner	63
2.2. La fonction de contrôle de la Chambre des députés, altérée par le rapprochement entre le Gouvernement et sa majorité parlementaire.....	64
3. La réponse de la proposition de révision aux questions évoquées	67
3.1. La fonction gouvernementale dans la future Constitution	67
3.2. Les innovations envisagées et envisageables en faveur de la fonction parlementaire	71
Conclusion	75

Les aspects institutionnels de la proposition de révision : « La revalorisation du Gouvernement et du Parlement »

Introduction

Le Conseil d'Etat ne parle pas, il écrit. Et lorsqu'il s'exprime, il le fait de façon collégiale.

Fidèle à cette tradition, je vous prie de considérer ma réflexion sur le nouvel agencement des pouvoirs institutionnels prévu dans la proposition de révision de la Constitution d'avril 2009 comme une opinion personnelle qui n'engage en rien l'institution dont je suis l'un des membres.

J'ajouterai que pour le moment le Conseil d'Etat est en train de travailler activement à son avis afférent. L'approche retenue se veut une analyse circonstanciée et globale des innovations projetées et requiert dès lors le temps dû à pareil exercice. L'avis ne sera guère finalisé avant le printemps 2011, surtout qu'il conviendra de prendre en considération les avis des autorités judiciaires publiés le 9 novembre 2010 ainsi que la prise de position du Gouvernement, attendue prochainement.

* * *

Cet après-midi nous nous tournerons vers le volet institutionnel de la Constitution après nous être penchés en cours de matinée sur les garanties constitutionnelles relatives aux droits et libertés fondamentaux.

Dans un Etat de droit, principe qui se trouvera désormais consacré dans les premiers articles de la Constitution, libertés et droits fondamentaux, d'une part, et organisation institutionnelle de l'Etat, d'autre part, ne sont que deux faces d'une même médaille. En effet, comme l'avait déjà relevé au 16^e siècle le philosophe français Jean Bodin, « *Le but de l'Etat n'est pas d'anéantir la liberté des citoyens, mais de la protéger, au contraire, en garantissant la sécurité indispensable à son exercice* ».

L'organisation des pouvoirs étatiques, la délimitation de leur compétence, le contrôle exercé de l'un sur les autres doivent dès lors être mesurés à l'aune du respect des droits et libertés fondamentaux qu'ils sont appelés à encadrer et à protéger.

Mon propos d'aujourd'hui porte plus particulièrement sur la revalorisation dont devront bénéficier, selon la proposition de révision constitutionnelle, la Chambre des députés et le Gouvernement. D'après l'exposé des motifs joint à la proposition, ce sont « *surtout les dispositions constitutionnelles relatives au chef de l'Etat et au Gouvernement qui subissent les adaptations les plus substantielles, alors que celles relatives à la Chambre des députés ... connaissent des modifications moins spectaculaires sans être sans doute pas moins importantes* ».¹

Je vous propose d'analyser la revalorisation projetée du Gouvernement et du Parlement en trois étapes:

- rappelant d'abord l'héritage de nos Constitutions du 19^e siècle et l'évolution qu'ont subie depuis lors les pouvoirs législatif et exécutif (1),
- examinant ensuite les relations qui conditionnent et lient aujourd'hui ces deux pouvoirs (2),
- vérifiant enfin l'opportunité, voire l'adéquation des réponses qu'apporte à cet égard la proposition de révision (3).

* * *

1. L'héritage des Constitutions du 19^e siècle et l'évolution des pouvoirs législatif et exécutif

1.1. L'équilibre entre le pouvoir monarchique et le pouvoir parlementaire, axiome constitutionnel classique

Malgré des nombreuses modifications parfois incisives, qui y ont été apportées au fil du temps, le libellé de notre Constitution reste foncièrement imprégné du clivage entre le principe monarchique et le principe parlementaire hérité de la Constitution belge de 1831.

¹ Doc. parl. n° 6030, p. 6.

Abstraction faite de la Constitution d'Etats de 1841, les questions institutionnelles évoquées dans nos Constitutions consécutives du 19^e siècle ont pivoté à partir de 1848 autour du partage du pouvoir étatique entre le Roi Grand-Duc et la Chambre des députés.

Charles-Léon Hammes l'évoque de la façon que voici : « *Le mouvement d'idées démocratiques qui souleva les grands pays limitrophes s'est traduit dans le Grand-Duché par l'avènement, à côté du monarque, de la nation participant aux affaires publiques* », où la Chambre des députés apparaissait comme « *un organe, interprète direct de la volonté collective, muni d'un pouvoir de décision représentant en matière législative la Nation sur un pied d'égalité avec le Souverain* ».²

La réaction à la Constitution libérale de 1848 adoptée sous le règne de son père Guillaume II, trop libérale aux yeux du Roi Grand-Duc Guillaume III et à ceux des autres princes de la Confédération germanique, mena à changer l'équilibre de 1848 au détriment du Parlement lors du coup d'Etat de 1856. Le but en était de couper les ailes à une assemblée d'élus trop imbue d'esprit démocratique et du désir d'imposer ses vues à un exécutif composé de « *conseillers de la Couronne* ».

La Constitution de 1868 permit de réconcilier les esprits. Or, d'après le Prof. Delpérée³ : « *[La Constitution de 1868 s'inscrit] dans le sillage de la Constitution rédigée après le coup d'Etat de 1856 plutôt que dans le prolongement de celle de 1848, elle réserve au Grand-Duc une place que l'on n'hésite pas à qualifier d'impressionnante* ». Ou pour le dire avec les mots d'Alphonse Huss : « *Par la nouvelle rédaction [de la Constitution de 1868] on s'est efforcé de traduire la théorie démocratique d'une façon ne heurtant guère et épargnant plutôt l'idéal monarchique ... ce qui se répercutait sensiblement sur la terminologie employée. La clarté des dispositions constitutionnelles de 1868 peut en avoir souffert quelque peu; c'était un sacrifice à consentir sur l'autel de la conciliation nationale.* »

Abstraction faite de quelques soubresauts isolés, tels le débat Servais-Eyschen de 1890⁴ sur l'origine de la souveraineté ou ceux sur la

² Charles-Léon Hammes ; « *Le Gouvernement du Grand-Duché, essai sur son évolution* » IN : Livre jubilaire édité à l'occasion du 100^e anniversaire du Conseil d'Etat, 1957.

³ Francis Delpérée, « *Considérations sur le pouvoir exécutif au Luxembourg. Hier, aujourd'hui et demain* » IN : *Journal des tribunaux Luxembourg* N° 6 du 5 décembre 2009.

⁴ *Compte-rendu de la Chambre des députés 1889-1890*, pp. 960-1025.

neutralité défaillante reprochée à la Grande-Duchesse Marie-Adélaïde lors de l'adoption de la loi scolaire en 1912 et de la loi minière en 1913, le principe monarchique s'est progressivement effacé face à la montée du pouvoir parlementaire.

Plusieurs révisions constitutionnelles ont par après précisé et confirmé cet état des choses. Depuis 1919, la Constitution désigne la Nation comme siège de la souveraineté, tout en en confiant l'exercice au Grand-Duc, dont les pouvoirs pour ce faire sont pourtant limités « *aux pouvoirs que lui attribuent formellement la Constitution et les lois particulières portées en vertu de la Constitution même* ». Le rôle institutionnel du Grand-Duc est défini depuis 1998 comme étant celui de « *chef de l'Etat, symbole de son unité et garant de l'indépendance nationale* », l'article 33 de la Constitution ajoutant qu'« *il exerce le pouvoir exécutif conformément à la Constitution et aux lois du pays* ». L'annonce du Grand-Duc de refuser en 2008 la sanction de la loi sur l'euthanasie⁵ adoptée majoritairement par la Chambre des députés s'apprécie à la lumière des dispositions constitutionnelles évoquées.

Représentant la Nation souveraine en vertu de l'article 50 de la Constitution, élue au suffrage universel et direct et, depuis 2009, seule détentrice du pouvoir de faire les lois (hormis l'initiative législative partagée avec le Grand-Duc et le veto suspensif du Conseil d'Etat), la Chambre des députés se targue d'une légitimité démocratique à laquelle aucune autre institution étatique ne saurait prétendre.

1.2. L'émancipation du Gouvernement et sa prise en mains du pouvoir exécutif

En évoquant l'histoire constitutionnelle du 19^e siècle sous l'angle de vues des rapports entre le monarque et le parlement, on a tendance à oublier une autre évolution, celle subie par le pouvoir exécutif. Les bases de cette évolution étaient d'ailleurs jetées dès l'inscription dans la Constitution de la responsabilité assumée vis-à-vis de la Chambre par les membres du Gouvernement en relation avec les actes posés par le Grand-Duc⁶. Cette responsabilité s'inscrit en corollaire de la prérogative coutumière de la Chambre de censurer l'action gouvernementale.

⁵ Loi du 16 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide (doc. parl. n° 4909).

⁶ cf. Constitution, art. 45: « *Les dispositions du Grand-Duc doivent être contresignées par un membre du Gouvernement responsable* ».

Avec l'avènement de la dynastie des Nassau-Weilburg, et sous l'effet de l'âge avancé du Grand-Duc Adolphe et de la santé chancelante de son successeur Guillaume IV, le Gouvernement s'est émancipé de la tutelle monarchique ayant prévalu du temps des Rois Grands-Ducs de la Maison d'Orange-Nassau et a su prendre en mains les leviers de commande de l'action politique.

Parallèlement sont apparus des partis politiques de mieux en mieux structurés et des groupes parlementaires de plus en plus soudés qui ont à leur tour contribué à changer la donne en faveur des forces démocratiques. Au plus tard depuis l'introduction en 1919 du scrutin de listes, les partis dominent largement les élections parlementaires et pèsent sur la formation des gouvernements.

Dans ces conditions, la responsabilité ministérielle vis-à-vis de la Chambre, assurant au Grand-Duc son inviolabilité et dès lors son irresponsabilité quant aux actes posés, a fait glisser le pouvoir exécutif des mains du Grand-Duc vers celles du Gouvernement. Selon un avis du Conseil d'Etat du 6 avril 1994⁷, le pouvoir du Grand-Duc se trouve aujourd'hui « [limité à avaliser l'action (du Gouvernement)] sans avoir la possibilité d'y apporter un quelconque changement. Il est lié par l'action gouvernementale ».

Nous continuons à appeler les fonctions gouvernementales de leur nom traditionnel de pouvoir exécutif. Or, celles-ci dépassent largement la seule tâche de mettre en œuvre les lois votées par la Chambre. En effet, comme l'a relevé Charles-Léon Hammes⁸, « si on admet qu'au Gouvernement compète la synthèse de la conception, de la décision et de l'exécution, il faut reconnaître que loin de le cantonner dans l'exercice d'un pouvoir subordonné, ces prérogatives lui assignent une position éminente dans les activités étatiques ».

Même si la Chambre continue à partager avec l'exécutif l'initiative législative, la technicité grandissante des matières dans lesquelles il est légiféré, la disposition d'un appareil administratif mettant à contribution des compétences diversifiées, l'invasion de la législation nationale par le droit communautaire font que le Gouvernement et son Administration sont seuls à disposer des ressources humaines et matérielles pour en assurer

⁷ Doc. parl. n° 3908¹.

⁸ Ch.-L. Hammes, *op. cit.*, p. 472.

la maîtrise. L'initiative législative revient aujourd'hui en priorité, voire en quasi-exclusivité au Gouvernement.

Il s'y ajoute que le Gouvernement dirige l'appareil administratif, il est l'interlocuteur des communes, contrepoids local au pouvoir central de l'Etat, il assure les relations internationales, il représente les intérêts nationaux auprès de l'Union européenne.

Selon le Prof. Troper, « c'est au gouvernement que revient le rôle principal qui n'est pas seulement d'exécuter la loi, mais bien de coordonner et diriger toutes les actions qui concourent au gouvernement du pays, c'est-à-dire de concevoir une politique, construire et animer une majorité parlementaire qui la soutiendra, préparer et faire voter les lois, produire les règles qui ne sont pas formellement législatives et conduire la politique extérieure ».

C'est le Gouvernement qui dirige, d'une part, les affaires de l'Etat et assume ainsi la « puissance organisatrice de la vie sociale »⁹, et qui devient, d'autre part, le vrai maître du jeu politique dès avoir obtenu la confiance d'une majorité parlementaire pour son programme et aussi longtemps qu'il est assuré de la solidarité de cette majorité pour son action politique.

* * *

2. Les relations entre le Gouvernement et la Chambre des députés

2.1. La confiance du Parlement, un préalable pour gouverner

La façon de concevoir l'équilibre institutionnel entre le législatif et l'exécutif, qui avait cours au 19^e siècle et que reflète toujours le texte de notre Constitution actuelle, a dès lors intérêt à être réajustée.

Libéré en matière politique de son devoir d'allégeance à l'égard du monarque, le Gouvernement n'a plus à répondre de son action que vis-à-vis du parlement. La question de la confiance à accorder par le parlement, pour le moment formellement absente de la Constitution, en devient une notion clé de l'équilibre institutionnel.

⁹ Ch.-L. Hammes, *op. cit.*, p. 472.

Le Gouvernement doit s'assurer dès avant sa nomination formelle par le chef de l'Etat d'une majorité de députés prêts à soutenir son action et veiller tout au long de la législature à garder cette confiance. Pour le Prof. Baranger, « *La confiance est une relation pratique de coopération entre le Parlement et le cabinet qui prend pour fondement la nécessité commune de faire proposer et adopter des lois. Le refus de voter ces lois ... ou les difficultés à obtenir leur vote sont des indices que la relation de confiance se dégrade* ». ¹⁰

La mise en œuvre de la confiance comporte en principe l'initiative obligatoire ou volontaire du Gouvernement d'engager sa responsabilité sur son programme politique dès qu'il prend ses fonctions. En cours de mandat, la question de la confiance s'exprime de deux façons différentes: La question de la confiance par laquelle le Gouvernement engage sa survie politique en relation avec le vote de telle loi ou la motion de censure par laquelle le parlement retire sa confiance au Gouvernement. Tant la confiance qui lui est refusée que le vote de censure doivent conduire à la démission du Gouvernement. Faute d'arriver à constituer une nouvelle majorité gouvernementale, la démission du Gouvernement doit mener à son tour à la dissolution de la Chambre et au retour devant les électeurs.

2.2. La fonction de contrôle de la Chambre des députés, altérée par le rapprochement entre le Gouvernement et sa majorité parlementaire

Une deuxième question que soulève la relation moderne entre le Gouvernement et la majorité parlementaire tient au pouvoir du Gouvernement de faire adopter par la Chambre les lois qu'il propose, grâce à l'appui de sa majorité.

La Chambre peut-elle dans ces conditions encore jouer le rôle de contrepoids de l'exécutif, que lui avaient dévolu les Constituants du 19^e siècle? Peut-elle encore être le contre-fort des aspirations démocratiques contre d'éventuelles dérives technocratiques de l'exécutif susceptibles de sacrifier des libertés individuelles? La loi votée par la Chambre n'est-elle pas devenue l'expression de la volonté d'une majorité parlementaire qui se confond avec les vues du Gouvernement? La séparation des pouvoirs, dans une optique de « *checks and balances* », est-elle encore garantie?

¹⁰ Denis Baranger : « *Le droit constitutionnel* », Presses Universitaires de France, 2002, p. 93.

La réponse est loin d'être évidente.

L'absence au Luxembourg d'une deuxième chambre ayant une composition politique éventuellement différente de la première rend superflu tout effort de conciliation des points de vue de la majorité gouvernementale avec ceux de l'opposition.

Il ne serait certes pas non plus opportun de modifier le paradigme démocratique de l'adoption majoritaire des décisions politiques, en prévoyant l'exigence d'une majorité qualifiée pour un nombre toujours plus grand de matières réservées à la loi. Le risque d'un blocage du processus décisionnel en serait la conséquence. L'on pourrait tout au plus envisager d'appliquer le principe de l'adoption d'une loi à la majorité qualifiée – valant aujourd'hui surtout, mais non seulement pour les révisions de la Constitution¹¹ – à des matières particulièrement sensibles, tels les aménagements que selon la Constitution la loi peut apporter à certains droits et libertés fondamentaux.

Pourrait-on par ailleurs s'imaginer le droit d'une minorité déterminée de députés de saisir le juge constitutionnel d'une loi votée mais non encore promulguée en vue d'en vérifier la conformité constitutionnelle? Ou pourrait-on conférer, comme d'aucuns l'ont suggéré, ce même droit au Conseil d'Etat, lorsque celui-ci estime devoir refuser la dispense du second vote constitutionnel?¹² Pareille procédure mènerait certainement à renforcer le contrôle juridictionnel de la conformité constitutionnelle des actes législatifs sans forcément consolider pour autant le contrôle politique de la Chambre des députés sur le Gouvernement.

L'on pourrait encore penser à corriger les effets du rapprochement entre le Gouvernement et la majorité parlementaire par la promotion de la participation directe des citoyens aux décisions politiques. Si *a priori* la consultation populaire ne doit pas être balayée d'un revers de main, la sagesse commande néanmoins d'en user avec beaucoup de modération. Personnellement, je partage à cet égard le point de vue défendu début 2010 par le président sortant de la Cour constitutionnelle allemande, Hans-

¹¹ Constitution, article 111, alinéa 2: « Nulle révision ne sera adoptée si elle ne réunit au moins les deux tiers des suffrages des membres de la Chambre, les votes par procuration n'étant pas admises », ainsi qu'articles 37, alinéas 2 et 6, 51(3) et 107(4).

¹² « *La Refonte de la Constitution en débat* », Colloque organisé le 17 et 18 mai 2010 par l'Université du Luxembourg et la section luxembourgeoise de l'Institut International de Droit d'Expression et d'Inspiration françaises (IDEF).

Jürgen Papier, qui déclarait : « *Ich bin kein Anhänger von Volksentscheiden auf Bundesebene. Wenn Sie berücksichtigen, welche komplexe gesellschaftspolitische sozialpolitische, steuerpolitische, umweltpolitische – ich könnte weiter fortfahren – Fragen zu entscheiden sind, dann wird meines Erachtens klar, dass das Ja-Nein-Schema, das den Volksentscheiden eigen ist, weniger geeignet ist. Solche Verfahren sind in besonderem Maße anfällig gegenüber populistischen Vereinfachungen* ».¹³

La réponse semble dès lors devoir être recherchée dans ce que le Prof. Braud qualifie de « *légitimité des dissensus* »¹⁴ dans une démocratie politique où la liberté d'opinion et d'expression font tout naturellement surgir au sein des institutions politiques, et en dehors d'elles, des divergences d'appréciation, des points de vue opposés, des contradictions d'intérêts et d'aspirations. L'auteur souligne l'intérêt à réserver au traitement des minorités, et d'abord à celles qui siègent dans les instances représentatives, et l'obligation de concilier cette exigence avec le principe de majorité : « *La loi de la majorité gouverne le fonctionnement des institutions représentatives. Il en résulte deux conséquences. La minorité ne peut exiger d'être représentée au gouvernement ... Dans le processus d'élaboration de la loi, la minorité est réduite juridiquement à s'incliner devant le vote majoritaire.* » Et d'ajouter que « *Cela ne signifie pas sa totale impuissance* », d'évoquer l'écho que les critiques de l'opposition peuvent soulever dans l'opinion publique, voire dans la majorité gouvernementale elle-même, et de stigmatiser le rôle dynamique qu'une opposition organisée peut jouer dans la politisation des mécontentements et dans la formulation d'attentes et d'exigences.

L'éminente responsabilité « politique » qui revient de ce chef à l'opposition parlementaire ne saura être assumée avec efficacité que si les formations politiques et en particulier les partis de l'opposition parlementaire arrivent à tenir éveillé l'intérêt du citoyen pour la « *res publica* » et les valeurs fondamentales d'une société démocratique. Au Gouvernement et à la majorité gouvernementale il appartiendra de veiller que le débat politique retourne dans l'enceinte institutionnelle, pour éviter que la fonction parlementaire ne soit réduite à endosser (ou, chose moins probable, à refuser en bloc) les conclusions de négociations menées ailleurs sur des sujets d'intérêt général et impliquant à côté du Gouvernement ce qu'on a convenu d'appeler les forces socio-économiques. Dans l'intérêt de

¹³ FAZ, 19 janvier 2010.

¹⁴ Philippe Braud, « *La démocratie politique* », Edition du Seuil, 2003, p. 146.

l'équilibre institutionnel il faut en tout cas empêcher que le débat politique soit transporté hors des enceintes que la Constitution a légitimées à cet effet.

* * *

3. La réponse de la proposition de révision aux questions évoquées

Les dispositions qui traitent de la Chambre des députés et du Gouvernement continueront selon la proposition de révision à faire l'objet des chapitres 4 et 5 de la Constitution. Les auteurs n'ont pas estimé utile de réserver un chapitre ou du moins une section à part aux relations entre ces deux institutions, à l'instar de l'approche retenue par exemple dans les constitutions en France, en Espagne ou encore en Suède; c'est ainsi que les dispositions en cause se trouvent réparties sur les deux chapitres cités dont les dispositions n'échappent pas à toute redondance, notée par exemple entre les articles 78 et 98 pour ce qui est de la dissolution de la Chambre.

3.1. La fonction gouvernementale dans la future Constitution

La nouvelle structure du chapitre 5 documente la volonté évidente de reconnaître le Gouvernement comme une institution à part entière, justifiée par son rôle de *puissance organisatrice de la vie sociale*. Cette approche rompt avec la présentation actuelle d'un Gouvernement, bras prolongé du Grand-Duc pour exercer le pouvoir exécutif. Le nouveau libellé proposé sied bien mieux à la fonction gouvernementale moderne englobant à la fois l'exécution des lois et la direction de la gestion des affaires du pays. L'on pourra tout au plus regretter que la rédaction proposée ne tranche pas plus clairement en matière de pouvoir exécutif qui reste attribué formellement au Grand-Duc confirmant par exemple sa prérogative de prendre les règlements et arrêtés¹⁵, alors que par ailleurs le Conseil de Gouvernement

¹⁵ Proposition de révision: art. 52, alinéa 2 : « [Le Grand-Duc] exerce le pouvoir exécutif conformément à la Constitution et aux lois du pays. », art. 54 : « Le Grand-Duc prend les règlements et arrêtés nécessaires pour l'exécution des lois. » et art. 123 : « Le Grand-Duc prend les règlements et arrêtés nécessaires pour l'exécution des traités dans les formes qui règlent les mesures d'exécution des lois et avec les effets qui s'attachent à ces mesures, sans préjudice des matières qui sont réservées par la Constitution à la loi. »

est rendu compétent pour arrêter le texte de ces règlements et arrêtés.¹⁶ L'esquisse que le Conseil d'Etat a faite de ce point dans son avis précité du 6 avril 1994¹⁷ pourrait, le cas échéant, servir d'orientation pour retravailler le libellé prévu.

L'occasion du nouveau texte constitutionnel devrait en outre être mise à profit pour établir avec plus de clarté la portée des différents pouvoirs réglementaires prévus par la Constitution, et la hiérarchie qui doit tout naturellement s'établir entre ces pouvoirs. Le règlement pris par un établissement public se situe-t-il au même niveau de la hiérarchie des normes juridiques que le règlement grand-ducal ou bien est-il hiérarchiquement inférieur? Cette question se pose d'ailleurs au même titre pour le pouvoir réglementaire des communes et des organes professionnels. Le Constituant ne devrait-il pas dans ces conditions trancher la question des conflits de compétence entre les différents pouvoirs réglementaires?

Quant à la forme des actes posés par l'exécutif, il faut saluer le maintien de l'approche actuelle de l'authentification des actes réglementaires par le seing grand-ducal. En effet, cette authentification permet de rehausser le caractère formel de l'acte, tout en ajoutant à la foi dans la norme réglementaire édictée.

L'organisation du Gouvernement reste une compétence du Grand-Duc que lui accorde directement la Constitution, et la doctrine est d'accord pour dire que les arrêtés grand-ducaux afférents ont valeur équipollente à la loi. Cette interprétation est reprise dans la proposition de révision.¹⁸

Si le nouveau texte reconnaît l'existence d'un Premier Ministre et d'un ou plusieurs Vice-Premiers Ministres au sein du Gouvernement, il omet par contre d'évoquer les tâches particulières qui sont les leurs.

L'évocation sans autre précision du ou des Vice-Premiers Ministres est justifiée par la formation des gouvernements sur base de coalitions de deux partis usuellement requises pour assurer au nouveau gouvernement une majorité parlementaire.

L'omission d'évoquer avec plus de précision le rôle du Premier Ministre au-delà de son statut formel d'un « *primus inter pares* » semble

¹⁶ Proposition de révision; art. 99, paragraphe 2 : « Le Conseil de Gouvernement arrête les textes des règlements et arrêtés grand-ducaux à signer par le Grand-Duc. »

¹⁷ Doc. parl. n° 3908¹ cité.

¹⁸ Proposition de révision; art. 94, paragraphe 2 : « (2) L'organisation du Gouvernement et les attributions ministérielles sont réglées par arrêté grand-ducal, en dérogeant même à des lois existantes. »

dictée par les mêmes considérations. Or, faut-il rappeler que depuis l'arrêté royal grand-ducal du 9 juillet 1857¹⁹ toujours en vigueur, la fonction de président du Gouvernement ou Ministre d'Etat comporte des prérogatives spéciales au sein de l'équipe gouvernementale: surveillance de la marche générale des affaires, droit de veiller au maintien de l'unité des principes à appliquer au service de l'Etat, présidence du Conseil de Gouvernement, prépondérance en cas de partage des voix au sein du Conseil de Gouvernement, compétence de décider seul des affaires de la compétence du Gouvernement en cas d'urgence? Dans d'autres démocraties parlementaires, le Premier Ministre a en outre le droit de proposer au chef de l'Etat les membres qui formeront l'équipe gouvernementale. Si dans une approche intellectuelle des choses la reconnaissance formelle par la Constitution du rôle prépondérant du Premier Ministre est souhaitable, les réticences de certaines familles politiques pour ce faire imposeront probablement le *statu quo* d'ailleurs « *vivement recommandé* » par la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle.²⁰

Tout en se félicitant du souci de circonscrire de manière explicite la notion de la responsabilité des membres du Gouvernement, l'on peut pourtant se demander si la façon d'en détailler les aspects politique, civil et pénal a sa place dans la Loi suprême²¹. Par contre, il aurait été utile de

¹⁹ Mém. N° 25 du 16 juillet 1857.

²⁰ Doc. parl. n° 6030, commentaire des articles, p. 42.

²¹ Proposition de révision; art. 101 : « (1) Les membres du Gouvernement sont politiquement responsables.

(2) Les membres du Gouvernement ne répondent ni civilement, ni pénalement des opinions qu'ils émettent à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions.

(3) L'Etat répond civilement des actes posés par les membres du Gouvernement dans l'exercice de leurs fonctions.

(4) Les membres du Gouvernement sont pénalement responsables des actes commis par eux dans l'exercice de leurs fonctions.

(5) Les membres du Gouvernement sont jugés exclusivement par la Cour d'Appel pour les infractions qu'ils auraient commises dans l'exercice de leurs fonctions, même après cessation de leurs fonctions.

La Cour d'Appel est également compétente pour les infractions qui auraient été commises par les membres du Gouvernement en dehors de leurs fonctions et pour lesquelles ils sont jugés pendant l'exercice de leurs fonctions, ainsi que pour les actions civiles relatives à ces infractions.

Seul le ministère public près la Cour Supérieure de Justice peut intenter et diriger les poursuites en matière répressive à l'encontre d'un membre du Gouvernement. Toute citation directe et, sauf le cas de flagrant délit, toute arrestation nécessitent l'autorisation préalable de la Chambre des Députés.

L'appel sera porté devant la Cour Supérieure de Justice, qui évoquera l'affaire.

(6) En aucun cas, l'ordre verbal ou écrit du Grand-Duc ne peut soustraire un membre du Gouvernement à la responsabilité.

(7) Le Grand-Duc ne peut faire grâce au membre du Gouvernement condamné que sur la demande de la Chambre des Députés. »

préciser au nouvel article 52 (reprenant e.a. le contenu de l'article 45 actuel) ce qu'il faut entendre par « *un membre du Gouvernement responsable* », alors que l'hypothèse de ministres ne répondant pas à ce qualificatif semble *a priori* devoir être écartée.²²

En ce qui concerne les rapports entre le Gouvernement et la Chambre des députés, il convient de relever avant tout la place formelle que la proposition de révision réserve à la confiance dont le Gouvernement doit disposer de la part du parlement pour pouvoir entamer et mener à bien son action politique.²³

Aux termes de l'article 102, paragraphe 3 de la proposition de révision, le Gouvernement est tenu d'engager sa responsabilité dès son entrée en fonction, à l'occasion de la traditionnelle déclaration gouvernementale du Premier Ministre à la tribune de la Chambre. Par ailleurs, d'après le paragraphe 2 du même article, il lui est loisible d'engager cette responsabilité à l'occasion de toute autre déclaration ou à l'occasion du vote de tout projet de loi.

Et, le refus de la Chambre d'accorder ou de renouveler sa confiance oblige le Gouvernement à présenter sa démission au Grand-Duc.

Hélas, la proposition de révision reste muette sur les suites. Le Grand-Duc peut-il refuser la démission présentée par le Gouvernement et s'ériger ainsi en arbitre de la crise politique générée par un vote de défiance parlementaire tout en risquant de s'impliquer dans un débat de politique partisane et d'influer sur les rapports de force en présence? Quant à l'éventuelle dissolution de la Chambre qui peut s'ensuivre, l'article 78 de la proposition selon lequel « *Le Grand-Duc peut dissoudre la Chambre des députés* » semble également à cet égard attribuer un pouvoir discrétionnaire

²² Paul Schmit (en collaboration avec Emmanuel Servais), « *Précis de droit constitutionnel (Commentaire de la Constitution luxembourgeoise)* », p. 207.

²³ Proposition de révision; art. 102, paragraphes (2) et (3) : « (2) Le Premier Ministre, après délibération du Conseil de Gouvernement, peut engager la responsabilité du Gouvernement devant la Chambre des Députés à l'occasion du vote d'un projet de loi ou d'une déclaration gouvernementale. Si la Chambre des Députés refuse la confiance au Gouvernement, le Premier Ministre présentera la démission du Gouvernement au Grand-Duc.

(3) La responsabilité du Gouvernement doit obligatoirement être engagée devant la Chambre des Députés à l'occasion de la déclaration gouvernementale consécutive à la formation d'un nouveau Gouvernement. »

au Grand-Duc.²⁴ Il est certes précisé que sa décision de dissoudre la Chambre doit avoir l'aval du Gouvernement²⁵. Or, quelle est l'utilité de cette précision face à l'obligation générale d'assortir toute disposition grand-ducale du contreseing ministériel, exigence qui doit être interprétée à la lumière de la solidarité gouvernementale?

L'initiative d'engager la responsabilité gouvernementale apparaît formellement comme une prérogative réservée au seul Gouvernement, hormis son obligation de poser la question de confiance en début de législature. Est-ce dire que la Chambre des députés n'aurait pas, en l'absence de disposition afférente dans la future Constitution, la possibilité de voter une motion de censure, pourtant un corollaire naturel et indispensable de la responsabilité politique des membres du Gouvernement? A moins de considérer à l'instar de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle²⁶ cette prérogative comme une évidence qui n'exigerait pas d'évocation explicite, il me semble indiqué de compléter le texte dans le sens proposé.

3.2. Les innovations envisagées et envisageables en faveur de la fonction parlementaire

En examinant le rôle institutionnel qui reviendra dans la nouvelle Constitution à la Chambre des députés, j'omettrai les aspects tenant à la composition de la Chambre et au droit électoral ou encore au statut du député. Je note que la proposition de révision garde intactes les fonctions classiques de la Chambre, fonction législative, fonction de contrôle de l'exécutif et fonction constituante.

Par contre, la proposition de révision ne parle pas de la nouvelle *prérogative des parlements nationaux d'intervenir dans le processus décisionnel de l'Union européenne*. Un tel ajout, comme certaines autres constitutions européennes, par exemple celle de la France ou de l'Allemagne, le prévoient, ne semble pas forcément indiqué.

²⁴ Il semble que seules les Constitutions française et portugaise font de la dissolution du Parlement par le chef de l'Etat un pouvoir discrétionnaire de ce dernier.

²⁵ Proposition de révision; art. 99, paragraphe (3) : « La dissolution de la Chambre des Députés doit faire l'objet d'une décision du Gouvernement. »

²⁶ Doc. parl. n° 6030; commentaire des articles; page 43 : « Nonobstant les cas expressément prévus au présent article ... la Chambre des députés peut de sa propre initiative, dans une motion votée par une majorité des députés, retirer sa confiance au Gouvernement. Ce moyen politique constitue, dans un régime démocratique, une prérogative des mandataires élus dans le cadre du contrôle politique à l'égard du Gouvernement. »

Plutôt que de mentionner de manière spécifique cet aspect particulier de l'intégration communautaire, je donnerais personnellement la préférence à l'évocation explicite du principe même de l'adhésion du Luxembourg à l'Union européenne. Ce serait en quelque sorte renouer avec la Constitution néerlandaise de 1815 et les Constitutions luxembourgeoises de 1841, 1848 et 1856 qui faisaient dans un contexte comparable état de l'affiliation du Luxembourg à la Confédération germanique.²⁷

Lors de l'analyse de la fonction gouvernementale, nous sommes penchés sur le *contrôle parlementaire de l'exécutif* qui sera consacré par l'obligation formelle du Gouvernement d'avoir la confiance de la Chambre. La Chambre continuera à bénéficier en outre de ses moyens actuels de contrôle qu'elle exerce sous forme de questions parlementaires, d'interpellations et par la mise en œuvre de son droit d'enquête, le tout, le cas échéant, avec l'aide de la Cour des comptes et du médiateur.

Quant à la *fonction législative*, la Constitution est élaguée des dispositions²⁸ reflétant encore le partage du pouvoir législatif entre le Parlement et le Grand-Duc d'avant la révision de l'article 34 en 2009.²⁹

Le droit individuel de chaque député d'introduire des propositions de loi est précisé.³⁰ Par contre, le Grand-Duc n'interviendrait plus dans l'initiative législative qui reviendrait au Gouvernement, alors même que les projets de loi continueraient à être soumis au Grand-Duc³¹; une clarification de l'approche voulue semble de mise.

Selon la Commission de Venise, « *la Constitution est l'expression d'une grande confiance à l'égard du législateur en ce que plusieurs dispositions du projet de Constitution luxembourgeoise réservent exclusivement à la loi le soin de déterminer les restrictions susceptibles*

27 Constitution néerlandaise du 24 août 1815, art. 1^{er}, alinéa 2; Constitution d'Etats du 12 octobre 1841, préambule; Constitution du 9 juillet 1848, article 1^{er}; Constitution du 27 novembre 1856, article 1^{er}, alinéa 1^{er}.

28 Proposition de révision, notamment article 81.

29 Révision de l'article 34 de la Constitution du 12 mars 2009.

30 Proposition de révision, art. 80 : « Le droit de soumettre des propositions de lois à la Chambre des Députés appartient à chacun de ses membres ».

31 Proposition de révision, art. 79 : « Le Gouvernement adresse à la Chambre des Députés les projets de lois qu'il veut soumettre à son adoption » et art. 99, paragraphe (1) : « Tout projet de loi ou de règlement grand-ducal ainsi que toute dispositions soumise au Grand-Duc, doit faire l'objet d'une délibération du Conseil de Gouvernement ».

d'affecter les droits et libertés ». ³² Si cette confiance était justifiée au 19^e siècle, à un moment où le parlement était l'interprète de la volonté collective face aux décisions d'un monarque aux relents autocratiques, la fusion des pouvoirs au profit du Gouvernement appuyé par la majorité parlementaire rend ce choix beaucoup moins évident. Aussi sera-t-il indiqué, pour ce qui est des lois intervenant dans les matières relatives aux libertés publiques, de limiter formellement les aménagements que pourra y apporter le législateur à ce qui est « *nécessaire, dans une société démocratique, à la sécurité nationale, à la sûreté publique, au bien-être économique du pays, à la défense de l'ordre et à la prévention des infractions pénales, à la protection de la santé et de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui* ». ³³ Par ailleurs, il faut se demander dans quelle mesure il sera opportun d'appliquer la règle de la majorité qualifiée à l'adoption de certaines des lois intervenant dans le cadre du chapitre II de la Constitution, comme par exemple des limitations légales apportées à la protection du domicile privé ou à celle des communications et données à caractère personnel.

L'initiative législative populaire nouvellement prévue écornera l'essence de la démocratie représentative, rappelée dès l'article 2 de la proposition de révision. Contrairement au référendum en matière législative qui présuppose l'initiative du législateur et laisse à ce dernier d'en fixer les conditions, l'initiative populaire peut avoir une origine spontanée. La Chambre pourra certes en organiser les modalités, elle ne pourra cependant pas utiliser cette compétence pour exclure certaines matières, comme par exemple les impôts, de l'exercice de l'initiative populaire. Plutôt que d'inscrire le principe de l'initiative populaire dans la Constitution en reportant les modalités légales de sa mise en œuvre à plus tard, ne serait-il pas plus judicieux d'en analyser au préalable les tenants et aboutissants pratiques?

Quant à la promulgation des lois, l'article 85 de la proposition entend enlever cette prérogative au Grand-Duc pour la confier au Gouvernement. Lors de la récente modification de l'article 34 de la Constitution, le Conseil d'Etat avait considéré la promulgation comme une compétence relevant du pouvoir exécutif –, à mon avis, à tort. Je prends pour témoin la Commission de Venise qui a rappelé que la promulgation des lois est normalement

32 Avis 544/2009 de la Commission européenne pour la démocratie par le droit, dite Commission de Venise, sur le projet de révision constitutionnelle du Luxembourg; point 40.

33 A titre de comparaison: Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, art. 8, 10, 11 et Protocole N° 4 (art. 2).

assumée par le chef de l'Etat en soulignant qu'« *il peut être souhaitable que la promulgation des lois relève d'une institution indépendante du Gouvernement* ». Cette interprétation semble partagée par la jurisprudence luxembourgeoise, à en juger par un arrêt de la Cour supérieure de justice remontant, il est vrai, à 1928³⁴. Et la Commission de Venise de relever que « *la promulgation est un acte à caractère formel, qui ne permet pas au Grand-Duc de s'opposer à un texte de loi, mais qui constitue une garantie de la foi des textes législatifs, du respect des règles concernant leur adoption, et vise à souligner l'importance de ces actes* ».³⁵ L'intérêt de rehausser le caractère solennel de l'acte législatif et son importance de norme contraignante pour l'ensemble de la société ne saurait en tout état de cause que bénéficier de l'authentification par le Grand-Duc.

La fonction constituante de la Chambre des députés est, quant à elle, restée largement intacte. Contrairement à la très grande modération qui avait prévalu au cours des premières décennies d'application de notre Constitution actuelle, la Chambre a plus récemment usé de plus en plus fréquemment de sa faculté de la modifier, surtout depuis l'allègement de la procédure de révision en décembre 2003. En fait, et abstraction faite du recours plutôt improbable au référendum pour remplacer le second vote, la mise en œuvre de la procédure actuelle est à peine moins flexible et à peine plus solennelle que celle prévue pour l'adoption des lois ordinaires.

L'allègement intervenu en 2003 avait à l'époque était justifié par la perspective de devoir, le cas échéant, adapter notre Constitution à brève échéance à des exigences internationales. Entre 2004 et 2009, non moins de 21 articles sur les 125 articles que compte le texte actuel ont été modifiés dans le cadre de 12 cycles de révisions différents, soit en moyenne plus de deux révisions par an. Aucune des modifications en question n'a d'ailleurs été conditionnée par une quelconque contrainte résultant d'engagements internationaux de notre pays.

Fin 2008³⁶, le Conseil d'Etat avait mis en garde contre cette banalisation des révisions constitutionnelles, estimant que des modifications trop fréquentes mettent à mal la supériorité et la stabilité de la Loi suprême.

³⁴ Cour, 14 février 1928; Pas. 11, p. 387.

³⁵ Commission de Venise, avis cité, point 99.

³⁶ Avis du Conseil d'Etat du 9 décembre 2008 relatif au projet de révision de l'article 34 de la Constitution (doc. parl. n° 5967').

Le contexte d'une Constitution nouvellement ordonnancée, élaguée des tares qu'on lui reproche aujourd'hui, n'aura plus besoin d'être corrigée et rapiécée à tout bout de champ. N'y aurait-il dès lors pas intérêt à reconsidérer la procédure de révision pour mieux mettre la Constitution à l'abri d'intérêts politiques passagers et de revendications momentanées, – pourquoi pas exprimées sous forme d'une initiative législative populaire? Si un consensus pouvait être obtenu sur le principe de rapporter en partie les allègements de 2003, il faudrait cependant éviter de tomber à l'inverse dans le piège d'une procédure rigide risquant de figer la Constitution dans une quasi-immuabilité. Serait-il dans ce contexte concevable de maintenir l'actuelle flexibilité pour les uniques besoins d'adapter la Loi suprême aux exigences internationales, tout en réservant aux autres révisions une procédure plus solennelle et moins facile à mettre en œuvre?

Quant à la façon de traduire cette idée, je renvoie aux pistes de réflexion esquissées par le Prof. Gerkrath lors du colloque de mai 2010 à Université du Luxembourg.³⁷

Une autre voie pour consolider la supériorité de la Constitution est celle d'un renforcement du contrôle de la constitutionnalité des lois. La mise en œuvre de cet objectif est concevable tant par la possibilité de faire contrôler la conformité de la loi nouvellement votée dès avant sa promulgation, que par l'obligation imposée au législateur soit de modifier la loi jugée inconstitutionnelle pour en assurer la conformité à la Constitution, soit d'en accepter l'annulation, si la modification utile n'est pas intervenue endéans un délai déterminé.

* * *

Conclusion

La Commission de Venise a noté que pour, ce qui est des rôles institutionnels futurs du Gouvernement et de la Chambre des députés, la proposition de révision atteint largement les objectifs que les auteurs s'étaient fixés.³⁸

³⁷ Jörg Gerkrath, « Une refonte en faveur de l'autorité de la Constitution » (p. 128); IX: La Refonte de la Constitution luxembourgeoise en débat, édition Larcier, Bruxelles, 2010.

³⁸ Commission de Venise, avis cité, point 131.

Faut-il pour autant partager dans leur ensemble les réflexions qui ont animé les auteurs? Le débat est ouvert et le résultat recherché ne pourra que bénéficier du choc des idées échangées.

Ma critique concernant plusieurs points de la proposition de révision n'enlève d'ailleurs rien ni au travail méritoire effectué par la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle ni à la qualité indéniable de sa proposition. Et je reste persuadé que grâce à un dialogue interinstitutionnel bien compris, inspiré par les apports de débats du genre de celui organisé aujourd'hui par la Section des Sciences Morales et Politiques de l'Institut grand-ducal, la nouvelle Constitution sera à la hauteur de nos attentes.

Marc Elvinger
avocat



**Conforter le rôle du Chef de l'Etat
en le déchargeant de ceux de
ses pouvoirs qu'il n'est pas en
droit d'exercer¹**

Parmi les objectifs majeurs du projet de réforme constitutionnelle figure la «mise en conformité» des textes constitutionnels avec l'exercice effectif des pouvoirs dans l'Etat, ceci valant prioritairement pour les pouvoirs reconnus par la Constitution au Grand-Duc et exercés *de facto* par le gouvernement.

Un tel objectif justifie-t-il l'effort institutionnel que représente nécessairement une réforme constitutionnelle d'envergure ?

A lire et entendre certains commentaires des dispositions constitutionnelles pertinentes, on pourrait en douter au motif qu'une interprétation saine de la Constitution serait, par elle-même, susceptible de faire l'affaire.

C'est ainsi que, commentant, le 9 décembre 2008, l'article 34 de la Constitution, modifié dans l'urgence moyennant la loi du 12 mars 2009 pour pallier au refus du Grand-Duc de sanctionner la loi sur l'euthanasie, le Conseil d'Etat a cru pouvoir s'exprimer comme suit:

«Le Conseil d'Etat considère qu'une lecture actuelle de l'article 34 de la Constitution ne peut se faire exclusivement au regard de la lettre de ce texte ou de la teneur et de l'esprit de la Constitution telle qu'elle a été adoptée en 1868. Il y a lieu de tenir compte de la pratique constitutionnelle dans laquelle le rôle du Grand-Duc, dans le processus législatif, est devenu purement formel, y compris en ce qui concerne l'acte de sanction»

¹ Pour un examen plus technique de la question, cf la contribution de l'auteur à l'ouvrage *La refonte de la Constitution luxembourgeoise en débat*, Larcier 2010, pp. 143-150

promulgation. Il convient surtout de lire l'article 34 dans le contexte d'une série de révisions constitutionnelles importantes intervenues depuis un siècle qui soulignent que l'acte de sanction n'est plus l'expression d'un pouvoir réel du Grand-Duc quant à l'approbation de la substance d'une votée par la Chambre des Députés».

La façon de voir du Conseil d'Etat – qui est sans doute représentative d'un état d'esprit assez largement répandu – appelle des commentaires de plusieurs ordres:

D'un point de vue pragmatique, l'analyse relève d'une approche excessivement intellectuelle dans laquelle les mots n'ont, au bout du compte, plus de sens. Comment en effet expliquer, dans une approche de bon sens, que lorsqu'un texte dit *«Le Grand-Duc sanctionne et promulgue les lois. Il fait connaître sa résolution dans les trois mois du vote de la Chambre»*, ladite «résolution» ne pourrait aller que dans le sens de l'entérinement de ce qui a été décidé par la Chambre.

D'un point de vue juridique, l'analyse est critiquable au regard du principe itérativement affirmé en jurisprudence, tant judiciaire qu'administrative, suivant lequel, en présence d'un texte clair, il n'y a pas lieu d'en interpréter les termes mais, tout simplement, de les appliquer.

D'un point de vue philosophique, on objectera que le droit au consentement implique, de manière consubstantielle, celui au refus. Et l'histoire nous enseigne que l'obligation d'obéissance du militaire, avec son corolaire, à savoir le droit à l'impunité, est de plus en plus souvent remise en cause à posteriori.

Enfin, et peut-être surtout, d'un point de vue politique, l'analyse du Conseil d'Etat revenait, en dernière instance, à reprocher au Grand-Duc d'avoir méconnu la Constitution en ne sanctionnant pas une loi régulièrement votée par la Chambre. Et s'agissant de la fonction de promulgation, le Conseil d'Etat commentait comme suit le fait qu'elle allait, par application de ce qui est devenu la loi du 12 mars 2009, rester entre les mains du Grand-Duc:

«La promulgation ne constitue pas une condition de l'existence de la loi, sa nature étant uniquement de rendre la loi exécutoire en en attestant l'existence et en en ordonnant l'exécution (...). La promulgation s'avère donc une compétence liée relevant du pouvoir exécutif du Grand-Duc qui oblige celui-ci aux termes de l'article 5 de la Constitution».

Etant rappelé que ledit article 5 fait jurer au Grand-Duc *«d'observer la Constitution et les lois du Grand-Duché de Luxembourg»*, on reconnaît dans ce commentaire du Conseil d'Etat une véritable mise ne garde à l'adresse du chef de l'Etat, invité à ne pas laisser une nouvelle fois interférer ses états d'âme d'ordre personnel avec l'accomplissement de ses fonctions constitutionnelles.

L'approche, qui a des relents d'autoritarisme, semble peu adéquate au soussigné. Elle feint d'ignorer que la tension – pour ne pas dire le fossé – qui existe entre les pouvoirs reconnus par la Constitution au Chef de l'Etat et la réalité de la répartition des pouvoirs entre, d'une part, le chef de l'Etat et, d'autre part, le Gouvernement, respectivement la Parlement, se résout nécessairement, à terme, au détriment du Chef de l'Etat et, par là-même, en définitive, de la pérennité de l'institution monarchique.

Car là où on parle de *pouvoirs* dont on semble hésiter à «priver» le Chef de l'Etat, de peur apparemment de vider l'institution monarchique de son contenu, il n'y a, *de facto*, que le *devoir* de revêtir de son autorité des décisions prises ailleurs et par d'autres.

A terme, une telle constellation est éluçtablement une machine à produire des crises: si, en particulier, le Chef de l'Etat s'est senti dans l'incapacité morale de sanctionner la loi sur l'euthanasie, il aurait logiquement, et même *à fortiori*, dû se sentir dans l'impossibilité de «prendre», en son propre nom, les règlements d'exécution de ladite loi. Ayant, en l'occurrence, manifesté son opposition de manière très forte dans le processus législatif, le Grand-Duc n'a manifestement pas jugé nécessaire – et surtout possible – de la réitérer au stade du processus réglementaire mais qu'en sera-t-il la prochaine fois et à propos d'un autre acte normatif de la même facture ?

C'est à la lumière de cette réalité – qui risque de mettre itérativement le Chef de l'Etat devant l'alternative malsaine de *«se soumettre ou se démettre»* (car notre système constitutionnel ne s'accommodera pas de «crises de l'euthanasie» récurrentes) – qu'il convient de considérer la résolution de la Chambre des Députés adoptée le 11 décembre 2008 et invitant la Commission des Institutions et de la Révision Constitutionnelle *«à poursuivre ses travaux et à réexaminer les textes déjà mis au point en veillant à (...) conforter le rôle du chef d'Etat en qualité de garant de l'unité et de l'indépendance nationales»*.

De fait, pour pouvoir assumer son rôle de garant de l'unité et de l'indépendance nationales le chef de l'Etat n'a nullement besoin de «pouvoirs» qui n'en sont pas et qui ne lui imposent que des devoirs au piège desquels il se retrouvera un jour ou l'autre.

Malheureusement, selon le soussigné, la Commission des Institutions et de la Réforme Constitutionnelle n'a pas donné à cette résolution de la Chambre des Députés toutes les suites qu'elle comportait. Elle aurait, sinon, poussé beaucoup plus loin son projet réforme – il n'est pas trop tard pour le faire – en déchargeant le chef de l'Etat de toute intervention non seulement dans le processus législatif mais également dans le pouvoir réglementaire.

Le faire, servirait, à terme, la préservation de l'institution monarchique telle que la conçoit et la pratique le Luxembourg.

**Table ronde: « Révision de la Constitution : où en sommes-nous ? »
13.11.2010**

Discussion

Séance du matin

Marc Elvinger : Je voudrais faire une remarque sur l'une des choses qui ont été dites par le professeur Gerkrath quand il a parlé de l'intérêt qu'il y avait à intégrer certains droits dans la Constitution même s'ils figuraient peut-être déjà dans un autre texte international. Je ne sais pas si vous avez principalement pensé à la Charte de l'Union européenne ou à la Convention, vous avez parlé du caractère subsidiaire. Il faut tout de même dire que, à certains égards, les dispositions de la Convention européenne des droits de l'homme ont une avance – en quelque sorte un avantage de concurrence déloyale - vis-à-vis de ceux de notre Constitution. Vous avez dit que l'intérêt d'inscrire des droits dans la Constitution était qu'alors la Cour constitutionnelle pourrait intervenir. Le fait est cependant que, pour ce qui est de la Convention européenne des droits de l'homme, tous les tribunaux peuvent intervenir directement, et non seulement peuvent intervenir directement, mais doivent intervenir directement; et de ce point de vue il n'est peut-être pas tout à fait juste de dire que le mécanisme de la sanction internationale ne serait qu'un «correctif» parce que le recours à la Cour européenne des droits de l'homme n'intervient que là où les tribunaux n'ont pas fait leur travail à domicile puisqu'ils ont, avec l'application directe de la Convention, l'obligation d'appliquer directement les textes de la Convention européenne des droits de l'homme et que ce n'est que si ils ont manqué à cette obligation qu'il y aura peut-être un «correctif» à un stade postérieur. Alors que, en ce qui concerne les textes constitutionnels, même avec notre système actuel, les tribunaux ne peuvent pas, du moins lorsqu'il s'agit d'une loi qui serait inconstitutionnelle (par opposition à un règlement où ils peuvent sanctionner directement) directement, les lois ne pouvant qu'être censurées par la Cour constitutionnelle. Et de ce point de vue, les textes constitutionnels sont peut-être moins forts que les textes à caractère international.

Jörg Gerkrath : Je partage en fait entièrement votre analyse sur ce point. L'objectif principal de mon intervention consistait cependant à défendre l'utilité d'une garantie constitutionnelle des droits fondamentaux et je n'ai pas voulu m'étendre, pour cette raison, sur l'invocabilité directe de la CEDH. Le grand et incontestable avantage du texte de la Convention, vis-à-vis celui de la Constitution, est effectivement que les tribunaux ordinaires peuvent et doivent l'appliquer directement. Comme j'ai pu le développer ailleurs, cela risque même de jouer au détriment du contrôle de la constitutionnalité des lois. Ce dernier présuppose en effet que le juge ordinaire pose une question préjudicielle alors qu'il peut effectuer lui-même le contrôle de la conventionalité d'une loi.

En droit luxembourgeois on évoque souvent dans ce contexte l'argument de la primauté qui existerait – je mets bien cela au conditionnel – au profit des traités internationaux et même à l'égard de la Constitution. Je ne partage pas tout à fait cette analyse. Vous avez peut-être vu que notre collègue Patrick Kinsch a fait une étude très intéressante dans un des derniers numéros de la *Pasicrisie*, justement sur cette question, où il se montre également très prudent. Il y dit en effet qu'il y a des indices jurisprudentiels et doctrinaux sérieux et concordants en faveur de la primauté, mais il dit aussi qu'il est difficile de conclure à ce que, de manière générale, les traités priment sur la Constitution. Pour ce qui me concerne, j'y vois deux obstacles majeurs.

Le premier obstacle, c'est l'article 37 de la Constitution actuelle, qui est maintenu dans la proposition de révision, et qui précise que les traités sont approuvés par une loi ordinaire sauf pour les traités spécifiques de l'article 49 bis. Si on acceptait l'idée que, en droit luxembourgeois, à l'en croire la doctrine et la jurisprudence, les traités internationaux primeraient la Constitution, cela voudrait dire que le législateur, en approuvant par une loi ordinaire un traité, peut mettre en vigueur une norme de valeur supra constitutionnelle, ce qui est, à mon sens, inconcevable.

Le deuxième argument contre cette idée de la primauté générale des traités concerne l'étendu du pouvoir constituant. Nous avons entendu tout à l'heure le président Meyers parler du fait que le pacte de la famille de Nassau a été en quelque sorte partiellement incorporé dans la Constitution, du moins pour ce qui est de la question qui concerne la succession au trône, et j'approuve cela. C'est une bonne chose dans l'intérêt de l'autorité de la Constitution parce qu'il n'était pas acceptable qu'une question aussi importante soit régie par un texte dont la nature est très difficile à qualifier d'un point de vue juridique. Ce serait, par ailleurs, une étude juridique intéressante à réaliser.

Mais j'attire surtout votre attention sur l'article 3 actuel de la Constitution, selon lequel « La Couronne du Grand-Duché est héréditaire dans la famille de Nassau, conformément au pacte du 30 juin 1783, à l'art. 71 du traité de Vienne du 9 juin 1815 et à l'art. 1er du traité de Londres du 11 mai 1867 ». Ce principe ne découle donc pas uniquement du pacte de famille lui-même, mais surtout des traités de Vienne et de Londres. Si on veut considérer que ces traités priment la Constitution, le principe en question ne pourrait pas être modifiée, même en révisant la constitution sur ce point. Est-ce acceptable ?

A mon avis, on ne peut donc concevoir une primauté absolue des traités internationaux sur la Constitution. Je suis par contre d'avis, et là je rejoins Marc Elvinger, que certains traités comme la Convention européenne des droits de l'homme, les traités de l'Union européenne et l'ensemble du droit de l'Union européenne, priment le droit interne, y compris la Constitution. Mais cette primauté là ne découle pas de règles qui sont inscrites dans les constitutions nationales, mais résulte de leur nature particulière et des besoins spécifiques de l'intégration européenne. Il s'agit en effet, comme l'a dit la Cour européenne pour la Convention, d'un instrument constitutionnel, et, selon les mots de la Cour de justice, d'une charte constitutionnelle d'une Communauté de droit. Ce sont des instruments constitutionnels qui existent à côté des constitutions nationales. Nous vivons en effet aujourd'hui dans un monde de pluralisme constitutionnel. Au delà des constitutions nationales, il y a des instruments internationaux qui, eux-mêmes, ont des fonctions, une valeur et un contenu constitutionnels. Donc pour ceux-là, j'admettrais la primauté même sur la constitution interne, mais pas de manière générale et certainement pas pour tous les traités.

Colette Flesch : Monsieur Meyers voulait intervenir là-dessus.

Paul-Henri Meyers : Monsieur Gerkrath a évoqué le problème du Pacte de famille de la Maison de Nassau et il a posé la question si le constituant luxembourgeois peut faire inscrire le droit de succession de la Maison grand-ducale dans la Constitution en faisant allusion au traité de Vienne et au traité de Londres. Si ces traités sont des normes supérieures à la Constitution, l'on ne pourrait pas inscrire dans la Constitution le droit de succession de la Maison grand-ducale. Alors je rappelle qu'il y a un autre traité qui nous oblige à faire disparaître toutes les discriminations, y compris des discriminations contenues dans d'autres textes que la Constitution. Eh bien, dans le Pacte de la famille de Nassau, il y a une discrimination en ce qui concerne la femme et l'homme, et ce traité de New York est postérieur.

si je ne me trompe, au traité de Vienne et de Londres. Donc, je crois que c'est le traité de New York de 1979 qui prime et nous oblige à adapter notre Constitution au traité de New York que nous avons ratifié.

Jean-Jacques Rommes : Merci, mais là, j'ai quand même une petite énigme. Nous venons d'apprendre, sans être très étonnés, que l'égalité des sexes est un droit dérivé de l'égalité de tous les êtres humains et que cette égalité de tous les êtres humains est dérivée de la dignité humaine qui était vraiment le fondement. Donc, l'égalité des sexes est un accessoire à un principal qui est l'égalité entre tous les êtres humains, et jusque-là je ne suis pas encore étonné, je crois que c'est logique. Mais alors, si on veut appliquer l'égalité des sexes à la monarchie, je me pose quand même la question, si la monarchie elle-même n'est pas contraire dans son principe à l'égalité de tous les êtres humains et que, donc, le principal déjà ne fonctionne pas et qu'il est quand même drôle alors de faire appliquer l'accessoire à la monarchie. C'est quand même le renversement de toutes les logiques.

Rusen Ergec : En ce qui concerne les remarques du professeur Gerkrath, effectivement en cas de conflit entre la Constitution et les traités internationaux, les juges judiciaires et administratifs quand ils acceptent la primauté des traités internationaux, sur les normes internes ils étendent cette primauté sur la Constitution également. Par contre, les cours constitutionnelles sont très réticentes. Effectivement, comme l'a dit le professeur Gerkrath, pour une cour constitutionnelle, reconnaître la primauté d'un traité international sur la Constitution, qu'il est chargé de par la Constitution de faire respecter, est très difficile. Les cours constitutionnelles, généralement, ne reconnaissent pas la primauté des traités internationaux sur la Constitution et je viens d'apprendre par le professeur Gerkrath que cette question n'a pas encore été tranchée par la Cour constitutionnelle luxembourgeoise.

Deuxième remarque, à la suite de l'excellent exposé sur les aspects philosophiques de la question, je voudrais tout de même faire une remarque sur la proposition d'insérer dans la Constitution l'intégrité physique et morale de l'individu. Cette garantie est déjà fournie par la jurisprudence sur la Cour européenne des droits de l'homme lorsqu'elle interprète l'article 8 sur le droit à la vie privée. Pour la Cour européenne des droits de l'homme, l'intégrité morale et physique de l'individu fait partie de sa vie privée. Alors, est-ce que cela signifie qu'il ne faudrait pas insérer dans la Constitution une telle garantie spécifique ? Cela est un autre débat.

évidemment, mais je voulais simplement préciser que c'est déjà garanti par la jurisprudence de la Cour de Strasbourg.

Henri Goedert : J'ai une question très brève et très précise pour Monsieur Gerkrath, puisqu'il a évoqué ce point, et je la formule donc sans autre commentaire : pensez-vous que le traité de Vienne de 1815 soit encore en vigueur ?

Jörg Gerkrath : Là, vous soulevez effectivement un point difficile et fascinant. Je me suis déjà interrogé sur cette question en écoutant Paul-Henri Meyers, qui disait à juste titre qu'il y a cette convention de New York qui oblige le Luxembourg de faire en sorte que, dans la succession dans la famille de Nassau, il y ait l'égalité de traitement entre les sexes. Mais est-ce qu'il suffit de dire que la convention de New York est postérieure aux traités de Vienne et de Londres pour résoudre ce conflit en droit international ? La question des conflits et de la hiérarchie entre traités n'est pas aussi clairement réglée que celle d'un conflit de normes en droit interne. Ce n'est pas simplement la règle que la loi postérieure déroge à la loi antérieure, qui permet de trouver la réponse. Il faut prendre en compte les objectifs des traités, leurs champs d'application respectifs et surtout leurs parties, car les traités n'ont qu'un effet relatif *inter partes*.

Alors pour répondre quand même à votre question sur le traité de Vienne, est-il encore en vigueur ? S'il n'était plus en vigueur, est-ce qu'il y aurait encore le Luxembourg ?

Rires dans la salle

Colette Flesch : Il faut le demander à Monsieur Mariani.

Henri Goedert : Oui, mais là vous prenez ma question à l'envers. Je me rends compte que je dois quand même être un peu plus explicite. J'ai été, à un certain moment, amené à étudier la question de l'abrogation implicite des traités... Il y a des traités internationaux qui sont abrogés explicitement ; à ce moment-là, la situation est claire. Tel n'a pas été, à ma connaissance – mais je ne suis pas un spécialiste du droit international –, le cas pour le traité de Vienne. D'un autre côté, le traité de Vienne avait pour objet une réorganisation totale et fondamentale de l'Europe et l'organisation qu'il a instituée n'existe plus depuis la Première Guerre mondiale et moins encore depuis la Deuxième. Pour autant, je n'irais pas jusqu'à dire que toutes les dispositions du traité de Vienne sont, à l'heure

actuelle, sans effet. Cela mériterait un examen très approfondi, mais la question est essentielle pour le Luxembourg, comme vous venez de le relever vous-même. Il n'est plus en vigueur pour l'Allemagne, cela paraît clair. Mais l'est-il encore pour le Luxembourg ? Si nous n'avons pas de réponse, soit, mais en tout cas, il serait intéressant d'en avoir une.

Jörg Gerkrath (en réponse à Henri Goedert) : Les règles du droit international prévoient quand même des réponses à cela. On les trouve notamment dans la convention de Vienne sur le droit des traités de 1969. Une première possibilité de solution est de plaider le changement fondamental des circonstances. Effectivement, on peut dire que depuis l'entrée en vigueur du traité de Vienne, et notamment suite aux catastrophes de la première et de la deuxième guerre mondiale, les circonstances ont fondamentalement changé. Donc, tout ce qui est dans le traité de Vienne, qui serait en quelque sorte touché par ce changement fondamental, ne serait plus en vigueur. Mais je retombe donc finalement sur ma réponse initiale. Il est indéniable que le Luxembourg doit son existence assez largement aux traités de Vienne et de Londres. Pour le Luxembourg, ils gardent donc toute leur importance. Le renvoi dans la Constitution est de ce fait très utile, en ce qu'il montre qu'il y a là un lien particulier. On y découvre par ailleurs, pour revenir à ce que j'ai dit tout à l'heure, la raison profonde qui pourrait amener un Etat, comme le Luxembourg, à consacrer la primauté du droit international sur sa Constitution.

Je ne dis pas que cela n'est pas possible, je pense au contraire que si on veut consacrer cette primauté, il faudrait le faire dans la Constitution. Il y a seulement une sorte de contradiction logique si la constitution dit « les traités priment *sur la Constitution* ». Mais on peut préciser, dans la Constitution luxembourgeoise, et, à mon avis, il serait souhaitable de le dire explicitement, que les traités internationaux priment sur la loi. Je pense que ce serait une bonne chose, comme on l'a déjà écrit dans l'ouvrage sur la refonte de la constitution.

L'article 3 actuel démontre que, en raison de l'histoire du Grand-Duché, et de sa naissance, largement dû droit international, le droit international occupe une place particulière dans l'ordre juridique luxembourgeois. Cette place, peut-être plus important que dans d'autres Etats, justifierait que l'on consacre la primauté explicitement. Mais je ne pense pas que ce soit une solution satisfaisante de dire « *c'est la doctrine et la jurisprudence qui l'ont constaté* ». D'abord, la jurisprudence n'est pas si évidente ni si claire que cela et, surtout, je pense que c'est une question qui relève d'un acte du pouvoir constituant. Seul ce dernier peut décider que nous sommes en présence d'un ordre juridique moniste avec primauté de droit international. Cela est néanmoins possible.

Jean Bour : A propos des droits à la dignité et à la vie. Est-ce que le constituant peut éviter cette question épineuse de savoir quand la vie commence. La Convention européenne l'a fait, elle a dit « *droit à la vie* », mais elle dit « *oui, mais dignité, oui, etc.* ». Nous avons cette fameuse question maintenant où les journalistes sans dire beaucoup de choses s'en donne à cœur joie pour dire que l'embryon est une chose, que cela a été décidé, alors que cela n'a pas été décidé. Les juridictions tant françaises que belges et autres, et luxembourgeoises même, ont décidé que l'embryon ne tombait pas sous la notion de personne telle qu'elle est inscrite à l'article 418 du code pénal. Ils n'ont pas dit que c'était une chose qui, d'ailleurs à mon avis, est archifaux si vous parcourez notre législation. Mais est-ce que le législateur, ou le constituant maintenant, s'il consacre les droits à la dignité, peut faire abstraction de cette question épineuse du début de la vie.

Colette Flesch : J'indiquerai, sous le contrôle de Paul-Henri Meyers, que précisément cette question épineuse est une des raisons pour lesquelles les auteurs de la proposition de révision ont traité la question de la protection de la vie avec la plus grande prudence.

Jean-Paul Harpes : En ce qui concerne la question soulevée par Madame Flesch, je me bornerai à deux remarques.

D'une part le droit à la vie présente une importance telle qu'on n'a guère le droit de l'ignorer dans le texte constitutionnel. Le seul fait que la Constitution exclut la peine de mort n'implique pas, à mon avis, qu'elle reconnaisse un droit à la vie. Or l'absence d'une reconnaissance explicite de ce droit peut choquer. D'autre part, je l'ai souligné moi-même, la reconnaissance d'un droit à la vie soulève de gros problèmes bioéthiques. A cet égard je me suis demandé si, aux yeux de la Commission chargée de la révision de la Constitution, ces problèmes n'étaient pas délicats au point qu'elle a préféré laisser entre parenthèses la reconnaissance du droit à la vie. Tout en reconnaissant la délicatesse des problèmes soulevés, il ne m'en paraît pas moins qu'il eût été, et reste, indiqué de les affronter.

Jörg Gerkrath : Très brièvement, pour revenir à ce que vous disiez vous, Monsieur Harpes, dans votre exposé. Cela m'a fait penser que la dignité humaine, qui est maintenant inscrite dans la proposition, implique le droit à la vie, et je partage votre analyse. Du point de vue des juristes, c'est une sorte de norme primaire, une méta-norme. Une telle norme primaire est une norme qui doit guider le juge dans l'interprétation de tout le reste de la Constitution et en premier lieu de tous les droits fondamentaux. Donc, les juges, qu'ils soient ordinaires ou constitutionnels, pourront très bien en

déduire le droit à la vie et ensuite en déterminer ses contours. C'est vrai, mais alors qui doit le faire ? Est-ce au législateur, est-ce au constituant, est-ce au juge de dire quand la vie commence ? Je n'ai pas non plus de réponse valable en tout temps. Il est peut-être prudent de laisser cela à la sagesse des juges. Mais cela se discute.

Georges Als : Deux questions sur la relativité des droits fondamentaux.

1° Quelle est la proportion de l'humanité qui vit actuellement sous le régime des droits fondamentaux ?

2° La partie de l'humanité qui vit actuellement sous le régime des droits fondamentaux a vécu pendant trois mille ans sous le régime des devoirs de la personne humaine; ce n'est que depuis deux cent ans qu'elle vit sous le régime des droits de la personne humaine. Alors, peut-il y avoir des droits sans devoirs ? On ne parle plus du tout de devoirs. Les devoirs sont signalés seulement de façon négative dans le code pénal, c'est tout.

Jörg Gerkrath : La question m'est adressée, si je la comprends bien. Sur la relativité des droits fondamentaux, il est difficile de répondre en quelques mots. Il est vrai, que nous avons la chance, dans les Etats démocratiques développés qui sont aussi des Etats de droit, notamment en Europe, de vivre dans des régimes où les droits fondamentaux sont non seulement reconnus, mais garantis, protégés efficacement. Nous affirmons alors toujours que ces droits sont universels. La Charte des droits fondamentaux le rappelle, la Convention y fait référence aussi. Mais alors, si ces droits sont universels, est-ce qu'il n'y aurait pas des efforts à faire ? N'y a-t-il pas une obligation, un devoir pour les Etats démocratiques d'œuvrer davantage pour que ces droits fondamentaux soient effectivement respectés dans d'autres coins du monde où ils le sont moins ? Cela semble évident.

En ce qui concerne la question des devoirs de l'homme, on découvre, par exemple, que la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne en parle à la fin de son préambule en disant que « *la jouissance de ces droits (garantis dans la Charte) entraîne des responsabilités et des devoirs tant à l'égard d'autrui qu'à l'égard de la communauté humaine et des générations futures* ». C'est l'idée que tous les droits, qu'on va reconnaître, garantir et protéger dans un tel texte, sont autant de devoirs non seulement pour l'Etat, pour la communauté humaine, mais aussi pour les tiers, c'est-à-dire pour les personnes physiques elles-mêmes. C'est l'idée allemande de la « *Drittwirkung* » des droits fondamentaux. Ils s'appliquent aussi

entre individus. Un individu doit respecter les droits fondamentaux comme autant de devoirs, chaque droit de l'homme est aussi un devoir.

Henri Etienne : Je voudrais accrocher deux observations d'ordre général à la mention très concrète qui a été faite du droit à un logement, mettons, approprié, je ne connais pas la terminologie exacte. Alors je voudrais m'adresser à Marc Elvinger en ce sens que la Constitution, c'est une loi et la loi va s'imposer aux parties. Alors s'il y a une dispute entre un propriétaire et un locataire au sujet, mettons, de l'indignité d'un logement, la Constitution va s'appliquer. En d'autres mots, c'est à ce moment-là, les questions de logement non-appropriés, cela touche presque à l'ordre public, je dirais, donc il y aura bien des effets sur le citoyen. C'est une première remarque que je voudrais faire à Georges Als, parce que si le propriétaire doit changer son logement, c'est une obligation pour le propriétaire qui découle du droit au logement.

L'autre observation que j'ai voulu faire, elle est un peu plus fondamentale, excusez-moi du peu, mais moi j'ai peur. J'ai peur qu'avec tout ce genre de litanies de droit qui sont accordées et dans lesquelles la Constitution intervient en fait dans les rapports privés, le contractuel, si une affaire arrive en dernière instance en préjudiciel devant la Cour constitutionnelle, en fait, la Cour doit se substituer au législateur. Et c'est un grand risque. Moi, je préfère nettement ce que Monsieur Klecker a déclaré, dans un article que j'ai trouvé par hasard au « *Culturissimo* » du « *Tageblatt* », à propos de la « *Würde des Menschen* ». Il a dit : « *Nous en sortons seulement du point de vue des pouvoirs du juge si nous faisons un contrôle externe, comme disent les juges* », c'est-à-dire que le juge peut dire : « *Voilà une situation qui est parfaitement indigne, qui est inacceptable, etc.* ». Personne ne peut le contredire à ce moment-là et cela sur un terrain fort. Mais si, maintenant, on se met au niveau du droit à définir le logement convenable, je crains que ce soit dangereux pour la démocratie. Merci.

Jörg Gerkrath (en réponse à Henri Etienne) : Eh bien, concrètement sur le droit à un logement approprié : le texte, tel qu'il est proposé, parle simplement d'une obligation pour l'Etat. L'Etat « veille à assurer » le droit à un logement approprié. Donc, par son libellé, il ne crée pas d'obligations entre particuliers. Au sens strict, ce n'est d'ailleurs pas un droit fondamental. Si vous voulez, d'après ce que j'ai voulu expliquer dans la première partie de mon exposé, un droit fondamental, lui, sera justiciable et s'appliquerait aussi dans les relations entre particuliers. Alors, faut-il en avoir peur ?

Vous dites « la litanie », pardon, des droits qui vont influencer sur les litiges privés et que l'on va donner trop de pouvoirs au juge constitutionnel par rapport au législateur. C'est un enseignement des catastrophes de la deuxième guerre mondiale et du régime nazi en Allemagne : il faut aussi se méfier du législateur ! Le législateur peut mal faire et il peut être utile d'avoir un juge indépendant qui veille au respect de la Constitution, voulue, pas seulement par la majorité politique du moment, mais voulue par le Constituant. Donc, de mon point de vue, c'est une garantie supplémentaire. Evidemment, le juge doit s'imposer à lui-même ce que les Anglais appellent le « *judicial self restraint* », il doit se tenir à son rôle, il doit interpréter la Constitution.

Pour l'instant, si on se reporte aux arrêts de la Cour constitutionnelle, ces 57 arrêts disponibles à ce jour, on voit bien que la Cour constitutionnelle du Luxembourg se tient au « *judicial self restraint* ». Elle est très prudente dans l'interprétation de la Constitution et ne vise surtout pas à substituer son avis à celui du législateur, donc je ne partage pas cette peur que vous évoquez.

Paul-Henri Meyers (en réponse à Henri Etienne) : Tout d'abord, le droit au logement, ce n'est pas un droit absolu, mais c'est plutôt un programme gouvernemental. L'Etat veille à ce que toute personne puisse vivre dans un logement approprié. Pour quelle raison la Commission a retenu ce texte ? Mais parce que la Chambre a voté, en février 2007, une résolution chargeant la Commission d'étudier la possibilité de l'inscription du droit au logement dans la Constitution luxembourgeoise et on s'est fondé, en ce qui concerne cette invitation, sur la déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 en son article 25-1 qui dit que « *toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement* » et encore la Charte sociale européenne, révisée le 3 mai 1996, en son article 31 qui parle que « *toute personne a droit au logement* », là c'est encore plus précis. Et même dans la partie deux de la même Charte où il est dit : « *En vue d'assurer l'exercice effectif du droit au logement, les parties s'engagent à prendre des mesures destinées à favoriser l'accès au logement, à prévenir et à réduire l'état des sans-abris, à rendre le coût du logement accessible aux personnes qui ne disposent pas de ressources suffisantes* ». Voilà donc tout un programme et c'est sur la base, disons, de ces textes que la Commission a retenu le principe imposant une obligation de moyen à l'Etat luxembourgeois.

Marc Elvinger (sur la réponse de Jörg Gerkrath) : Sans être certain dans quelle mesure c'est très pertinent par rapport au problème du droit à un logement adéquat, je pense que ce que professeur Gerkrath a dit en ce qui concerne une obligation pour l'Etat, et donc pas d'effet entre particuliers – je ne suis pas un grand spécialiste – mais je crois que les questions d'application verticale et horizontale sont quand même très complexes et qu'il n'est pas toujours facile de prévoir si une disposition constitutionnelle, qui est destinée avant tout à avoir un effet vertical, donc de l'Etat vers les particuliers, ne va pas aussi développer des effets horizontaux, donc entre particuliers. Je crois que cela s'est passé ainsi dans beaucoup de domaines où on ne l'avait pas nécessairement prévu et je pense que cela pourrait aussi s'appliquer ici, d'autant plus que l'appareil judiciaire fait partie de l'appareil de l'Etat. Et donc, lorsqu'un texte dit que l'Etat « s'engage », ou « fera en sorte » ou « veille à ce que », cela ne vise pas seulement le gouvernement, mais tous les rouages institutionnels de l'Etat. Je peux donc parfaitement concevoir que, lorsqu'il s'agit de donner – si c'est nécessaire, je ne sais pas si c'est nécessaire – une interprétation de ce que peuvent être les obligations d'un bailleur vis-à-vis d'un locataire, le tribunal pourra considérer qu'il doit, lui aussi, veiller à ce que les standards minima soient respectés, fût-ce dans des relations entre particuliers.

Paul Kremer : A vrai dire, je n'ai pas de question à poser, mais je voudrais profiter de l'occasion pour vous signaler que, s'agissant des questions épineuses touchant au début de la vie, pas de la vie, mais de la vie humaine ou de la vie de la personne humaine, la Commission nationale de l'éthique va organiser au début de décembre un colloque international qui aura précisément comme charge de jeter des lumières sur, d'abord, les différents types de procréation naturelle ou artificielle qui existent à l'heure actuelle ou qui s'annoncent déjà, et puis de voir aussi quels sont les incidents juridiques que l'on prône dans certains pays européens, s'agissant de délimiter le statut de l'embryon.

Jacques Loesch : Je suis un peu perplexe quand j'entends qu'une certaine disposition du projet de réforme de constitution constitue un programme de gouvernement, comme vous l'avez dit. Je pense qu'un programme du gouvernement, en principe, n'a pas sa place dans la Constitution. C'est du moins comme cela que j'avais toujours compris le rôle et l'objet d'une constitution. Et quand vous nous dites que, pour l'Etat, c'est une obligation de moyens de veiller à mettre à disposition des citoyens des logements décentes – j'ai de la sympathie pour cette idée – mais enfin quand on me dit « *c'est une obligation de moyens* », eh bien, pour le

juriste, il y a même, à l'égard d'obligations qui ne sont pas des obligations de résultat, mais seulement des obligations de moyens, la possibilité de les faire valoir en justice. Donc le citoyen, le justiciable, peut, avec cette formule me semble-t-il, assigner l'Etat en justice en lui reprochant d'avoir failli à cette obligation puisque cette obligation de moyens est inscrite dans la Constitution. Alors, on peut quand même se demander jusqu'où cela est susceptible de mener.

Paul-Henri Meyers (en réponse à l'observation de Jacques Loesch) : Je comprends fort bien la réaction de Jacques Loesch. J'ai dit « *c'est un point d'un programme gouvernemental* », j'ai songé également à d'autres objectifs qui sont fixés dans la Constitution comme, par exemple, le bien-être des animaux que nous avons inscrit dans la Constitution. Il est dit que l'Etat promet la protection du bien-être des animaux ou bien la protection de l'environnement. L'Etat garantit la protection de l'environnement naturel. Il y a d'autres textes dans le même sens et je crois qu'il faudra réfléchir si le constituant luxembourgeois ne doit pas, à l'instar de ce qu'a fait le constituant belge, inscrire toutes ces dispositions-là dans un chapitre à part sous la dénomination d'objectif politique à poursuivre, ou pour citer Francis Delperée : « *Ce sont des points qui n'ont pas un caractère normatif comme d'autres points de la Constitution* », et il a lui-même, je le cite, dit : « *Ce sont des points qui pourraient être intégrés dans un programme gouvernemental plutôt que de figurer dans la Constitution, mais malheureusement dans toute constitution moderne, il y a un certain nombre de ces dispositions-là qui y sont inscrites le plus souvent pour des raisons politiques* ».

Jörg Gerkrath : Pour rebondir sur ce point : Oui, effectivement, je pense ce serait préférable que ces objectifs, qu'on qualifie en France d'objectifs de valeur constitutionnelle, soient inscrits dans un autre chapitre de la constitution parce que ce ne sont pas des droits fondamentaux et ils ne sont pas censés à avoir directement un effet horizontal. Certes, ce que disait Marc Elvinger est vrai. On ne peut pas toujours prévoir dans quels cas de figure un « droit », qui se présente au départ comme un objectif à valeur constitutionnelle, ne va pas quand même déployer des effets horizontaux entre particuliers. En ce qui concerne le droit à un logement approprié, il suffit de penser à des situations où l'Etat est propriétaire ou bailleur. Donc évidemment là ce serait déjà un premier pas vers une application horizontale. De même lorsqu'on pense à des organismes, comme en France l'organisme des habitations à loyer modéré, les HLM, qui sont des établissements publics, et auxquels évidemment cela s'appliquera en

premier lieu comme dans une relation entre particuliers. Donc, c'est vrai, il y a un potentiel et on ne peut pas l'exclure. Je partage tout à fait cet avis.

Rusen Ergec : Simplement pour suivre dans la même lignée, en ce qui concerne l'application entre les particuliers des droits qui leur sont garantis dans la Constitution, il faut de nouveau remonter vers la jurisprudence de la Cour de Strasbourg. Or, c'est ainsi que si les autorités publiques ne font pas respecter les droits fondamentaux dans les rapports entre les particuliers elles engagent la responsabilité de leur Etat. Cette jurisprudence est allée très loin et applique les droits et libertés dans les relations entre les particuliers. Lors d'une précédente réunion de l'Institut, j'avais donné l'exemple de l'antenne satellite installée sur une maison, dans une affaire tranchée par la Cour de Strasbourg. En ce qui concerne la remarque de Monsieur Meyers en réponse à Maître Loesch et qui consiste à dire « *mais oui, on va faire comme nos amis belges, on va mettre les droits à caractère d'objectifs de valeur constitutionnelle dans un chapitre à part* », c'est ce que, effectivement, le constituant belge a fait. Il est même allé plus loin : A propos de l'article 23 de la Constitution sur les droits économiques et sociaux, il a dit, dans les travaux préparatoires, que ces dispositions ne sont pas directement applicables. Malgré cela, les juges ont progressivement passé outre et ont rendu ces objectifs à valeur constitutionnelle contraignants et applicables dans les relations entre particuliers. Donc les craintes de Maître Loesch, quand on regarde l'expérience pratique de la jurisprudence à l'étranger, sont justifiées.

Maintenant, est-ce que le juge luxembourgeois fera de même ? Il est vrai, comme professeur Gerkrath l'a dit et on remarque cela, le juge luxembourgeois fait preuve d'une grande retenue. Il est respectueux de la volonté du constituant et du législateur généralement, mais on ne peut pas exclure non plus ce risque.

André Elvinger : Est-ce que je pourrais demander la parole très brièvement sur deux points qui ne sont pas inscrits dans le projet de révision ? Vous direz peut-être que l'un est partiellement inscrit, c'est le droit au juge impartial. Je pense que j'aurai le soutien du Bâtonnier à ce sujet puisque le conseil de l'ordre, déjà il y a plus de 25 ans, a réclamé, s'est prononcé pour la consécration de l'obligation d'impartialité du juge. L'insertion dans la proposition de révision de l'indépendance du juge ne répond pas, à mon avis, à l'exigence d'impartialité. Et le commentaire des articles, à mon avis, le montre. Vous vous êtes souciés, ici, de l'indépendance du juge par rapport au pouvoir public, à l'Etat bien sûr au Ministère de la justice et autres. Il est

à remarquer que la Convention européenne des droits de l'homme énonce les deux impératifs : l'indépendance et l'impartialité. Et alors, évidemment, ceci me rappelle la magnifique conférence qu'a faite Georges Ravarani à notre tribune sous le titre « *Quels juges voulons-nous ?* » et où il signalait notamment des problèmes qui ne se situent pas dans les rapports entre les pouvoirs publics et le justiciable, mais notamment entre les justiciables eux-mêmes ou même entre le juge et les justiciables en signalant des questions telles que les problèmes qui sont soulevés à propos des relations maritales ou extramaritales entre juges et avocats. Il y a donc place, je pense, pour l'impartialité et pour le démontrer j'attire votre attention sur l'article 533 du nouveau code de procédure civile – qui est aussi ancien que l'ancien code de procédure civile – et qui prévoit des amendes pour le malheureux justiciable qui ose mettre en cause l'impartialité du juge. A l'époque, l'amende était de cent francs, donc en 1806 je crois, c'est de là que date le code de procédure civile, l'amende était de cent francs par juge et, bien entendu, aussi de cent francs par justiciable. Lorsque vous regardez l'article 533 du code de procédure civile, vous verrez que les cent francs sont devenus depuis lors trois euros. La chose n'est donc sous ce rapport pas particulièrement grave, mais il faut aussi dire que cela n'est pas une peine maximum de cent francs ou de trois euros, c'est une peine qui ne pourra pas être moindre que. Heureusement, le Comité du contentieux a déjà jugé que lorsqu'une peine n'a pas de maximum, c'est le minimum qui s'applique. Donc, nous avons trois euros minimum et maximum. Mais c'est quand même une disposition intolérable. A l'époque, le code s'est préoccupé beaucoup plus des juges que des justiciables et je pense donc, en rompant, comme je l'ai promis, ma deuxième lance pour cela, qu'il y a place pour insérer ce petit mot dans le projet.

Je voudrais faire une autre observation, mais très brièvement, il y a eu une disposition qui ne figure pas dans la Convention européenne des droits de l'homme, mais dans le Protocole n° 7, c'est celle du droit au double degré de juridiction. Maintenant, sur ce point, j'ai moins à me plaindre du Luxembourg. Dans une récente étude que j'ai faite sur le sujet à propos du, je dirais, peu de respect dans deux pays voisins sur le double degré de juridiction, j'ai constaté que nous étions en première ligne. Notre jurisprudence est en première ligne puisqu'elle va très loin, effectivement, dans la protection du double degré de juridiction et cela évidemment sur la base du Protocole n° 7 que nous avons ratifié, que la Belgique, par contre, n'a jamais ratifié, où la France a fait toute sorte de réserves, entre autres. Enfin, notre mérite peut-être encore de n'avoir pas considéré la Cour de cassation comme pouvant remplacer le deuxième degré de juridiction. Donc, c'est

d'ailleurs une matière qui est assez au point de vue de l'application. Il y a des exceptions, même chez nous, les ministres et la police sont, en quelque sorte, protégés pour être déférés directement à la Cour. On a dit que ce n'est pas un privilège, c'est un inconvénient.

Voilà donc, quand même peut-être, encore un sujet qui, bien qu'il soit assez bien traité chez nous, mériterait peut-être quand même de faire son entrée dans ce catalogue déjà, disent certains, un peu trop long. Merci.

Paul-Henri Meyers (en réponse à André Elvinger) : Je réponds brièvement. En ce qui concerne la notion d'impartialité, il me paraît que la peine est proportionnelle à l'infraction. Il avait dit que la peine c'est trois euros, cela ne doit pas être une infraction tellement grave si la peine est si limitée...

André Elvinger : Oh, je n'aimerais pas être condamné et même à trois euros.

Paul-Henri Meyers : Non, je crois que je dois d'abord vous dire que les textes concernant le pouvoir judiciaire méritent encore d'être fouillés et que la Commission des institutions a eu des discussions avec le Ministre de la justice qui a suggéré de procéder à une certaine réorganisation du pouvoir judiciaire en ce sens qu'il veut créer le Conseil supérieur de la justice sous cette dénomination ou sous une autre. Il faudra cependant arrêter la composition, les pouvoirs, les compétences, etc.

Deuxième question, c'est la création d'une cour de cassation autonome, ce qui implique également une réorganisation de la législation sur l'organisation judiciaire.

Enfin, dans la rédaction des textes, notre Commission s'est orientée suivant les dispositions de la Constitution belge. Nous avons repris là le terme de l'indépendance, mais je crois que rien ne s'oppose à ce qu'on discute également la possibilité de faire inscrire la notion d'impartialité de la Constitution. Il faudra alors peut-être demander au Conseil d'Etat et au gouvernement d'étudier le même problème. La Commission reprendra votre suggestion dans sa discussion.

Double degré, vous avez soulevé une question en ce qui concerne les ministres, cela pose effectivement problème et vous n'ignorez pas qu'il y a, en ce qui concerne un ministre belge, un arrêt de Strasbourg à ce sujet...

André Elvinger : Mais fondé sur une autre base.

Paul-Henri Meyers : Fondé sur une autre base, oui, mais il y va quand même également du double degré de juridiction. Les textes concernant le Gouvernement ont été repris d'un projet de loi du Gouvernement lui-même, on a peu changé à ce texte donc le projet gouvernemental parce qu'on avait discuté avec le Ministre de la justice d'alors, Monsieur Frieden, également cette question. Et la Commission avait exprimé ses réticences à l'égard donc du texte qui figure actuellement dans la proposition 6030. Il avait été convenu avec le Gouvernement d'attendre l'avis du Conseil d'Etat avant de procéder à une rédaction définitive de ces textes-là concernant le gouvernement.

* * *

Discussion

Séance de l'après-midi

Jean-Mathias Goerens : Oui, nous allons donc nous acheminer vers une nouvelle Constitution pas tout à fait, mais quand même vers des réformes qui apporteront certains aménagements à ce qu'il y a eu jusqu'ici. J'espère d'ailleurs que beaucoup de suggestions de Marc Elvinger vont encore trouver un écho favorable.

Cette nouvelle Constitution qui sera donc à jour, qui sera dépoussiérée dont on aura enlevé les éléments désuets, etc., je me pose la question et je commence là où Paul Schmit a terminé, la question de la future autorité de cette Constitution. Quel sort lui sera réservé à l'avenir et, en particulier, me semble-t-il qu'il y a lieu de considérer, également dans des textes à adopter dans la Constitution, la future interaction entre la Cour constitutionnelle et ses décisions et le pouvoir législatif ou le pouvoir politique en général. Je me rappelle une interview à la télévision le soir de l'adoption à la Chambre de la loi mettant en place la Cour constitutionnelle. Le journaliste qui a interrogé l'homme politique, dont heureusement le nom m'échappe, posait une question – je ne sais si elle était insidieuse ou si elle était innocente – la question était de savoir ce qui devait se passer lorsque la

Cour constitutionnelle allait déclarer une loi contraire à la Constitution. Le politicien en question a spontanément répondu : « *Mais alors il faut changer la Constitution* ».

Colette Flesch : C'est ce qu'on a fait.

Jean-Mathias Goerens : C'est ce qu'on a, depuis, fait, Madame le président, à plusieurs reprises. Cela me semble quand même constituer, ce que je crois qu'on appelle en des termes modernes, un changement de paradigme, n'est-ce pas ? Il faudrait, je crois, faire en sorte que cette Constitution garde quand même une certaine stabilité. Je vous renvoie au chapitre afférent du traité de Pierre Majerus qu'on a dû apprendre par cœur à l'époque. Je sais que l'actuel article 114 était inspiré par des obligations de faire suivre nos institutions au rythme des institutions internationales. Les modifications ont été, comme il a été à bon droit relevé tout à l'heure, faites sans qu'on soit sous une pression analogue, alors je vous donne à considérer si, dans la nouvelle Constitution qui sera donc optimale, à jour, etc., censée refléter les vues actuelles, il ne faudrait pas faire en sorte qu'elle ne pourrait pas être modifiée – je ne dis pas tous les lundis matins – mais qu'elle garde quand même une certaine stabilité la mettant par cela, comme cela a été suggéré par Paul Schmit, à l'abri de mouvements de l'air du temps ou de majorité du moment. C'était là, ce que je voulais donc apporter, Madame le président, à cette discussion. Merci.

Colette Flesch : Est-ce que ces observations suscitent un commentaire ? Pour ma part, je voudrais simplement rappeler l'exemple de la décision du Conseil constitutionnel français, le 30 juillet de cette année, qui a considéré que les dispositions du code pénal relatif à la garde-à-vue n'étaient pas conformes à la Constitution et a donné au gouvernement et au parlement onze mois pour modifier la loi. Cela me semble conforme à l'idée d'une Cour constitutionnelle et de la répercussion que peuvent avoir ses arrêts. Mais cela n'est pas inscrit tel quel dans la Constitution française, c'est l'avis, la décision du Conseil constitutionnel. Peut-être que l'évolution devrait se faire dans les esprits plutôt que dans les textes, je ne sais pas. Mais je pose la question sur la base de cet exemple récent.

Jean-Mathias Goerens : La Cour constitutionnelle a été très proche des textes, comme cela a été relevé ce matin, et très prudente sur son interprétation également, je crois, un peu réticente à vouloir être suspectée de prendre des décisions au niveau plutôt politique que juridique.

juge constitutionnel dit qu'elle est ». Mais, je n'ai pas de crainte à cet égard. Car, finalement, qui a raison, le législateur ou le juge constitutionnel ? Certes on peut se demander si la légitimité du législateur n'est pas supérieure à celle du juge constitutionnel ? Mais, à mon avis, il n'y a pas là de contradiction. « La loi exprime la volonté souveraine que dans le respect de la Constitution », voilà ce qu'en dit le Conseil constitutionnel français. C'est la Constitution qui est la norme suprême, elle est issue de la volonté du peuple, directement ou indirectement. Donc le juge, qui l'a fait respecter, a nécessairement une autorité qui doit aussi s'imposer au législateur. Par conséquent je dirais qu'il faut encore inscrire des droits supplémentaires dans la Constitution même si cela aboutit, évidemment, à renforcer indirectement l'importance de la Cour constitutionnelle.

Il est vrai, cela peut aboutir à une situation comme en Allemagne où c'est maintenant le *Bundesverfassungsgericht* qui a finalement un poids énorme, incomparable à ce qu'on connaît dans d'autres systèmes. La Cour constitutionnelle allemande a en fait un poids équivalent à celui du parlement. Dans le système comme celui de l'Allemagne le juge constitutionnel n'est pas seulement un législateur négatif, dans le sens où il peut censurer la loi, mais il devient un législateur positif parce qu'il dit au parlement dans quel sens sa loi serait conforme à la Constitution et dans quel délai il faut la modifier. C'est une évolution qui va loin, mais je crois qu'elle est inéluctable et cela est conforme au principe de l'Etat de droit que vous avez bien voulu inscrire dans votre Constitution. Encore une fois : il faut la prendre au sérieux, la Constitution.

Georges Als : Marc Elvinger demande, pourquoi laisser au Grand-Duc des pouvoirs purement théoriques qu'il ne sera pas appelé à exercer en pratique ? Mais nous sommes un pays qui n'a pas de difficultés institutionnelles majeures. La Belgique est un pays qui a de telles difficultés, et j'ai l'impression que le Roi des Belges joue un rôle constitutionnel bien plus considérable que notre Grand-Duc. Est-ce qu'il ne faut pas, au moins, envisager la possibilité à l'avenir de situations où le Grand-Duc serait appelé à jouer un rôle pratique plus conséquent que la passivité actuelle ?

Marc Elvinger : Je ne suis pas un spécialiste du droit constitutionnel belge, mais je crois que le rôle que le Roi des Belges joue actuellement, en Belgique, avec plus ou moins de bonheur, ne dépend pas du tout des pouvoirs constitutionnels de notre chef de l'Etat dont j'ai parlé. Le Roi des Belges, pour l'instant, pour essayer de surmonter ou d'aider à surmonter la crise institutionnelle belge, ne fait pas de règlements, ne prend pas de règlements, ne joue pas un rôle particulier dans le processus législatif. Ce

qu'il fait, c'est justement d'essayer d'assumer son rôle de garant de l'unité et de l'indépendance nationales. Ces rôles-là, à mon avis, peuvent exister parfaitement sans que, par ailleurs, on maintienne des pouvoirs qu'on demande chaudement et parfois de manière assez comminatoire au chef de l'Etat de ne pas exercer. Donc, je ne pense pas qu'il y ait une interaction entre les deux choses.

Rusen Ergec : Une précision sur le rôle du Roi des Belges. Dans la Constitution belge, il y a une disposition qui dit « *le roi nomme et révoque ses ministres* ». Or toutes les initiatives qu'actuellement le roi Albert II prend depuis des mois, et dans le passé ses prédécesseurs l'ont fait, c'est sur la base de cette disposition. Il y a les élections, on doit former un gouvernement, donc c'est lui qui prend l'initiative. C'est vrai, il n'y a donc pas d'arrêté, il va prendre un arrêté à la fin du processus quand il s'agira de nommer le nouveau gouvernement. Mais tant que ce n'est pas fait, il est responsable de cette situation, il prend des initiatives en vue de la formation du gouvernement et agit comme un facilitateur. Mais c'est uniquement dans le cadre de cette prérogative de nommer et révoquer les ministres. Donc quand vous donnez à un monarque ce pouvoir, et quand le pays est en crise, le monarque va fatalement jouer un rôle important. Au Royaume-Uni, le monarque ne joue pas un rôle important puisque les élections ont toujours un parti gagnant stable. Au Luxembourg, comme on l'a dit, cela va très bien du point de vue de la stabilité gouvernementale. En Belgique, non ! Et dès lors, en vertu de cette prérogative consistant à former le gouvernement, le Roi prend des initiatives extrêmement importantes sans le Conseil des ministres déjà démissionnaire. Pour toutes les décisions qu'il prend, il consulte et puis, il est seul : il doit prendre ses décisions ; pendant cette période, il joue un rôle crucial. Mais cela, c'est la spécificité du pays et les prérogatives que lui reconnaît la Constitution.

Colette Flesch : Vous avez complètement raison. Le rôle du roi, actuellement en Belgique, découle de la gravité de la crise et de la situation dans laquelle la Belgique se trouve. Notre Constitution n'est pas tellement différente de la Constitution belge. Le Grand-Duc nomme et révoque les ministres. Notre bonne fortune a voulu que nous n'ayons pas connu ce genre de crise, en tout cas ces derniers temps, et que le rôle du Grand-Duc se limite après les élections à désigner un informateur ou un formateur et ensuite à consacrer la solution qui lui est proposée par les partis politiques. Mais si crise, il devait y avoir, ce que je ne souhaite pas, il me semble que la Constitution à Luxembourg permettrait au Grand-Duc de jouer le rôle que le roi Albert joue actuellement en Belgique.

Jean-Jacques Rommes : J'ai une question d'un tout autre ordre pour éclairer ma lanterne à propos du rôle du premier ministre. Nous savons que, en Allemagne par exemple, le chancelier a, de par la Constitution, un droit de direction générale (*Richtlinienkompetenz*) sur la politique du gouvernement. Si je suis bien renseigné, cela n'est pas le cas au Luxembourg, nous n'avons pas cette idée et si j'ai bien compris Paul Schmit maintenant, ce n'est pas sur le point de changer, bien qu'il ne se soit pas exprimé de façon très claire, je crois, justement sur cette question. Je voulais simplement savoir si les réflexions à cet égard ont été faites et s'il y a une attention particulière pour traiter le sujet ou pour ne pas le traiter.

Paul-Henri Meyers (en réponse à Monsieur Rommes) : Actuellement, le premier ministre est *primus inter pares*, c'est-à-dire il a un certain pouvoir de coordination, mais il n'a pas le même rôle que le chancelier allemand ou que le premier ministre espagnol.

En Espagne, par exemple, le premier ministre se présente devant l'assemblée parlementaire, il fait sa déclaration, il reçoit un vote de confiance et, par après, il forme son gouvernement.

En Allemagne, le chancelier ou la chancelière a un autre pouvoir d'intervention dans le gouvernement que le premier ministre luxembourgeois qui doit discuter de toutes les questions gouvernementales au sein du gouvernement. Mais, dans un projet de révision constitutionnel, le gouvernement avait quand même proposé de donner un rôle plus important au premier ministre. Notamment, celui d'abord de former le gouvernement et de proposer la nomination et la révocation des autres ministres. La Commission des Institutions, après un long débat, n'a pas suivi cette proposition parce que nous sommes d'avis que le Gouvernement est un organe collectif et qu'il ne faut pas, au Luxembourg, donner un pouvoir supplémentaire au premier ministre.

Il y a une autre réflexion, s'il y avait au Luxembourg un premier ministre ayant de tels pouvoirs, on le placerait un peu – et on a fait cette réflexion en face du chef de l'Etat parce que son rôle serait rehaussé et la question se poserait, notamment, quel serait alors, dans certaines décisions le rôle du premier ministre ? C'est-à-dire chez nous, dans le travail qu'on a fait en commission, on garde le même pouvoir, c'est-à-dire qu'on ne donne pas plus de pouvoirs au premier ministre, comme c'est le cas en Allemagne. On garde également la responsabilité collective du Conseil

du gouvernement. L'on ne trouverait pas, pour le moment, une majorité qualifiée au sein de la Chambre pour une proposition réservant au premier ministre des pouvoirs comparables à ceux du chancelier allemand.

Colette Flesch : Mon petit doigt me dit quand même que dans l'avis du gouvernement, nous pourrions retrouver de vieux amis ou ennemis.

Henri Goedert : Ma question s'adresse à Maître Marc Elvinger qui a une approche très rationnelle de la position du chef de l'Etat. Mais je me demande à quoi une telle approche tend ultimement. Il me semble à moi que la monarchie ne peut jamais être un régime totalement rationnel mais qu'elle comporte nécessairement une part de fiction ; la monarchie luxembourgeoise, sur ce plan, ne se distingue pas des autres monarchies européennes qui restent, somme toute, relativement nombreuses. Prenons l'exemple de la sanction où le Luxembourg, depuis peu, se singularise dans la mesure où les autres monarques européens conservent formellement le droit de sanctionner les lois, hormis le roi de Suède. Il me semble que c'est le cas même en Espagne qui, pourtant, dispose d'une constitution monarchique remarquablement moderne.

N'êtes-vous pas d'avis, Maître Elvinger, que toute monarchie comporte par essence une certaine part de fiction ? Donc, à la limite, le débat que vous soulevez, n'est-il pas – et c'est parfaitement légitime – celui de savoir s'il faut ou non conserver la monarchie ? Mais à partir du moment où on la conserve, on n'échappe pas à une part de fiction ; c'est du moins mon sentiment. N'est-ce pas, au demeurant, la conception qui sous-tend le principe énoncé dans l'avis N° 227/2002 de la Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise), cité dans le rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle du 10 décembre 2008 : « Dans la plupart des monarchies contemporaines, les pouvoirs dévolus au monarque dans le texte de la Constitution sont réinterprétés de façon à ce que l'autorité attribuée au monarque soit comprise comme un octroi d'autorité au Gouvernement. » ? Qu'en pensez-vous ?

Marc Elvinger : Sur votre première question, mais ce n'était peut-être pas le sens de la question, je n'ai aucun *hidden agenda*. (Rires) Aucun. Je croyais même avoir plutôt, je pensais plutôt dire le contraire, d'une certaine manière ...

Je pense qu'on n'est pas dans une situation historique dans laquelle la monarchie est un modèle ayant vocation à se multiplier. Cela signifie que, probablement, le sens de l'histoire, sous réserve de toutes autres sortes de vicissitudes qui peuvent nous tomber dessus auparavant, est plutôt dans le sens de la réduction progressive du nombre des monarchies. Dans ces conditions, je pense que le fait de maintenir intentionnellement cette tension, en anglais « *discrepancy* », ce fossé, entre ce qu'on reconnaît comme pouvoirs au monarque en lui en faisant en réalité des devoirs, est un facteur de crise institutionnelle et, en ce sens, est un facteur qui fera disparaître les monarchies plus rapidement que si vous n'avez pas cette tension. Tel est mon avis.

La Belgique a survécu à la crise constitutionnelle de la loi de l'avortement, mais cela ne devait pas nécessairement se passer ainsi. Le Luxembourg a survécu à la crise de l'euthanasie - peut-être à la faveur de la crise financière qui faisait qu'on avait d'autres chats à fouetter - mais je pense que ces « accidents » là sont au fond préprogrammés puisqu'on rencontrera toujours des situations dans lesquelles une personne qui considérera qu'elle a, elle aussi, des droits fondamentaux éprouve des difficultés insurmontables à se soumettre. Certains diront que c'est un piège de la part du Premier ministre, mais le Premier ministre a, quant à lui, fait preuve de beaucoup plus de mansuétude vis-à-vis de notre chef de l'Etat que le Conseil d'Etat dont j'ai cité les passages auparavant. Le premier ministre a dit que le chef de l'Etat était un homme comme les autres qui avait aussi le droit à sa libre opinion. Evidemment, le fait de dire cela est, dans notre système institutionnel, extrêmement dangereux parce que le système ne le supporte pas. Il ne supporte pas que le monarque, en rapport avec les pouvoirs constitutionnels qu'il a, se comporte comme tout un chacun et s'il part, lui, de l'idée (qui, à mon avis, est fondamentalement vraie) que le pouvoir de consentir implique celui de ne pas consentir, eh bien alors les crises sont préprogrammées. Et donc, je pense personnellement que le fait de mettre les textes en accord avec la réalité constitutionnelle est plutôt un facteur qui permet d'éviter les crises et, si vous voulez, de maintenir l'institution monarchique plutôt que d'en préparer la disparition.

J'ai effectivement été frappé par ce qu'a dit le professeur Ergéc; c'est un aspect que je n'ai pas, abordé, parce que je suis essentiellement, à l'origine, parti d'une analyse du pouvoir réglementaire car c'est dans ce domaine-là que la divergence entre les institutions et la réalité du pouvoir politique me frappe le plus. Mais il faut dire que, justement, avec ce que fait actuellement le Roi des Belges, personne ne le lui reproche, et personne ne

peut lui reprocher de faire quelque chose qui ne serait pas en accord avec la Constitution. Il est vrai que dès que le monarque fait quelque chose, il s'expose à un risque, mais qui est autre que celui qui se pose sur le plan réglementaire. C'est une autre dimension. Mais, là, on a un exemple où le monarque peut jouer un rôle qui est tout à fait en accord avec la Constitution, qui ne le met pas du tout en contradiction avec un quelconque texte, même formellement. Et, je crois que la même chose pourrait se faire au Luxembourg.

Evidemment, il y a ceux qui craignent que le fait d'« enlever » certains pouvoirs au Grand-Duc, c'est le début de la fin. C'est peut-être une analyse qu'on peut faire, mais je ne suis personnellement pas de cet avis-là.

Paul-Henri Meyers : Vous avez cité le texte luxembourgeois de l'article 34, je crois, qui était en vigueur avant la réforme. Là, notre texte disait : « *Le Grand-Duc sanctionne et promulgue les lois. Il prend sa décision dans les trois mois du vote de la Chambre* ». Ce texte pouvait donner lieu à interprétation parce qu'il disait : « *Il prend sa décision* ». Je vous cite le texte de la Constitution espagnole qui constitue quasiment un ordre au roi, l'article 91 dit : « *Le roi sanctionnera, dans un délai de quinze jours, les lois approuvées par le Cortès général, il les promulguera et ordonnera leurs publications immédiates* ». Il n'a pas de choix sur la façon dont la Constitution espagnol s'exprime : il sanctionnera, il promulguera, il publiera.

Un mot encore, je crois qu'il faut examiner les prérogatives ou les attributions du Grand-Duc au regard d'un article important de la Constitution qui dit que toute décision du Grand-Duc doit porter le contreseing d'un ministre responsable. C'est-à-dire, en soi, le Grand-Duc, comme le dit Monsieur Francis Delperée lors de son intervention à la tribune de l'Université, le roi ne dispose pas de prérogatives, il ne dispose pas d'un domaine réservé, comme on disait jadis en France, il ne dispose pas de la moindre attribution qu'il serait en mesure d'exercer seul un pouvoir. Il a toujours besoin du contreseing ministériel, c'est-à-dire d'un membre du gouvernement qui contresigne la décision et qui prend la responsabilité.

Jacques Loesch : De ce que je viens d'entendre et d'une lecture peut-être trop superficielle de ce projet de réforme me laisse un peu perplexe en ce qui concerne le pouvoir réglementaire du Grand-Duc, n'est-ce pas ? Toute la philosophie du projet, c'est de réduire quand même, assez

substantiellement les pouvoirs du Grand-Duc. Cela a déjà été fait avec la réforme de la Constitution qui a supprimé le droit de sanction. Ici, on limite davantage les pouvoirs du Grand-Duc, ça c'est une question politique. C'est une question politique sur laquelle je ne m'étendrai pas. Mais, d'après ce texte, il est dit d'un côté, et je lis un bref passage de l'exposé des motifs, « *les textes constitutionnels proposés tendent à renforcer la position du Grand-Duc en tant que chef de l'Etat, symbole de son unité et garant de l'indépendance nationale* », fin de citation, et « *à adapter en conséquence les dispositions de la Constitution risquant de mêler le chef de l'Etat à des décisions politiques dont la responsabilité doit être endossée par d'autres organes constitutionnels* », fin de citation. Alors on dit : « *Mais le Grand-Duc a le pouvoir réglementaire* ». On a quand même toujours compris qu'exercer le pouvoir réglementaire, c'est une activité politique, c'est quand même politique que d'exercer le pouvoir réglementaire. Il est vrai, et Monsieur Meyers vient opportunément de le rappeler à l'instant même, tout acte réglementaire du Grand-Duc doit être contresigné par au moins un membre du gouvernement qui endosse la responsabilité politique. C'est le système actuel et, évidemment, il n'est pas changé. Seulement quand on voit qu'ensuite, dans le même texte, on réduit davantage certains pouvoirs du Grand-Duc, par exemple, le fait, déjà assez critiqué par la magistrature, que le Grand-Duc, dorénavant, ne nommera plus les magistrats qui seront nommés par le gouvernement, on se dit mais, finalement, que reste-t-il comme substance du pouvoir réglementaire du Grand-Duc ? Alors je reviens à ce que Marc Elvinger a dit tantôt, le cas de la loi sur l'euthanasie, où le Souverain avait ce problème que nous connaissons, qui a donné lieu à une modification de la Constitution, ce qui fait qu'on dit : mais dans le domaine législatif, en fait, le Grand-Duc n'a plus aucun pouvoir ; il promulgue et fait publier la loi, c'est un ordre, c'est une signature. Dans le pouvoir réglementaire, n'en est-il pas de même ? Ainsi, dans le cas de la loi sur l'euthanasie, cette loi prévoit l'exécution par voie de certains arrêts grand-ducaux. Alors la même question peut se poser à ce niveau-là. Si on dit : d'après la coutume constitutionnelle que l'on a invoquée pour dire que le terme « *sanction* » n'est pas vraiment une sanction, ce n'est pas un droit pour le Grand-Duc de refuser de signer, mais il a l'obligation de signer en vertu de cette coutume constitutionnelle, si on transpose ce propos dans le domaine réglementaire, le Grand-Duc n'a pas le droit de refuser, il doit simplement signer ce que le gouvernement lui propose et, à ce moment-là, eh bien, je me demande ce qui reste donc de ce beau pouvoir réglementaire ?

Paul-Henri Meyers : Je donne entièrement raison à Maître Loesch. Si on veut rester dans la logique que le constituant a cherché en ce qui concerne les attributions du Grand-Duc, il faut se poser la question sur le maintien du pouvoir réglementaire. Notre commission n'a pas voulu y toucher parce que le pouvoir réglementaire, c'était déjà une discussion qui a été menée pendant quatre ans entre 2000 et 2004. La Commission n'a pas voulu rouvrir en 2008 les débats autour de l'organisation du pouvoir réglementaire.

Toutefois, si l'on veut rester dans la logique des attributions à réserver au Grand-Duc et de son rôle dans l'ensemble des institutions constitutionnelles, il faudra poser la question si le pouvoir réglementaire ne doit pas être exercé par le Gouvernement et sans l'intervention du Grand-Duc.

**Table ronde: « Révision de la Constitution : où en sommes-nous ? »
13.11.2010**

Conclusion par Colette Flesch

Mesdames, Messieurs, nous arrivons au terme de cette discussion et je voudrais tous vous remercier d'y avoir participé. Je crois que le débat a été très intéressant et qu'il sera utile pour les travaux à venir de la Commission des institutions et de la révision constitutionnelle.

En ce qui concerne la réunion d'aujourd'hui, le président m'a confié la tâche redoutable d'essayer de tirer des conclusions. Je ne vais pas répéter tout ce qui a été dit. Je retiendrai simplement que dans le cadre d'un exposé sur l'histoire et les objectifs de la Constitution, Paul-Henri Meyers nous a signalé que le texte proposé constitue une refonte et non une révolution dans la Constitution. Et que, ceci étant dit, toutes les modifications proposées ne sont cependant pas innocentes.

Le professeur Gerkrath a plaidé en faveur d'un catalogue national des droits fondamentaux aussi complet que possible. Il a rappelé que les textes internationaux sont d'habitude des compromis et sont donc des textes « mous », qu'il y a donc intérêt à avoir un texte national qui peut évidemment même aller plus loin que ce que les textes internationaux prévoient et il a plaidé en faveur d'une telle approche dans le cadre de notre Constitution.

Je lui suis reconnaissante qu'il ait bien voulu parler brièvement de la question du difficile équilibre entre ordre public, d'une part, et libertés individuelles, de l'autre. C'est un problème fondamental pour toutes les démocraties. Le pendule penche, parfois plutôt dans un sens, parfois dans un autre, mais cet équilibre est un élément essentiel de nos sociétés démocratiques.

Le professeur Gerkrath a, en outre, plaidé en faveur de l'inscription de la liberté académique dans notre Constitution. Je confie sa suggestion aux bons soins du président de la Commission de la Chambre des Députés sans me faire trop d'illusions à ce sujet.

Monsieur Jean-Paul Harpes a fait une intervention qui nous a tous beaucoup impressionnés. Il s'est référé d'abord à la conceptualisation de la notion de la dignité humaine et a souligné que la dignité humaine est effectivement la base des droits fondamentaux auxquels nous nous référons si volontiers. Il a suggéré, lorsqu'il a fait l'analyse des différents articles, que l'on pourrait inclure la question de l'intégrité mentale et le droit à la vie. Je crois que la discussion a indiqué aussi quels étaient les problèmes qui s'attachent à cette dernière proposition et pourquoi la Commission en est, dans son texte, restée à ce qui se trouve actuellement dans le texte.

Dans la discussion qui a suivi, Marc Elvinger a évoqué le parallélisme entre textes nationaux et internationaux et les problèmes qui peuvent en résulter.

Le professeur Gerkrath s'est référé à l'approche luxembourgeoise qui semble privilégier la primauté des traités par rapport aux lois existantes, y compris la Constitution. Il s'est, dans une deuxième intervention, demandé s'il n'était pas opportun, pour autant que l'on souhaite qu'il en soit ainsi, que la primauté de certains instruments de droit international soit, effectivement, inscrite dans la Constitution.

Sur le droit au logement, Henri Etienne a souligné les difficultés qui pouvaient découler de l'inscription de ce droit même en tant qu'objectif à valeur constitutionnelle dans notre Constitution. Au cours de la discussion, la question a été posée si un tel objectif, à effet vertical, ne risque pas de mener à des effets horizontaux.

André Elvinger a suggéré d'inscrire l'impartialité des juges dans notre Constitution. Je crois avoir compris que le président de la Commission parlementaire va soumettre cette proposition à ses collègues afin de compléter la mention de l'indépendance des juges par une référence à leur impartialité.

Je ne parlerai pas du double degré de juridiction parce que la discussion des textes concernant le pouvoir judiciaire doit encore être approfondie.

Dans l'après-midi, Paul Schmit a souligné que nous avons assisté, au cours des dernières décennies, à une augmentation des pouvoirs du parlement, mais en même temps et en parallèle à une augmentation du rôle que joue le gouvernement, de la prééminence donc du gouvernement, étant

entendu que, pour pouvoir jouer ce rôle, le gouvernement doit bénéficier de la confiance du législatif. Il s'est demandé si, dans le contexte de cet inter-échange entre législatif et exécutif du rôle que joue le législatif pour légitimer l'exécutif, la séparation des pouvoirs est encore véritablement garantie. Il s'est interrogé si nous ne devrions pas prévoir des conditions de majorité plus strictes pour le vote de certaines lois, pour augmenter ainsi le rôle du parlement et sa légitimité. Il a évoqué, en passant, le problème de la participation des citoyens. Il s'agit là d'un problème auquel nous allons de plus en plus être confrontés, non seulement au Luxembourg, mais de façon générale dans les démocraties parlementaires, dans les démocraties représentatives. Pouvons-nous en rester au système de la démocratie représentative ou la tendance de l'époque, avec la multiplication des moyens de communication et tout ce que cela comporte, ne nécessite-t-elle pas une réflexion beaucoup plus poussée ? Mais je crois que cette réflexion est prématurée dans le cadre de la révision de la Constitution qui est actuellement sur le métier.

Sur le pouvoir réglementaire, les questions importantes ont été posées. Dans la mesure où l'on modifie les pouvoirs du chef de l'Etat sur certains points législatifs, ne faut-il pas aussi modifier son pouvoir réglementaire pour éviter de le mettre en porte-à-faux ? Ici aussi, Marc Elvinger a formulé une observation importante : reconnaître au souverain des pouvoirs qui sont en même temps des devoirs crée une tension. En d'autres termes, accorder dans la Constitution au Grand-Duc des pouvoirs qui, dans la réalité politique, sont exercés par le gouvernement, constitue un facteur potentiel de crise institutionnelle. Il convient de mettre les textes en accord avec la réalité.

La réforme proposée ne touche pas au pouvoir réglementaire, mais je crois que cela ne veut pas nécessairement dire qu'il en restera ainsi et que, peut-être, la Commission des institutions et de la réforme constitutionnelle sera amenée à réexaminer cette question.

Monsieur Goerens a posé une question très importante sur ce qui se passe lorsque la Cour constitutionnelle constate qu'une disposition législative n'est pas conforme à la Constitution. La réponse n'est pas de changer la Constitution, la réponse doit être de changer la loi. Je suis encouragée par ce que Monsieur Meyers nous a dit. Si, à l'avenir, il y a une telle décision de la Cour constitutionnelle, la première conséquence doit être d'abroger la loi. Ensuite, le gouvernement pourra proposer un nouveau projet de loi. Dans certains cas, il ne faut pas exclure un recours

à une modification de la Constitution, mais cela ne doit pas constituer une solution de facilité.

A ce sujet, je retiens aussi l'intervention du professeur Gerkrath qui a dit : « *Dans nos Etats de droit, la Constitution est la norme et le juge constitutionnel tire sa légitimité et son autorité du fait qu'il applique, qu'il veille à ce que la Constitution soit appliquée* ». C'est donc la Constitution qui est et qui reste la norme. Et je crois que cela devrait être également la conclusion de notre discussion d'aujourd'hui. Merci à tous d'avoir bien voulu y participer.

III. IN MEMORIAM



**Paul Hippert
(1944-2010)**

Notre confrère Paul Hippert nous a quittés le 25 octobre 2010, après une longue et pénible maladie qu'il a supportée, à l'admiration de nous tous, avec courage et dignité. Paul était un homme affable, serviable, droit et généreux, modeste et dévoué.

Paul est né pendant la seconde guerre mondiale, le 16 mai 1944, à Dudelange dans une famille de commerçants aisés et respectés.

De 1956 à 1963 Paul a fréquenté l'Athénée Grand-ducal avant de commencer ses études de droit aux Cours Universitaires de Luxembourg pour les poursuivre à la Faculté de Droit et des Sciences Economiques à Aix-en-Provence. En 1968, il a obtenu son doctorat en droit et ses certificats en droit communautaire et en droit comparé.

En 1968 Paul a débuté sa carrière professionnelle en tant qu'avocat au barreau de Luxembourg. A partir de 1973, il a été nommé successivement attaché juridique au Service du contentieux de l'ARBED, conseiller juridique et attaché à la direction de Paul Wurth S. A. et promu en 1980 secrétaire général de la même société. En 1989, Paul a été engagé par Luxair S. A. en qualité de directeur secrétaire général.

En 1992, Paul Hippert est appelé à la fonction de directeur adjoint à la Chambre de Commerce pour être élu un an plus tard directeur de cette même Chambre. Paul était, pour ainsi dire, prédestiné à remplir cette charge par sa naissance dans une famille de commerçants, son père Teddy représentait le commerce à la Chambre de Commerce et par sa carrière professionnelle successivement dans l'industrie lourde, l'industrie moyenne et le secteur des services qui sont des branches relevant de la Chambre de Commerce.

Son intelligence conciliatrice et son expérience des sensibilités qui caractérisent les différents secteurs affiliés à la Chambre de Commerce lui ont permis de trouver, lors de l'analyse des projets de loi et des règlements grand-ducaux, soumis à l'avis de la Chambre, la synthèse répondant au critère de l'intérêt économique général.

Le savoir que Paul a pu acquérir au fil des années professionnelles lui a permis d'adapter les services offerts par son institution aux besoins des entreprises, évoluant dans un environnement en permanente mutation.

Parallèlement à sa vie professionnelle, Paul a mené une carrière scientifique, d'abord comme assistant, et puis comme chargé d'enseignement au Centre Universitaire. Dans ce cadre, il a publié notamment quatre études:

- La politique économique structurelle et le droit de l'entreprise. 1975
- La lutte contre le chômage. 1975
- L'entreprise et la démocratie. 1985
- Les aides étatiques et la politique anti-dumping. 1986

Paul s'est également préoccupé, dans ce cadre, du financement à long terme de notre système de protection social, à savoir les caisses de maladie et les caisses de pension. C'est en fait cette activité scientifique qui a valu à Paul d'être élu en 1995 membre de notre section de l'Institut grand-ducal. Avant de tomber malade, Paul a participé à nos travaux et notamment au colloque organisé en 1997 sur la problématique de l'Union monétaire, où il a présenté une communication sur : « L'entreprise face à l'Union monétaire. » De par sa fonction, Paul a fait partie de nombreux comités. Qu'il soit permis de citer, entre autres:

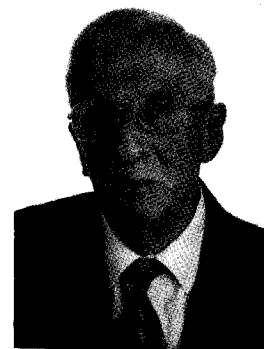
- le Conseil économique et social,
- le Conseil d'administration de la Société National de Crédit et d'Investissement,
- le Comité consultatif pour le commerce extérieur,
- le Comité de développement économique,
- le Conseil d'administration de la S.A. Foires Internationales

Il a occupé encore la fonction honorifique de Consul Général Honoraire de Finlande. Paul était un lecteur assidu. Il était fasciné par les cultures de l'Asie. Ainsi, il était devenu un expert dans l'histoire et dans l'art du Japon.

La perte de Paul attriste toutes celles et tous ceux qui l'ont approché dans ses multiples fonctions dans les institutions et commissions auxquelles il était associé. Aussi les membres de la section des Sciences Morales et Politiques de l'Institut Grand-ducal expriment-ils à la famille de Paul leurs condoléances émues.

Henri Ahlborn

Pierre Pescatore (1919-2010)



Pierre Pescatore nous a quittés le 2 février 2010. Parler de lui, c'est évoquer le juriste, le juge, l'enseignant, l'homme politique hors de la politique, l'éminent membre de l'Institut Grand-Ducal, enfin l'homme que nous avons connu et admiré.

Pierre Pescatore, le juriste

Ce n'est pas assez de dire que Pierre Pescatore était passionné du droit : le droit était sa passion. Dans un éloge qui a paru au *Luxemburger Wort* du 3 février 2010, on dit : « *Er war Jurist mit besonderer Ausrichtung auf Völkerrecht, Europarecht und Rechtsphilosophie* ». C'est vrai, mais ce n'est pas tout.

La bibliographie de Pierre Pescatore, impressionnante, en témoigne. Parmi ses ouvrages nous trouvons des titres tels que « *La théorie générale du droit* », « *L'introduction à la philosophie du droit* », « *La notion de la loi* », et « *Introduction au droit luxembourgeois* », culminant dans son *Introduction à la science du droit* parue la première fois en 1960 et plusieurs fois rééditée, un ouvrage d'une valeur presque unique dans lequel l'étudiant comme le praticien du droit découvrent ce qu'il y a de plus difficile à trouver de nos jours dans la pléthore des publications spécialisées, où l'arbre cache souvent la forêt : les fondements mêmes du droit.

Certes, le droit public national et international l'a attiré dès ses origines et à ce titre on trouve dans sa bibliographie des ouvrages tels que *L'organisation générale de l'Etat au Grand-Duché de Luxembourg*, déjà en 1951, des *Notes sur le pouvoir réglementaire du Gouvernement*, des articles sur *L'évolution du droit public dans le Grand-Duché de Luxembourg*, ou encore sur *L'égalité des Luxembourgeois devant le service public*, sans oublier sa contribution publiée dans nos Actes en 1979 : *Allons-nous vers le contrôle de la constitutionnalité des lois ?*

Très tôt, il a suivi attentivement la relation entre le droit interne et le droit international. C'est lui qui nous a enseigné à tous la suprématie du droit international sur le droit interne, un principe que d'autres pays, comme la France, ont mis longtemps à comprendre et à accepter. Dès 1960, il publie à la Pasicrisie luxembourgeoise une contribution, déterminante pour la jurisprudence, sur *L'autorité en droit interne des traités internationaux*, et bientôt après, sur *Les mécanismes juridiques assurant la mise en œuvre de la législation communautaire par les autorités législatives ou exécutives nationales*. C'est toujours lui qui nous a instruits en 1972, dans une autre étude importante à la Pasicrisie luxembourgeoise, sur *L'effet direct du droit communautaire dans le droit interne*. Et au-delà des frontières nationales, on trouve de lui une étude sur *Les rapports entre les Communautés et les Etats membres*, et au-delà encore, sur *Les relations extérieures des communautés européennes*, en français, allemand et anglais.

Bien entendu, de nombreuses publications de sa part ont traité du droit européen en général, comme par exemple en 1981 un article à la Revue trimestrielle de droit européen sur *Les aspects judiciaires de l'acquis communautaire*, sans parler de nombreuses autres contributions sur le droit communautaire et la Cour de justice des communautés européennes.

La caractéristique peut-être la plus significative de la pensée de Pierre Pescatore est son constant retour aux sources, et plus particulièrement à la genèse du Code civil. C'est dans ce domaine que s'est située sa dernière communication à notre section des sciences morales et politiques, lorsqu'il nous a parlé, à l'occasion du bicentenaire du Code civil, de *La séparation des pouvoirs et de l'office du juge de Montesquieu à Portalis*.

L'attachement au Code civil en particulier et au droit français en général n'empêchait nullement le brillant comparatiste qu'il était de porter un grand intérêt au droit anglais. Qui d'autre que lui nous a expliqué, encore dans sa dernière communication à notre tribune, la conception du *non liquet* dans le système juridique anglais qui permet au juge, là où le législateur n'a rien dit ou n'est pas clair, de s'abstenir de juger ? En défenseur de Portalis, il démontrait avec force que c'est Portalis qui a apporté au Code civil cette cause de suprématie du droit français qu'est, aux yeux de Pierre Pescatore, l'obligation du juge de dire le droit en toutes circonstances. Ce qui ne l'avait pas empêché, en 1978, de publier une *Critique du système juridique français* dans la Revue internationale de droit comparé.

A vrai dire, rien de ce qui touchait au droit ne lui était étranger. Aussi trouve-t-on dans sa bibliographie des articles sur *Le droit naturel et l'adoption*, un sujet qui lui tenait à cœur personnellement, et plus tôt déjà sur *Aktuelle Probleme des Jugendschutzes – ein neues Problem auf dem Gebiet des Familienrechts und der Jugendfürsorge: die Adoption von Kindern* publié au Centre de documentation communal en 1967. Il s'était aussi intéressé de très près aux droits de l'homme en publiant dans les Cahiers de droit européen en 1968 un article sur *Les droits de l'homme et l'intégration européenne* qu'il reprit dans *Fundamental rights and freedoms in the system of the European communities*, publié dans le American journal of comparative law en 1970, repris en allemand dans *Die Menschenrechte und die europäische Integration* et en anglais dans *The protection of human rights in the European communities* dans la Common market law review, Londres 1972.

Pierre Pescatore, le juge

Bien qu'il n'ait jamais pratiqué le barreau et que son activité professionnelle sur le plan national se soit placée dans le domaine des affaires étrangères, où sa maîtrise était incontestée, il est devenu juge en 1967, et cela d'emblée au sein de la Cour de justice des communautés européennes, juridiction encore jeune qui cherchait sa voie, mais où il fut bientôt reconnu comme l'un des juges les plus influents.

A la passion du droit s'ajoutait dorénavant la passion de l'office du juge. Il y était bien préparé puisque bien avant son entrée à l'auguste Cour, il avait pratiqué le droit européen dans ses articles et communications, parlant dès 1965 de *La Cour en tant que juridiction fédérale et constitutionnelle*. Et plus tard nous le retrouvons dans *Rôle et chance du droit et des juges dans la construction de l'Europe* et dans *Exigences de la démocratie et de la légitimité de la Communauté Européenne*, plus généralement dans « *La légitimité du juge en régime démocratique* ». Plus généralement encore, il écrit sur *La protection des droits fondamentaux par le pouvoir judiciaire*, et sous le titre *Der gerichtliche Schutz der Grundrechte*. De façon critique, il parle de *La carence du législateur communautaire et du devoir du juge*.

« C'est à l'aune de ses exigences », dit le professeur Denys Simon¹, « qu'on peut comprendre son sentiment parfois teinté d'amertume à

¹ Professeur à l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne dans la revue *Europa*, mars 2010

l'égard d'une Cour de justice qui n'était plus tout-à-fait la même et d'une jurisprudence dont il observait, un peu à la manière de la statue du commandeur, ce qu'il considérait comme des dérives. Mais », ajoute cet observateur, « il n'était peut-être pas inutile qu'une grande voix rappelle la perception des enjeux structurels, la nécessité de la cohérence et de la convergence, en bref l'obligation, pour la jurisprudence quotidienne, de prendre en compte la philosophie profonde d'un système qui doit concilier les exigences du pluralisme des ordres juridiques et la spécificité du « droit de l'intégration » ».

Et dans ce contexte, il faut citer également l'émouvant éloge que vient de faire, dans le Journal des Tribunaux Luxembourg du 31 décembre 2010, à Pierre Pescatore le professeur Melchior Wathelet² sous le titre « *Adieu M. le Professeur* », lorsqu'il dit : « *J'ai envie de comparer l'amour de M. Pescatore pour la Cour de justice à celui d'un père admiratif pour sa fille, fière de l'avoir éduquée, mais très critique sur certains des choix qui furent les siens après qu'elle eût quitté le foyer familial* ».

Grand juge européen, Pierre Pescatore n'oubliait pas le juge luxembourgeois. Aussi prit-il le parti du juge et la défense contre l'accusation d'une république des juges dans l'affaire dite *des potaches* à l'occasion d'un recours devant le tribunal administratif contre une décision scolaire faisant ajourner les élèves d'un lycée. Cette fois, dans un de ses *Leserbriefer* – il en publiait beaucoup – sous le titre *Sturm im philosophischen Wasserglas*, il prit vigoureusement à parti des enseignants qui s'étaient émus de voir entrer le juge à l'école. A cette occasion, qui m'avait donné le plaisir de faire une communication à notre section sur *Le juge à l'école ou der Dichter und sein D(H)enker*, Pierre Pescatore avait reproché jusqu'au Premier ministre la position qu'il avait prise, non seulement pour l'école dans l'affaire des lycéens, mais également sur l'arrêt de la Cour de justice des communautés européennes du 13 juillet 2004 dans un contexte autrement plus important : la Cour venait de rappeler à la Commission européenne et surtout au Conseil européen leurs obligations dans le *Pacte de croissance et de stabilité*, un sujet qui est à l'ordre du jour plus que jamais.

² Professeur à la faculté de droit de l'Université de Liège

Pierre Pescatore, l'enseignant

L'esprit *scout* avait fait de lui un éducateur respecté au sein d'une organisation de jeunesse chrétienne qui avait eu un grand succès jusqu'au jour où elle fut reprise en main par la hiérarchie. C'est ce qui le préparait à devenir le père spirituel de nombreux juristes qu'il a élevés dans la rigueur et entourés de sa sollicitude.

Dès 1950, un demi-siècle avant l'Université du Luxembourg, il posait la question *Un institut de droit à Luxembourg ?* Ses travaux avaient porté d'emblée sur *Les études juridiques et la formation générale* ou encore sur *La formation professionnelle du juriste et les problèmes du barreau* qui parut au Journal des tribunaux (belge) en 1951.

En 1955, il avait préparé un *Cours d'introduction aux études juridiques* et sur *La théorie générale du droit*, le tout suivi d'abord de son *Introduction au droit luxembourgeois*, en 1958 et en 1960 de l'*opus magnum* de son enseignement, l'*Introduction à la science du droit*, déjà citée. Et en 1970, il publiait, au Centre universitaire de l'Etat, un *Cours d'institutions internationales*. Il fait bénéficier de son enseignement même ses collègues juges par son *Vademecum : recueil de formules et de conseils pratiques à l'usage des rédacteurs d'arrêts*, publié par la Cour de justice elle-même en 1985.

Les honneurs académiques n'allaient pas manquer. Professeur à la Faculté de droit de l'Université de Liège, membre du Curatorium du Max-Planck-Institut für vergleichendes öffentliches Recht und Völkerrecht, seul membre luxembourgeois à ce jour de l'auguste Institut de Droit International, membre de la Cour Permanente d'Arbitrage, juge au Tribunal administratif des Nations Unies, Pierre Pescatore était docteur honoris causa des universités de Nancy, Genève, Tübingen, Leyden et Neuenburg.

Pierre Pescatore, l'homme politique hors de la politique

Gendre de Nicolas Margue et beau-frère de Pierre Werner qu'il était, j'ignore s'il fut jamais membre d'un parti. Mais il était un témoin attentif des développements de notre société, un observateur vigilant du comportement de notre législateur et de nos hommes politiques auxquels il rappelait les principes du droit et de la morale dans de pétillantes lettres à l'éditeur, prêchant souvent le rôle ingrat de la justice dans notre société.

Ses publications sur le plan religieux vont du *Conseil paroissial*, dans une Beilage zum Kirchlichen Anzeiger, aux *Notes de réflexion sur le problème de la libéralisation de l'avortement* en 1973, publiées dans nos Actes et à *L'engagement temporel de l'intellectuel chrétien*. Il fut l'observateur attentif et de plus en plus critique du Vatican, commençant en 1950 par *Quelques réflexions sur deux discours significatifs de S.S. le pape Pie XII aux juristes* et terminant par sa *Lecture critique de l'encyclique fides et ratio*.

Pierre Pescatore et l'Institut Grand-Ducal

Pierre avait été l'un des pères fondateurs de notre section des sciences morales et politiques dont il fut membre depuis son origine en 1966. Son auréole contribuait au prestige de notre institution à laquelle il fut fidèle toute sa vie tant par ses contributions que comme écouteur attentif et critique lors de nos discussions, pour lesquelles il se présentait chaque fois avec une intervention soigneusement préparée à l'avance.

Il contribua même à notre section-sœur des sciences par un *Eloge de Paul Metz* publié dans les Archives de cette section.

Encore durant les dernières dix années de sa vie, il nous présenta sa *Lecture critique de l'Encyclique fides et ratio* déjà citée, sa contribution sur *Le principe de bonne foi, depuis son origine*, malheureusement restée non publiée et, dans ce qui était au centre de ses intérêts, sa conférence sur *La philosophie du droit au tournant du millénaire*, enfin, en 2004 *La séparation des pouvoirs et l'office du juge, de Montesquieu à Portalis*. Je me souviens, à propos de cette dernière de ses contributions qui fut faite en novembre, que déjà au début d'août il m'avait fait parvenir ce qu'il appelait deux documents préparatoires : un cahier documentaire et le sommaire de son exposé oral. Avec sa minutie habituelle, il précisait que ce dernier document pourrait être diffusé à tous les invités avec la convocation tandis que le premier était destiné à être distribué en séance. Et au volume IX de nos Actes, cette contribution comporte presque 80 pages.

Enfin, Pierre Pescatore, l'homme

Je laisserai ici encore une fois la parole aux professeurs Melchior Wathelet et Denys Simon dans les publications que j'ai rappelées plus haut.

Monsieur Wathelet : « Tout au long de ces quarante années et jusqu'à nos dernières rencontres avec lui, j'ai eu le plaisir de l'appeler M. le Professeur et ce même lorsque j'étais moi-même devenu juge à la Cour de justice. Jusqu'au bout, et comme beaucoup d'autres, dans mon cas, j'étais resté son étudiant y compris lorsqu'il me recevait chez lui et me servait le repas qu'il avait lui-même cuisiné ».

Et Monsieur Simon : « Je me souviens, enfin et surtout, de l'homme que nous appelions souvent, avec une respectueuse familiarité, « P.P. ». Son élégance intellectuelle, sa disponibilité affable, son sens du débat, alliés à une rigueur qui pouvait paraître intransigeante, mais qui traduisait son insatiable volonté de convaincre, ont fait qu'il laissera l'empreinte durable caractéristique des maîtres et la trace des grands humanistes dans le monde du droit ».

André Elvinger



Robert Schaack (1917-2010)

Robert SCHAACK nous a quittés le 22 avril 2010, à 93 ans, comme résident de la Fondation Pescatore. Il a écrit son dernier poème, son message final, la veille de sa mort. Il fut une personnalité riche et discrète à la fois. Je n'irai pas dans les détails d'une carrière professionnelle réussie, dans le bilan d'un grand publiciste, dans l'énumération des réalisations d'une personne socialement engagée et dans le cheminement du poète. Vous en trouverez l'essentiel dans la page que la Warte du 3 Juin a consacrée à Robert Schaack et dont vous trouverez une copie en salle. Je me borne à en citer les manchettes et la conclusion qui balisent le personnage. : « Quête de l'Absolu d'un juriste, poète et chrétien » « Hommage à un éminent humaniste ». La fin de l'article résume tout « Scripta manent ». Robert Schaack laisse en effet une bibliographie impressionnante par son volume et par sa diversité.

Faire l'éloge de Robert Schaack est une mission agréable, car on ne peut dire de Robert Schaack que du bien. La tâche devient plus ardue et plus délicate lorsqu'il s'agit de décrypter l'être humain que j'ai fréquenté pendant 58 ans en tant que beau-frère. Ce que je peux dire, c'est que son œuvre procède d'une vision cohérente de la personne humaine, vision qu'il s'est forgée par un travail constant sur lui-même. Robert Schaack a littéralement butiné, comme une abeille, les analyses et les réflexions de ses pairs pour affûter son approche holistique.

On peut dire que notre Institut a compté beaucoup dans la vie de Robert Schaack. Il en fut membre depuis 1979. Il fut un membre assidu, toujours très attentif à ce que disaient ses confrères. Vous aurez remarqué qu'il prit des notes et je peux certifier qu'il les lut. Il lui répugnait de participer à un débat à chaud. Lorsqu'il avait à faire passer un message sur un sujet qui lui tenait à cœur, il lut son intervention préparée à l'avance. Robert Schaack fut un membre assidu. Lorsque la dépendance l'empêcha de participer à nos séances il démissionna.

Le milieu familial ne prédestinait certainement pas Robert Schaack à devenir le Robertus Angelicus que nous connûmes. J'utilise le qualificatif

« angelicus » en paraphrasant Saint Thomas. Celui-ci fut le modèle de Robert Schaack ; Les mots clefs sont : une conception holistique de la création et de l'homme qui culmine dans l'harmonie du vrai, du bon et du beau. Il n'eut pas en commun avec le pastor angelicus le goût du Streitgespräch qui donne de la force de frappe au raisonnement. C'est la Foi qui fut le point d'ancrage de sa vie. Il lui conférait sa crédibilité dans les innombrables actions concrètes qu'il menait en toute discrétion lorsqu'il était en situation. Il passait son message d'une fausse candeur parfois impudique par le truchement de la poésie, laquelle fut sa grande affaire. Robert Schaack avait son côté franciscain.

Fils unique d'un procureur général redouté et redoutable et d'une mère issue de la « staadter » bourgeoisie l – les Elter détenant le monopole des messageries puis se sont convertis au négoce des vins de Bourgogne –, Robert Schaack a forgé de ses propres forces une personnalité qui fut aux antipodes de ce milieu familial. Robert Schaack a forgé sa personnalité sous la pression des événements. Il a dû être en première ou seconde candidature en droit le 7 juin 1937 lorsque les Luxembourgeois approuvaient par 50,67% des voix l'entrée en vigueur de la loi votée par le Parlement interdisant le parti communiste et ceux des partis qui seraient opposés à l'ordre démocratique. En bon catholique il aurait voté oui s'il avait pu voter. Le suffrage universel « non contrôlé » (entre guillemets) n'était pas, en odeur de sainteté et le Ständestaat avait plutôt la cote auprès des jeunes catholiques. Après le séisme du 7 juin les choses allaient vite dans la bonne direction de la démocratie parlementaire. Robert Schaack eut la grande chance d'avoir pour meilleur ami Lambert Dupong, son condisciple à l'Athénée puis à l'Université, dont le père dirigeait le nouveau gouvernement. Il fréquentait assidûment cette maison et cela l'a marqué. Les trois années d'avant guerre furent une course contre la montre, une période empreinte de patriotisme mais marquée aussi par la volonté farouche du pays de changer la condition ouvrière. Robert Schaack fut armé lorsque vint l'occupation. Il fut un patriote résolu, il ne continuait pas ses études de droit dans une université allemande. Il fit partie du premier contingent d'universitaires appelés à casser des pierres pour faire les routes de l'Eifel. Il eut la chance de disparaître pour le reste de la guerre à l'Usine Duchscher de Wecker, chez son oncle maternel Max Duchscher. Cette période l'a marqué pour la vie. Il vécut la réalité de l'entreprise dans un climat qui n'était pas celui de l'affrontement systématique. Max Duchscher avait pris sous sa protection d'autres patriotes, dont Marcel Fischbach du Wort, le futur ministre. Celui-ci a familiarisé son jeune ami avec la question sociale durant la navette journalistique en train entre Luxembourg et Wecker.

Robert Schaack a fait l'essentiel de sa carrière professionnelle à l'Association d'Assurance contre les Accident du travail dont il gravit les échelons pour la diriger durant de longues années. Le propre de cet organisme est qu'il s'agit d'une caisse patronale. Les syndicats n'ont que voix consultative au niveau de la décision. C'est au niveau du contentieux que les syndicats sont à parité avec les patrons, sous la houlette du juge professionnel qui préside. Cette formule qui a préfiguré la « Tripartite » a fasciné Robert Schaack qui lui a consacré un ouvrage (La Magistrature Sociale, 1972).

Robert Schaack eut la sagesse de commencer son impressionnante série de publications consacrées à la question sociale par un ouvrage fondamental, consacré aux faits : « Les prestations sociales au Grand-Duché de Luxembourg » (1967, réédité en 1969). Cela se sut dans les chaumières qu'il y avait quelqu'un qui connaissait le droit social à fond et qui connaissait en outre les portes auxquelles il fallait frapper. Très nombreuses furent les personnes modestes que Robert Schaack conseillait pour faire aboutir leurs droits. Ce fut sa contribution pour rendre la Création qu'il admirait un peu plus viable.

On peut dire de Robert Schaack qu'il fit beaucoup de choses dans la vie, sauf qu'il fit du sport de compétition en équipe. Ce fut lui que patrons et syndicats choisirent pour mettre sur pied le football corporatif qu'il sut servir si bien qu'on n'en a jamais entendu parler. Pourtant il en allait de la mobilisation des bons joueurs les samedi matin et de l'occupation des terrains appartenant aux clubs. Ici aussi, la connaissance approfondie de la situation, une sensibilité innée et la manière douce firent merveille.

Dans sa théodicée toute personnelle Robert Schaack donnait la place centrale à la liberté de l'individu, laquelle avait certes pour corollaire la possibilité de faire le mal. Robert Schaack avait pris l'option de laisser à d'autres la charge de traiter de cette possibilité ouverte par le créateur. Il préférait se charger de l'harmonie et des merveilles. Cette liberté il l'exerçait dans ses très nombreuses réflexions sur la question sociale. Cette liberté était aussi reçue comme un devoir de faire concrètement le bien lorsqu'il était en situation. Il fut engagé dans la Conférence Saint Vincent de Paul, la fabrique de l'Eglise de sa paroisse, les lectures dominicales, aussi en chaise roulante à la Fondation Pescatore ; l'harmonium dans l'Eglise de Donkholtz, la Ligue HMC qu'il portait sur ses bras et son cher Kannerduerf Mersch. A peine entré à la Fondation Pescatore il fit partie du Comité des pensionnaires, il se mit à l'écoute de ceux-ci et il se mit à animer la feuille de liaison de la Maison.

Mais le besoin de liberté, c'est sur ce point que je veux conclure, s'épanouissait dans la poésie. La poésie – qu'elle fut occasionnelle comme pour les voyages ou les événements de la vie ou plus fondamentale – lui permettait de donner la libre expression à ses équations personnelles qu'il n'avait aucune fausse honte de juger bonnes. A cette liberté engagée de l'auteur correspond la liberté du lecteur. Mais ceci n'était plus du ressort de Robert Schaack. Pour lui, l'essentiel était d'avoir publié son message.

Henri Etienne



Gaston Schaber (1926-2010)

Gaston Schaber, qui était membre de notre section depuis ses débuts, s'est éteint le 27 mars passé. Il était sans doute affaibli depuis quelque temps et avait dû se faire hospitaliser, mais nous ne nous attendions pas à son décès.

Notre collègue, qui vient de disparaître était, à ne pas en douter, l'une des personnalités les plus marquantes et les plus innovatrices dans le monde de la recherche luxembourgeoise. Partons du fait le plus marquant. En 1978, il créa, dans le cadre d'un programme européen, avec ses plus proches collaborateurs – dont Paul Dickes, Pierre Hausman, Bernard Gailly – un groupe d'études pour les problèmes de la pauvreté (le GEPP). En 1982, le CEPS (le Centre d'Etudes de Populations, de Pauvreté et de Politiques Socio-économiques) allait en naître puis, en 1985, sur décision du Premier Ministre Jacques Santer, le CEPS/INSTEAD (le sigle INSTEAD signifiant: Réseau international consacré à la recherche dans les domaines de la technologie, de l'environnement, de solutions alternatives et du développement). Le CEPS/INSTEAD est un centre de recherche public à vocation nationale et internationale, doué d'une autonomie scientifique, administrative et financière. Selon l'un des documents qui en émanent, il « favorise une approche multidisciplinaire par la collaboration de chercheurs dont les domaines de compétence sont l'économie, la sociologie, la géographie et les sciences politiques ». En suscitant la création de cette institution, Gaston Schaber eut le mérite de doter notre pays, dans un vaste domaine dont l'importance saute aux yeux, d'un instrument de recherche dont l'utilité ne peut plus être mise en question. La mise en place et le développement remarquable de cette institution constituent le couronnement de sa carrière.

Après avoir évoqué d'emblée son apport le plus remarquable, je retracerai brièvement la vie et la carrière de notre défunt collègue.

Gaston Schaber naquit le 4 février 1926 à Luxembourg. Après ses études secondaires, il fit, à l'Université de Louvain, de 1945 à 1951, des études de psychologie. De 1946 à 1949, il fut secrétaire du séminaire de criminologie du Professeur Etienne de Greef et travailla, sous la direction de ce dernier, pour un pénitencier belge.

Vers la fin de ses études, en 1950, il épousa Marie-Paule Noesen dont il eut trois filles : Josée-Anne, Elisabeth et Véronique.

De 1952 à 1960, retourné au Luxembourg, il fut professeur à l'école normale d'instituteurs. Il enseigna, de 1956 à 1967, la psychologie aux Cours Supérieurs et, de 1960 à 1963, à l'Institut Pédagogique. De 1963 à 1983, il était directeur de cette institution, puis, de 1983 à 1985, directeur de l'ISERP.

Parallèlement, à partir de 1968/69, il enseigna la psychologie clinique à l'Université de Liège. En 1982, il fut nommé, à cette même Université, professeur à temps partiel. Parallèlement encore, à partir de 1977, il assuma un enseignement à la Clark University à Worcester (Massachusetts) et, à partir de 1994, à la Florida Atlantic University. Il y fut, à partir de 1994, co-directeur du Center for Information Transfer.

De 1990 à 1996, il assura par ailleurs, à l'Université d'Aix La Chapelle, un enseignement consacré à la politique sociale européenne.

Pendant les années 70, 80 et 90, Gaston Schaber assumait de nombreuses fonctions internationales. J'en retiendrai quelques-unes qui sont connectées à son intérêt *pour* – et manifestent sa compétence *dans* – le domaine des problèmes concernant la pauvreté et les politiques socio-économiques.

De 1972 à 1979, Gaston Schaber fut Secrétaire- Général et, de 1979 à 1980, Président de l'Union Mondiale des organismes de protection de la jeunesse et de l'adolescence. De 1973 à 1974, il fut expert, à Bruxelles, auprès de la Direction Générale V, dans le secteur des affaires sociales. Il fut membre du groupe chargé d'esquisser le programme Européen de Combat contre la pauvreté. En juin 1974, il présida le premier séminaire consacré, à Bruxelles, à la Lutte contre la pauvreté par la Direction Générale des Affaires sociales. En 82 il dirigea, à la Clark University, un séminaire à vocation comparative réunissant des experts américains et européens et portant sur des programmes de lutte contre la pauvreté. De 1987 à 1992 enfin, il fut Conseiller spécial de la Direction Générale XIII dans le domaine des technologies de l'information et de l'industrie consacrée à ce secteur.

L'ensemble des enseignements qu'il dispensa dans un nombre important d'institutions ainsi que des recherches qu'il y mena et des publications auxquelles celles-ci donnèrent lieu, des responsabilités

internationales qu'il assumait, des contacts qu'il noua lui donnèrent sans doute la stature qui lui permit de créer une institution à portée internationale dont la renommée s'est solidement établie.

Faute de pouvoir évoquer ici, ne fût-ce que très brièvement, les recherches et travaux des groupes d'études et institutions que Gaston Schaber anima ou dirigea et la part du travail qu'il y assumait personnellement, je me bornerai à énumérer, presque au hasard, en les dégageant d'une longue liste, quelques titres significatifs de publications qu'il assura soit en son nom soit en collaboration avec quelques collègues.

Je retiendrai des publications visant trois groupes de sujets.

1. La délinquance juvénile et la réintégration des délinquants :

Six conférences consacrées à la réhabilitation dans les Institutions éducatives, Bruxelles, Œuvre Nationale d'Aide à la Jeunesse, 1963

« Immaturité, délinquance et pseudo-délinquance », dans *La criminologie clinique*, Bruxelles Dessart, 1968

2. La pauvreté au Luxembourg, l'intégration des personnes âgées et défavorisées

Armut in Luxemburg ? Ein Beitrag ohne Bilder, Luxemburg, G. Binsfeld, 1986

Gaston Schaber et Patrick Bousch, *L'intégration sociale des personnes âgées au Grand-Duché de Luxembourg : rapport national pour la Commission des Communautés européennes et l'Observatoire européen du vieillissement*, Differdange, CEPS/INSTEAD, 1993

Alain Wagner et Gaston Schaber, *Les mesures dans le domaine de l'emploi en faveur des groupes de personnes particulièrement désavantagées sur le marché du travail*, Differdange, CEPS/INSTEAD, 1996

3. Documents conceptuels

Towards Large Scale Facilities in the Social Sciences, Memorandum pour la Direction Générale de la Recherche de la Commission Européenne, 1994

On Research Infrastructures in the Socio-Economic Sciences, rédigé pour la Direction générale de la Recherche par Gaston Schaber, 1998

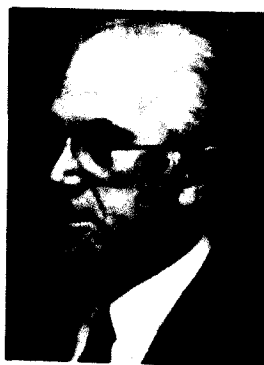
Gaston Schaber en coopération avec Antoine Simonpiétri. *Building Together an Observatory on Poverty and Poverty Reduction in African Countries*, 2000

Je voudrais terminer sur quelques remarques concernant la personne de notre collègue décédé.

Je me rappelle avec plaisir que – du temps où je proposais des cours à option à l'Institut Pédagogique – il ne lésinait jamais avec son temps lorsque je le priai de m'accorder quelques instants. Il me faisait un brin de causerie, avec la meilleure humeur du monde, même si j'apprenais ultérieurement qu'il était très occupé ou préoccupé par tels traquenards. Ce qui était vrai pour les enseignants l'était d'ailleurs, tout autant, pour les élèves qu'il abordait avec gentillesse et avec une remarquable ouverture d'esprit.

D'autre part un fonctionnaire retraité – avec lequel Gaston Schaber eut plusieurs entrevues en vue de faire attribuer, à son école, tels locaux qui avaient été occupés, antérieurement, par l'armée – me raconta qu'il défendait son point de vue avec une ténacité et une combativité à toute épreuve.

Jean-Paul Harpes



Albert Weitzel (1928 – 2010)

Albert Weitzel nous a quittés le 26 mai dernier.

Avec lui, c'est une des personnes qui ont le plus marqué la vie judiciaire luxembourgeoise récente qui disparaît.

Né en 1928 à Senningen, Albert Weitzel fit ses études de droit à Paris et après avoir effectué son stage dans l'étude de Me Tony Biever, il entra dans la magistrature en 1961, où il occupa différents postes – substitut, juge, vice-président du tribunal d'arrondissement de Luxembourg, conseiller à la Cour d'appel –. Mais le fait le plus saillant dans sa carrière fut sa nomination comme président du tribunal d'arrondissement de Luxembourg en 1978, poste qu'il occupa et marqua pendant quinze ans, jusqu'à sa retraite en 1993.

Outre ses fonctions comme président du tribunal d'arrondissement de Luxembourg, il occupa encore, au cours de sa longue carrière, de multiples postes et fonctions.

Il était toujours intéressé par le droit international. C'est ainsi qu'il s'était taillé une solide réputation à Conférence de La Haye et il était considéré comme un spécialiste du droit international privé.

C'est surtout sa nomination, en 1981, trois fois renouvelée, jusqu'en 1999, comme membre de la Commission européenne des droits de l'homme à Strasbourg, qui constitue le fait distinctif de sa carrière internationale. Un grand nombre de ses anciens Collègues ont tenu à rendre hommage à un membre éminent de leur institution, ayant contribué de manière décisive à forger l'importante jurisprudence de la Commission.

Les droits de l'homme l'ont passionné. C'était pour lui une réelle vocation, et il a mesuré leur importance à une époque où la Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales n'avait pas encore le rayonnement qu'elle connaît aujourd'hui. C'est ainsi qu'il a été membre fondateur de l'Institut luxembourgeois des droits de l'homme, dont il a été le président depuis sa fondation, en 1991, jusqu'à son décès. Il a été le moteur de la publication du Bulletin des droits de l'homme, revue dont la valeur est reconnue largement au-delà de nos frontières.

Albert Weitzel a également régulièrement publié personnellement, dans le domaine du droit international et dans celui du droit civil

luxembourgeois. Il est l'auteur des fascicules du Jurisclasseur de droit comparé consacrés au Luxembourg.

Albert Weitzel restait un passionné de la jurisprudence, un inlassable collectionneur de décisions, et cela largement au-delà de sa retraite. C'est ainsi que, à sa demande, dès leur création, les juridictions administratives lui ont envoyé une copie de toutes les décisions qu'elles rendaient. Je crois savoir qu'il en était de même du tribunal d'arrondissement de Luxembourg et de la Cour supérieure de justice.

Mais Albert Weitzel était avant tout le président du tribunal d'arrondissement de Luxembourg. Il était, et il restait toujours, je ne lui jamais autrement adressé la parole, même après sa retraite, «Monsieur le Président».

Dans cette fonction, ses qualités professionnelles et humaines ont fait de lui un président exceptionnel de la juridiction la plus importante du pays au niveau des effectifs.

Permettez-moi de résumer ses qualités comme président du tribunal par quelques mots-clés.

Sens du devoir: il montrait toujours l'exemple en étant le premier présent au tribunal le matin. Dès 8.15 heures les adoptions passaient en chambre du conseil. – «Son» tribunal passait avant tout: victime d'un grave accident en 1984, il en avertit d'abord ses remplaçants au tribunal avant d'informer sa famille.

Sollicitude pour le justiciable: pour lui, c'était assurément le justiciable qui était le sujet de toutes les préoccupations. Il tentait inlassablement de lutter contre les lenteurs judiciaires. C'est ainsi qu'il ne ménagea pas ses efforts pour obtenir des renforcements nécessaires du tribunal. Pendant sa présidence, le nombre de chambres du tribunal a plus que doublé. – Il avait horreur des remises d'affaires. Là, il pouvait se montrer désagréable à l'audience. A terme, les avocats avaient peur de solliciter des remises d'affaires non solidement justifiées. Il inventa même une institution originale pour accélérer l'instruction des affaires les plus urgentes: les vendredis après-midis, les juges du tribunal siégeaient, à tour de rôle, dans cette chambre prévue par nulle loi d'organisation judiciaire, appelée de manière irrespectueuse par tout le monde, «CDU», c'est-à-dire la chambre des urgences. – Et, d'une manière générale, pas d'attitude dogmatique à l'égard des règles de droit: en matière gracieuse, lorsqu'une disposition était peu claire et susceptible de plusieurs interprétations, il optait toujours pour celle qui était la plus favorable aux justiciables.

Homme de consensus: A l'occasion de son 80^e anniversaire, le «tageblatt» publia un article lui consacré, sous le titre «*Ein Mann des Konsensus*». Et vraiment, la recherche du consensus était sa seconde nature:

- Consensus entre les parties: combien de comparutions personnelles des parties, de visites des lieux avec tous les stratagèmes pour les amener à un arrangement; déplacements sur des chantiers avec suivi des travaux de réfection dans plusieurs dossiers de malfaçons. Chaque semaine, le mercredi après-midi, il faisait preuve d'une énergie impressionnante lors des tentatives de conciliation dans les procédures de divorce.
- Consensus entre les avocats: toujours affable avec les membres du barreau, il ne tolérait pas les prises de bec à l'audience entre les avocats ou les écarts de langage à l'égard du tribunal. Il lui arrivait plus d'une fois de suspendre l'audience, d'appeler les avocats en chambre du conseil et de clore l'incident, avec un rappel à l'ordre, il est vrai, mais en fin de compte à la satisfaction de tous.
- Consensus entre les juges: il était toujours disponible pour les plaintes, petites et grandes, plus justifiées ou un peu moins. Jamais il ne s'emportait mais essayait constamment de trouver des compromis. Lorsqu'un problème faisait des remous entre les membres du tribunal et que tout le monde redoutait l'assemblée générale annuelle du tribunal avec un grand déballage, cette assemblée générale se déroulait, à la grande surprise d'aucuns, de manière harmonieuse: en fait le terrain avait été soigneusement déminé au préalable par le Président et sous sa présidence, jamais, il n'y eut d'incident au cours de ces assemblées.

Pédagogie: Il prenait ses attachés de justice sous ses ailes et leur prodigua une solide formation. S'il accordait sa confiance, elle était totale. Il les chargea de l'accompagner au siège et de rédiger des projets d'ordonnances ou de jugements pour lui. Une fois un projet remis, il prit le temps de le passer calmement en revue avec l'attaché en question en lui apprenant la rigueur, à la fois dans le style et dans le cheminement du raisonnement. Il leur recommanda des lectures – qui ne se rappelle pas l'importance qu'il vouait au manuel «Le style des jugements» de Pierre Mimin ? – et il était toujours disponible pour donner de précieux conseils. En un mot, il a appris le métier de juge à plus d'un des magistrats.

Dignité: Albert Weitzel ne s'emportait jamais, il était d'une courtoisie à toute épreuve à l'égard de tous ses interlocuteurs, et l'impression durable qu'il m'a laissée comme président du tribunal, c'est qu'il représentait cette institution avec une réelle dignité qui forçait le respect de tous.

Le hasard le veut que ce soit la veille de l'attaque fatale dont il a été victime qu'il est venu me voir pour parler encore de l'Institut des droits de l'homme et de sa possible succession au poste de président. Avait-il des pressentiments ? Franchement, il ne m'a pas donné cette impression. Affable comme toujours, il m'a seulement fait part d'une certaine fatigue et de l'obligation de passer la barre dans un avenir non autrement défini.

Quoi qu'il en soit, pour la justice luxembourgeoise, il avait donné. Il laisse le souvenir d'un grand président du tribunal.

Georges Ravarani

IV. TABLEAU DES MEMBRES

de la Section des Sciences morales et politiques
(Avril 2011)

La société, selon Auguste Comte, se compose de plus de morts que de vivants. Notre Section, progressivement, en fait l'expérience.

Statistique des membres:

<i>1) par catégorie</i>		<i>2) par sous-section</i>	
Membres effectifs et agrégés (décédés: 29)	46	Droit	22
Membres correspondants (décédés: 3)	8	Économie/Sciences sociales	14
Membres d'honneur (décédés: 31)	5	Philosophie	10
	<hr/> 59		<hr/> 46

Présidents de la Section

Alphonse Huss	1967 – 1978
Carlo Hemmer	1978 – 1983
Edmond Wagner	1983 – 2004
André Elvinger	2004 –

Secrétaire Général

Georges Als

Institut Grand-Ducal
Section des Sciences morales et politiques

Tableau des Membres (2011)
 (entre parenthèses: année de l'élection)
 (Préfixe téléphone et fax 00352)

Membres effectifs et agrégés

NOM ET PROFESSION	ADRESSE PRIVÉE	DROIT ECO PHILO
AHLBORN Henri (1978) Maréchal de la Cour hon. Tél.: 33 02 85 Fax: 33 09 33 Courriel: henri.ahlborn@pt.lu	58, rue Belle-Vue L-7214 Bereldange	E
ALS Georges (1966) Directeur hon. du Statec Prof. hon. à l'ULB Tél.: 44 22 46 Bureau: Tél + Fax: 45 65 63 Courriel: alsgeo@pt.lu	11, rue Adolphe L-1116 Luxembourg	E
CAMPAGNA Norbert (1995) Professeur Tél.: 0033/3/82 216 139 Courriel: norbertcampagna@hotmail.com	3, allée des Marronniers F-54560 Serrouville	P
ELVINGER André (1978) Avocat Tél.: 24 13 90 ou bur. 44 66 440 Fax: 47 15 06 ou bur. 44 40 02 Courriel: andreelvinger@ehp.lu	174, av. de la Faïencerie L-1511 Luxembourg	D
ELVINGER Marc (1991) Avocat Tél.: 45 24 17 – Fax: 44 22 55 Courriel: marcelvinger@ehp.lu	22, rue des Franciscaines L-1539 Luxembourg	D
ENTRINGER Henri (1989) Directeur hon. de la C.E. Tél.: 44 51 19	31, rue Albert 1 ^{er} L-1117 Luxembourg	E
ETIENNE Henri (1985) Directeur hon. de la C.E. Tél. et Fax: 40 57 15 Courriel: hetienne@pt.lu	4, rue P. de Coubertin L-1358 Luxembourg	D

NOM ET PROFESSION	ADRESSE PRIVÉE	DROIT	ECO	PHILO
FRIEDEN Luc (1993) Ministre Tél.: 478-2701 – Fax: 22 19 80 Courriel: luc.frieden@fi.etat.lu	23, In der Grof L-5322 Contern	D		
GÉRARD Edmond (1988) Président de chambre à la Cour d'Appel Tél.: 44 28 39 ou bur. 47 59 81 363 Fax: 45 34 12 Courriel: m.e.gerard@pt.lu	24, rue Alphonse Munchen L-2172 Luxembourg	D		
GOEDERT Georges (1985) Professeur hon. Tél.: 44 48 72 – Fax: 44 43 98 Courriel: geogoe@pt.lu	40, rue Schrobilgen L-2526 Luxembourg		P	
GOEDERT Henri (1979) Docteur en droit Tél.: 44 83 86 Courriel: goedejeh@pt.lu	62, rue Charlemagne L-1328 Luxembourg	D		
HARLES Guy (1985) Avocat Tél.: 621 163 043 ou bur. 40 78 78-204 Fax: 40 78 04-641 Courriel: guy.harles@arendt-medernach.com	9, rue J.B. Fresez L-1542 Luxembourg	D (E)		
HARPES Jean-Paul (1968) Professeur hon. au C.U. Tél.: 44 55 57 – Fax: 45 74 01 Courriel: jean-paul.harpes@education.lu	119, Val des Bons Malades L-2121 Kirchberg		P	
HAUSEMER Hubert Professeur hon. Tél. et Fax: 51 09 39 Courriel: hubert.hausemer@education.lu	31, rue de Peppange L-3270 Bettembourg		P	
HOSS Jean (1979) Avocat Tél.: 45 43 30 Bureau: 44 66 440 – Fax: 44 22 55 Courriel: jeanhoss@ehp.lu	4, rue Pierre d'Aspelt L-1142 Luxembourg	D		
KINSCH Patrick (1991) Avocat Tl.: 44 14 87 ou bur. 24 13 41 Fax: 48 99 20 Courriel: kinsch@vo.lu	9, rue Jean Bertels L-1230 Luxembourg	D		

NOM ET PROFESSION	ADRESSE PRIVÉE	DROIT	ECO	PHILO
KREMER Paul (1985) Professeur au C.U. Tél. + Fax: 22 90 65 Courriel: p.a.kremer@web.de	12, rue de l'Avenir L-1147 Luxembourg			P
LOESCH Jacques (1979) Avocat Tél.: 44 52 18 ou prof. 26 08-1 Fax: 26 08-88 88 Courriel: jacques.loesch@linklaters.com	9, rue des Foyers L-1537 Luxembourg	D		
MISCHO Jean (2000) Ministre plénipot. hon. Avocat Général hon. à la Cour de Justice Européenne Tél.: 33 98 20 – Fax: 26 33 41 99 Courriel: mischoj@pt.lu	21, rue de la Paix L-7244 Bereldange	D (Sc. po.)		
MOUSEL Paul (1985) Avocat, Chargé de cours à l'Université du Luxembourg Tél.: 31 70 76 ou bur. 40 78 78-217 Fax: 40 78 04-667 Courriel: paul.mousel@arendt-medernach.com	13, rue de Dippach L-8055 Bertrange	D		
MUHLEN Ernest (1978) Ancien Ministre Tél.: 81 16 62 – Fax: 81 10 62 Courriel: ernmuhl@pt.lu	18, bd G.-D. Charlotte L-9024 Ettelbrck			E
NEUEN Jacques (1979) Juriste Tél.: 44 52 50 GSM: 691 46 73 05 Fax: 25 41 79 Courriel: jacques@neuen.lu	35, allée Pierre de Mansfeld L-2118 Clausen	D		
PRUM André (2002) Doyen de la Faculté de Droit (Université du Luxembourg) Tél.: 33 67 18 ou bur. 44 72 72 Fax: 45 24 70 Courriel: andre.prum@uni.lu	17, Bridelsknupp L-8135 Bridel	D		
RAVARANI Georges (2002) Président de la Cour administrative Tél.: 43 14 58 ou bur. 42 105-7869 Fax: 42 105-7872 Courriel: georges.ravarani@ja.etat.lu	24, rue Funck-Brentano L-1544 Luxembourg	D		

NOM ET PROFESSION	ADRESSE PRIVÉE	DROIT	ECO	PHILO
ROMMES Jean-Jacques Directeur de l'ABBL Tél.: 46 36 60-1 Fax: 46 09 21 Courriel: rommes@abbl.lu	P.O. Box 13 L-2010 Luxembourg	D		
SCHMIT Roger (1988) Professeur Tél.: 72 98 84 Courriel: roger.schmit@education.lu	4, rue des Bénédictins L-6414 Echternach		P	
SCHULLER Guy (1988) Conseiller écon. 1 ^{re} cl. au Statec Tél.: 30 90 84 ou bur. 478-4271 Courriel: guy.schuller@statec.etat.lu	13, rue Erasme L-1468 Luxembourg		E	
SCHWALL-LACROIX Annette (1994) Avocat Tél.: 22 22 90	20, Côte d'Eich L-1450 Luxembourg	D		
SIWECK Jean-Lou (2006) Lic. en journalisme Tél.: 26 33 06 67 Bureau: 478-8116 Courriel: jean-lou@siweek.com	28, rue Josy Welter L-7256 Walferdange		E	
SPELLER Jules Professeur hon. Tél.: 46 11 74	71, av. Pasteur L-2311 Luxembourg		P	
SPIELMANN Dean (2002) Juge à la Cour des droits de l'homme Tél.: 00 33-3-88 41 30 54 Fax: 00 33-3-88 41 27 30 Courriel: dean.spielmann@echr.coe.int	2, rue Wimpheling F-67000 Strasbourg	D		
STEICHEN Alain (200?) Avocat – Prof. à l'Uni Lux Tél.: 45 58 58 – Fax: 45 58 59 Courriel: asteichen@bsslaw.net	108, Kohlenberg L-1870 Luxembourg	D		
STOFFELS Jules (1971) Professeur honoraire Tél.: 31 75 62	153, rue des Romains L-8041 Bertrange		E	
THEIS Robert Professeur à l'Université du Luxembourg Tél. + Fax: 31 63 93 Courriel: robert.theis@education.lu	4, rue de la Liberté L-8020 Strassen		P	

NOM ET PROFESSION	ADRESSE PRIVÉE	DROIT	ECO	PHILO
THELEN Carlo (2009) Chef Dépt. Econ. Chambre de Commerce Tél. bureau: 42 39 39 - 351 Courriel: carlo.thelen@cc.lu	6, rue Engelhardt L-1464 Luxembourg		E	
TRAUSCH Gérard (2000) Professeur Tél.: 22 33 13 Courriel: getra@pt.lu	15, rue Fr. Clément L-1345 Luxembourg		E	
URBÉ Robert (2009) Coordinateur Caritas politique sociale et questions environnementales, pauvreté Tél.: 40 21 31-230 – Fax: 40 21 31-209 Courriel: robert.urbe@caritas.lu	Caritas 29, rue Michel Welter L-2730 Luxembourg		E	
WAGENER Marco (2006) Conseiller à la Chambre des Salariés Tél.: 621 249 802 Bureau: 48 86 16-207 – Fax: 48 86 16-220 Courriel: marwag@aol.com	Benediktinerstr. 10 D-54292 Trier		E	
WEBER Raymond (2007) Tél.: 23 69 75 20 GSM: 691 79 75 20 Courriel: rayweber@pt.lu	20, rue Jos Sunnen L-5403 Bech-Kleinmacher			
WEITZEL Luc (1993) Référéndaire Cour Justice C.E. Tél.: 22 30 35 ou prof. 43 03 22 53 Fax: 46 30 41 ou prof. 43 03 31 82 Courriel: weitzell@pt.lu	36, rue J.B. Fresez L-1542 Luxembourg	D		
WIRTGEN Georges (1979) Dir. hon. de l'ISERP Vice-Prés. de la Section de linguistique Tél.: 22 85 36 – Fax: 22 21 39 Courriel: georges.wirtgen@ci.rech.lu	14, rue Soupert L-2541 Luxembourg		P	
WIWENES Georges (2002) Premier avocat général Tél.: 47 59 81-331	62, avenue du Bois L-1250 Luxembourg		D	
WURTH Michel (1985) Dirigeant d'entreprise Tél.: 47 11 41 ou bur. 4792-2166 Fax: 4792-2695 Courriel: wurth@pt.lu michel.wurth@arcelormittal.com	43, rue d'Itzig L-5231 Sandweiler		E	

*Membres élus, non encore reçus***BAUSCH Julie**

Professeur
GSM: 621 17 34 28
Courriel:
julie-suzanne.bausch@education.lu

56, rue des Aubépines
L-1145 Luxembourg

P

MERSCH Yves (2010)

Président de la Banque Centrale
du Luxembourg
Tél: 4774 4206 – Fax: 4774 4901
Courriel: direction_generale@bcl.lu

70, avenue Gaston Diderich (D) E
L-1420 Luxembourg

THEWES Marc

Avocat
?

D

*Les membres suivants ont présenté leur démission
pour raison de surcharges professionnelles ou d'autres raisons*

BAULER André
HEIDERSCHIED André
PIERETTI Patrice, Centre de recherche public du Centre Universitaire
RASQUIN Gérard
THOMA Gaston

Membres décédés (année du décès)

ARENDE Ernest (2003)	PRUSSEN Jules (1975)
DELVAUX Bernard (1972)	RAU Fernand (1994)
FABER Georges (1993)	RIES Adrien (1991)
HEIDERSCHIED Robert (1996)	SCHAACK Robert (2010)
HEMMER Carlo (1988)	SCHABER Gaston (2010)
HIPPERT Paul (2010)	SCHILTZ Louis (2006)
HUSS Alphonse (1993)	SCHROEDER Paul (1999)
KAUFFMAN Joseph (1988)	SIMON Armand (1996)
KAYSER Armand	THIRY Roger (2000)
KONZ Fred (1980)	WAGNER Edmond (2004)
LIESCH Léon (1985)	WEBER Paul (Abb) (1988)
MAUL Roger (1987)	WEITZEL Albert (2010)
MORES Edouard (2008)	WURTH Marcel (1972)
OLINGER Jean (1999)	ZAHLEN Jean-Pierre (1986)
PESCATORE Pierre (2010)	

Membres correspondants

- ECKHOUT Christian op** (2008)
Chargé de cours hon. à l'Ecole archéologique
et biblique française de Jérusalem
P.O. Box 19053
Jerusalem 91190
Courriel: eckhout@ebaf.edu
- GREISCH Jean, Abbé** (1988)
Prof. émérite à la Faculté de Philosophie
Institut Catholique de Paris
Chaire Guardini de philosophie de la religion
Université Humboldt Berlin
74, rue du 22 septembre
F-92400 Courbevoie
Tél.: 0033-1-47 68 72 12
Courriel: Greisch@wanadoo.fr
- HELLMANN Rainer** (1968)
Dr rer. pol.-journaliste et économiste
61, avenue Baron d'Huart
B-1150 Bruxelles
Tél.: 00322-7790922
Fax: 00322-7632924
Courriel: Rainer.Hellmann@brutele.be
- LALIVE d'EPINAY Pierre** (1990)
Professeur hon. à la Faculté
de Droit de Genève
Etude: Lalive Avocats
Dom: 13, rue des Sources
CH-1205 Genève
35, rue de la Mairie
CH-1207 Genève
Tél.: 0041-22-319 87 00
Fax: 0041-22-319 87 60
Courriel: info@lalive.ch
- SITTER-LIVER Beat** (1998)
Prof. Dr Dr h.c. (Lausanne)
Université de Fribourg
Dép. de philosophie
Altenbergstraße, 98
CH-3013 Bern
Tél.: 0041-31-3313243
Fax: 0041-31-3313241
Courriel: beat@sitter-liver.ch
- TOMUSCHAT Christian** (1985)
Prof. Dr., Humboldt-Universität,
Berlin Juristische Fakultät
Dr h.c. (Univ. Zurich 2004)
Odilostrasse 25A
D-13467 Berlin
Tél.: 0049-30-405 414 86
Fax: 00 49-30-405 414 88
Courriel: Chris.Tomuschat@gmx.de
- VAX Louis** (1985)
Professeur émérite à
l'Université de Nancy
1, rue du Pressoir
F-54850 Méréville
Tél.: 0033-3-83 47 28 31
- WALINE Jean** (1985)
Professeur émérite à la Faculté de Droit
Université R. Schuman, Strasbourg
Président de l'Institut Int. des Droits de l'Homme - René Cassin
4, avenue de l'Europe
F-67000 Strasbourg Cedex
Tél.: 0033-3-88 35 39 79
deFax: 0033-3-88 25 18 33
Courriel: jean.waline@laposte.net

Membres correspondants décédés

- CALOT Gérard, Directeur hon. de l'INED (2001)
MERGEN Armand, Prof. hon. de criminologie (1999)
THOLL Gérard, Dozent, Bonn

Membres d'honneur

- | NOM ET PROFESSION | ADRESSE PRIVÉE | DROIT ECO PHILO |
|--|--|-----------------|
| FLESCH Colette (1979)
Député
Anc. Bourgmestre de Luxembourg
Anc. Vice-Prés. du Gouvernement | 11A, bd Prince Henri
L-1724 Luxembourg
Tél.: 47 39 10 – Fax: 46 39 15
Courriel: cflesch@chd.lu | E |
| JUNCKER Jean-Claude
Premier Ministre
Ministre des Finances | 4, rue de la Congrégation
L-2910 Luxembourg
Tél.: 247 82 101
Fax: 47 57 57
Courriel: ministere.etat@me.etat.lu | |
| LESOURNE Jacques (1988)
Professeur hon. au Conservatoire
National des Arts & Métiers
Dépt. Économie et Gestion | 52, rue de Vaugirard
F-75006 Paris
Tél.: 0033-1-43 25 66 05
Fax: 0033-1-56 24 47 98 | E |
| MART Marcel (2009)
Ancien Ministre
Ancien président de
la Cour des Comptes Européennes
Marécahl de la Cour hon. | 9, rue des Champs
L-1323 Luxembourg
Tél.: 49 51 21
GSM: 621 15 61 21
Fax: 40 92 11
Courriel: limart@pt.lu | |
| SANTER Jacques (2009)
Ministre d'Etat hon.
Ancien président
de la Commission Européenne | 33, boulevard Roosevelt
L-2450 Luxembourg
Tél.: 2478-8155
Fax: 2643-0999
Courriel: jacques.santer@me.etat.lu | |

Membres d'honneur décédés

ANDERS Jérôme (1983)	MAJERUS Pierre (1998)
BECH Joseph (1975)	MULLER Jean-Pierre (Rév.-P.)
BIERMANN Pierre (1981)	RECKINGER Marcel
BIEVER Tony (1990)	REDING Marcel (1993)
BONN Alex (2008)	RODENBOURG Eugène (1975)
CALMES Albert (1967)	SAUVEPLANNE Jean Georges
FOOG Joseph (1998)	SCHAUS Lambert (1975)
FREDERICQ Louis (Baron) (1981)	SOLUS Henri (1981)
GANSCHOF von der MEERSCH Walter (1993)	VERLOREN VAN THEMAAT Pieter (2004)
GOERENS François (1992)	WAGNER Camille
HAMMES Ch.-Léon (1967)	WEBER Paul (1975)
KRIEPS Robert (1991)	WEHRER Albert (1967)
JESCHEK Hans-Heirich (2009)	WELTER Félix (1991)
LEGROS Robert (mai 2004)	WERNER Pierre (2002)
LEVASSEUR Georges (2003)	WILWERTZ Paul (1979)
LOESCH Alfred (1982)	

V. SYSTÈME DES PUBLICATIONS

1967-2011

- A. Actes de la Section (annuels)
- B. Cahiers (N° 1-13)
- C. Ouvrages spéciaux
- D. Communications individuelles
- E. Conférences publiques
- F. Éloges funèbres

Disponibilité et prix

Les textes précédés d'un astérisque peuvent être obtenus en versant le prix au CCP à Luxembourg N° IBAN LU59 1111 0379 8356 0000 de la Section des Sciences morales et politiques (frais d'envoi compris):

Actes de la Section I-IX: 20 EUR, Vol. X ss. : 25 EUR
 Cahiers 1-12: 15 EUR, N° 13: 6 EUR
 Communications individuelles: 5 EUR
 Ouvrages de Jules Prussen: 20 EUR par volume
 Rapports d'un diplomate 1950-1962: 30 EUR
 Art contemporain et société postmoderne: 20 EUR

Pour les textes non précédés d'un astérisque, s'adresser aux auteurs (cf. supra: Tableau des membres et adresses).

Secrétariat de la Section

M. Georges Als, 11, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg,
 Tél. + Fax: 45 65 63 – Courriel: alsgeo@pt.lu

Statistique des publications

17 volumes «Actes» (I à XIV, et III A-B-C)
 13 Cahiers + 3 cahiers inclus dans Actes XII, XIII et XIV
 5 ouvrages spéciaux
 plus de 200 communications
 40 éloges funèbres
 plus de 7.000 pages

Le système des publications Présentation

La Section publie essentiellement le résultat de ses travaux, c'est-à-dire les conférences ou «communications» présentées et discutées lors de ses réunions internes, exceptionnellement des conférences publiques, ou encore des ouvrages spéciaux préparés par ses membres.

Les communications font l'objet de volumes, annuels depuis 2000, appelés «Actes». Entre 1979 et 1999 on avait jugé plus expédient de publier les communications individuelles, système auquel on a par la suite renoncé, en raison de l'accumulation d'un grand nombre de fascicules peu maniables et... de leur publication souvent tardive! Pour combler le «trou» de vingt ans il a été décidé en 2005 de réunir les communications de cette période en trois volumes s'intercalant entre les volumes III et IV des Actes et pour cela appelés IIIA, IIIB et IIIC; ces volumes n'ont pu être édités qu'à un faible tirage, pour des raisons de coût. Dans ces trois volumes (comme d'ailleurs dans les autres volumes ainsi que dans les «Cahiers»), les communications ont été présentées selon l'ordre alphabétique des auteurs, la date de la communication étant toutefois indiquée entre parenthèses. On pourrait se demander pourquoi les Actes de la période 1979-1997 tiennent en seulement trois volumes. La réponse est triple. D'abord ces trois volumes contiennent chacun 11 communications alors que les volumes suivants n'en contiennent en moyenne que 7. En outre, cette période a vu publier 10 «Cahiers». Enfin, les communications d'Edmond Wagner ont été réunies dans un «Ouvrage spécial».

Les Actes ne réunissent toutefois pas l'intégralité des travaux. La série des «Cahiers» groupe des communications de plusieurs auteurs sur un même thème, comme p.ex. le suicide, la réforme de la constitution, l'union monétaire, l'euthanasie, etc.

Une troisième série dénommée «Ouvrages spéciaux» contient, soit des oeuvres d'un membre décédé (p.ex. Jules Prussen, Edmond Wagner), soit des études ou collections de documents dues à un membre et rentrant dans l'objet de la Section (p.ex. Rapports d'un diplomate).

Enfin, pour faciliter les recherches, il a paru utile de reproduire la liste des **communications** selon l'ordre alphabétique des auteurs, avec également l'indication des prénoms.

A. Actes de la section

Les Actes, qui dorénavant paraissent chaque année au mois de mai, reproduisent les textes des communications présentées.

Actes: Vol. I 1970 128 p.

Séance académique du 24 octobre 1967

- Als G.: Fondements juridiques de la statistique
 Bonn A.: Considérations sur la fonction législative du Conseil d'Etat
 Muhlen E.: Possibilités et limites d'une politique des revenus
 Muhlen E.: L'Union douanière dans la théorie économique
 Pescatore P.: La protection des droits de l'homme dans l'intégration européenne
 Prussen J.: Fatalisme et logique

Actes: Vol. II 1973 186 p.

- Avortement: v. Cahier N°1
 Arendt E.: Origine et portée de l'art. 23 al. 4 de la Constitution (réforme des études supérieures)
 Calmes C.: Fondement historique de l'art. 23 al. 4
 Elvinger A.: Obligation convertible et emprunt subordonné
 Kauffman J.: Les données actuelles de la politique fiscale
 Schaack R.: Réflexions sur la politique sociale
 Stoffels J.: Régulation de la population et démographie

Actes: Vol. III 1979 274 p.

- Le suicide: v. Cahier N°2
 Als G.: Evolution économique et chômage intellectuel
 Als G.: L.-A. Quételet, savant universel et père de la statistique moderne
 Als G.: Adam Smith, père de l'économie politique
 Hemmer C.: Economie et écologie
 Goedert G.: Nietzsche – son aspiration à un idéal surhumain
 Harpes J.P.: A l'occasion du 250^e anniversaire de la naissance de Kant
 Harpes J.P.: Adam Smith philosophe: Sympathie et éthique
 Kunitzky N.: Indexation des revenus: système généralisé ou mesure d'urgence ?
 Peccei A.: Quels horizons pour l'humanité ? Les alternatives du futur selon le Club de Rome
 Stoffels J.: Economie énergétique et intégration européenne

Actes: Vol. IIIA 1978-1984 (1^{er} sem.) (édité en 2005)

Table alphabétique des auteurs (*date de la communication*)

- Batiffol H.: La jurisprudence, source de droit (16.5.1979)
 Biermann P.: Nagakal: Schlangenstab und Schlangenzauber (22.5.1980)
 Elvinger A.: Tendances actuelles du droit de la concurrence (15.10.1979)
 Harpes J.-P.: Wittgenstein: Philosophie et langage (8.12.1978)
 Heiderscheid A.: Particularités de la presse luxembourgeoise (7.7.1978)
 Huss A.: Louis Marchand, écrivain luxembourgeois polyvalent (1983)
 Kremer P.: La conception du langage d'après Foucauld (8.4.1981)
 Kremer P.: Hegels Kritik der moralischen Weltanschauung (25.10.1983)
 Ries A.: Le Zollverein à rebours? (12.5.1979)
 Stoffels J.: La mutation ncessaire des PME luxembourgeoises (20.3.1984)
 Wagner N.: L'évolution du droit de la responsabilité civile (1.12.1980)

Actes: Vol. IIIB 1985 (2^e sem.) -1990 (1^{er} sem.) (2005)

Table alphabétique des auteurs (*date de la communication*)

- Ahlborn H.: Luxembourg – Ses défis en l'an 2000 (25.1.1988)
 Arendt E.: Aspects nouveaux de la responsabilité de la puissance publique (6.11.1989)
 Goedert G.: Schopenhauers Willensmetaphysik und Mitleidsethik (24.10.1988)
 Harpes J.-P.: La méthode dialectique de Marx à l'époque de la genèse du «Capital» (4.12.1984)
 Hausemer H.: La philosophie personnaliste de Karol Wojtyla (3.6.1985)
 Hausemer H.: Qu'est-ce qu'une personne? La contribution du personnalisme d'Emmanuel Mounier (1905-1950) (14.5.1990)
 Kremer P.: Das gute Gewissen und das Böse (22.10.1984)
 Lesourne J.: L'économie européenne dans un monde d'incertitudes (9.3.1988)
 Ries A.: L'agriculture lux. à l'ore du XXI^e siècle (30.6.1986)
 Ries A.: J'ai prié pour vous à Compostelle (1988)
 Stoffels J.: Approvisionnement énergétique de l'Europe et coopération est-ouest (7.7.1986)
 Thill A.: La lutte contre la pauvreté (21.11.1988)

Actes: Vol. IIIC 1990 (2^e sem.) - 1997 (2005)

- Berlinger R.: Der Traum des Sokrates (28.6.1990)
 Campagna N.: Darf ein liberaler Staat die Pornographie verbieten ? (23.10.1995)
 Campagna N.: Démocratie, libéralisme et république (16.1.1997)
 Elvinger A.: Le secret professionnel dans l'actualité (24.10.1990)
 Entringer H.: Présence de ressortissants luxembourgeois à la Commission européenne (1994)
 Harpes J.-P.: Il faudra, tout de même, une université à Luxembourg (20.1.1992)
 Kremer P.: Seelenwanderung und Ich-Analyse (10.5.1996)
 Neuen J.: Mediapolis ou Themis au pays des merveilles (16.1.1991)
 Olinger J.: Réflexions à propos des dépenses fiscales (11.6.1991)
 Ries A.: Mobilité – Staatsbeamtestaat – Eis Sprooch(en) (14.11.1990)

Actes: Vol. IV 1999 264 p.

- Als G.: Dans l'intimité de Brigitte Bardot
 Campagna N.: Montesquieu, le libéralisme et la religion
 Campagna N.: Justice et parité
 Kremer P.: Hello Dolly (à propos du clonage)
 Sitter-Liver B.: «Würde der Kreatur» – Ein Grenzbegriff
 Stoffels J.: Le social, entrave au progrès économique?
 Wagner E.: Science et responsabilité
 Wagner E.: Problèmes éthiques du clonage

Actes: Vol. V 2000 296 p.

- Campagna N.: Les limites morales de la souveraineté nationale
 Goedert G.: Nietzsche, philosophe «inactuel»
 Pescatore P.: Lecture critique de l'encyclique «Fides et Ratio»
 Schuller G.: L'économie de très petit espace face à la globalisation
 Vax L.: Les daemons de Ronsard et les diables de Bodin

Actes: Vol. VI 2002 264 p.

- Als G.: Le duel Churchill-Hitler en été 1940
 Bauler A.: Souveraineté nationale et développement économique: le cas du Luxembourg
 Campagna N.: Defensor iuris: Der Jurist Carl Schmitt und der Krieg
 Campagna N.: La société libérale et Léviathan

- Trausch G.: Développement socio-économique du Luxembourg et structures scolaires
 Trausch G.: La triple ouverture économique, démographique et socioculturelle du Luxembourg
 Trausch G.: L'immigration au Luxembourg: quelques réflexions

Actes: Vol. VII 2003 308 p.

- Garapon A.: La justice pénale internationale
 Pescatore P.: La philosophie du droit au tournant du millénaire
 Schuller G.: Economie et bonheur
 Trausch G.: Les 400 ans de l'Athénée de Luxembourg

Actes: Vol. VIII 2004 340 p.

- Campagna N.: La confiance comme problème de la philosophie politique
 Elvinger A.: Droit fiscal et confiance
 Entringer H.: Confiance et management
 Goedert H.: La chute du gouvernement de la Fontaine en novembre 1848
 Hausemer H.: Confiance et religion
 Schuller G.: Economie et confiance
 Trausch G.: Démographie, famille, société et confiance au Luxembourg
 Wagner E.: Science et confiance

Actes: Vol. IX 2005 360 p.

- Campagna N.: Immanuel Kant et la morale sexuelle (26.10.2004)
 Elvinger A.: Le Jugà l'école ou: Der Richter und sein D(H)enker (28.9.2004)
 Annexes: Le débat dans la presse
 Interventions des membres
 Greisch J.: «Horror religiosus»: l'âpre goût de l'absolu et le problème de la tolérance (14.12.2004)
 Mischo J.: Le projet d'une Constitution pour l'Europe (1.2.2005)
 Pescatore P.: La séparation des pouvoirs et l'office du juge, de Montesquieu à Portalis (23.11.2004)
 Speller J.: Pour comprendre le procès de Galilée (1633) (17.2.2004)
 Trausch G.: Création d'une fonction publique moderne au Luxembourg (15.3.2005)

- Actes: Vol. X** **2007** **314 p.**
- Als G.: La révolution sexuelle et ses problèmes
Où va la Sibérie ?
- Harpes J.-P.: Les comités d'éthique: Fonctionnement et objet
- Hausemer H.: Teilhard de Chardin: Foi et Science
- Kremer P.: La fin de l'homme
- Mischo J.: Les paramètres d'une solution du conflit
israélo-palestinien
- Schuller G.: La réémergence de la Chine
- Tarrach R.: En attendant Belval
- Entringer H.: L'Université du Luxembourg: Analyse critique

- Actes: Vol. XI** **2008** **354 p.**
- Campagna N.: D'un prétendu droit du coupable à la sanction pénale
- Hausemer H.: Athéisme et problème du mal
- Ravarani G.: Quel(s) juge(s) voulons-nous ?
- Sitter Liver B.: Albert Schweitzer : Bioethik im Rahmen
einer umfassenden Seinsethik
- Steichen A.: La légitimité des droits de succession
- Steiner J.: La démocratie en question
- Wagener M.: La fin du travail
- Weber R.: La coopération au développement: enjeux, perspectives
et politiques

- Actes: Vol. XII** **2009** **296 p.**
- Eeckhout C.: La Bible et l'archéologie
- Elvinger M.: De la difficulté à amener ceux qui font les lois
à les respecter
- Frieden L.: Le rôle de l'Etat luxembourgeois au XXI^e siècle
- Kinsch P.: Probabilité et certitude dans la preuve en justice
- Theis R.: Religion im Denken der deutschen Aufklärung
- Colloque:** Soins Palliatifs & euthanasie cf infra Cahier N°13a

- Actes: Vol. XIII** **2010** **460 p.**
- Eeckhout C.: Les textes de Qumrân au bord de la Mer Morte
- Loesch J.: Quels avocats avons-nous ?
- Mischo J.: La candidature de la Turquie et la question des limites
de l'Union Européenne
- Prum A. et Ergec R.: La liberté académique et ses problèmes
- Rommes J.-J.: Finance et éthique
- Siweck J.-L.: Le défi énergétique vu du Luxembourg
- Spielmann D.: La Cour européenne des droits de l'Homme et
la marge d'appréciation nationale
- Table ronde:** Population luxembourgeoise, nationalité,
intégration, langue cf infra Cahier N°14

- Actes: Vol. XIV** **2011** **384 p.**
- Campagna N.: L'éthique de la sexualité à la recherche de son principe
- Feyder N.: L'intervention des N.U. au Congo
- Cloos J.: Y a-t-il une gouvernance européenne ?
- Goedert G.: Schopenhauer: Vorstufen der Willensverneinung
- Hausemer H.: Lessings Ringparabel aus Nathan der Weise:
ein praktikables Modell für den Religionsfrieden ?
- Table ronde:** Révision de la constitution: où en sommes-nous ?
cf infra Cahier N°15

B. Cahiers (ordre chronologique)

Les «Cahiers» rassemblent les communications de plusieurs membres sur un même sujet. Dans chaque Cahier les communications ont été présentées dans l'ordre alphabétique des auteurs, pour la facilité des recherches.

1973

N° 1 La libéralisation de l'avortement

- Tiré à part du vol. II (pp. 45-108)
- Heiderscheid A.: Doctrine de l'Eglise et réflexions sociologiques
- Liesch L.: Législation comparée
- Prussen J.: L'avortement est-il immoral?
- Dr Pundel P.: L'aspect médical
- Pescatore P.: Notes de réflexion sur le problème
de la «libéralisation»

Débat: Abbé P. Weber – E. Arendt – A. Heiderscheid –
E. Muhlen – L. Liesch

N° 2 Le suicide

1979

Tiré à part du vol. III (pp. 55-135)

Huss A. (président): Paroles introductives

Als G.: Le suicide au Luxembourg. Analyse statistique

Konz F.: Le suicide dans le droit et la pratique des assurances

Dr Muller G.: Suicides et tentatives de suicide

Wagner E.: Recherche d'une définition.
Aspects philosophiques et moraux

N° 3 Les étrangers et leur insertion à la collectivité luxbg. (116 p.) 1980

Als G.: Les étrangers au Luxembourg: aspects économiques
et démographiques

Kunitzki N.: Les étrangers et leur intégration au corps social

Olinger J.: Le statut fiscal des étrangers

Ries A.: Les étrangers dans l'agriculture luxembourgeoise

Ruppert Ch.: Sécurité sociale des travailleurs migrants

Wirtgen G.: Performances scolaires des élèves étrangers
et luxembourgeois

Hemmer C.: Conclusions
(président)

N° 4 Presse écrite et télécommunications (134 p.)

1983

Hemmer C. (président): Introduction

Heiderscheid A.: L'imprimerie, la presse et l'électronique

Neuen J.: L'évolution de la radiodiffusion au Luxembourg

Ries A.: L'économie de la presse écrite au Luxembourg

N° 5 La liberté de la presse dans la loi luxembourgeoise (180 p.) 1985

Bonn A.: L'abus de la liberté de la presse

Heiderscheid A.: Considérations historiques sur la loi actuelle

Hemmer C.: La notion de la liberté de la presse

Huss A.: Observations particulières sur la chronique
judiciaire

Kunitzki N.: Problèmes, insuffisances, perspectives d'avenir

Liesch L.: Liberté d'expression et droits de l'homme

Mergen A.: Les aspects criminologiques du problème

Ries A.: Un journaliste a-t-il le droit d'inventer
des nouvelles?

Thiry R.: Problèmes de la responsabilité et
des prescriptions

N° 6 Enseignement public et éducation morale (92 p.)

1987

Wagner E. (président): Introduction

Flesch C.: L'article 48 de la loi du 10 mai 1968

Hausemer H.: Pour une éducation morale à l'école publique

Kremer P. et
Schneider J.-Cl.: Pour une éducation morale autonome à l'école
Stoffels J.: L'enseignement économique et la morale du bien
Thiry R.: L'enseignement moral et les objections
qu'il peut rencontrer

Vax L.: Pour la neutralité de l'enseignement à l'égard
des problèmes de morale

Wagner E.: L'éducation de l'homme, personne morale

Weber P. (abbé): Le droit des parents et l'obligation de l'Etat
concernant une formation morale
dans les écoles publiques

N° 7 Commémoration Descartes (40 p.)

1988

Kremer P.: Adieu René !

Harpes J.-P.: ... et pourtant

Wagner E.: Connaissance et évidence

N° 8 Réflexions sur la réforme de la constitution (132 p.)

1988

Arendt E.: Le clair-obscur de l'art. 50 de la constitution
Arendt E.: Origine et portée de l'art. 23 al.4
de la constitution

Bonn A.: Faut-il procéder à une réforme globale
de la constitution ?

Elvinger A.: La constitution et le droit au juge impartial

Hemmer C.: Intervention sur la communication de M. Huss

Huss A.: L'accentuation des dispositions visant
le referendum

Kauffmann J.: Observations sur les communications
de MM. Elvinger, Pescatore et Thiry

Ries A.: Enseignements à tirer de certaines constitutions
étrangères

- Thiry R.: Droit de grève et liberté de travailler
 Waline J.: Le contrôle juridictionnel de
 la constitutionnalité des lois
 Weitzel A.: La constitution et les droits fondamentaux

N° 9 Le marché unique de 1993 et ses répercussions sur le Luxembourg
 Volume I (100 p.) **1989**

- Wagner E. (président): Introduction
 Braun F.: Le grand marché de 1992 au service du dév.
 écon. de l'Europe
 Cloos J.: Den eur. Eenheidsmaartwî de Ministerrot
 e gesäit
 Etienne H.: Propriété industrielle et intellectuelle dans
 le marché unique
 Goergen R.: L'action de la Communauté en matière fiscale
 Schaack R.: Considérations sur la dimension sociale de
 l'Acte unique
 Stoffels J.: L'approv. énergétique au sein du marché unique
 européen

- Volume II (66 p.) **1990**
 Etienne H.: Le marché unique et la fiscalité
 Mousel P. et Harles G.: La physionomie du droit lux. dans un marché
 unique
 Ries A.: 1992 oder 1991?
 Stoffels J.: Harmonisation de la fiscalité indirecte

N° 10 Mobilité et flexibilité dans l'économie lux. (40 p.) **1992**

- Wagner E. (président): Introduction
 Heiderscheid A.: Un cas précis: L'Imprimerie Saint-Paul
 Neuen J.: Le secteur audiovisuel (case study)
 Stoffels J.: Observations théoriques et pratiques concernant
 la mobilité et la flexibilité des systèmes
 économiques

N° 11 Le traité de Maastricht et la constitution (57 p.) **1993**

- Wagner E. (président): Introduction
 Document de travail de Me E. Arendt
 Observations de MM. A. Bonn, L. Frieden et de Mme C. Flesch

- Etienne H.: Le contrôle de la constitutionnalité des lois
 au Luxembourg
 Schaack R.: id.

N° 12 La problématique de l'Union monétaire européenne
 (136 p.) **1997**

- Wagner E. (président): Introduction
 Als G.: L'union économique et monétaire
 Etienne H.: Monnaie commune et souveraineté nationale
 Flesch C.: La monnaie unique dans l'opinion publique
 Hippert P.: L'entreprise face à l'union monétaire
 Mersch Y.: Le point de vue gouvernemental sur
 l'union monétaire
 Schoder J.-P.: Le Lux. peut-il adhérer à l'U.M. en l'absence
 de la Belgique?
 Stoffels J.: Monnaie neutre ou monnaie active?
 VerLoren
 van Themaat P.: L'union monétaire dans la perspective
 d'une structure institutionnelle néoclassique
 Werner P.: Les perplexités institutionnelles de
 l'union européenne
 Weyland J.: Le débat sur l'UEM

N° 13 Faut-il dépénaliser l'euthanasie ? (82 p.) **2007**

- Rapports d'experts sur la situation légale en Allemagne,
 Belgique, France et aux Pays-Bas et textes législatifs

N° 13a Colloque: Euthanasie et soins palliatifs (91 p.) **2009**

- in: Actes Volume XII
 Harpes J.-P.: Euthanasie et soins palliatifs
 Une tentative de synthèse critique des
 communications et des débats
 Campagna N.: Alice au pays des confusions
 Quelques clarifications concernant l'euthanasie
 Thill B. (Dr): Les soins palliatifs et la malade en fin de vie
 Hausemer H.: Soins palliatifs et fin de vie
 Cinq thèses philosophiques
 Etienne H.: Euthanasie et sédation terminale
 Kremer P.: L'autonomie de l'homme et l'euthanasie

- Kinsch P.: Soins palliatifs et euthanasie:
Approche juridique
- Discussion**
- Als G.: Euthanasie et soins palliatifs : quelques
interrogations à propos du débat moral en cours

**N° 14 Table ronde: Population luxembourgeoise:
nationalité, intégration, langue (126 p.) 2010**

in: Actes Volume XIII

- Thelen C.: Aspects économiques : une société en mouve-
ment, une plus value pour notre économie
- Wagener M.: L'immigration et le monde du travail
- Urbé R.: Intégration et cohésion sociale
- Elvinger A.: La nationalité luxembourgeoise après la loi
du 23 octobre 2008
- Als N.: Langue luxembourgeoise et cohésion du pays :
les défis de l'enseignement
- Mischo J.: La langue, facteur de cohésion ou d'exclusion

Discussion

**N° 15 Table ronde: Révision de la constitution:
où en sommes-nous ? (112 p.) 2011**

in: Actes Volume XIV

Introduction par le président de la Section

Introduction par la présidente de la table ronde (Colette Flesch)

- Meyers P-H.: La proposition de révision: cheminement
historique, objectifs et portée générale
- Gerkrath J.: La révision dans le contexte international
- Harpes J-P.: Le chapitre 2 de la révision dans une optique
philosophique
- Schmit P.: Les aspects institutionnels de la révision:
revalorisation du gouvernement et du parlement
- Elvinger M.: Le rôle du chef de l'Etat dans la révision

Discussion

Conclusion de la présidente

C. Ouvrages spéciaux

- *1. Georges ALS: Essais sur quelques économistes 100 p. 1987
2. Œuvres complètes de Jules Prussen (runies par Jean-Paul Harpes)
*Vol. I Essais et conférences (Introduction par
Hubert Hausemer, Claudine Schabo, R. Koch) 240 p. 1985
- *Vol. II Apologie du solipsisme 406 p. 1986
- *Vol. III Cours de théorie de la connaissance et de
métaphysique 366 p. 1992
- *3. Robert ALS: Rapports d'un diplomate 1950-1962 624 p. 2003
Préface de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre
Edité par Georges Als
- *4. Henri ENTRINGER: Art contemporain et société
postmoderne 190 p. 2004
5. Edmond WAGNER: In memoriam. Communications
présentées à la Section 350 p. 2005
Préfaces de G. Als et N. Campagna
6. Henri ENTRINGER: Les défis de l'Université
de Luxembourg 280 p. 2010

D. Communications des membres¹
(ordre alphabétique et chronologique)

- AHLBORN Henri in: Vol. IIIB
* Luxembourg, ses défis en l'an 2000
- ALS Georges in: Vol. I
* Fondements juridiques de la statistique in: Vol. III
* Le chômage intellectuel in: Vol. III
* Quételet, savant universel et père de la
statistique moderne et: Essais
Le suicide au Luxembourg in: Vol. III 1976
* Adam Smith, père de l'économie politique in: Essais 1981
Les étrangers au Luxembourg in: Cahier N°3 1983
* Karl Marx et le socialisme scientifique in: Essais

¹ Les communications sont en règle générale reproduites dans les ouvrages sub A, B, C
ci-dessus.

- * Optimisme et pessimisme dans l'histoire de la pensée économique in: Essais 1986
L'union économique et monétaire in: Cahier N°12 1997
* Dans l'intimité de Brigitte Bardot in: Vol. IV
* Le duel Churchill-Hitler de 1940 in: Vol. VI
La révolution sexuelle en Amérique (2003) in: Vol. X
Où va la Sibérie? in: Vol. X
Euthanasie et soins palliatifs: quelques interrogations in: Vol. XII
Observations sur: La sexualité à la recherche de son principe in: Vol. XIV
- ALS Nicolas
Langue luxembourgeoise et cohésion du pays: défis de l'enseignement in: Vol. XIII 2010
- ARENDT Ernest †
Origine et portée de l'art. 23 al. 4 de la Constitution, Considérations à propos de la réforme des études supérieures in: Cahier N° 8
in: Vol. II
* Le clair-obscur de l'art. 50 de la Constitution in: Cahier N° 8 1985
* Aspects nouveaux de la responsabilité de la puissance publique in: Vol. IIIB 1990
- BATIFFOL Henri
Conférence publique du 16.5.1979:
* La jurisprudence, source de droit in: Vol. IIIA 1979
- BAULER André
Souveraineté nationale et développement écon.: le cas du Luxembourg (1815-1999) in: Vol. VI 2001
Livre: Les fruits de la souveraineté nationale Caisse Centrale Raiffeisen (332 p.) 2002
- BERLINGER Rudolf Prof. Dr.
* Der Traum des Sokrates. Metaphysische Variationen zur Tonkunst in: Vol. IIIC 1991
- BIERMANN Pierre †
* Nagakal: Schlangentab und Schlangenzauber im antiken Vorderen Orient in: Vol. IIIA 1981
- BONDOLFI Alberto
L'éthicien au service de la Cité:
Réflexions à partir de l'expérience suisse à paraître

- BONN Alex †
Considérations sur la fonction législative du Conseil d'État in: Vol. I
Faut-il procéder à une réforme globale de la Constitution? in: Cahier N° 8 1982
L'abus de la liberté de la presse in: Cahier N° 5 1985
- BRAUN Fernand
Le marché de 1993 au service du développement économique en Europe in: Cahier N° 9 1989
- CALMES Christian †
Le fondement historique de l'art. 23 al. 4 de la Constitution in: Vol. II
- CALOT Gérard †
Conférence publique du 5 décembre 1995: Évolution démographique en Europe. Tendances actuelles et réponses politiques non publié
- CAMPAGNA Norbert
* Darf ein liberaler Staat die Pornographie verbieten? in: Vol. IIIC 1996
in: Vol. IIIC 1998
Démocratie, libéralisme et république in: Vol. IV
Montesquieu, le libéralisme et la religion in: Vol. IV
Une parité hommes-femmes est-elle plus juste qu'une disparité? in: Vol. V
in: Vol. VI
Limites morales de la souveraineté nat. in: Vol. VI
Carl Schmitt: le juriste et la guerre in: Vol. VIII
Thomas Hobbes et la société libérale in: Vol. IX
Confiance et philosophie politique
Immanuel Kant et la morale sexuelle
Le rapport entre science et métaphysique dans la pensée d'Edmond Wagner in: Ouvrage spécial N°5 à paraître
Tocqueville: Religion et droit in: Vol. XI 2008
D'un prétendu droit du coupable à la sanction pénale in: Vol. XII 2009
Quelques clarifications concernant l'euthanasie
L'éthique de la sexualité à la recherche de son principe in: Vol. XIV 2011
- CLOOS Jim
Den europäeschen Eenheitsmaart wéi de Ministerrot e gesäit in: Cahier N° 9 1989

- Y a-t-il une gouvernance européenne ? in: Vol. XIV 2011
- EECKHOUT Père Christian
La Bible et l'archéologie in: Vol. XII 2009
Les textes de Qumrân in: Vol. XIII 2010
- ELVINGER André
L'obligation convertible et l'emprunt subordonné in: Vol. II
- * Tendances actuelles du droit de la concurrence in: Vol. IIIA 1980
La Constitution et le droit au juge impartial in: Cahier N° 8 1980
* Le secret professionnel dans l'actualité Droit fiscal et confiance 1991
La nationalité luxembourgeoise après la loi du 23.10.2008 in: Vol. VIII
- ELVINGER Marc
De la difficulté à amener ceux qui font les lois à les respecter in: Vol. XII 2009
v. Cahier n°15: Table ronde sur la révision de la constitution in: Vol. XIV 2011
- ENTRINGER Henri
* Présence de ressortissants lux. à la Com. Eur. in: Vol. IIIC 1994
La présence européenne à Luxembourg p.m. (Éd. des Cahiers lux., 238 p.) 1997
Le principe de confiance dans la théorie et la pratique du management in: Vol. VIII
Observations sur «Économie politique et confiance» de Guy Schuller in: Vol. VIII
p.m. Art contemporain et société postmoderne Livre 2004
L'Univ. du Luxembourg. Analyse critique in: Ouvrages Spéciaux n°6 2010
- ERGECE v. PRUM
- ETIENNE Henri
La propriété industrielle et intellectuelle dans le cadre du Marché unique in: Cahier N° 9 1989
Le Marché unique et la fiscalité in: Cahier N° 9 1990
Monnaie commune et souveraineté nationale in: Cahier N° 12 1997
Euthanasie et sédation terminale in: Vol. XII 2009

- FEYDER Nadine
L'intervention des N.U. au Congo in: Vol. XIV 2011
- FLESCH Colette
L'article 48 de la loi du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement secondaire in: Cahier N° 6 1987
La monnaie unique dans l'opinion publ. in: Cahier N° 12 1997
- FRIEDEN Luc
Le rôle de l'Etat luxembourgeois au XXI^e siècle in: Vol. XII 2009
- GARAPON Antoine
La justice pénale internationale in: Vol. VII
- GERKRATH Jörg
v. Cahier n°15: Table ronde sur la révision de la constitution in: Vol. XIV 2011
- GOEDERT Georges
* Nietzsche: son aspiration à un idéal surhumain in: Vol. III
* Schopenhauers Willensmetaphysik u. Mitleidsethik in: Vol. IIIB 1989
Nietzsche philosophe «inactuel » in: Vol. V
Schopenhauer: Vorstufen der Willensverneinung in: Vol. XIV 2011
- GOEDERT Henri
La chute du gouv. de la Fontaine en 1848 in: Vol. VIII
- GOERGEN Robert
L'action de la Communauté en matière fiscale in: Cahier N° 9 1989
- GREISCH Jean
Horror religiosus: l'âpre goût de l'absolu et le problème de la tolérance in: Vol. IX
- HARLES v. MOUSEL
- HARPES Jean-Paul
* 250^e anniversaire de la naissance de Kant in: Vol. III
* A. Smith philosophe: Sympathie et éthique in: Vol. III 1980
* Wittgenstein: Philosophie et langage in: Vol. IIIA 1985-86
p.m.: Édition des oeuvres de J. Prussen
* La méthode dialectique de Marx à l'époque de la genèse du Capital in: Vol. IIIB 1986

- * R. Descartes: . . . et pourtant . . . in: Cahier N° 7 1988
- * Il faudrait, tout de même, une université à Luxembourg in: Vol. IIIC 1992
- Les comités d'éthique in: Vol. X
- Introduction au Colloque sur l'euthanasie in: Vol. XII 2009
- v. Cahier n° 15: Table ronde sur la révision de la constitution in: Vol. XIV 2011
- HAUSEMER Hubert
- * La philosophie personnaliste de Karol Wojtyla in: Vol. IIIB 1986
- Pour une éducation morale à l'école publique in: Cahier N° 6 1987
- * Qu'est-ce qu'une personne? in: Vol. IIIC 1994
- E. Mounier 1905-1950 in: Vol. VIII
- Religion et confiance in: Vol. X 2007
- Science et foi chez Teilhard de Chardin in: Vol. XI 2008
- Athéisme et problème du mal in: Vol. XII 2009
- Soins palliatifs et fin de vie: 5 thèses in: Vol. XIV 2011
- Lessings Ringparabel: ein praktikables Modell für Religionsfrieden?
- HEIDERSCHIED André
- Avortement: Doctrine de l'Église in: Vol. II
- * Particularités de la presse luxembourgeoise in: Vol. IIIA 1980
- Considérations hist. sur la loi de la presse in: Cahier N° 5 1985
- Mobilité et flexibilité: le cas de l'Imprimerie Saint-Paul in: Cahier N° 10 1992
- L'imprimerie, la presse et l'électronique in: Cahier N° 4 1993
- HEMMER Carlo †
- * Économie et écologie in: Vol. III
- * Insertion des étrangers: Conclusions du prés. in: Cahier N° 3 1981
- * La notion de liberté de la presse in: Cahier N° 5 1985
- HIPPERT Paul †
- L'entreprise face à l'Union monétaire in: Cahier N° 12 1997
- HUSS Alphonse †
- Le suicide. Introduction in: Vol. III
- * Louis Marchand, Écrivain luxembourgeois in: Vol. IIIA 1983
- * Observations sur la chronique (judiciaire) in: Cahier N° 5 1985
- L'accentuation des dispositions constitutionnelles visant le référendum in: Cahier N° 8 1988

- KAUFFMAN Joseph †
- Les données actuelles de la politique fiscale in: Vol. II 1973
- KINSCH Patrick
- Probabilité et certitude dans la preuve en justice in: Vol. XII 2009
- Soins palliatifs et euthanasie: approche juridique in: Vol. XII 2009
- KONZ Fred †
- Le suicide dans le droit des assurances in: Vol. III 1979
- KREMER Paul
- * La conception du langage d'après Foucault in: Vol. IIIA 1981
- * Hegels Kritik der moralischen Weltanschauung in: Vol. IIIA 1983
- Pour une éducation morale autonome in: Cahier N° 6 1987
- à l'école (avec J.Cl. Schneider) in: Vol. IIIB 1984
- * Das gute Gewissen und das Böse in: Cahier N° 7 1988
- * Adieu René! (Descartes) in: Vol. IIIC 1996
- * Seelenwanderung und Ich-Analyse in: Vol. IV
- Hello Dolly in: Vol. X
- La fin de l'homme in: Vol. XII 2009
- L'autonomie de l'homme et l'euthanasie
- KUNITZKI Norbert von
- * L'indexation des revenus: système généralisé ou mesure d'urgence in: Vol. III
- Les étrangers et leur insertion au corps social luxembourgeois in: Cahier N° 3 1981
- La liberté de la presse dans la loi lux. in: Cahier N° 5 1985
- LESOURNE Jacques
- Conférence publique du 9 mars 1988 (20^e anniversaire de la Section)
- * L'économie européenne dans un monde d'incertitudes in: Vol. IIIB 1988
- LIESCH Léon †
- Libéralisation de l'avortement? in: Vol. II
- Liberté d'expression en société in: Cahier N° 5 1985
- démocratique et droits de l'homme in: Vol. XIII 2010
- LOESCH Jacques
- Quels avocats avons-nous? in: Cahier N° 5 1985
- MERGEN Armand †
- Liberté de la presse: aspects criminologiques

- MERSCH Yves
Le point de vue gouvernemental sur
l'Union monétaire
in: Cahier N° 12 1997
- MEYERS Paul-Henri
v. Cahier n° 15: Table ronde sur la révision
de la constitution
in: Vol. XIV 2011
- MISCHO Jean
Le projet d'une constitution pour l'Europe
Paramètres d'une solution du conflit
israélo-palestinien
La candidature de la Turquie et la question
des limites de l'Union européenne
Langue luxembourgeoise:
facteur de cohésion et d'exclusion
in: Vol. IX
in: Vol. X
in: Vol. XIII 2010
in: Vol. XIII (table ronde)
- MOUSEL Paul et HARLES Guy
Droit luxembourgeois et marché unique
in: Cahier N° 9 1990
- MUHLEN Ernest
Possibilités et limites d'une politique de
revenus au Luxembourg
L'union douanière dans la théorie écon.
La conversion d'une économie planifiée
en économie de marché. Théorie et réalités
in: Vol. I
in: Vol. I
1998
- MULLER Georges
Suicide et tentative de suicide
in: Vol. III
- NEUEN Jacques
L'évolution de la radiodiffusion au G.-D.
* Médiapolis ou Thémis au pays des merveilles
Mobilité et flexibilité: Secteur audiovisuel
in: Cahier N° 4 1983
in: Vol. IIIC 1991
in: Cahier N° 10 1992
- OLINGER Jean †
Le statut fiscal des étrangers
* Réflexions à propos des dépenses fiscales
in: Cahier N° 3 1981
1991
- PECCEI Aurelio (Fondateur du Club de Rome) †
Conférence publique du 14.2.1977 en présence
du Grand-Duc et de la Grande-Duchesse
* Quels horizons pour l'humanité ?
(Club de Rome)
in: Vol. III

- PESCATORE Pierre †
La protection des droits de l'homme dans
l'intégration européenne
Note de réflexion sur l'avortement
À la recherche d'un partage des rôles entre le
niveau communautaire et le niveau national:
le principe de subsidiarité peut-il aider à la
délimitation des compétences?
1997
- * Lecture critique de l'encyclique
«Fides et ratio»
La philosophie du droit au tournant du
millénaire: Problèmes, essais de solution
La séparation des pouvoirs et l'office du juge,
de Montesquieu à Portalis
in: Vol. I
in: Vol. II
in: Vol. V
in: Vol. VII
in: Vol. IX
- PRUM André et ERGEC Rusen
La liberté académique et ses problèmes
in: Vol. XIII 2010
- PRUSSEN Jules †
Fatalisme et logique
L'avortement est-il immoral?
(v. ég. C: Ouvrages spéciaux)
in: Vol. I
in: Vol. II
- PUNDEL Paul, Dr. †
L'aspect médical de l'avortement
in: Vol. II
- RAVARANI Georges
Quel(s) juge(s) voulons-nous?
in: Vol. XI 2008
- RIES Adrien †
* Le Zollvereinrebour
Les étrangers dans l'agriculture lux.
L'économie de la presse écrite au Luxbg
Case study: un journaliste a-t-il le droit
d'inventer des nouvelles?
* L'agriculture lux. à l'orée du 21^e siècle
* J'ai prié pour vous à Compostelle
Marché unique: 1992 ou 2091?
Enseignements à tirer de certaines consti-
tutions étrangères lors de la révision de la
constitution lux. 1988, 1992 ou 2091?
* Mobilité a Flexibilitéit an der Lëtzebuenger
Ekonomie – De Staatsbeamtestaat –
Eis Sprooch(en)
in: Vol. IIIA 1979
in: Cahier N° 3 1981
in: Cahier N° 4 1983
in: Cahier N° 5 1985
in: Vol. IIIB 1986
in: Vol. IIIB 1988
in: Cahier N° 9 1990
in: Cahier N° 8 1990
in: Vol. IIIC 1990

- ROMMES Jean-Jacques
Finance et éthique in: Vol. XIII 2010
- RUPPERT Charles
Sécurité sociale des travailleurs migrants in: Cahier N° 3 1981
- SCHAACK Robert †
Réflexions sur la politique sociale
Dimension sociale de l'Acte unique in: Vol. II
in: Cahier N° 9 1989
- SCHMIT Paul
v. Cahier n°15: Table ronde sur la révision
de la constitution in: Vol. XIV 2011
- SCHNEIDER Jean Claude
v. KREMER Paul
- SCHODER Jean-Pierre
Le Luxembourg peut-il adhérer à l'Union
monétaire eur. en l'absence de la Belgique? in: Cahier N° 12 1997
- SCHULLER Guy
Les relations économiques extérieures de l'U.E. 1997
L'économie de très petit espace face à la
globalisation in: Vol. V
Économie et bonheur in: Vol. VII
Économie politique et confiance in: Vol. VIII
La réémergence de la Chine in: Vol. X 1997
- SITTER-LIVER Beat
Würde der Kreatur – Ein Grenzbegriff
Albert Schweitzer: Bioethik in: Vol. IV
in: Vol. XI 2008
- SIWECK Jean-Lou
Le défi énergétique vu du Luxembourg in: Vol. XIII 2010
- SPELLER Jules
Pour comprendre le procès de Galilée (1633) in: Vol. IX
- SPELMANN Dean
La Cour européenne des droits de l'Homme
et la marge d'appréciation nationale in: Vol. XIII 2010
- STEICHEN Alain
La légitimité des droits de succession in: Vol. XI 2008
- STEIWER Jacques
La démocratie en question in: Vol. XI 2008

- STOFFELS Jules
La régulation de la population et le
problème démographique in: Vol. II
in: Vol. III
- * L'économie énergétique et l'intégration eur. in: Vol. IIIA 1984
- * La mutation nécessaire des petites et
moyennes entreprises luxembourgeoises in: Vol. IIIB 1986
- * Renforcer l'approvisionnement
énergétique par la coopération est-ouest
L'enseignement économique et la morale
du bien in: Cahier N° 6 1987
- Approvisionnement énergétique au sein
du Marché unique «européen» in: Cahier N° 9 1989
- Traité de Rome, Acte unique et
harmonisation de la fiscalité indirecte in: Cahier N° 9 1990
- Mobilité et flexibilité: observations théor. in: Cahier N° 10 1992
- Monnaie neutre ou monnaie active? (UME) in: Cahier N° 12 1997
- Le social, une entrave au progrès écon.? in: Vol. IV
- THEIS Robert
Religion im Denken der deutschen Aufklärung in: Vol. XII 2009
- THELEN Carlo
Société en mouvement, une plus-value
pour l'économie in: Vol. XIII 2010
- THILL André
*La lutte contre la pauvreté in: Vol. IIIB 1988
- THILL Bernard Dr.
Les soins palliatifs et le malade en fin de vie in: Vol. XII 2009
- THIRY Roger †
L'enseignement moral et les objections
qu'il peut rencontrer in: Cahier N° 6 1987
- Les prescriptions en matière de
délinquance in: Cahier N° 5 1985
- Droit de grève et liberté de travailler in: Cahier N° 8 1988
- TARRACH Rolf
En attendant Belval in: Vol. X
- TRAUSCH Gérard
Relations entre le développement et les
structures scolaires in: Vol. XI
- La triple ouverture du Luxembourg in: Vol. VI

- L'immigration au Luxembourg: réflexions
Les 400 ans de l'Athénée de Luxembourg
Démographie, famille et confiance au
Luxembourg in: Vol. VI
in: Vol. VII
- Création d'une fonction publique moderne in: Vol. VIII
in: Vol. IX
- URBÉ Robert
Intégration et cohésion sociale in: Vol. XIII 2010
- VAX Louis
Pour la neutralité de l'enseignement à
l'égard des problèmes de morale in: Cahier N° 6
Daimons de Ronsard et diables de Bodin in: Vol. V
- VERLOREN van THEMAAT Pieter †
L'union monétaire dans la perspective
d'une structure institutionnelle néoclassique in: Cahier N° 12 1997
- WAGENER Marco
La fin du travail in: Vol. XI 2008
L'immigration et le monde du travail in: Vol. XIII (table ronde)
- WAGNER Edmond † (v. Ouvrage spécial N° 5)
Le suicide – Aspects philosophiques et moraux 1979
* Théories biologiques et théories cognitives 1980
La théorie évolutionniste de la connaissance 1984
* Le roseau pensant dans l'univers en évolution 1984
L'éducation de l'homme, personne morale en
vertu de sa constitution cérébrale 1987
* Science et responsabilité en biologie 1987
Connaissance et évidence in: Cahier N° 7 1988
* La procréation artificielle: aspects juridiques
et éthiques 1991
* Humanisme et pensée scientifique 1994
* L'école face aux multiples chocs des
valeurs dans la société actuelle 1995
L'Union économique et monétaire européenne 1997
Génotechnologie, identité personnelle et
intégrité physique in: Vol. IV
Problèmes éthiques du clonage in: Vol. IV
Science (physique, chimie, biologie,
médecine, applications) et responsabilité
p.m. Introductions aux volumes collectifs

- L'origine et l'avenir de l'univers in: Vol. VI
Science et confiance in: Vol. VIII
- WAGNER Numa
* Évolution du droit de la responsabilité civile in: Vol. IIIA 1980
- WALINE Jean
Conférence publique du 5.2.1987:
Le contrôle juridictionnel de la
constitutionnalité des lois in: Cahier N° 8 1988
- WEBER Paul †
Droit des parents et obligation de l'État
conc. une formation morale dans les
écoles publiques in: Cahier N° 6 1987
- WEBER Raymond
La coopération au développement in: Vol. XI 2008
- WEITZEL Albert
La Constitution et les droits fondamentaux in: Cahier N° 8 1988
- WERNER Pierre †
Les perplexités institutionnelles de
l'Union européenne in: Cahier N° 12 1997
- WEYLAND Joseph
Le débat sur l'UEM in: Cahier N° 12 1997
- WIRTGEN Georges
Performances scolaires des élèves étrangers
et luxembourgeois in: Cahier N° 3 1981

E. Conférences publiques par des personnalités étrangères organisées par la Section

Date	Conférences	Circonstances (Sujet: v. liste ci-dessus)
14.2.1977	Aurelio PECCEI	Fondateur du Club de Rome Conférence honorée de la présence du Grand-Duc et de la Grande-Duchesse
16.5.1979	Henri BATIFFOL	Professeur de droit réputé
4.2.1985	Gérard CALOT	Personnalité connue à Luxembourg depuis la publication du rapport Calot sur la démographie du Luxembourg
5.2.1987	Jean WALINE	Sujet d'actualité: Projet de création d'une Cour constitutionnelle
9.3.1988	Jacques LESOURNE	20 ^e anniversaire de la Section
25.4.2006	Rolf TARRACH	Recteur de l'Université du Luxembourg en voie de création

F. Éloges funèbres

de	par	in: Actes
Anders Jérôme	G. Als	IV
Arendt Ernest	G. Als	VII
Bonn Alex	A. Elvinger	XII
Calot Gérard	G. Als	VI
Delvaux Bernard	A. Huss	II
Faber Georges	E. Wagner	IV
Goerens François	G. Als	IV
Heiderscheid Robert	A. Elvinger	IV
Hemmer Carlo	E. Wagner	IV
Hippert Paul	H. Ahlborn	XIV
Huss Alphonse	E. Wagner	IV
Jeschek Hans-Heinrich	A. Elvinger	XIII

Kauffmann Joseph	E. Wagner	IV
Krieps Robert	E. Wagner	IV
Levasseur Georges	G. Als	IX
Legros Robert	E. Rigaux	X
Liesch Léon	G. Als	IV
Maul Roger	G. Als	IV
Mergen Armand	G. Als	IV
Mores Edouard	J-P Harpes	XII
Olinger Jean	G. Als	V
Pescatore Pierre	A. Elvinger	XIV
Prussen Jules	A. Huss et E. Wagner	III
Rau Fernand	G. Als	IV
Reding Marcel	G. Als	IV
Ries Adrien	E. Wagner	XIV
Schaack Robert	H. Etienne	XIV
Schaber Gaston	J.P. Harpes	X
Schiltz Louis	A. Elvinger	V
Schroeder Paul	E. Wagner	IV
Simon Armand	G. Als	V
Thiry Roger	A. Elvinger	XI
Thorn Gaston	A. Elvinger	IX
VerLoren van Themaat Pieter	G. Als	IX
Wagner Edmond	G. Als (H. Ahlborn, H. Entringer)	XIV
Weitzel Albert	G. Ravarani	IV
Welter Felix	E. Wagner	VII
Werner Pierre	E. Wagner	II
Wurth Marcel	A. Huss	IV
Zahlen Jean-Pierre	E. Wagner	

VI. ORGANISATION DE L'INSTITUT GRAND-DUCAL

INTRODUCTION

L'Institut Grand-Ducal fut créé par Arrêté royal Grand-Ducal du 24 octobre 1868. Il comprenait alors les trois sections des sciences historiques, des sciences naturelles, physiques et mathématiques et des sciences médicales. S'y ajoutèrent au 20^e siècle la section de linguistique, de folklore et de toponymie et celle des arts et des lettres. La 6^e section, celle des sciences morales et politiques, fut créée par règlement ministériel du 23 novembre 1966. Elle est donc la plus jeune partie d'un organisme intellectuel et culturel auquel la Maison Grand-Ducale a accordé son patronage dès sa création.

C'est par modestie que les départements de l'Institut sont appelés «sections» et non pas «académies», comme tel est le cas à l'étranger.

Toutes les sections se sont signalées par une remarquable présence intellectuelle dans leur domaine et se sont efforcées de fournir des contributions de qualité. Certes, comme l'a souligné M. Alphonse Huss, premier président de notre section, dans son **allocution inaugurale du 24 octobre 1967**, « nous n'entendons pas hisser nos modestes efforts à la hauteur qui est marquée, à l'étranger, par des compagnies de grand prestige et dont les membres, en style élevé, sont parfois taxés d'immortalité. Mais, si le Grand-Duché ne sait guère mettre sur pied, dans les différents domaines du savoir humain, des institutions pouvant se mesurer avec celles des grands pays, du moins se reconnaît-il le droit et s'imposera-t-il même le devoir de consacrer à des réalisations, dans ces mêmes domaines, des forces et moyens en proportion avec son importance territoriale et démographique ».

Site Internet

On trouvera d'ores et déjà une documentation importante sur les deux sites Internet :

- Institut Grand-Ducal
 - Institut grand-Ducal section des sciences morales et politiques
- avec notamment une présentation en luxembourgeois de l'histoire et des aspects généraux de l'Institut, ainsi que des présentations en français des différentes sections : sciences naturelles, arts et lettres, folklore et onomastique, sciences médicales, section historique, pour certaines

sections même la liste des membres par sous-section.

Pour la section des sciences morales et politiques, la documentation se limite pour le moment aux textes de loi et aux titres (et prix) des publications.

La possibilité de porter sur Internet également les textes des publications est à l'étude dans différentes sections.

Législation relative à l'Institut Grand-Ducal

(p.m. à chaque arrêté est annexé un règlement d'ordre intérieur)

Arrêté royal grand-ducal du 24 octobre 1868 portant approbation du règlement pour l'institut royal grand-ducal de Luxembourg (Mém. 1868, p. 245).

Section de linguistique

Arrêté ministériel du 26 novembre 1935 portant création d'une Section de linguistique, de folklore et de toponymie de l'Institut Grand-Ducal (Mém. 1935, p. 1182).

Section des Arts et Lettres

Règlement ministériel du 5 janvier 1962 portant création d'une Section des Arts et des Lettres de l'Institut Grand-Ducal (Mém.A 1962, p. 98).

Section des sciences morales et politiques

Règlement ministériel du 23 novembre 1966 portant création d'une Section des sciences morales et politiques de l'Institut Grand-Ducal (Mém. A 1966, p. 1114).

Objet des nouvelles sections

Arrêté du 26 novembre 1935

Art. 1^{er}. La Société luxembourgeoise d'études linguistiques et dialectologiques est érigée en (4^e) section de l'Institut Grand-Ducal, sous la dénomination de «Section de linguistique, de folklore et de toponymie».

(actuellement: Section de linguistique, d'ethnologie et d'onomastique)

Règlement ministériel du 5 janvier 1962

Art. 1^{er}. Il est arrêté une 5^e section de l'Institut Grand-Ducal, sous la dénomination de «Section des Arts et des Lettres».

La Section a pour but de cultiver les arts et les lettres et d'encourager toutes autres activités à caractère artistique et culturel. Elle est divisée en six sous-sections:

- a) littérature française;
- b) littérature allemande;
- c) littérature dialectale;
- d) musique;
- e) théâtre et cinéma;
- f) peinture, arts plastiques, arts industriels et architecture.

Règlement ministériel du 26 novembre 1966

Art. 1^{er}. Il est créé une 6^e section de l'Institut Grand-Ducal, sous la dénomination de «Section des sciences morales et politiques».

La section a pour but de cultiver l'étude des sciences morales et politiques et de favoriser leur diffusion. Elle comprend trois sous-sections:

- a) philosophie;
- b) sciences sociales, politiques et économiques;
- c) science juridique.

ADRESSE ET ADMINISTRATION DES SECTIONS

Il n'y a que le provisoire qui dure!

Créé voilà plus d'un siècle – en 1868 – l'Institut vit encore dans le provisoire. Seule la section de linguistique possède un siège, avec secrétariat et bibliothèque, au 2a rue Kalchesbruck, L-1852 Luxembourg – la section des sciences naturelles y disposant également d'un bureau. Dans ce même immeuble, de nombreux bureaux prévus pour des sections de l'Institut restent vacants, dont 2 pièces spacieuses réservées – en principe – à la section des sciences morales et politiques. Les mois et les années passent, sans que les instances responsables prennent une décision. Les bureaux restent inoccupés, alors que plusieurs sections ont leur siège administratif, voire leur bibliothèque ou leurs archives, au domicile du président ou du secrétaire. Ainsi s'explique la liste d'adresses ci-après. Il est vrai qu'il est question de réunir toutes les sections au Kirchberg dans l'immeuble à aménager pour la Bibliothèque Nationale. Aux calendes grecques ?

1. Section historique

Président: M. Paul Dostert,
38, rue Schrobilgen, L-2526 Luxembourg
Secrétaire: M. Michel Polfer
Marché-aux-Poissons, L-2345 Luxembourg

2. Section des sciences naturelles

Président: M. Pierre Seck,
162a, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg
Secrétaire: M. Paul Heuschling,
162a, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg

3. Section des sciences médicales

Président: Dr. Henri Metz,
6, rue des Eglantiers, L-1457 Luxembourg
Secrétaire: Dr. Marc Keipes,
Clinique Ste-Zithe, L-2763 Luxembourg

4. Section de linguistique, d'ethnologie et d'onomastique

Siège: 2a, rue Kalchesbruck, L-1852 Luxembourg
Président: M. Henri Klees,
53, rue de Kockelscheuer, L-5853 Fentange
Secrétaire: M. Ralph Fichtner, Tél.: 24 78 86 42
Courriel: sekretariat@igd-leo.lu

5. Section des arts et des lettres

Président: M. Pierre Schumacher,
18, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg
Courriel: pit.schumacher@gmail.com
Secrétaire: M. Loll Weber,
3, rue Jacques Battin, L-4406 Belvaux

6. Section des sciences morales et politiques

Président: M. André Elvinger,
174, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg
Secrétaire: M. Georges Als,
11, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg

Coordination entre sections et Réactivation de l'Institut en tant qu'ensemble

L'Institut grand ducal n'a pas eu jusqu'à présent d'activité propre distincte de celle des sections individuelles. Toutefois, dès 1868 le règlement organique avait prévu une coordination de l'activité des sections. A cet effet, l'Institut devait avoir un président et un secrétaire général, à choisir parmi les sections, ainsi qu'un conseil d'administration composé des présidents des sections, assistés du secrétaire général. « Le président gère les intérêts communs, ordonnance les dépenses, convoque et préside l'assemblée générale. » (art. 11). L'Institut était censé prendre des décisions (art.19), adoptées en assemblée générale, par la totalité des sections (art.18). Le règlement prévoyait aussi que les sections font l'échange de leurs publications (art.21), et que les bibliothèques des sections de l'Institut sont conservées dans un bâtiment fourni aux frais de l'Etat (art.19).

Depuis bien plus d'un siècle ces dispositions sont restées lettres mortes. A l'initiative des deux sections des sciences morales et de linguistique, un comité de coordination a été créé au début de 2009 afin de mettre à l'étude la question d'une certaine coordination du travail des sections. Dans une première phase M. Pierre Seck a accepté d'assumer les fonctions de président de la structure commune.

Notre Section a proposé un avant-projet de loi portant modification du Règlement organique de l'Institut Royal Grand-Ducal de Luxembourg qui date de 1868. Il est prévu de déposer cet avant-projet entre les mains de Madame la Ministre de la Culture. Les présidents des Sections ont eu l'honneur d'être reçus en audience par S.A.R. le Grand-Duc, protecteur de l'Institut Grand-Ducal, pour y exposer leurs projets et leurs problèmes. Les présidents ont encore rendu visite à Madame la Ministre de la Culture qui a accueilli avec compréhension ses *desiderata*, tant financiers que structurels, et parmi ceux-ci l'espoir qu'un jour l'Institut trouvera une demeure commune digne de ses travaux.

D'ores et déjà, des réunions régulières se tiennent à ces effets sous la présidence du président de la Section historique, la plus ancienne en rang, Monsieur Paul Dostert. Plusieurs groupes de travail se préoccupent des modalités d'une coopération des Sections sous l'organisation faîtière de l'Institut qui sera ainsi, après une longue période de veilleuse, réactivé. Aussi peut-on prévoir que sur le plan juridique, l'Institut se verra expressément reconnaître sa personnalité morale et que la mise en place d'un président et d'un secrétaire général de l'Institut dans son ensemble et sous le même toit conduira à la fois à une meilleure coopération entre les Sections et à une plus grande visibilité de l'Institut tant à l'égard du public qu'à l'égard des autorités. En attendant, les présidents des Sections envisagent et préparent la tenue d'une séance académique, au sens propre et figuré du terme, qui marquera les premiers résultats de ces efforts méritoires.

Dans le sens d'une meilleure transparence nous reproduisons ci-après les listes des membres des sections (à l'exception de la section médicale qui ne pratique pas le système de l'élection et s'identifie avec l'ensemble de la profession).

LES MEMBRES DE LA SECTION HISTORIQUE

(à la date du 08.02.2011)

Barthel Charles, (2003)
15, route de Luxembourg - L-6196 Eisenborn

Dostert Paul, (1991)
18, rue Schrobilgen - L-2526 Luxembourg

Goedert Joseph, (1949)
Fondation Pescatore - L-2423 Luxembourg

Hellinghausen Georges, (1995)
51, rue J. Wilhelm - L-2827 Luxembourg

Kieffer Monique, (1995)
59, rue de l'Eglise - L-7224 Walferdange

Kirps Josée, (2006)
Plateau du Saint-Esprit - L-1475 Luxembourg

Krier Jean, (1985)
Marché-aux-Poissons - L-2345 Luxembourg

Langini Alex, (2010)
26, rue Munster - L-2160 Luxembourg

Margue Michel, (2000)
6 am Gronn - L-6917 Roodt/Syre

Margue Paul, (1964)
38, rue Seimetz - L-2531 Luxembourg

May Guy, (1991)
6, rue des carrefours - L-8015 Strassen

Polfer Michel, (2007)
Marché-aux-Poissons - L2345 Luxembourg

Schoentgen Marc (2010)
1, rue de la Croix - L-9216 Diekirch

Schroeder Jean, (1980)
3, rue C.M. Spoo - L-6483 Echternach

Thewes Guy, (2010)
14, rue du St Esprit - L-2090 Luxembourg

Thill Gérard, (1965)
5, rue des Lignes - L-1935 Luxembourg

Trauffer Henri, (2003)
20, rue des Lilas - L-6454 Echternach

Trausch Gilbert, (1964)
2, rue des Roses - L-2445 Luxembourg

Weiller Raymond, (1969)
40, rue de l'Avenir - L-1147 Luxembourg

Bureau exécutif:

Paul Dostert, Président

Michel Polfer, Secrétaire et Conservateur

Monique Kieffer, Bibliothécaire

Charles Barthel, Trésorier

Josée Kirps, Archiviste

Guy May

LES MEMBRES DE LA SECTION DES SCIENCES

Membres effectifs

Nom	Prénom	Nom	Prénom
Altzinger	Gust	Massard	Jos
Bintz	Jacques	Massard-Geimer	Gaby
Diederich	Paul	Meisch	Claude
Elter	Robert	Metz	Henri
Francis	Olivier	Muller	Adolphe
Groff	Paul	Pfister	Laurent
Hary	Armand	Pier	Jean-Paul
Heuschling	Paul	Poncin	Norbert
Hoffmann	Jules A.	Sauber	Ferd
Hoffmann	Lucien	Schneider	Nico
Humbel	René L.	Seck	Pierre
Kieffer	Nelly	Stomp	Norbert
Kies	Antoine	Theves	Georges
Klopp-Albrecht	Monique	Thorn	Robert
Kugener	Henri	Wennig	Robert
Kutter	Dolphe	Werner	Jean
Lahr	Jos		

Membres d'honneur

Nom	Prénom	Nom	Prénom
Barthelmy	Jean-Pierre	Keller-Didier	Colette
Christen	Hans Rudolf	Krüger	Jan-Kristian
Cohen-Tannoudji	Claude Nessim	Lehn	Jean-Marie
Coppens	Yves	Lorquet	Jean-Claude
De Duve	Christian	Paquet	Paul
D'Hondt	Jean-Loup	Parent	Georges Henri
Eymard	Pierre	Pelt	Jean-Marie
Gerl	Maurice	Perdang	Jean
Hampe	Erhart	Siest	Gérard
Hansen	Jean-Pierre	Sigvaldson	Gudmundur
Haton	Jean-Paul	Vincendon	Guy
Hocquart	Roger	von Szentpaly	Laszlo
Juvigne	Etienne	Weis	Antoine
Kahane	Jean-Pierre	Zongziz	Cai

Source: rapport d'activités 2010 de la Section

LES MEMBRES DE LA SECTION
DE LINGUISTIQUE, D'ETHNOLOGIE ET D'ONOMASTIQUE

Nom	Prénom	Ville
Membres effectifs		
Atten	Alain	Luxembourg
Barthelemy	Ben	Schandel
Becker	Armand	Ehnen
Berg	Guy	Bous
Diderich	Tom	Bruxelles
Ecker	Alexandre	Thionville
Ensch	Jean	Strassen
Kalmes	Victor	Berschbach
Kayser	Prosper	Bech-Kleinmacher
Klees	Henri	Fentange
Krantz	Robert	Dudelange
Krieger	Carlo	Pekin
Lafontaine	Paul	Belvaux
Lorang	Fernand	Rumelange
Lulling	Jérôme	Schiffange
Malget	Jean	Whlerange
Meder	Cornel	Niedercorn
Meintz	Jean-Claude	Luxembourg
Milmeister	Jean	Tuntange
Moulin	Claudine	Rameldange
Mousset	Jean-Luc	Luxembourg
Muller	Jean-Claude	Rédange
Reisdoerfer	Joseph	Wiltz
Riechert	Charles	Luxembourg
Schlechter	Pierre	Schoos
Scholer	Othon	Diekirch
Wiltgen	Alphonse	Luxembourg
Wirtgen	Georges	Luxembourg

Membres d'honneur

Cox	H. L.	Bonn
Fraikin	Jean	Liège
Freckmann	Klaus	Trier
Gärtner	Kurt	Berlin
Kramer	Johannes	Trier
Krier	Fernande	Paris
Langensiepen	Fritz	Bonn
Newton	Gerald	Sheffield
Rohr	Günther W.	Föhren
Schanen	François	Clapiers
Wegera	Klaus-Peter	Bochum

Membres correspondants

Bento	Isabel	Luxembourg
Berg	Florence	Schrasseg
Biver	Jemph	Scheedgen
Deitz	Luc	Koerich
Fichtner	Ralph	Howald
Jehle	Christine	Howald
Leytem	Eugène	Mersch
Margue	Michel	Roodt-sur-Syre
Reuter	Antoinette	Luxembourg
Sperl	Helmuth	Luxembourg
Weyland	Léon	Luxembourg

Publications:

Bulletin linguistique et ethnologique
Beiträge zur luxemburgischen Sprach - und Volkskunde

LES MEMBRES DE LA SECTION DES ARTS ET DES LETTRES
(en date du 15.12.2009)

Sous-Section « Littérature française » (6)

CONTER Claude
66, rue Dr. Welter - L-4347 Esch-sur-Alzette - Tél. 553043

KAYSER Lucien
11, rue Lemire - L-1927 Luxembourg - Tél. 446377
e-mail : lucien.kayser@gmail.com

MOLITOR Félix
1877 chemin des Nauses - F-82200 Moissac
e-mail : felix.molitor@education.lu

SCHAAACK Raymond
53, rue de Gasperich - L-1617 Luxembourg - Tél. 487417
e-mail : rasak@pt.lu

SCHLECHTER Lambert
30, Duerfstrooss - L-9156 Eschweiler - Tél. 26950177

WELTER René
47, rue Marie-Curie - L-3447 Dudelange - Fax 523419
e-mail : rene.welter@estuaires.lu

Sous-Section « Littérature allemande » (7)

BLAISE Henri
28b rue J.P. Brasseur - L-1258 Luxembourg - Tél. 445149

GOETZINGER Germaine
14, rue Edmond Dune - L-1404 Luxembourg - Tél. 760029 / 326955-315

GROBEN Jos
2, rue Millewee - L-5417 Ehnen - Tél. 760029
e-mail : joseph.groben@education.lu

JACOBY Lex
8, rue Bellevue - L-7214 Lux.-Bereldange - Tél. 339953

KOHNNEN Jos
55, rue Louis XIV - L-1948 Luxembourg - Tél. 440612

KOLTZ Anise

4, rue Comte de Ferraris - L-1418 Luxembourg

MAAS Paul

6, rue du Château - L-5772 Weiler-la-Tour - Tél. 23667370

e-mail : pol.maas@education.lu

Sous-Section « Littérature luxembourgeoise » (6)

BRAUN Josy

27, rue Dangé de St. Romain - L-8260 Mamer - Tél. 311880

e-mail : joklima@pt.lu

GREISCH Pol

17, rue J.P. Koenig - L-1875 Luxembourg - Tél. 472865

HOSCHEIT Jhemp

58, rue des Remparts - L-4303 Esch-sur-Alzette - Tél. 542587

e-mail : jhemp.hoscheit@education.lu

KARTHEISER Josiane

28, rue Gutenberg - L-1649 Luxembourg - Tél. 495035

e-mail : josiane.kartheiser@education.lu

LOSCH Henri

6, rue des Thermes - L-8266 Mamer - Tél. 318043

PÜTZ Pol

112, rue de l'Eglise - L-7224 Walferdange - Tél. 330233

e-mail : pol@putz.lu

Sous-Section « Musique » (6)

CAO Pierre

18, rue de Roedgen - L-3961 Ehlang - Tél. 370329

e-mail : pierre.cao@arsysbourgogne.com

KERGER Camille

17, rue de la Gare - L-3334 Hellange - Tél. 512729

LENNERS Claude

rue Aloyse Meyer - L-2154 Luxembourg - Tél. 407214

e-mail : lcl.@pt.lu

MÜLLENBACH Alexander

Rosittengasse 3 - A-5020 Salzburg

Tél. 0043-662-820023 - Gsm 0043-676-9508541

e-mail : amuellenbach@aon.at

ULVELING Paul

14, rue du Fossé - L-7319 Steinsel - Tél. 339181

e-mail : pba@vo.lu

WEBER Loll

B.P.11 - L-9701 Clervaux - Tél. 921060 - Gsm : 691 193410

e-mail : lollweb@pt.lu

Sous-Section « Théâtre, Danse, Cinéma et Médias » (7)

EIFFES Christiane

1, rue Fort Elisabeth - L-1463 Luxembourg - Tél. 483495

e-mail : danse@danse.lu

HOFFMANN Frank

1, Sëmmelgronn - L-8395 Simmer - Tél. 305021

e-mail : frank.hoffman.n@ename.lu

LESCH Paul

62, rue de Hamm - L-1713 Luxembourg - Tél. 292389

e-mail : paul.lesch@education.lu

LINK André

1, rue L.de Froment - L-2413 Luxembourg - Tél. 484171

e-mail : andre.link@saint-paul.lu

MANGEN Claude

30, Cité Pierre Strauss - L-9357 Bettendorf - Tél. 807437 - Gsm 621-555802

e-mail : cmangen@lookomma7.lu

REUTER Lex

25, rue des Aulnes - L-4986 Sanem - Tél. 594762

e-mail : alex.reuter@education.lu

VON ROESGEN M.-Paule

12, bvd. Paul Eischen - L-1480 Luxembourg - Tél. 475408

e-mail : mpvonroesgen@hotmail.com

Sous-Section « Arts plastiques et Architecture » (8)

BAUER Christian

107, rue de Hollerich - L-1741 Luxembourg - Tél. 330367-1

e-mail : cba@cba.lu

EWEN Luc

4, rue d'Ettelbruck - L-7462 Moesdorf - Tél. 325557

NEY Bertrand

34, rue de Bettembourg - L-3320 Berchem - Tél. 369988

e-mail : bertrand.ney@gmx.net

NICOLAS Pit

6b, Rannerwee - L-8334 Cap - Tél. 300296

e-mail : mady.nicolas@internet.lu

SCHUMACHER Pierre

18, av. Gaston-Diderich - L-1420 Luxembourg - Tél. 452826

e-mail : pit.schumacher@gmail.com

STRAINCHAMPS Armand

23, rue Alfred de Musset - L-2175 Luxembourg - Tél. 222091

THILL Edmond

27, rue Henri Lamormesnil - L-1915 Luxembourg

Musée National Marché-aux-Poissons - L-2345 Luxembourg

Tél. 479330-314

THURM Nico

4, rue de Rotterdam - L-4308 Esch-sur-Alzette - Tél 550895

Membres correspondants (5)

KRIER Rob

41, Westsalischestrass - D-10711 Berlin

PENSIS Bram Henri

2485m Vicking Court - Wi-54904 Oskosh USA

RIGAUD Jacques

22, rue Bayard - F-75008 Paris

SCHALZ Nicolas

45, Bleichstrasse - D-28203 Bremen

WELCH Liliane

59, um Schloss - L-5880 Hespérange

Membres honoraires (3)

JUNIUS Jean-Pierre

64, rue de l'Eglise - Schiffflange

WORRE Théo

21, avenue Monterey - Luxembourg

**ARRETE ROYAL GRAND-DUCAL DU 24 OCTOBRE 1868,
PORTANT APPROBATION DU REGLEMENT POUR
L'INSTITUT ROYAL GRAND-DUCAL DE LUXEMBOURG**

Nous, GUILLAUME III, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc., etc.;

Vu le règlement organique proposé par la société des anciens monuments, par la société des sciences naturelles et par celle des sciences médicales, pour l'Institut royal grand-ducal de Luxembourg;

Sur le rapport de Notre Directeur-général des finances et vu la délibération du Gouvernement réuni en conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

Art.1^{er}

Le règlement susmentionné, tel qu'il est annexé au présent arrêté, est approuvé.

Art.2

Notre Directeur-général des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Luxembourg, le 24 octobre 1868.

Pour le Roi Grand-Duc:

Son Lieutenant-Représentant

dans le Grand-Duché,

HENRI,

PRINCE DES PAYS-BAS.

Pour le Prince:

Le Directeur-général des finances,
de COLNET-D'HUART

Le Secrétaire,
G. d'OLIMART

**INSTITUT ROYAL GRAND-DUCAL DE LUXEMBOURG
REGLEMENT ORGANIQUE (24.10.1868)**

1. Composition et but de l'Institut

Art.1^{er}

Il est établi à Luxembourg une société ayant pour but de cultiver les sciences, les lettres et les beaux-arts.

Cette société prend le nom d'Institut royal grand-ducal, et se compose actuellement des trois sociétés déjà existantes: de la société archéologique, de la société des sciences naturelles et de celle des sciences médicales.

Pour mieux atteindre le but que ces trois sociétés ont poursuivi jusqu'à ce jour, chacune dans sa spécialité, celles-ci sont réunies en une seule. Cette réunion met les sociétaires à même d'agir de concert, de se prêter un appui mutuel et de soigner davantage les intérêts communs à tous. Elle a en outre l'avantage de faciliter au public l'accès des collections.

Art.2

Sa Majesté le Roi Grand-Duc est Protecteur de l'Institut.

Son Altesse Royale le Prince Lieutenant-Représentant de Sa Majesté dans le Grand-Duché en est Président d'honneur.

En cette qualité Son Altesse Royale dirige Elle-même les opérations de l'association toutes les fois qu'Elle assiste à une de ses réunions.

Art.3

L'Institut est divisé, pour le moment, en trois sections. Ces sections correspondent aux susdites sociétés et se nomment respectivement: Section des sciences historiques, Section des sciences naturelles et mathématiques et Section des sciences médicales.

Le Gouvernement royal grand-ducal, d'accord avec la Société, se réserve d'ajouter une ou plusieurs sections à celles ci-dessus énumérées.

Art.4

L'Institut se compose de trois catégories de membres: de membres effectifs, de membres correspondants ou agrégés et de membres honoraires.

Ces membres sont nommés par les sections conformément aux règlements spéciaux de ces dernières.

Le nombre des membres n'est pas limité, sauf les cas prévus par les règlements particuliers.

Tout membre effectif nouvellement élu paie, en entrant dans sa section, un droit d'admission dont le minimum est fixé à dix francs, et dans la suite une cotisation annuelle de cinq francs au moins.

Le sociétaire qui est membre de deux ou de plusieurs sections, paie la contribution entière de la section pour laquelle il opte et la moitié seulement de la cotisation des autres sections dont il fait partie.

Art.5

Chaque membre effectif d'une section a le droit d'assister aux séances des autres sections, sans toutefois y avoir voix délibérative.

Art.6

Chaque section a son administration, son budget et ses publications séparées.

Art.7

Il n'y a d'autres dépenses communes à effectuer que celles autorisées par l'assemblée générale. Dans ces dépenses, chaque section ne supporte qu'une part proportionnelle au subside qui lui est accordé sur la caisse de l'Etat.

2. Administration et Personnel**Art.8**

L'Institut a un président et un secrétaire général. Il est administré par les présidents des sections, assistés du secrétaire général.

Art.9

Le président de l'Institut et le secrétaire général sont en exercice pendant un an, et entrent en fonctions immédiatement après la séance publique du mois d'octobre, dont il est question à l'art. 16.

Art. 10

Les fonctions de président annuel de l'Institut sont remplies tour-à-tour par les présidents des différentes sections, d'après l'ancienneté de leur fondation.

Il en est de même des fonctions de secrétaire général, qui sont exercées annuellement par le secrétaire de la section dont le président est en même temps président de l'Institut.

Art. 11

Le président gère les intérêts communs, ordonnance les dépenses, convoque et préside l'assemblée générale.

Art. 12

Le secrétaire général est chargé des écritures concernant l'Institut, de la correspondance générale, de la conservation des archives et de la comptabilité commune.

Dans les séances plénières, le secrétaire général peut se faire assister par les secrétaires sectionnaires comme secrétaires adjoints.

Art. 13

En cas d'empêchement, le président annuel est remplacé par celui des présidents de section qui doit lui succéder comme président de l'Institut.

Lorsque le secrétaire général est empêché d'exercer ses fonctions, elles sont remplies par celui des secrétaires sectionnaires qui doit lui succéder en sa dite qualité.

3. Séances et Délibérations**Art. 14**

Le Président convoque l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire.

Il la convoque aussi souvent qu'il le juge nécessaire ou que les bureaux sectionnaires le demandent.

Art. 15

Le secrétaire général rédige les procès-verbaux, et en donne lecture; il rend compte de la gestion des fonds, signale les faits nouveaux et communique aux sections les pièces ou les articles dont la connaissance peut les intéresser.

Après chaque séance générale, le secrétaire peut transmettre un extrait du procès-verbal à un ou plusieurs journaux. Lorsque l'assemblée le demande, il en publie un bulletin spécial.

Art. 16

Les membres de l'Institut se réunissent en séance ordinaire, chaque année le dernier mardi du mois d'octobre à cinq heures du soir. Si ce mardi tombe la veille de la Toussaint, la séance ordinaire aura lieu le lundi qui précède cette fête.

La séance ordinaire est publique.

L'ordre à observer dans les séances est fixé par le règlement.

Art. 17

Nul mémoire, rapport, discours et nulle communication quelconque ne peut faire l'objet d'une lecture ou discussion publique, et aucune expérience ne peut être faite sans approbation préalable du bureau de la section respective.

Art. 18

Les décisions de l'Institut sont prises par la totalité des sections réunies en assemblée générale.

Ces sections adoptent ou rejettent, à la majorité des suffrages, les propositions qui leur sont soumises.

4. Bibliothèques et Musées**Art. 19**

Les bibliothèques et les collections des trois sections de l'Institut sont conservées dans un bâtiment fourni aux frais de l'Etat.

Bien que distinctes, elles sont réunies pour autant que possible dans un local commun, qui servira également aux séances de l'Institut et à celles des sections.

Elles sont confiées à la garde des conservateurs et secrétaires des sections respectives.

Art. 20

En cas de nomination d'un bibliothécaire conservateur, les fonctions de cet employé seront déterminées dans le règlement spécial.

5. Publications**Art. 21**

Les sections font, chacune indépendamment des autres, publier leurs travaux. Elles font mutuellement l'échange de leurs publications.

6. Dispositions transitoires

Art. 22

Si des changements ou des ajoutes au présent règlement organique sont jugés nécessaires, ils sont débattus en assemblée générale et votés à la majorité des voix.

Si l'assemblée générale les approuve, elle les soumet à la sanction du Gouvernement.

Art. 23

Chaque section introduira dans son règlement spécial les modifications nécessaires pour l'adapter au présent règlement organique.

Appartient à l'arrêté royal grand-ducal du 24 octobre 1868.

Le Secrétaire pour les affaires du Grand-Duché
G. d'OLIMART

Règlement Organique de la Section des Sciences Morales et Politiques de l'Institut Grand-Ducal

Chapitre 1^{er} – But et activité de la section

Art. 1^{er}. La section a pour but de cultiver l'étude des sciences morales et politiques et de favoriser leur diffusion.

Par sciences morales et politiques, au sens du présent règlement, il y a lieu d'entendre, notamment, la philosophie, les sciences sociales, politiques et économiques, ainsi que la science juridique.

La section groupe des personnes qui, par la valeur de leurs travaux scientifiques, méritent d'être réunies en un collège représentatif des branches du savoir définies ci-dessus.

Art. 2. La section accomplit sa mission par tous les moyens qu'elle juge appropriés et, en particulier, par

- des réunions de travail;
- la participation à des réunions internationales d'étude;
- l'organisation de cours et de conférences publics;
- l'édition de publications.

Les travaux de la section font l'objet d'une publication annuelle.

La section peut prendre toute disposition, le cas échéant en coopération avec les autres sections de l'Institut grand-ducal et les institutions poursuivant des buts similaires, en vue de faciliter le travail scientifique de ses membres, notamment par la constitution d'une documentation et d'une bibliothèque.

La section conseille le Gouvernement dans le domaine de la compétence définie ci-dessus. Elle donne son avis sur les questions scientifiques qui lui sont soumises; elle peut prendre l'initiative d'adresser des rapports et des vœux au Gouvernement, aux institutions et aux établissements publics.

Chapitre 2 – Composition de la section

Art. 3. La section comprend des membres effectifs, des membres correspondants, des membres agrégés et des membres d'honneur.

Le nombre des membres effectifs est limité à quarante; il ne pourra être excédé qu'en vertu d'une délibération prise et approuvée conformément à l'article 23 du présent règlement.

Les membres effectifs participent, de plein droit, à toutes les activités et délibérations de la section. Les autres membres y prennent part sur invitation et, en ce qui concerne les délibérations, avec voix consultative.

Art. 4. Pour être admis comme membre d'une des catégories déterminées par l'art. 3 il faut être proposé par deux membres effectifs. Toute proposition doit être présentée par écrit et adressée au président de la Section, accompagnée d'une notice exposant les mérites scientifiques du candidat et d'un relevé de ses publications. Le président soumet la candidature au conseil d'administration qui peut demander les informations supplémentaires qu'il juge utiles.

Sur avis positif du conseil d'administration, la demande d'admission est soumise au vote lors d'une réunion des membres effectifs de la section. Si l'avis du conseil d'administration est négatif, il est communiqué, avec ses motifs, à ceux qui ont proposé le nouveau membre, et s'ils le demandent, la candidature sera soumise à la réunion des membres effectifs. Pour être élu, le candidat doit réunir les deux tiers des suffrages des membres présents ou représentés. L'élection se fait au scrutin secret.

Le conseil d'administration veille à assurer un équilibre entre les différentes branches du savoir représentées au sein de la section conformément à l'article 1^{er}, alinéa 2 du présent règlement.

Art. 5. Les membres correspondants sont désignés en règle générale parmi les personnalités résidant à l'étranger, les membres agrégés parmi les personnalités susceptibles d'être admises ultérieurement en qualité de membres effectifs.

Art. 6. L'exclusion de la section peut être prononcée pour un fait grave, en vertu d'une décision prise à la majorité des deux tiers des membres effectifs.

Art. 7. Le membre effectif ou agrégé qui, pendant une année entière, n'a pas pris part, sans motif légitime, aux travaux de la section, est censé renoncer à sa qualité de membre.

Chapitre 3 – Administration de la section

Art. 8. La section est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins dont le président, élus par l'assemblée générale des membres effectifs de la section, pour des mandats de cinq ans;

Dans la mesure du possible les branches visées à l'article 2 seront représentées au conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut désigner en son sein un vice-président. Il désigne un secrétaire général et un trésorier.

Le conseil d'administration ne peut délibérer valablement que si la majorité de ses membres est réunie.

Art. 9. Le président gère les intérêts de la section, convoque et préside les assemblées et les réunions de la section, et veille à l'application du règlement.

En cas d'empêchement, le président est remplacé par le vice-président ou le secrétaire général.

Art. 10. Le secrétaire général est chargé des écritures et de la correspondance concernant la section. Il a en outre le soin de la documentation, de la bibliothèque et des archives.

Art. 11. Le trésorier de la section est chargé des recettes et des dépenses de la section. Tous les ans il rend compte de sa gestion.

Art. 12. Les actes, écritures et correspondances de la section sont signés par le président, le secrétaire général ou le trésorier, selon leurs attributions.

Art. 13. Le conseil d'administration pourra, d'après les besoins de la section, fixer une cotisation annuelle à payer par les membres effectifs et par les membres agrégés.

Art. 14. Au début de chaque année, la section adresse au Gouvernement son rapport d'activité pour l'année écoulée, son programme de travail pour l'année en cours, ainsi que le compte des recettes et des dépenses de l'année écoulée et le budget de l'année en cours.

Art. 15. Les recettes de la section sont constituées notamment:
1° par les subsides du Gouvernement; 2° par la vente des publications;
3° par les dons de particuliers; 4° s'il y a lieu, par les cotisations des membres.

Art. 16. Les membres qui se déplacent pour remplir une mission dans l'intérêt de la section peuvent obtenir le remboursement de leurs dépenses.

Art. 17. Les dépenses extraordinaires excédant les ressources de la section font l'objet d'une proposition spéciale et motivée à soumettre au Gouvernement.

Chapitre 4 – Réunions et délibérations de la section

Art. 18. Il sera tenu chaque année au cours du premier semestre une assemblée générale des membres effectifs. Le conseil d'administration en fixe le jour et l'heure.

Art. 19. Après la lecture du procès-verbal de l'assemblée générale précédente, le secrétaire général de la section donne sommairement connaissance de la correspondance et le trésorier rend compte de la gestion des fonds.

Le secrétaire général peut transmettre un extrait du procès-verbal à la presse, aux fins de publication.

Art. 20. Le président de la section fait convoquer des assemblées générales extraordinaires toutes les fois qu'il le juge nécessaire et, en tout cas, à la demande motivée d'au moins cinq membres effectifs.

Art. 21. Les rapports et les mémoires des membres ou des personnalités invitées sont présentés et discutés en séance, ou, si le conseil d'administration en décide ainsi, sont adressés aux membres. Les auteurs des mémoires ont droit à la livraison gratuite de vingt-cinq imprimés de leur travail.

Art. 22. L'assemblée générale délibère à la majorité des membres effectifs présents ou représentés, sous réserve des dispositions spéciales du présent règlement. Procuration ne peut être donnée qu'à un autre membre et seulement par écrit.

Les membres votent à haute voix, sauf dans les cas où le présent règlement en dispose autrement et lorsque le scrutin secret est soit proposé par le président, soit demandé par trois membres au moins.

Chapitre 5 – Dispositions finales

Art. 23. Le présent règlement ne pourra être modifié que par la délibération d'une assemblée générale de la section, pour laquelle la majorité des deux tiers des membres effectifs doit être présente ou représentée, sous réserve de l'approbation par le Gouvernement. La modification sera publiée au Mémorial.

Si l'assemblée a été convoquée sans que les deux tiers des membres effectifs soient présents ou représentés, elle pourra, après une nouvelle convocation, prendre une résolution sur les objets mis à l'ordre du jour à la majorité des membres présents ou représentés, quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

Art. 24. En cas de dissolution, le patrimoine de la section est acquis à l'Etat.

Art. 25. Il y a lieu d'entendre, dans le présent règlement, par l'expression «le Gouvernement», le Ministre ayant dans ses attributions les affaires culturelles.